

SOMMAIRE

FRONTIERES

- Argentine : fédéralisme et territoires.
par *Marie-France Prévôt Schapira* 5

DOSSIER

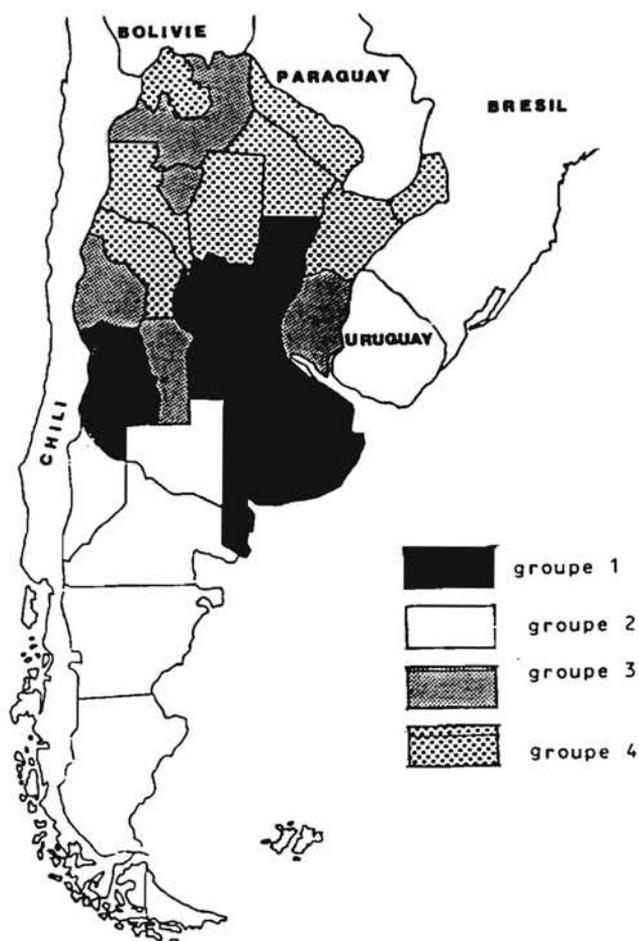
LIBÉRALISME ET DÉRÉGULATION EN AMÉRIQUE LATINE

- Avant-propos.
HUBERT DROUVOT et GUY MARTINIÈRE 35
- Le modèle chilien à la lumière de l'expérience des pays agro-exportateurs de l'ASEAN.
PASCAL BYÉ et JEAN-PIERRE FREY 37
- Convertibilité, stabilisation et dérégulation en Argentine.
CÉLIA HIMELFARB 49
- Le Brésil, du "miracle" à la difficile gestion de l'"après-miracle".
JACKY BUFFET 65
- Libéralisme et politique nationale de développement technologique : l'industrie aéronautique au Brésil.
HUBERT DROUVOT 93

INFORMATION SCIENTIFIQUE ET COOPÉRATION

- A propos de l'histoire de l'historiographie brésilienne.
GUY MARTINIÈRE 117
- Manifestations scientifiques : *L'Europe et l'Amérique latine.*
Processus d'intégration et nouveaux rapports 147
- Lectures 149

DÉCOUPAGE DE L'ESPACE SELON LE CONSEIL FÉDÉRAL D'INVESTISSEMENT



Groupe 1 : provinces avancées

Groupe 2 : provinces de faible densité

Groupe 3 : provinces intermédiaires

Groupe 4 : provinces retardataires

Carte établie par Marie-France Prévôt Schapira

FRONTIÈRES

ARGENTINE : FÉDÉRALISME ET TERRITOIRES

Marie-France PRÉVOT SCHAPIRA*

*"Hay que terminar con provincias convertidas en mendigas ante el poder central, suplicando por la asistencia de fondos que en verdad le pertenecen por ley y por justo derecho."*¹

Après plus d'un siècle de fédéralisme "centraliste", les mesures de privatisation et décentralisation prises par le gouvernement de C. Menem marqueront-elles le renversement de cette tendance ? L'application sans nuance d'une politique néolibérale de sortie de crise change le niveau spatial de référence. Alors que les politiques publiques depuis les années 1880, celles de la création de l'État-nation, s'étaient inscrites dans ce cadre et avaient contribué à sa construction, la remise en cause de tous les paradigmes de l'État national populaire voit se dessiner une conception territoriale autre où les échelons locaux et internationaux deviennent les espaces de référence dominants. L'actuel gouvernement n'a pas de politique territoriale et il donne un rôle clef aux provinces dans la restructuration économique : ceci n'est pas contradictoire. Il s'agit aujourd'hui d'améliorer la performance globale du pays. L'idée d'homogénéiser l'espace ainsi que celle d'atténuer les fortes inégalités régionales par des actions spatialement différenciées est abandonnée, voire rejetée. C'est dans cette perspective, celle du territoi-

* Chercheur au Centre de recherche et de documentation sur l'Amérique latine (CREDAL-CNRS)

re, que nous abordons la question de la décentralisation et du fédéralisme, problème récurrent depuis la création de la nation, au centre de la réforme de l'État. Le retour à la démocratie en 1983 a relancé le débat sur la décentralisation. Assortie à celles de la participation, de la réforme de l'État, de l'élargissement de la citoyenneté et de la démocratie locale, l'idée de décentralisation réapparaît en force à la fois dans les discours, dans le projet alfonsiniste, et dans les recherches en sciences sociales. Le thème n'est pas nouveau. Il est dans les années 1950, associé aux politiques de déconcentration industrielle et de planification. Mais il reste cependant circonscrit à un monde de techniciens, élus administrateurs, planificateurs, géopoliticiens et chercheurs.

En revanche, il est en Argentine, le plus souvent lié à celui du fédéralisme qui a une forte résonance dans la mémoire collective pour appartenir au vocabulaire politique, culturel, identitaire de la nation. Question toujours sensible, dans un pays qui ne connaît cependant pas de problème ethnique, linguistique ou de nationalité comme d'autres États fédéraux, la revendication fédérale rappelle la difficile création de l'État-nation.² Après de longues luttes entre Fédéralistes et Unitaires s'est mis péniblement en place un fédéralisme d'agrégation pour réunir à la ville et à la province de Buenos Aires, les provinces jalouses de leur autonomie et de leurs particularismes. Ce clivage, le port/l'intérieur, se superpose à d'autres qui ne se recouvrent pas ou plus forcément, mais qui aboutissent à une construction sémantique qui oppose unitaires/fédéralistes, cosmopolite/national, civilisation/barbarie, centre/périphérie, oligarchie/populaire, jacobins/caudillos.³ Des glissements se sont opérés au cours de l'histoire et depuis le début du siècle, les conservateurs, comme les radicaux et plus tard les péronistes se sont réclamés du fédéralisme, terme chargé d'ambiguïté et d'illusions.

C'est dans la relation toujours conflictuelle entre le "centre" et la périphérie ou plutôt les périphéries que s'inscrit la question de la décentralisation, dans une histoire toujours à vif et dans une géographie paradoxale. En effet, cette opposition recouvre une double réalité : concentration des activités et des hommes d'une part et fédéralisme "centraliste" d'autre part qui vient se confondre dans ce que l'on a appelé "l'effet Buenos Aires".⁴

LA PRÉGNANCE DES RAPPORTS CENTRE/PÉRIPHÉRIE

En dépit de la constitution fédérale de 1853-1860, sur le modèle nord-américain, le centralisme l'a emporté.⁵ Il trouve son origine dans la formation de l'État national à la fin du XIXe siècle, dans les fonctions qu'il assume pour

intégrer l'économie pampéenne à l'économie mondiale. En contrepoint de la prospérité de la Pampa, s'approfondit à la fin du XIXe siècle le «déclin historique» des économies de l'intérieur.⁶

Le déclin historique de «l'intérieur»

Jusque dans la seconde moitié du XVIIIe siècle, l'*interior* constitue le centre de la vie économique de la colonie rattachée au système minier du Haut Pérou de sorte que l'opposition est forte entre les hautes terres et les basses terres - le littoral- sans ressources. La création de la vice royauté du Río de la Plata (1776) et le traité de libre-échange deux ans plus tard (1778) entraînent le basculement vers l'Atlantique. Cependant, l'axe Buenos Aires/Potosi reste l'axe actif du commerce et des échanges, le long duquel s'égrènent les principales villes coloniales. Les relations avec le Chili et la Bolivie demeurent essentielles à leur économie.

L'indépendance (1810) qui détache le Haut Pérou marque le changement décisif dans l'organisation du territoire. Durant les guerres civiles (1830/1860) qui opposent les provinces historiques à celle de Buenos Aires, les villes de l'intérieur, isolées du port, connaissent une dernière période de prospérité liée aux échanges avec la Bolivie et le Chili.

L'unification (1853-1860) y met fin. Elle s'accompagne de la réorganisation du territoire. La suppression des barrières douanières provinciales, la réfection des routes et surtout la construction d'un réseau de chemin de fer en éventail qui converge vers Buenos Aires, permettent d'unifier le marché national.

L'idée la plus répandue sur la question régionale en Argentine durant le processus d'unification nationale (1880-1930), c'est de considérer l'État comme le représentant des intérêts économiques de Buenos Aires qui, pour imposer un nouvel ordre économique, ruine les économies régionales. Or la principale contradiction durant cette période, c'est d'une part la dépendance économique de l'État à l'économie pampéenne et d'autre part sa dépendance politique aux oligarchies. Un système d'alliance avec les oligarchies provinciales supposait d'irriguer les provinces pauvres d'emplois et de ressources du centre et de créer dans d'autres des marchés protégés, comme celui de la vigne à Mendoza et du sucre à Tucumán.⁷

Ainsi des facteurs compensatoires sont alors mis en place pour assurer l'"ordre conservateur"⁸ et les villes commerçantes se transforment en villes de bureaucrates dans des provinces de plus en plus tenues en main par le pouvoir central. Toutefois, jusque dans les années 1930, les provinces disposent d'une certaine

vie politique propre qu'elles perdront ensuite. L'exécutif a largement usé et ceci jusqu'à nos jours - à l'exception de la présidence d'Alfonso - le pouvoir d'intervention que lui donne la Constitution. Conçu pour protéger les États fédérés contre les troubles, il a été utilisé comme un instrument de centralisation, car il permet de suspendre les pouvoirs constitués et de les remplacer par des agents du centre. Cette dépendance à l'égard du centre laissa peu d'espace à l'expression d'un régionalisme porté par les élites locales.

La réorganisation nationale depuis le centre

A partir de 1880, date de la fédéralisation de Buenos Aires, la ville devient le lieu de la mise en œuvre d'un projet politique capable de produire une nouvelle image du territoire, celle d'un espace homogénéisé et d'un ordre unique. La mise en place de politiques publiques depuis l'État central - infrastructures de base, services urbains, politique d'appui à l'immigration et à la colonisation des terres «vides» au profit de la province de Buenos Aires - contribua à un effacement des territoires provinciaux. La création de *Obras Sanitarias de la Nación* en 1912 est un bon exemple de ce "fédéralisme en trompe-l'oeil".⁹ La Constitution de 1853 confie la responsabilité de l'adduction d'eau aux communes et aux provinces. Mais très vite, la nation est la seule collectivité publique à disposer de moyens financiers d'une politique de service public. Il en va de même pour l'éducation publique. La Constitution reconnaît le droit des provinces à organiser l'éducation primaire, alors que la nation la prend en charge à partir des années 1870-1880. La création en 1884 d'un Conseil national de l'Éducation et d'un corps d'inspecteurs présents dans les provinces est plus proche du modèle français que du modèle anglo-saxon. Ce centralisme est encore renforcé par la loi Lainez (1905) qui donne à ce Conseil la possibilité de créer dans les provinces des écoles nationales ; à partir de cette date leur extension fut plus rapide que celle des écoles provinciales. Ce processus a consacré l'hégémonie de la grande bourgeoisie terrienne et commerçante de la province et du port de Buenos Aires sur les oligarchies locales.

Avec la crise des années 1930, la réorientation vers le marché national et l'apparition de nouveaux acteurs - travailleurs organisés, entrepreneurs, bureaucraties - n'infléchit pas le processus, au contraire. Le centralisme se voit renforcé par une intervention croissante de l'État qui devient l'agent du développement. Même si durant la phase des industries de substitution d'importations certaines provinces trouvent un second souffle dans les cultures — coton, tabac, sucre - destinées à fournir des matières premières à l'industrie nationale,

l'impulsion vient du centre et les économies régionales se trouveront fortement dépendantes des mesures protectionnistes mises en place par l'État. La création des grandes entreprises publiques, de la banque centrale, de commissions nationales de produits (tabac, coton, *yerba*, vigne), laissèrent peu de place à une action des provinces et des municipes.

A cela s'ajoute le poids des appareils des partis et des syndicats. Les populismes d'Yrigoyen et de Perón étaient des idéologies fortes dont les bases sociales étaient en cours de concentration accélérée en milieu urbain et plus particulièrement en milieu métropolitain. Bien que l'Union civique radicale ait affirmé dès le départ sa conception fédéraliste et municipaliste - «*las autonomias son de los pueblos y para los pueblos, no de los gobiernos*» (Yrigoyen) - son action a été avant tout une action unifiante. Le radicalisme du littoral qui recrute massivement dans les classes moyennes d'origine étrangère l'emporte sur le radicalisme *gaucho* de l'intérieur. Parti de "citoyens", en rupture avec les réseaux plus traditionnels, il structure le pouvoir urbain moderne et se méfie de l'anarchie du «localisme et de la *Republiqueta*». Quant aux péronistes, leur réforme constitutionnelle de 1949 supprime tout vestige d'autonomie de la municipalité de Buenos Aires, ce qui deviendra le cheval de bataille des opposants : les radicaux et les socialistes à forte tradition municipaliste.

Cette perte d'autonomie des provinces est consacrée par la redéfinition des attributions fiscales entre la nation et les provinces en 1935, à un moment où l'intervention croissante de l'État s'accompagne d'une baisse des recettes de la douane. Depuis la constitution de la Fédération, deux systèmes avaient prévalu. Jusqu'en 1890, celui de la séparation dans lequel reviennent de manière exclusive, à la nation les revenus de la douane et aux provinces, les impôts à la production et à la consommation. Entre 1890 et 1935, la diminution des revenus amène à créer un régime de concurrence où les deux niveaux utilisent les impôts à la consommation. Le système de coparticipation de 1935 unifie et centralise le recouvrement de l'essentiel des impôts provinciaux. Le système repose sur un accord entre les deux parties.¹⁰ Les provinces peuvent théoriquement sortir du système et retrouver leurs prérogatives, bien que cela ne se soit jamais produit depuis 1935. La redistribution aux provinces place les périphéries en situation de dépendance à l'égard du centre et de rivalités entre elles.

Le regard porté sur l'espace argentin

La phase des industries de substitution d'importations renforce encore la concentration des activités et des populations dans l'espace central. La structure

macrocéphale du pays, le vide patagonien, la crise des économies régionales dans les provinces historiques, l'accélération de l'exode rural, ont donné lieu à bien des réflexions sur l'espace et sur le «dévoisement» du système fédéral. Ces analyses sont toutes marquées par une même démarche croisant la dimension spatiale et la dimension politique. Pour le courant conservateur, les idées de la Révolution française qui s'incarnent dans la domination de la bourgeoisie du port, libérale et jacobine, ont tué le fédéralisme et fait perdre à la nation sa conscience territoriale. Cette vision largement développée par le révisionnisme argentin, est périodiquement reprise par le courant des géopoliticiens préoccupés du «déficit de la conscience territoriale».¹¹ Cette réflexion a inspiré le discours sécuritaire des militaires sur l'espace, celui de la doctrine nationale et la politique «d'intégration territoriale» et d'industrialisation aux frontières.

Le second courant applique à l'espace la théorie de la dépendance. L'idée du colonialisme interne stigmatise la domination du port responsable de l'affaiblissement des économies régionales, du sous-développement des sociétés provinciales et de leur dépendance accrue au «centre». Les inégalités régionales sont alors présentées comme inhérentes au système capitaliste. Ces analyses devaient amener les premières mesures de décentralisation industrielle, au début des années 1950, à un moment où les théories et les pratiques de la planification connaissent un véritable essor en Amérique latine.

Les régimes de promotion industrielle qui se mettent en place à partir de cette date, ont tenu lieu en Argentine de politique d'aménagement du territoire. Bien qu'inspirés par des idéologies différentes — *desarrollismo*, devoir moral, idée sécuritaire, justice socio-spatiale et volonté de réparation historique — ils se fixaient pour objectif de freiner la croissance de l'agglomération et de favoriser l'industrialisation périphérique. Cette politique, nous le verrons plus loin sera reprise par les différents gouvernements jusque dans les années quatre-vingt, date à laquelle s'amorce le débat sur la pertinence de telles interventions.

La décentralisation en période militaire : la subsidiarité

À côté de cette décentralisation spatiale, la réflexion sur l'État et ses différents niveaux politico-administratifs constitue l'autre versant de la problématique. Face à l'État «bienfaiteur populiste» et centralisateur, les régimes militaires ont toujours affiché leur volonté de «décentraliser», c'est-à-dire de transférer certaines responsabilités aux échelons provinciaux et municipaux. Les mesures de décentralisation «exécutive» et de centralisation «normative» durant la dernière dictature ont eu des antécédents dans les périodes militaires précédentes.¹² Après

le coup d'État de 1955, le gouvernement de la Révolution *libertadora* cherche à imposer "d'en haut" la décentralisation de certains services au niveau provincial, idée réactivée sous le régime d'Onganía (1966-1969). Cependant, ces deux premières tentatives échouèrent sur le problème du financement, et en raison de l'opposition rencontrée localement, y compris au sein des forces armées. La politique économique d'Onganía qui privilégia l'axe du littoral, a entraîné de nombreux mouvements de protestation sur des bases régionales (Cordoba, Tucumán, San Juan). Le transfert d'un certain nombre de grands services publics - santé, éducation, eau, électricité - aux provinces et aux municipes qui a eu lieu en 1978 s'inscrit dans le droit fil de la pensée néolibérale et conservatrice : affaiblir el *Estado de bienestar* et mettre en place *El Estado eficiente*.¹³ Au nom du principe de subsidiarité se structure durant ces années de dictature un système fortement hiérarchisé dans lequel les décisions majeures demeurent prises par le pouvoir central, tandis que les sous-systèmes — les provinces et les municipes — se voient transférés certains services et la possibilité de prendre certaines initiatives au niveau urbain. Ces mesures n'ont pas été décidées à la demande des gouvernements locaux mais pour des raisons idéologiques, contre «le despotisme de l'État», et fiscales, afin d'alléger les finances de l'État central. Faute de dotations budgétaires suffisantes, cette décentralisation autoritaire a eu pour effet de mettre les provinces au bord de la faillite et a entraîné des mouvements de protestation posant de façon urgente la redéfinition des mécanismes de la coparticipation et le rôle du niveau local dans la période de reconstruction démocratique.

Le débat en démocratie

Le retour à la démocratie ouvre une nouvelle étape balisée par trois paramètres : le souci de définir des mécanismes de pouvoir respectueux des droits des collectivités aux différentes échelles, la crise qui réduit la capacité redistributrice de l'État et met à mal la régulation sociale de type populiste, enfin l'ajustement imposé par le FMI et la Banque mondiale qui influence fortement les politiques sociales et économiques.

On peut s'interroger sur le consensus que rencontre le thème de la décentralisation dans les premières années de la démocratie, dans un pays où les tentatives et/ou les mesures prises dans ce sens avaient été le fait des régimes militaires. La décentralisation «autoritaire» et la privatisation périphérique de certains services publics avaient été vivement critiquées par les forces d'opposition à la dictature qui dénonçaient le démantèlement de l'État providence, l'abandon des politiques publiques et le caractère anti-fédéraliste de ces mesures.

La décentralisation a été avant tout revendiquée par les radicaux comme un instrument devant permettre la modernisation de l'État et un approfondissement de la démocratie. Elle s'incarne dans le projet de la Deuxième République à Viedma où décentralisation administrative et décentralisation géographique de la capitale en Patagonie se conjuguent pour redonner force au fédéralisme et à la démocratie.¹⁴ «Moderniser l'État», c'est à la fois rationaliser l'administration, réduire le secteur public et établir de nouveaux rapports entre l'État et la société permettant à la fois plus d'efficacité, de responsabilité, d'initiatives et de participation. L'idée de décentralisation a réuni un large consensus, mais des opposants péronistes ont dénoncé les ambiguïtés de ce discours et le projet de la nouvelle capitale. Pour eux, l'offensive libérale des années quatre-vingt et le modèle imposé par les bailleurs de fonds inspirent discours et projets. Il est difficile de dégager ce qui relève de la conviction de l'imposition. Mais quoi qu'il en soit, il faut souligner l'influence du débat et des expériences menés outre Atlantique, en France mais surtout dans l'Espagne post-franquiste engagée dans une réflexion sur la démocratie locale et les autonomies régionales.¹⁵ L'idée que l'on ne peut plus tout attendre de l'État et que la crise oblige à mettre en place de nouvelles modalités de redistribution et de gestion donnant plus de pouvoir aux échelons locaux, s'impose.¹⁶

Le discours décentralisateur et fédéraliste des radicaux n'a débouché que sur des réformes très partielles. En 1987, le projet de la nouvelle capitale est abandonné. Au niveau de l'échelon communal, on a assisté tout au plus à ce que nous avons appelé une "décentralisation de fait".¹⁷ En revanche, la période a été marquée par un regain du fédéralisme. Le conflit permanent entre les provinces au nombre de vingt-trois, la capitale fédérale et la nation a mis à nu les jeux de pouvoir et la difficile équité socio-spatiale dans un contexte de crise.

LES ANNÉES QUATRE-VINGT : LE FÉDÉRALISME À L'ÉPREUVE DE LA CRISE

Au lendemain des élections de 1983, c'est certainement à ce niveau — celui de la nation et des provinces — que la pénurie financière et les clivages partisans retrouvés font éclater les contradictions entre un discours décentralisateur et fédéraliste et la dépendance accrue des provinces à l'égard du centre. La vieille rancœur historique des provinces envers le «centre» est toujours prête à resurgir lorsque diminue la capacité redistributrice de l'État. Dès la fin des années 1950, la diminution de la rente, liée aux exportations agricoles suscite tensions et

conflits entre la nation et les provinces qui revendiquent la parité dans la redistribution des impôts, revendication dont le contenu symbolique est plus évident que la pertinence économique-spatiale.

Depuis les années cinquante, la distribution primaire, c'est-à-dire la quantité globale des impôts transférés aux provinces, a diminué dans les périodes militaires, tandis qu'elle a augmenté en périodes démocratiques durant lesquelles la capacité de négociation et de pression des provinces est plus grande.

Après la dernière période militaire (1976-1983) où les provinces avaient été fortement pénalisées, la revendication fédérale réapparaît en force et relance avec acuité la question autour d'un nouveau pacte fédéral.

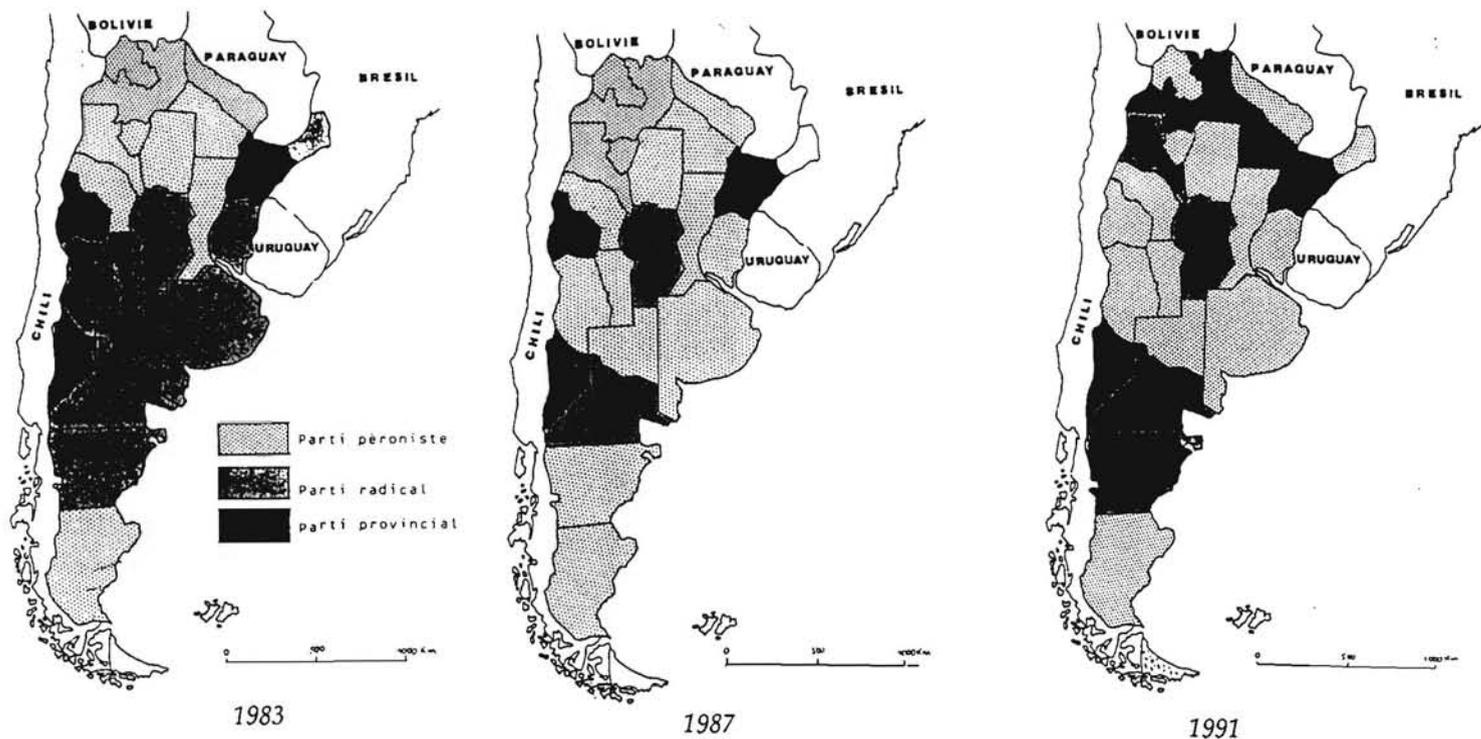
Le regain du fédéralisme : les termes du débat

Le débat s'est centré autour de plusieurs thèmes :

1/ La marche à la mer et au froid. Le projet de déplacement de la capitale a mobilisé les architectes, les planificateurs, le secteur de la construction, les partis et les provinces concernées, sans un véritable débat d'opinion. «Nouvelle capitale, vieux mythes» pour reprendre le titre du livre de C. Reboratti, sans aucun doute.¹⁸ Ce dessein réactivé périodiquement exprime le malaise que crée une ville qui selon certains "vampirise" le pays et empêche les provinces de vivre. La littérature sur ce thème a fait florès : E. Martinez Estrada compare Buenos Aires à la tête de Goliath, A. Bunge impose l'image d'un pays en éventail, Felix Luna et B. del Carril présentent la ville et les provinces dans une sorte de face à face que l'histoire ne semble jamais pouvoir résoudre. Déplacer la capitale, c'est vaincre la fatalité qui pèse sur un pays "malade de son espace". Mais à la suite de R. Brunet, on peut se demander si "les maladies du territoire" se soignent par des interventions sur l'espace.¹⁹ Le projet s'inscrivait également dans la volonté d'occuper la Patagonie qui a inspiré les politiques territoriales des quatre dernières décennies.

2/ Le maintien ou non des politiques de promotion industrielle, dont les effets d'évasion fiscale sont vivement dénoncés à la fois par les radicaux et le FMI. La possibilité pour les entreprises de différer le paiement de l'impôt jusqu'à concurrence de 75% de la valeur investie dans les zones de promotion, la suppression de la TVA pour les ventes et achats de matériel et des droits de douane dans le cas de la Terre de Feu, expliquent que ce soit là qu'aient eu lieu les implantations industrielles dans la dernière décennie. Estimés à 3,5% du PIB soit 2 500 millions de dollars, ces exemptions ont profité à quatre provinces - San Luis, La Rioja, Catamarca, San Juan- peuplées de 1,2 million d'habitants,

L'ESPACE POLITIQUE PROVINCIAL
ELECTIONS DES GOUVERNEURS (1983, 1987, 1991)



Cartes établies par Marie-France Prévôt Schapira d'après les résultats des élections de 1983, 1987 et 1991.

ce qui signifierait une subvention de 2 000 dollars *per capita* et de 37 000 dollars par ménage si ces aides avaient bénéficié en priorité aux 67 000 familles de pauvres (NBI) de ces mêmes provinces.²⁰ Évidemment, il n'en a pas été ainsi et les effets pervers des régimes de promotion industrielle suscitèrent de très vives critiques à l'égard de cette politique qui a été une constante depuis quatre décennies. Même Martínez de Hoz, ministre de l'économie sous le dernier régime militaire, chantre du libéralisme, a utilisé cet instrument (loi 21 608), comme s'il existait un consensus sur le fait que pour développer certaines branches ou certaines régions, l'intervention de l'État était nécessaire.

Or, les études réalisées aussi bien par des organismes internationaux (Banque mondiale, CEPAL) que par les centres académiques (CEUR, CISEA) et gouvernementaux (CFI) ont montré que les bénéfiques privés avaient été beaucoup plus importants que les bénéfiques sociaux (emplois, développement local et régional) et que cette politique avait permis aux entreprises des stratégies d'évasion fiscale. Par ailleurs, loin de favoriser la constitution d'un tissu industriel sur la base de la petite et moyenne industrie dans les provinces, et tout particulièrement dans les plus pauvres, la législation a favorisé les grands groupes dans le secteur des *commodities* (sidérurgie, pétrochimie et papier) ou dans celui des industries de montage situées en Terre de Feu. Dans ce territoire, en 1985, vingt établissements concentraient 81% de la valeur ajoutée et les deux tiers de l'emploi. Le plus souvent, les grandes entreprises du Grand Buenos Aires n'ont délocalisé que la phase finale de la production. Bien sûr, il y a quelques exceptions. L'impact de la création de quelque milliers d'emplois dans le parc industriel de la Rioja a été fort. Les résultats sont dans l'ensemble peu convaincants. Ces régimes n'ont pas entraîné l'émergence de nouveaux agents économiques et encore moins l'apparition d'entrepreneurs provinciaux mobilisant des capitaux locaux. En revanche, élites politiques et entrepreneurs locaux de la construction se sont «accrochés» à ces projets dont ils ont su tirer bénéfice. Ceci explique le plus souvent la confusion entre intérêts provinciaux et entrepreneuriaux. D'ailleurs, en ce qui concerne les régimes de la Terre de Feu et des quatre provinces concernées, les gouvernements provinciaux avaient tout à gagner et rien à perdre. Les exemptions fiscales qu'ils attribuaient ne se répercutaient pas sur les finances provinciales, mais sur celles de la Fédération.

Ce thème a provoqué une forte mobilisation des petites provinces péronistes qui s'accrochèrent à l'idée de «réparation historique» pour faire pression sur le gouvernement central et obtenir de nouveaux avantages. En 1989, c'est un gouvernement péroniste qui suspend *sine die* les régimes de promotion industrielle.

3/ La gestion des ressources naturelles et l'emprise des sociétés d'État sur les

espaces provinciaux. Les provinces s'opposent publiquement à la nation, marchandent à l'État l'exploitation de leurs ressources minières et revendiquent la gestion de leur espace. La province de Neuquén, en conflit avec les sociétés d'État, *Hidronor* (Hidroeléctrica Norpatagónica), YPF (Yacimientos Petrolíferos) et *Parques Nacionales*, se met à la tête de ce mouvement, suivie par les provinces pétrolières qui contestent la manière dont est calculée la redevance et le retard apporté dans son versement.²¹ Aujourd'hui, dans le cadre du plan Cavallo de convertibilité, le problème est tranché par la voie de la privatisation, pour le pétrole comme pour la production d'énergie électrique.²²

4/ Autour de l'idée de région qui resurgit, mais cette fois non pas conçue comme un découpage imposé «d'en haut», simple cadre statistique comme l'avaient été les régions créées en 1962, mais un regroupement volontaire entre provinces pour mieux affronter le marché et casser la structure verticale et radiale de l'organisation de l'espace et de l'économie. Les deux initiatives les plus importantes ont été celles du regroupement de neuf provinces du nord (Traité de Norte Grande)²³ et la formation d'une région patagonienne, «un pays presque autonome» pour reprendre l'expression du gouverneur de Neuquén.

Toutefois la dynamique régionale est retombée lorsqu'après 1987, le changement dans la carte politique provinciale rompt l'équilibre au profit des gouverneurs péronistes qui s'engagent dans une opposition de front au gouvernement central. Dans les faits, la région reste une notion abstraite car les pouvoirs sont ceux des provinces - aussi bien financiers que politiques - et elle ne réussit pas à dépasser le cadre provincial qui demeure l'entité politico-juridique et identitaire forte.

5/ La redéfinition du système de coparticipation mis en place en 1973. C'est autour du vote d'une nouvelle loi de coparticipation que se cristallise le conflit entre la nation et des provinces très hétérogènes.

Le fédéralisme ou le consensus ambigu

Comment interpréter ce regain de fédéralisme qui marque le retour à la démocratie ? Quels en ont été les protagonistes et leurs bases d'appui ?

L'ambiguïté de la revendication fédérale a été notée, car en fait les conservateurs ont souvent, par le passé, mené la lutte provinciale, bien que l'idéologie péroniste ait toujours tenu à assimiler les luttes de l'intérieur à des luttes populaires et le centre à l'oligarchie. Cet imaginaire du nationalisme péroniste est bien ancré dans la culture populaire, de même l'idée que les provinces sont exploitées par le «centre» et notamment par la capitale qui absorbe une forte partie du budget. C'est en 1973 qu'est voté l'acte de «réparation historique».

Sur cette dichotomie qui gomme les réalités -rivalités provinciales, rôle des élites locales, pauvreté au centre, forts investissements en Patagonie dans les années 1960-1970 - s'est appuyée la revendication fédérale. Elle renvoie à la question de la construction de l'identité de ces sociétés provinciales : pourquoi le thème fédéraliste est-il opératoire et fédère-t-il des sociétés très hétérogènes, et que signifie pour les différents groupes professionnels ou sociaux la défense des intérêts provinciaux ?

Depuis le début du XXe siècle, les porte-parole de cette revendication ont été les partis provinciaux. Ces partis dans la tradition conservatrice du XIXe siècle ou issus d'une dissidence des deux grands partis, ont un même mode de fonctionnement, imprégné de celui des oligarchies provinciales de la fin du siècle dernier. Le népotisme qui avait alors dominé dans les provinces éloignées, ne disparaît pas avec la formation de partis modernes, ni du populisme. Les acteurs changent, mais ils se moulent dans les structures anciennes et les plagient. Organisés autour d'un *caudillo*, de clans familiaux et d'un fort réseau de clientèles, ils prétendent rassembler l'ensemble de la société sur le thème de la défense des intérêts provinciaux face à l'emprise de Buenos Aires.

Les identités provinciales se sont forgées au cours de l'histoire, dans une posture de résistance aux interventions du «centre» — elles ont été nombreuses — dans la défense des particularismes ou dans l'esprit de frontière. Elles sont fortes même dans les provinces de création récente.²⁴ C'est dans ces provinces périphériques restées à l'écart du mouvement industriel et de l'emprise syndicale qu'ont triomphé les partis néo-péronistes à la fin des années soixante. De même, le péronisme de l'intérieur s'est adapté aux sociétés locales, se différenciant de celui des bastions ouvriers du Grand Buenos Aires, là où l'État provincial constitue une pièce clef dans l'économie.²⁵ Véritables féodalités, ces provinces du nord (Jujuy, Salta, La Rioja, Catamarca) ont permis au parti péroniste de se constituer des bases imprenables comme à Catamarca où la dynastie Saadi a colonisé pendant plus de quarante ans les rouages de l'appareil de l'État. Dans ces provinces, le rôle de l'État provincial est avant tout celui de redistributeur d'emplois et de prébendes.

Aux élections de 1983, ces partis provinciaux ont triomphé dans trois provinces — San Juan, Corrientes, Neuquén. Á la tête de la revendication fédérale, ils ont su habilement jouer de leur position de parti charnière au Sénat pour négocier des avantages (Cf. Neuquén). Ils ont été appuyés par les gouverneurs péronistes²⁶ et suivis par les gouverneurs radicaux (Cordoba, Mendoza, Misiones), en raison du blocage du système de coparticipation à partir de 1985 et des mesures d'austérité puis de l'inflation qui mirent alors toutes les provinces en difficulté.

Ainsi, le faible écho que rencontrent en période démocratique les demandes provinciales et l'absence de débat au parlement ont mis à mal la solidarité partisane. En effet, bien que le gouvernement radical affiche haut et fort ses convictions fédérales, le système de régulation entre dès 1985 en crise et débouche sur un affrontement ouvert entre la nation et les provinces.

La crise du système de "coparticipation"

Après une période d'accroissement des budgets provinciaux en 1984, la politique d'austérité liée à la mise en place du plan Austral de lutte contre l'inflation entraîne le grippage du système. Pour la première fois depuis 49 ans, l'année 1985 s'ouvre sans que soit votée une nouvelle loi de coparticipation, et ceci jusqu'au début de l'année 1988. La proximité des élections oblige le gouvernement à accepter la revendication de départ : 56,6% pour les provinces, 3% pour le fonds régional et 42,4% pour la nation, dans un contexte de forte crise économique et d'hyperinflation.

Avec la réduction des ressources, le problème posé aux administrations provinciales n'est pas la relance de l'activité économique mais la survie du fonctionnement administratif. Certaines provinces se trouvent en banqueroute, mettant en question la structure fédérale. Ainsi, si théoriquement les banques provinciales ne peuvent battre monnaie, dans les faits c'est ce que firent certaines d'entre elles - Salta, Jujuy, Catamarca, Tucumán, La Rioja - qui émirent des bons qui avaient toutes les caractéristiques du papier-monnaie et qui circulèrent comme tel dans les limites de la province. Aux yeux de certains économistes, les raisons symboliques étaient plus importantes que les raisons économiques : c'était s'approprier le droit de seigneurage de la Fédération. C'est dans la province de Salta que cette circulation connut le plus d'ampleur.

De 1985 à 1987, à défaut du vote d'une nouvelle loi de coparticipation bloquée au Sénat, des accords se réalisèrent, au coup par coup, entre les exécutifs provinciaux et l'exécutif national. En effet, à partir de 1987, après l'échec du plan Austral et la reprise de l'inflation (effet Olivera-Tanzi), les versements extraordinaires, c'est-à-dire les apports directs non remboursables (*Aportes no reintegrables del Tesoro Nacional*) de la Banque centrale, devinrent la règle et dépassèrent les budgets alloués par le système "formel". Ces versements discrétionnaires, en fonction du jeu politique, ont abouti à un système pervers qui pourrait se résumer ainsi «*Más gasto, más recursos obtengo*» («plus je dépense, plus j'obtiens de ressources») et qui stimule peu l'effort administratif des provinces pour améliorer le recouvrement des impôts (notamment mise à jour du

cadastre). Cette «logique de l'urgence», a contribué au gonflement des dépenses provinciales pendant toute la période radicale (1983-1989), en contradiction avec la politique d'austérité que l'exécutif tente de mener au centre, alimentant dans les périphéries un discours du *reclamo* qui semblait ignorer la crise.

La redistribution secondaire : la difficile équité socio-spatiale

Comment penser la justice socio-spatiale dans un pays où les différences en termes de population, de niveau de vie, de densité, de type de société et d'économie sont fortes et où elles sont perçues comme des disparités ?

Ainsi pour la population, la province de Buenos Aires arrive très nettement en tête avec ses 12 millions d'habitants sur une superficie égale à celle de l'Italie, tandis qu'en bas de l'échelle, dix provinces ont moins de 500 000 habitants, ce qui signifie que Buenos Aires a une population 25 fois supérieure à n'importe laquelle d'entre elles. Les provinces les moins peuplées, sont celles de Santa Cruz (134 000 habitants) et de la Rioja (180 000). 70% de la population vit dans cinq provinces.

Les écarts de niveau de vie entre le «centre» (capitale et province de Buenos Aires) et les provinces du Nord sont forts. Cependant, c'est dans les banlieues de l'agglomération que se situe la plus grande masse de pauvres - 3 millions selon l'enquête de l'INDEC de 1989- soit presque 17 fois la population de la petite province de la Rioja.²⁷ Enfin, le revenu par tête est plus élevé dans les provinces de faible densité qui touchent la redevance pétrolière. Ainsi, la province de Santa Cruz a un revenu de presque 3 000 dollars/hab./an, contre 1657 dans celle de Buenos Aires et moins de 900 dans celles de Chaco, Formosa, La Rioja, Misiones, Santiago del Estero.

Le Conseil Fédéral d'Investissements (CFI) créé en 1962 à l'initiative des provinces et financé par elles a pu ainsi distinguer quatre groupes de provinces.

- *groupe 1* : Les provinces «avancées» regroupent celles ayant un chiffre élevé de population (plus de 1 300 000 habitants), un produit brut par habitant et par an supérieur à la moyenne et une proportion de «pauvres» (NBI) inférieure à la moyenne - Buenos Aires, Santa Fe, Cordoba, Mendoza et la capitale fédérale-.

- *groupe 2* : les provinces à «faible densité» de population ont un faible poids démographique (entre 134 000 et 460 000 habitants), une faible densité et un produit brut *per capita* élevé dû à la présence de ressources naturelles sur leur territoire (*la frontera de recursos*). Deux d'entre elles possèdent un taux élevé de pauvres (NBI) - Neuquén et Río Negro : ce sont cependant celles qui ont connu dans la dernière décennie, une des plus fortes dynamiques démogra-

FRONTIERES

phiques, urbaines et économiques.

- *groupe 3* : «les provinces intermédiaires» présentent une population entre 500000 et 1 300000 habitants, ainsi qu'un produit *per capita*, proche de la moyenne - Entre Ríos, Salta, San Juan, San Luis, Tucumán-.

- *groupe 4* : Les provinces «retardataires» se définissent par le niveau de vie des populations (faible produit par habitant et forte proportion de NBI). Ainsi, la province de Formosa a une faible densité de population, celle de Santiago fortement peuplée expulse ses habitants, mais toutes deux présentent un fort indice de pauvreté.

TABLEAU N° 1
CROISSANCE DE LA POPULATION PAR PROVINCE 1980/1991
(en milliers d'habitants)

Provinces	1980	1991	Taux de croissance 1980/1991
Total	27 947	32 608	16,7
Capital Federal	2 922	2 960	1,3
Buenos Aires	10 865	12 582	15,8
Communes du GBA	6 843	7 950	16,2
reste de la prov.	4 022	4 631	15,2
Catamarca	207	265	27,9
Cordoba	2 407	2 764	14,8
Corrientes	661	795	20,2
Chaco	701	838	19,5
Chubut	263	356	35,5
Entre Ríos	903	1 022	12,6
Formosa	295	404	36,7
Jujuy	410	513	25,4
La Pampa	208	260	24,9
La Rioja	164	220	34,4
Mendoza	1 196	1 414	18,2
Misiones	588	796	34,1
Neuquén	243	388	59,5
Rio Negro	393	506	32,2
Salta	662	866	30,2
San Juan	465	529	13,7
San Luis	214	296	35,5
Santa Cruz	114	159	39,2
Santa Fe	2 465	2 797	13,3
Stgo del Estero	594	672	13,0
Tierra del Fuego	27	69	152,2
Tucumán	972	1 142	17,2

Source : INDEC, Résultats provisoires du recensement de 1991, 16 juillet 1991.

ARGENTINE : FÉDÉRALISME ET TERRITOIRES

TABLEAU N°2

 REDISTRIBUTION SECONDAIRE, POPULATION, PRODUIT BRUT PROVINCIAL ET PAUVRES
 (% par province)

Provinces	1	2	3=1/2	4	5=1/4	6	7=1/6
Total	100,0	100,00	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
<i>Avancées</i>	42,76	67,4	0,63	71,1	0,60	57,7	0,74
Buenos Aires	19,93	43,6	0,46	42,4	0,47	37,5	0,53
Cordoba	9,22	9,4	0,98	10,1	0,91	7,8	1,18
Mendoza	4,33	4,8	0,90	5,8	0,75	3,7	1,17
Santa Fe	9,28	9,6	0,97	12,8	0,72	8,7	1,06
<i>Faible densité</i>	8,87	5,2	1,71	7,8	1,13	5,5	1,61
Cubut	1,38	1,1	1,24	2,3	0,61	1,2	1,12
La Pampa	1,95	0,8	2,36	1,1	1,75	0,7	2,77
Neuquén	1,54	1,1	1,41	1,7	0,89	1,2	1,30
Río Negro	2,62	1,7	1,57	1,7	1,57	2,0	1,31
Santa Cruz	1,38	0,5	2,84	1,0	1,32	0,4	3,49
<i>Intermédiaires</i>	19,87	12,8	1,55	11,3	1,75	15,3	1,30
Entre Ríos	5,07	3,5	1,46	3,4	1,48	4,0	1,25
Salta	3,98	2,7	1,46	2,0	1,97	3,8	1,04
San Juan	3,51	1,9	1,89	1,3	2,65	1,7	1,06
San Luis	2,37	0,8	2,83	0,9	2,76	0,9	2,55
Tucumán	4,94	3,9	1,25	3,7	1,33	4,8	1,03
<i>Retardataires</i>	28,50	14,6	1,95	9,7	2,93	21,5	1,33
Catamarca	2,86	0,8	3,48	0,6	5,08	1,1	2,69
Chaco	5,18	2,8	1,84	1,6	3,20	4,4	1,17
Corrientes	3,86	2,6	1,46	1,9	2,03	3,7	1,03
Formosa	3,78	1,2	3,13	0,6	6,22	1,9	2,00
Jujuy	2,95	1,7	1,72	1,7	1,73	2,6	1,15
La Rioja	2,15	0,7	3,30	0,4	5,73	0,7	2,97
Misiones	3,43	2,4	1,41	1,6	2,10	3,3	1,03
Stgo del Estero	4,29	2,4	1,82	1,3	3,25	3,7	1,16

1/ Répartition secondaire, loi de coparticipation, article du 22 décembre 1987.

2/ Répartition de la pop. en %, INDEC, estimation au 30 mai 1985.

 4/ Produit brut provincial, CFI. 6/ % de ménages de NBI par provinces, INDEC, *La pobreza en la Argentina*, 1985.

La loi de coparticipation, votée en 1973 lors du deuxième gouvernement péroniste, fortement imprégnée par l'idée de réparation historique, accorde une place à la redistribution spatiale. D'une part, elle reconnaît la parité demandée

par les provinces dans la redistribution primaire et crée un fonds de développement régional pour des projets spécifiques. D'autre part, en ce qui concerne la redistribution secondaire, les critères retenus cherchent à compenser la forte concentration des hommes et des capitaux dans la province de Buenos Aires. Ainsi 65% de la répartition secondaire se fait en fonction de la population. 25% sont répartis en fonction de la "brèche de développement" qui se calcule à partir de la province la plus développée. Évidemment la capitale et la province de Buenos Aires en sont de ce fait exclues ; 10% sont redistribués en fonction de la faible densité, calculée par rapport à l'écart à la moyenne (7,4 habitants au km²). Ce mécanisme bénéficie en priorité à 8 provinces, le cas extrême étant celle de Santa Cruz. Cependant, ce système de répartition automatique qui ignore les réalités plus complexes et les changements rapides n'encouragent pas à l'amélioration de la fiscalité locale.

Les critères retenus pour la nouvelle loi de 1988 n'ont pas été clairement définis. La loi est le résultat d'une négociation politique, à un moment où le gouvernement radical était en position de faiblesse face à une majorité écrasante des provinces péronistes. On a calculé combien les provinces avaient reçu - entre la coparticipation et les apports discrétionnaires - pendant la période transitoire (1985-1988)- pénalisant ainsi les provinces les plus autonomes.

La vision du nouveau pacte fédéral : l'impossible entente

Ces disparités provinciales se traduisent dans les visions différentes de ce que devrait être un nouveau pacte fédéral et expliquent les regroupements géographiques - les gouverneurs de la Patagonie, du Littoral - ou partisans, selon les moments politiques. D'un côté, les provinces les plus pauvres appuient leurs exigences sur la tradition du *reclamo*, c'est-à-dire sur l'idée que la nation doit réparation au nom de sa responsabilité historique dans l'appauvrissement des périphéries. En revanche, d'autres provinces, ayant une certaine capacité économique et disposant d'importantes ressources naturelles insistent beaucoup plus sur l'autonomie de la gestion de leurs ressources et de leur espace, comme Neuquén ou Mendoza.²⁸

Enfin, la province de Buenos Aires, en situation paradoxale, à la fois périphérie du centre et centre de la périphérie, se place en porte-à-faux dans le débat. Le gouverneur péroniste Cafiero (1987-1991) s'est insurgé à maintes reprises, contre "les aménageurs du vide", contre les aides apportées, en priorité à certaines provinces, à ses dépens, rappelant que c'est le *conurbano* qui a eu à souffrir la plus grande perte d'emplois et la plus forte paupérisation. D'aucuns ont

parlé de «rivadavisme», d'une volonté de non prise en charge des problèmes des autres provinces, de la tentation du centre d'un certain d'égoïsme socio-spatial pour reprendre l'expression de A. Reynaud²⁹. Mais à l'inverse, la province de Buenos Aires considère que compte tenu de la situation d'urgence et de crise, elle doit bénéficier au même titre que les provinces du Nord d'un acte de réparation historique.³⁰ Cette revendication pose à sa manière la question des stratégies d'aménagement à privilégier : faut-il aider les pauvres ou les régions pauvres ?

Dans l'ensemble, les réticences de la plupart des provinces à prendre des initiatives et à assumer de nouvelles fonctions illustrent les limites du fédéralisme, à tel point que l'on peut se demander qui veut vraiment établir de nouvelles règles du jeu. Les provinces qui se sentent pénalisées par cette politique ? Certains groupes locaux, mais lesquels ? Certainement pas les travailleurs encadrés dans les grands syndicats nationaux structurés de manière verticale, ni les élites régionales qui se sont souvent abritées derrière le discours fédéralistes pour maintenir des formes de contrôle patrimonial. Les petites provinces de la Rioja et de Catamarca en sont les cas les plus extrêmes. En revanche, les petits et moyens entrepreneurs locaux, moins articulés au centre sont favorables à une plus grande initiative de l'État provincial.

En dépit de conflits très durs entre les provinces et la nation, il n'y a pas eu durant le mandat de Raúl Alfonsín d'intervention, car pour les radicaux la consolidation du régime démocratique passait par le respect des autorités élues. A partir de 1987, l'opposition politique s'est regroupée derrière la bannière de la défense des intérêts régionaux, permettant ainsi une forte mobilisation dans les provinces en faillite. Et cette mobilisation a pesé de tout son poids dans le triomphe du candidat de «l'intérieur» qui a fait campagne sur le thème du fédéralisme. Menem avait mis sur pied des conseils fédéraux dans tous les secteurs — santé, éducation, communication — pour préparer une meilleure fédéralisation. Aujourd'hui, les mesures économiques néolibérales semblent décourager toute forme de fédéralisme qui ne soit pas celui de l'ajustement.

LES ANNÉES QUATRE-VINGT-DIX : L'ÉTAT SUBSIDIAIRE ET LE MARCHÉ

Le thème de la décentralisation associé à celui de démocratie locale et de la participation, mis en avant sous les radicaux (1983-1989), est aujourd'hui abandonné dans le discours officiel. Il n'en demeure pas moins d'actualité, même si la «décentralisation» — terme éminemment polysémique — ne prend pas les

voies attendues par les acteurs locaux et par tous ceux qui au niveau des partis et de la technostructure s'en étaient faits les hérauts. C'est l'idée de subsidiarité qui domine désormais.

L'application d'une stricte politique d'ajustement à partir d'avril 1991, fait table rase des méthodes d'intervention de l'État national-populaire, qualifié par le président C. Menem lors de l'annonce du décret de dérégulation, "d'État prébendier et arbitraire".³¹ L'objectif prioritaire du plan, c'est de réduire le déficit budgétaire dont les responsables sont nommés par le FMI : les entreprises publiques, la sécurité sociale et les provinces.

L'équipe qui arrive au pouvoir en 1989 partage le même point de vue. Formée d'hommes de l'intérieur, elle a mené depuis plus de dix ans à partir de la fondation Méditerranée créée en 1977 par D. Cavallo, une réflexion sur les économies provinciales. Deux idées fortes marquent cette analyse. Première idée qui va à l'encontre de celle bien ancrée que "pour permettre le développement de l'intérieur du pays, il serait nécessaire de sacrifier l'efficacité et la croissance globale" : les économies régionales loin d'être un frein à la croissance pourraient en être le moteur.³² Deuxième idée, la structure unifiée des prix des entreprises publiques, les politiques de subventions et de promotion ont eu des "effets pervers" et ont avantagé la région métropolitaine. Pour qu'il y ait croissance et occupation du territoire, il faut mettre fin à la réglementation et aux subventions qui privilégient certains espaces et pénalisent l'intérieur.

Pour l'équipe de Cavallo, "le défi fédéral", c'est d'opérer un double transfert des responsabilités en direction des entrepreneurs et des provinces. Ainsi privatisations, décentralisation des politiques sociales et ajustement dans les provinces sont les différentes facettes d'une même politique. La privatisation achevée ou en cours des entreprises publiques (chemin de fer, aviation, sidérurgie, pétrole) et des grands services publics urbains (téléphone, eau, gaz, électricité), la réforme de l'État³³ qui se traduit par une réduction des dépenses publiques, la suspension *sine die* des politiques de promotion industrielle, et l'affaiblissement des politiques sociales nationales signifient la mise en place de nouvelles règles du jeu entre la nation et les provinces. Tout se passe comme si la privatisation tenait lieu de politique de décentralisation, ou comme si l'on décentralisait ce que l'on ne peut pas privatiser (certains services publics, les politiques d'assistance pour faire face à l'exclusion croissante d'une large partie de la population) rejetant ainsi au niveau local les demandes et les protestations ; en somme, c'est la décentralisation du coût politique, social et territorial des politiques d'ajustement. La privatisation décidée en 1992 du chemin de fer en est le meilleur exemple. Les voies rentables - Bahia Blanca/Rosario et le réseau suburbain de l'agglomération

- ont été privatisées. Les autres lignes ont été transférées aux provinces. Celles-ci pour des raisons de pénurie financière ont renoncé à les prendre en charge et une grande partie de l'intérieur se voit désormais privée du chemin de fer.³⁴

L'ajustement dans les provinces

La réduction de l'emploi public et la décentralisation de certaines politiques sociales ont été les deux grands axes de l'ajustement dans les provinces.

1/ la question de l'emploi public provincial

L'injonction faite par les bailleurs de fonds de réduire l'emploi public provincial avait été sans effet durant la période radicale. En effet, les années quatre-vingt ont vu se renforcer la tendance à la tertiarisation et la provincialisation de l'emploi public qui s'était amorcée à partir des années soixante. Alors que l'emploi public national stagne entre 1960 et 1985, passant de 1 035 000 emplois à 1 026 000, l'emploi provincial connaît une forte croissance, et passe de 315 000 à 825 000 emplois, en raison du transfert des services d'éducation et de santé dans la dernière période militaire (1976-1979). Entre 1985 et 1989, il augmente de 7%, sans qu'il y ait eu de nouveaux transferts de compétences aux provinces.

Cette "hypertrophie" du secteur public provincial met en évidence le rôle des gouvernements locaux comme principaux pourvoyeurs d'emplois dans les économies en crise et l'on peut même dire que le secteur est inversement proportionnel à la dynamique économique. Ce système a permis aux groupes de pouvoir de se constituer de solides clientèles, mais aussi de tenir à bout de bras les économies régionales et les secteurs qui en bénéficient (commerce, finances, construction) autour des salaires de la fonction publique. La forte croissance des capitales provinciales à partir des années soixante-dix en est le corollaire. Cette augmentation de l'emploi public a grevé lourdement les budgets provinciaux. En 1983, le paiement des salaires représentait 50% des dépenses des provinces les plus pauvres, la part la plus lourde revenant à l'éducation.

A partir de 1989, le "disciplinement fiscal" des provinces les met au pied du mur et cette situation débouche sur de fortes mobilisations durant l'année 1990. Les gouvernements provinciaux se voient dans l'obligation de «mendier» auprès du centre pour payer les salaires de leurs fonctionnaires.³⁵ La faiblesse des salaires et le retard apporté dans le paiement sont à l'origine de nombreuses grèves ou de nouvelles formes de protestation comme l'auto-emprisonnement des policiers de Tucumán, qui paralysent les administrations et les services provinciaux. Et plus généralement, cette mise au pas brutale des provinces a entraî-

FRONTIERES

né l'asphyxie financière de celles où le gonflement de l'emploi public, la politique de promotion industrielle et/ou les subventions à certaines cultures (tabac, vigne, coton) avaient constitué un palliatif à la crise déjà ancienne des économies régionales.

TABLEAU N° 3
LA FONCTION PUBLIQUE PROVINCIALE, 1983/1991

Provinces	A	B	C	D	E
Total	681 253	912 837	29		
Buenos Aires	178 205	215 702	17	250 000	4,8
Catamarca	16 887	19 057	82	27 819	36,6
Chaco	25 943	29 613	37	39 083	17,3
Chubut	11 728	15 688	49	20 317	17,2
Cordoba	60 181	66 121	25	74 633	8
Corrientes	29 552	41 567	57	32 841	15,3
Entre Ríos	27 622	33 506	34	39 800	14,1
Formosa	18 921	26 030	76	31 937	31,3
Jujuy	20 800	23 250	47	30 280	22,3
La Pampa	9 426	11 144	48	16 903	17,9
La Rioja	11 874	16 783	91	22 975	34,1
Mendoza	33 661	35 861	26	39 300	9,4
Misiones	20 947	24 179	35	29 926	13,1
Neuquén	14 017	16 345	51	25 836	20
Río Negro	18 242	21 959	46	24 809	13,9
Salta	26 203	33 822	44	37 302	16,2
San Juan	17 773	20 808	40	22 103	14,9
San Luis	13 269	16 852	72	16 903	17,9
Santa Cruz	9 486	14 269	103	15 493	27,3
Santa Fe	58 654	82 716	31	69 570	7,9
Stgo. del Estero	24 253	24 402	37	25 473	12,8
Tucumán	33 609	38 163	34	46 835	13,3

Sources : Argentina : las finanzas provinciales, Banque mondiale, 1991 ; IEDEP/ATE Informe de conjuntura, août 1991.

A : nombre d'employés publics par province en 1983

B : nombre d'employés publics par province en 1986

C : nombre d'employés publics pour 1000 habitants en 1986

D : nombre total d'employés publics en 1991

E : % d'employés publics par rapport à la population active

2/ La décentralisation des services d'éducation et de santé

L'autre volet de l'ajustement a été le transfert aux provinces, au 1er janvier 1992, des services de santé et d'éducation. Ceci a été le point d'aboutissement d'un processus commencé sous les précédents régimes militaires. Cette décision prise de manière unilatérale, sans que les mesures aient été discutées entre les

deux parties, s'inscrit dans un processus conflictuel de décentralisation pour obliger les provinces à ajuster. L'augmentation des ressources provinciales liée à l'arrêt de l'inflation et au meilleur recouvrement fiscal de l'actuel gouvernement doit servir à financer les services transférés et non pas à l'augmentation de dépense publique. Cette "mise au pas" a soulevé une forte controverse. Les provinces ne sont pas hostiles au principe du transfert, mais aux modalités d'application d'une politique à laquelle beaucoup ne sont pas préparées. C'est le cas des petites provinces historiques et des provinces patagoniennes isolées.

Les gouvernements locaux entre le «centre» et la société

Les mesures prises par les radicaux pour obliger les provinces, presque toutes aux mains de l'opposition, à appliquer l'ajustement, avaient en grande partie échoué. Aujourd'hui, c'est un gouvernement péroniste qui demande à ses gouverneurs, ceux-là mêmes qui avaient été à la tête de la revendication fédérale, d'appliquer la politique d'austérité et de contenir la protestation sociale. Ce retournement de situation est vécu par certains comme une trahison et met l'instance provinciale en porte-à-faux. Le vieux réflexe contre le «centre» qui permettait de rassembler une partie de la société provinciale derrière la bannière du fédéralisme se voit mis en échec.

Les gouverneurs se trouvent face à un dilemme : «ajuster ou ne pas ajuster», pris entre les exigences du centre et les réclamations de la population.³⁶ Comment diminuer l'emploi public sans aggraver la situation des économies provinciales et sans perdre sa légitimité politique? Comment concilier loyauté à la province et loyauté au parti? Les provinces qui ont mis en place l'ajustement demandent que désormais soient établies des règles claires de responsabilisation pour mettre fin à ce que le gouverneur de la province de Mendoza, appelle un *federalismo del gasto* (fédéralisme du gaspillage). Ces provinces ont voté des lois d'urgence mimétiques de celles votées par la nation, portant réduction de l'emploi public, vente du patrimoine immobilier, privatisation de certaines entreprises provinciales et mise en place d'une fiscalité plus rationnelle. De fait, les provinces qui tiennent le discours de la Banque mondiale - «Récompenses et sanctions»- sont celles disposant d'une certaine capacité économique. Et d'ailleurs les crédits de la Banque mondiale, redistribués via la nation pour restructurer les économies provinciales, sont liés à la réduction de la fonction publique. Véritable *stand by* interne, les provinces doivent présenter des plans d'ajustement, s'engager à mettre les salaires publics provinciaux au niveau de ceux de la nation et à ne plus recruter de personnel après le 31 déc. 1989.³⁷ Les nouvelles règles ont mis en

relief les rivalités entre les provinces et les clivages au sein du péronisme. La province péroniste de Mendoza applaudit à la suspension des politiques de promotion industrielle qui bénéficiaient à quelques provinces et dont elle était exclue.

Par ailleurs, l'abandon des subventions aux économies provinciales est soutenu par l'idée que le changement ne doit plus venir de l'État et que l'Entrepreneur doit être la pierre angulaire du développement régional et local. Tout se passe comme si le discours actuel était influencé par "la nouvelle centralité des économies locales".³⁸ Ainsi, parallèlement à l'ajustement, on demande aux provinces, aux acteurs locaux de dynamiser le niveau local - le municipale ou la province, selon le lieu et l'échelle auxquels on se situe. Les politiques de la province de Mendoza, qui se sont inscrites en décalage au centre, anticipant les mesures d'ajustement (blocage des salaires de la fonction publique provinciale, licenciements, contrôle du déficit de la banque provinciale, privatisation des entreprises provinciales déficitaires (GIOL), décentralisation vers les municipalités des services de santé, etc.) sont présentées comme devant constituer un "environnement" favorable à l'entreprise. Dans le même temps, la province mettait en place des politiques pilotes d'assistance et d'accompagnement permettant «d'encaisser» les contrecoups de l'ajustement. C'est en quelque sorte le nouveau modèle cépalien «transformation productive avec équité» que l'on veut mettre ici en action.

Dans les provinces où les gouverneurs n'ont pas appliqué l'ajustement, mais où la réduction des revenus ne permettait plus de faire fonctionner l'administration (plus de deux mois de retard dans le paiement des salaires des maîtres d'école, de la police), le lieu de la protestation s'est déplacé vers la société. Elle entraîne la chute des gouverneurs de Chubut, Jujuy puis de Catamarca entre octobre 1990 et mars 1991. L'exécutif renoue alors avec la pratique de l'intervention dans les provinces.

La protestation des périphéries et les élections de 1991

Les manifestations de la fin de l'année 1990 ont été imprévisibles, confuses, peu structurées, organisées en dehors des canaux traditionnels (partis, syndicats). Ces mobilisations, à la différence des révoltes urbaines de la fin des années soixante, à Rosario ou à Cordoba, ne sont pas des révoltes ouvrières et étudiantes, mais des mouvements rassemblant les classes moyennes paupérisées, menacées directement ou indirectement (retraités, employés de la fonction publique, commerçants, pères de famille, professions libérales) par le retrait de l'État et la réduction de l'emploi public provincial. Dans la province de Chubut,

le mouvement n'a pas touché les villes industrielles de Puerto Madryn et Comodoro Rivadavia, où les sidérurgistes et les pétroliers sont encadrés par des syndicats disposant encore d'un certain pouvoir de négociation. En revanche, la mobilisation a été totale dans les villes commerçantes et administratives de Trelew, Rawson, Esquel.

Quelle était la signification de ces protestations ? Que le centre ne les oublie pas, contre un certain type de gestion patrimoniale, corrompue et peu démocratique, contre la privatisation des espaces publics et la détérioration du système de santé et d'éducation. La protestation de mouvements catégoriels classiques pour défendre le *welfare state* s'est conjuguée à celle de mouvements écologistes et d'habitants.³⁹ La formation de coordinations (*multisectoriales*), en dehors des partis révèle la crise des systèmes de représentation (partis, syndicats). En 1990, les deux grands partis perdent les consultations locales. Ce discrédit s'est exprimé par un repli sur des identités locales, soit conservatrices qui appuient des figures liées à la dictature - Bussi à Tucumán et Palacios à Resistencia -, soit sur des identités démocratiques comme dans la ville de Rosario gagnée par les socialistes.

L'application du plan Cavallo paradoxalement a fait cesser toute forme de protestation comme si, après plusieurs années d'hyperinflation, la société était prête à renoncer à toute une culture de l'homogénéité, du service public et du *welfare*, en échange de la maîtrise des grands équilibres macro-économiques. Les élections d'octobre 1991 ont vu triompher au poste de gouverneur des candidats proches du président - des hommes d'affaires du type Fujimori, des personnages médiatiques- et resurgir des figures de la dictature. Cette émergence de nouvelles figures au niveau local et provincial n'est pas l'expression de tempéraments politiques régionaux du type parti provincial, mais celle d'un appui au projet, d'ajustement sur le thème "ordre et efficacité".

En guise de conclusion : les effets sur l'espace

L'idée défendue par D. Cavallo, c'est que les mesures de privatisation, de dérégulation et de décentralisation doivent inverser la tendance séculaire à la centralisation et redonner aux provinces responsabilités et initiatives. Il est encore trop tôt pour analyser les effets de ces mesures au niveau des provinces et de leurs capacités à intervenir sur leur espace et l'économie locale.

Cependant, la politique libérale soumet le territoire à des turbulences d'ores et déjà perceptibles. Dans la mesure où l'État abandonne toute politique qui ressemblait, de près ou de loin, à une politique d'aménagement du territoire, on

s'achemine vers un approfondissement des contrastes spatiaux et à une plus grande fragmentation de l'espace. Le gouvernement semble prêt à accepter que certaines provinces les plus pauvres, livrées à elles-mêmes, disparaissent de la carte économique et se transforment en quelque sorte en isolats ou en angles morts. Désormais, le territoire est abordé en termes de compétitivité, c'est-à-dire en fonction des avantages comparatifs, et l'on peut déjà voir se dessiner dans cette géographie du «laisser faire» quelques grandes tendances.

La politique d'intégration et d'ouverture qui succède à de longues périodes de politiques protectionnistes et sécuritaires de fermeture, renforce l'axe du Mercosur : Buenos Aires/Rosario/San Pablo. De fait, ce dynamisme concerne les quelques régions et provinces qui pourront s'articuler aux politiques d'exportation : la Mésopotamie et la Pampa vers le Brésil, le Cuyo et Neuquén vers le Chili. Et la région métropolitaine? La politique de dérégulation et la fin des tarifs publics subventionnés et des mesures compensatoires pour inciter à aller vers le sud, relancent la croissance de l'agglomération de Buenos Aires, lieu de concentration du tertiaire

En revanche, le projet économique actuel laisse à l'écart de nombreuses périphéries. On peut distinguer, les périphéries qui ont connu un certain dynamisme dans la dernière décennie des périphéries depuis longtemps assistées. Territoire par excellence de la politique «développementiste» aussi bien celle de Frondizi que des militaires, il se dessine dans ce qui apparaît de plus en plus comme la Patagonie "amère",⁴⁰ un «front du refus» réunissant aussi bien des péronistes en opposition au centre (Santa Cruz) que des radicaux (Rio Negro, Chubut) et les partis provinciaux (Terre de Feu, Neuquén). L'idée d'une industrialisation au-delà du 42e parallèle appartient au passé. Elle est remise en question par la politique de privatisation et de fermeture des centres non rentables car les arguments politico-militaires associés à la création des enclaves industrielles sur le fer et le charbon ne sont plus à l'ordre du jour. La Patagonie se réfugie aujourd'hui dans l'amertume et dans un irrédentisme presque métaphysique qui donne la mesure de son sentiment d'abandon et de sa peur du vide. Les provinces historiques, hier assistées, sont aujourd'hui délaissées. Évidemment, on ne peut pas toutes les mettre sur le même plan. Mais si l'on part du principe que le marché exacerbe les différences, sans subventions, en dehors des axes porteurs, quel sera l'avenir de ces provinces ?

Il semble bien que l'on assiste à un découplage progressif du rapport centre/périphérie qui avait constitué durant un siècle le principe organisateur de l'espace argentin et à la mise à l'écart de provinces qui ne sont pas, pour reprendre les termes de P. Veltz, "recyclées" par la nouvelle politique économique⁴¹.

NOTES

- (1) «Il faut en terminer avec les provinces converties en mendiantes face au pouvoir central, le suppliant pour l'obtention de fonds qui de fait leur appartiennent de par la loi et de par le juste droit» C. Menem y E. Duhalde, *La revolución productiva*, Peña Lillo Editor, Buenos Aires 1988.
- (2) O. Ozlak, *la conquista del orden político y la formación del Estado Argentino*, Estudios, CEDES, vo.4, 1975.
- (3) Cf. D. F. Sarmiento, *Facundo*, Ed. Mémoires l'Herne, 1ère édition 1964, 321 pages.
- (4) Ph. Grenier, "l'Argentine", *L'Amérique latine*, (Géographie Universelle, Tome 3), Reclus/Hachette, 3e tome, 1991.
- (5) Il faut cependant noter qu'à la différence des Etats-Unis, où se met en place un fédéralisme "centripète" qui réunit les treize colonies d'Amérique, on se trouve en Argentine face à un fédéralisme "centrifuge" qui tente de recoller les morceaux d'un ensemble qui éclate après l'indépendance.
- (6) A. Ferrer, *La Economía Argentina : las etapas de su desarrollo y problemas actuales*, FCE, 1968, Buenos Aires.
- (7) Cf. J. Balan, la cuestión regional en la Argentina : burguesías del interior y el mercado interno en el desarrollo agroexportador, *Estudios Sociales*, n°8, CEDES, 1979.
- (8) Cf. Natalio Botana, *El orden conservador, La política argentina entre 1880-1916*, Buenos Aires, Ed. Sudamerica, 1977.
- (9) Cf. T. Bodard, "Du réseau au bombeador : l'alternative critique pour l'eau potable", G. Dupuy (coord.) *La crise des réseaux d'infrastructure : le cas de Buenos Aires*, LATTS/Paris XII, 1988, 295 pages.
- (10) Cf. P. Pirez, *Coparticipación federal y descentralización del Estado*, CEAL, 1986, 140 pages. La redistribution primaire correspond à la masse d'impôts partagée entre la nation et l'ensemble des provinces, la redistribution secondaire à la répartition entre les différentes provinces de cette somme.
- (11) P. H. Randle (editor), *La conciencia territorial y su deficit en la Argentina*, OIKOS, 1978.
- (12) A. M. Garcia de Fanelli, *Descentralización de los servicios sociales en la Argentina de la década del 70*, CONICET-CEDES, Buenos Aires, 1987.
- (13) Cf. J. Schvarzer, "El Estado eficiente", *El Bimestre*, 1987.
- (14) Cf. "Mensaje presidencial, Consejo para la consolidación de la democracia", Elva Roulet, *La nueva capital*, Fundación J. E. Roulet, Centro de participación política, 1987, 144 pages.
- (15) Il faut évidemment signaler l'influence de J. Borja à Buenos Aires, véritable «gourou» de la démocratie locale. J. L. Coraggio fait justement remarquer que deux penseurs aussi opposés que H. de Soto et J. Borja, l'un néolibéral, l'autre post-marxiste s'accordent sur la vanité de mettre en place un grand projet national et sur la nécessité de trouver d'autres échelles et d'autres alternatives.
- (16) Dans le discours de *Parque Norte*, l'idée qu'il faut redéfinir le rôle de l'Etat paternaliste et autoritaire et ouvrir de nouveaux espaces de participation est fortement présente.
- (17) Cf. étude de cette dynamique dans les banlieues du Grand Buenos Aires, M. F. Prévôt Schapira, "L'affirmation municipale dans le Grand Buenos Aires; tensions et ambiguïtés", à paraître *Canadian Journal of Development Studies/Revue canadienne d'études du développement*, juillet 1993.
- (18) C. Reboratti, *Nueva capital, viejos mitos, la geopolítica criolla o la razón extraviada*, Sudamericana-Planeta, 1987, 183 pages.
- (19) Cf. R. Brunet, "L'aménagement du territoire, nouvelles donnees", *L'Espace géographique*, n°4, 1989.
- (20) *Argentina, finanzas de los gobiernos provinciales*, Serie de estudios del Banco mundial sobre países, 1991.

(21) Cf. Ph. Grenier, "A propos de l'effet frontière dans les Andes argentines : convergences et conflits des acteurs locaux, régionaux et nationaux", Communication au 46e Congrès des Américanistes, Amsterdam, juillet 1988.

(22) Le rachat prévu de la compagnie d'eau et d'énergie électrique qui dessert le périmètre irrigué de la Haute Vallée du Rio Negro par des capitaux chiliens suscite de violentes protestations de la part des fruiticulteurs de la province.

(23) Cf. H. Capraro, R. Esteso (comp.) *Estado, región y descentralización*, IIPAS, Zavalia, 1987, 239 p.

Le 10 octobre 1986, neuf gouverneurs des provinces du Nord argentin (Catamarca, Corrientes, Chaco, Formosa, Jujuy, Misiones, Salta, Santiago del Estero et Tucumán) ont signé une déclaration pour l'intégration du Norte Grande Argentino, l'idée étant que les problèmes économiques liés à la crise ne peuvent être résolus dans le cadre trop étroit des provinces «créer un espace non fragmenté, non dispersé qui met en question le fédéralisme centraliste», mettre en place une décentralisation. Ceci va de pair avec la mise en place d'une politique d'intégration avec le Brésil. Six des neuf provinces sont frontalières.

(24) Cf. V. Palermo, Neuquén, *la creación de una nueva sociedad*, CEAL, Buenos Aires, n°212, 1988.

(25) M. Mora y Araujo, I. Llorente (comp.), *El voto peronista : Ensayos de sociología electoral argentina*, Ed. Sudamericana, 1980.

(26) Cf. Les propos tenus par le gouverneur de la Rioja, C. Menem, qui proposa aux provinces péronistes de se déclarer en état de rébellion et de ne plus approvisionner la capitale en énergie, Cf. P. Pirez, *op.cit.*

(27) Cf. *La pobreza en el conurbano bonaerense*, juillet 1989, INDEC.

(28) Cf. M.R. Colantuono (coord.), La dinámica socioeconómica en la organización del espacio neuquino, *Boletín Geográfico*, Agosto 1990, n°17, Universidad del Comahue.

(29) Cf. A. Reynaud, *Société, espace et justice*, Paris, PUF, 1981.

(30) Cf. le document établi par le gouvernement de la province de Buenos Aires, Acta de reparación histórica del conurbano bonaerense, *Informe sobre la problemática estructural del conurbano bonaerense*, Gobierno de la provincia de Buenos Aires, mai 1990.

(31) *Message à la nation du président de la République*, 1er novembre 1991.

(32) Cf. D. F. Cavallo, J. A. Zapata, *El desafío regional federal, una estrategia para que las economías del Interior y la nueva capital impulsen el crecimiento económico*, Sudamericana-Planeta, 1986.

(33) Application de la loi d'urgence de septembre 1989 qui permet de gouverner par décret. Le décret omnibus (1757/90) est destiné à rationaliser les dépenses de l'État.

(34) Cf. Les chemins de fer risquent de disparaître dans la plus grande partie de l'Argentine, *Le Monde*, 9 mars 1993.

(35) Le cas limite a été celui de la province de Rio Negro où en 1991 le gouverneur radical "détourne" des fonds de la Banque centrale pour payer ses fonctionnaires.

(36) Cf. Interview du gouverneur Bordon, "No hay salida sin acuerdo federal", *Clarín*, 19 nov. 1990.

(37) «Prestamos del BM para financiar el ajuste en las provincias», *El Cronista*, 19 déc. 1990.

(38) Cf. B. Ganne, "Les approches du local et les systèmes industriels locaux", *Sociologie du Travail*, n°4, 1989.

(39) Les manifestants de Santa Fé demandaient «un Estado que garantice salud, educación, justicia», *Página 12*, 10 octobre 1990.

(40) Nous paraphrasons ici, le titre du livre de J. M. Borrero, *La Patagonia trágica*, Buenos Aires, 1928.

(41) Cf. P. Veltz, "Hiérarchies et réseaux dans l'organisation de la production et du territoire", G. Benko et A. Lipietz, *Les régions qui gagnent. Districts et réseaux : les nouveaux paradigmes de la géographie économique*, Paris, PUF, 1992.

D O S S I E R

LIBÉRALISME ET DÉRÉGULATION EN AMÉRIQUE LATINE

Coordonné par
Hubert DROUVOT et Guy MARTINIÈRE

Pascal BYÉ, Jean-Pierre FREY

Célia HIMELFARB

Jacky BUFFET

Hubert DROUVOT

AVANT PROPOS

Hubert DROUVOT* et Guy MARTINIERE**

Libéralisme et dérégulation apparaissent comme deux des défis que la politique économique impose à l'Amérique latine aujourd'hui. Quatre analyses de cas, présentées dans ce dossier, permettent d'en mesurer certains enjeux.

Avec le coup d'Etat militaire du 11 septembre 1973, le Chili fut le premier pays d'Amérique latine à se convertir aux thèses néolibérales. Ce modèle de croissance "tirée" par les exportations eut pour résultat une forte poussée des ventes à l'étranger des produits de la mer et des denrées agricoles dites "non traditionnelles" (vin, fruit, bois...). En comparant l'évolution de l'économie chilienne à celle de quelques pays d'Asie du Sud-Est (Malaisie, Thaïlande, Indonésie), on constate qu'au Chili l'agriculture n'est pas parvenue à servir de levier à l'industrie et que cette croissance extravertie a provoqué une dépendance alimentaire accrue sur les produits agricoles de base (blé, sucre...) A la différence du Sud-Est asiatique, le "déficit social" au Chili n'a fait que s'accroître et les raisons de cette dégradation sont à rechercher dans un interventionnisme étatique limité à la libéralisation des prix et à l'ouverture des marchés. En particulier, le Gouvernement chilien a négligé le développement des infrastructures nécessaires aux échanges des produits sur le marché interne. L'absence de diffusion des recettes d'exportations sur l'industrie nationale a déstructuré l'appareil productif national et aggravé les inégalités sociales.

A la suite de l'échec des plans successifs d'ajustement, l'Argentine s'est engagée en 1991 dans un plan de stabilisation ayant pour fondement : la libéralisation du commerce extérieur et de l'investissement étranger, la réévaluation de la monnaie locale et la dérégulation de l'économie. Ces mesures ont permis au pays d'entrer dans le groupe restreint des pays bénéficiaires du plan Brady et de pouvoir ainsi restructurer sa dette extérieure. Si le programme de convertibilité présente des aspects stabilisants, les bases techniques de cette convertibilité peuvent ne pas être garanties durablement. Par ailleurs, le programme de stabilisation connaît plusieurs limites. Ainsi, la réappréciation de la monnaie locale n'est pas favorable à l'essor des exportations et risque d'avoir des effets négatifs sur les petites et moyennes entreprises et de créer des entraves à l'essor du marché d'intégration économique régional (Mercosur).

* Respectivement directeur et fondateur du Groupe de recherches et d'études économiques et sociales sur l'Amérique latine (GRESAL) Université Pierre Mendès France - Grenoble II.

La poursuite d'une croissance soutenue du PIB et la reprise du processus cumulatif interne (réinvestissement local) constituent donc les deux conditions essentielles du succès de ce plan de stabilisation en Argentine.

Au Brésil, l'arrivée au pouvoir du Président Collor de Mello en 1990 était censée marquer une rupture puisqu'après quatre décennies de protectionnisme, le pays devait s'engager profondément dans une politique libérale de "modernisation". Cependant, avec la destitution présidentielle et l'arrivée au Planalto du Président Itamar Franco, l'important programme de réformes annoncé par Collor (privatisation, réduction du déficit public), ouverture des marchés..) donne des signes évidents d'essoufflement et les tensions qui opposent les partisans d'une politique libérale et ceux qui privilégient une politique nationaliste et sociale animent à nouveau d'importants débats. Dans ce contexte de confusion et d'échec de remise en ordre de l'économie (persistance d'une forte inflation), continue à se poser la question des privatisations. Comme arguments, certains opposent l'ampleur des déficits et des dettes du secteur étatique aux carences de la politique sociale : en 1993, les entreprises publiques devraient cumuler un déficit de 5 milliards de dollars soit l'équivalent de la construction de 250 000 maisons populaires et verser 6 milliards de dollars pour payer les intérêts de leurs dettes, soit l'équivalent de 6000 postes de santé ("Tudo pelo aço", *Veja*, 27 janvier 1993, p. 20-25). Dans la liste des sociétés publiques à privatiser figure la firme EMBRAER dont l'essor s'est réalisé dans le cadre d'une politique nationale de développement de l'industrie aéronautique. Mise en oeuvre dès la fin de la Seconde guerre mondiale avec la création de centres de formation et de recherche, cette politique bénéficia du soutien inconditionnel des militaires soucieux de promouvoir une industrie nationale dans un secteur jugé hautement stratégique. EMBRAER parvint ainsi dans les années quatre-vingt à prendre une part significative du marché mondial de l'aviation régionale. Mais, ces dernières années, l'entreprise a connu une situation de plus en plus critique. Face à une chute significative des commandes et à un endettement chronique, la destinée d'EMBRAER reste liée aux options libérales ou nationales du nouveau gouvernement et aux perspectives de reprise des ventes sur un marché mondial en pleine crise. Comme pour l'informatique, la question des alliances de cette industrie avec des constructeurs étrangers se pose de façon nouvelle pour pouvoir accéder aux technologies les plus avancées et aux principaux marchés mondiaux. Le caractère global de ce secteur d'activité peut-il rendre illusoire toute politique exclusivement nationale de développement ? La privatisation d'EMBRAER est-elle opportune dans le contexte actuel de crise ? Comment ajuster dès lors cette aventure industrielle avec de nouveaux accords de coopération scientifique et technique dans le cadre de relations internationales suffisamment équilibrées ?

LE MODELE CHILIEN À LA LUMIERE DE L'EXPÉRIENCE DES PAYS AGRO-EXPORTATEURS DE L'ASEAN

Pascal BYÉ *, Jean-Pierre FREY**

Le Chili est passé brusquement au cours des années soixante-dix d'un modèle d'industrialisation basé sur la protection douanière et la substitution d'importations à une stratégie néolibérale de croissance basée sur l'agro-exportation. Après deux crises (en 1975 et 1982) sans précédent dans l'histoire du Chili, le pays a enregistré d'indéniables succès au cours de ces dernières années. Tirée par les exportations de produits agricoles la croissance du PIB est sensible ; la balance commerciale a enregistré des soldes importants, la dette extérieure a diminué, le budget de l'Etat est équilibré et l'inflation jugulée. Bref, et malgré un taux d'investissement qui a fléchi ces dernières années (16% en moyenne depuis 1974 contre 20 % lors des années soixante), un niveau d'industrialisation qui ne dépasse guère celui de la fin des années soixante et une distribution du revenu fortement régressive (l'indice des salaires réels est inférieur aujourd'hui à ce qu'il était en 1970 -(R. French-Davis 1970)-) le Chili est devenu, aux yeux du Fonds Monétaire International, l'exemple à suivre en Amérique Latine (J. de Linares 1991).

Dans d'autres régions du monde et notamment en Asie (Indonésie, Thaïlande, Malaisie), la priorité accordée à la production agricole et à la transformation ali-

* Economiste, Institut national de la recherche agronomique (INRA-Montpellier)

** Economiste, Université Pierre Mendès France (Grenoble II), GRESAL

mentaire semble être un des fondements du succès enregistré sur le plan économique. L'agro-exportation aurait ainsi tiré la croissance globale. La réalité chilienne apparaît plus contrastée. Il existe indubitablement des produits voire des secteurs de production qui ont bénéficié de la dynamique impulsée par la demande internationale agro-alimentaire. Mais, il ne semble pas -faute de politique adéquate- qu'une telle dynamique ait réellement irradié dans l'ensemble du système productif national.

L'objectif de cet article est d'abord de comparer les expériences asiatiques et chilienne. Il est ensuite d'analyser les raisons du fossé existant entre la réussite (apparente) de l'agro-exportation et la faillite (apparente) de l'industrialisation au Chili. Aussi mettrons-nous l'accent, dans un premier temps, sur les différences entre les tendances lourdes de l'économie chilienne et les économies de l'Asean. Puis, dans un deuxième temps, tenterons-nous de mettre en lumière - sous forme d'hypothèses- les raisons de ces divergences. L'État semble être en définitive le principal acteur capable d'impulser de l'intérieur une stratégie de croissance articulant exportations agro-alimentaires et développement industriel.

LES TENDANCES LOURDES DES ÉCONOMIES AGRO-EXPORTATRICES DES PAYS DE L'ASEAN ET DU CHILI : ÉLÉMENTS DE COMPARAISON

Comme le Chili -mais depuis plus longtemps- les pays agricoles de l'Asean (Indonésie, Thaïlande, Malaisie essentiellement) ont fondé leur croissance économique sur l'exportation de produits agricoles. Mais, alors que le Chili n'exporte que quelques produits primaires (cuivre pour les produits miniers, pommes et raisins pour les fruits, farine de poisson pour la pêche, cellulose et bois scié pour le secteur forestier) vers des marchés bien définis (américains et européens essentiellement), les pays asiatiques ont perçu très tôt les avantages de la diversification des biens et des marchés. La Thaïlande, par exemple, exporte actuellement de façon significative, plus de deux cents produits (dont le riz, le maïs, le sucre de canne, le caoutchouc, l'huile de palme, le coprah, les produits de la mer etc.) qu'elle envoie dans toutes les régions du monde.

Il en résulte une dynamique économique beaucoup plus vigoureuse et moins instable dans les pays agricoles de l'Asean qu'au Chili (cf. Tableau 1).

Sur la période 1980-1989, par exemple, les taux moyens de croissance annuelle du PIB ne sont que de 2,7% au Chili contre 7% en Thaïlande, 5,3% en Indonésie et 4,9% en Malaisie. De même, alors qu'en 1965 le Produit National Brut (PNB)

TABLEAU N° I
CROISSANCE ET RÉPARTITION DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT SUR LA PÉRIODE 1965-1989

	PNB par habitant		P I B			Taux an. moy. de crois.						Répartition du PIB (%)					
	dollars	Tx an moy. de crois. (%)	millions de dollars	Tx an. crois.	moyenne de (%)	AGRIC.		INDUS. (manuf.)		P I B		AGRIC.		INDUS. (manuf.)		SERV.	
	1989	1965/89	1989	1965/80	1980/89	1965/80	1980/89	1965/80	1980/89	1965/80	1980/89	1965	1989	1965	1989	1965	1989
INDONESIE	500	4,4	93970	7,0	5,3	4,3	3,2	11,9(12)	5,3(13)	7,3	6,6	56	23	13(8)	37(17)	31	39
THAÏLANDE	1220	4,2	69680	7,3	7,0	4,6	4,1	9,5(11)	8,1(8)	7,6	7,4	32	15	23(14)	38(21)	45	47
MALAISIE	2160	4,0	37480	7,4	4,9	-	3,9	-	6,5(8)	-	3,9	28	-	25(9)	-	47	-
CHILI	1770	0,3	25250	1,9	2,7	1,6	4,1	0,8(0,7)	3,1(3)	2,7	2,3	9	8,4	40(24)	36,3(22)	52	54,5

Sources : Rapport de la Banque mondiale, 1991 et Estudio económico de América Latina y del Caribe de la CEPAL, 1989.

par habitant dans les pays agricoles de l'Asean était très inférieur à celui du Chili, respectivement de l'ordre du dixième, du quart et de la moitié pour l'Indonésie, la Thaïlande et la Malaisie), il est aujourd'hui (1989) du même ordre de grandeur (Thaïlande) voire même supérieur (Malaisie) à celui du Chili.

Par ailleurs, et c'est là une des caractéristiques des pays de l'Asean, l'agriculture a servi de véritable levier à l'industrialisation (M. Bruneau 1991). Alors que ces pays étaient essentiellement agricoles dans les années soixante, ils sont maintenant essentiellement industriels. Le Chili, pour sa part, a suivi une trajectoire exactement inverse. Le tableau 1 montre en effet que la part de l'industrie dans le Produit Intérieur Brut s'accroît considérablement entre 1965 et 1989 pour tous les pays de l'Asean. Elle passe, par exemple, de 13% à 37% pour l'Indonésie et de 23% à 38% pour la Thaïlande, tandis qu'elle a tendance à diminuer pour le Chili (elle décroît de 40% à 36,3%).

Cette observation vaut également pour les exportations dont la teneur en produits industriels s'accroît considérablement sur cette période en Asie, tandis qu'elle stagne, voire régresse au Chili. A cet effet, il est remarquable d'observer (tableau 2) qu'en Malaisie, par exemple, la part des exportations de produits manufacturés dans le total qui n'était que de 6% en 1965 (2% pour les machines et matériel de transport et 4% pour les autres produits manufacturés) s'élève à 44% en 1989 (27% et 17%) alors que les exportations industrielles chiliennes restent à des niveaux extrêmement faibles, 5% en 1965 (1% et 4%) et 10% en 1989 (1% et 9%). En conséquence, alors que la part des exportations de produits primaires (miniers et agricoles) en relation aux produits manufacturés a sensiblement diminué en poids relatif entre 1965 et 1989 dans pratiquement tous les pays de l'Asean -de 96% (43% pour les produits miniers et 53% pour les produits agricoles) à 68% (47% et 21%) en Indonésie, de 97% (11% et 86%) à 46% (3% et 43%) en Thaïlande et de 94% (34% et 60%) à 56% (19% et 37%) en Malaisie- elle est restée pratiquement inchangée au Chili, passant de 96% (89% et 7%) à 90% (57% et 33%) du total des exportations.

L'accent mis sur l'agro-exportation et la pression internationale sur le niveau des prix agricoles explique en partie sans doute (cf. tableau 3) la poursuite du mouvement de dégradation des revenus entre 1969 et 1988. De ce point de vue, la situation au Chili en 1988 apparaît plus grave que celle enregistrée pour l'Indonésie et même que celle de la Malaisie, pays pourtant réputés pour le caractère inégalitaire de leur distribution.

La question fondamentale est donc la suivante : pourquoi l'économie chilienne basée sur un modèle de croissance (agro-exportation) similaire à celui de ses homologues asiatiques n'a pas abouti aux mêmes résultats?

LE MODELE CHILIEN À LA LUMIERE DE L'EXPERIENCE

TABLEAU N°2
STRUCTURE DES EXPORTATIONS EN 1965 ET 1989

	Part des export. de produits prim. dans le tot. des export. (%)				Part des export. de produits manufac. dans le tot. des export. (%)			
	Comb. minéraux et métaux (%)		Autres produits prim. (%)		Machines et mat. de transport (%)		Autres bien manuf. (text. et hab.) (%)	
	1965	1989	1965	1989	1965	1989	1965	1989
INDONESIE	43	47	53	21	3	1	1(0)	31(9)
THAILANDE	11	3	86	43	0	15	3(0)	39(17)
MALAISIE	34	19	60	37	2	27	4(0)	17(5)
CHILI	89	57	7	33	1	1	4(0)	9(1)

Sources : *Rapport de la Banque mondiale*, 1991.

TABLEAU N°3
DISTRIBUTION DU REVENU EN INDONÉSIE, EN MALAISIE ET AU CHILI

	INDONESIE	MALAISIE	CHILI		
	1987	1987	1969	1978	1988
I QUINT.	8,8	4,6	7,6	5,2	4,4
II QUINT.	12,4	9,3	11,8	9,3	8,2
III QUINT.	16,0	13,9	15,6	13,6	12,7
IV QUINT.	21,5	21,2	20,6	21,0	20,1
V QUINT.	41,3	51,2	44,5	51,0	54,6

Sources : *Rapport de la Banque mondiale*, 1991 et l'article de French-Davis, 1990.

Dans les deux cas, les objectifs macroéconomiques (stabilisation monétaire, équilibre du commerce extérieur, équilibre budgétaire,...) ont tous, à des degrés divers, été atteints. Mais, alors que dans les pays agricoles de l'Asean "...la diversification de l'économie, la synergie entre croissance industrielle et agricole, en assurant une redistribution des revenus, ont dans une certaine mesure permis de stabiliser les inégalités sociales..."(M. Bruneau 1991), au Chili les orientations économiques retenues qui ont exclusivement favorisé certaines activités (les agro-exportations) -véritables "enclaves de prospérité"- ont été, semble-t-il, incapables jusqu'à présent d'impulser une croissance économique générale. Cette différence dans l'interventionnisme étatique explique, à notre sens, que la croissance agro-exportatrice n'ait pas entraîné, jusqu'à présent, le développement économique.

CROISSANCE ET DÉVELOPPEMENT : LE RÔLE DE L'ÉTAT

La forte croissance économique des pays agricoles de l'Asean (M. Bruneau 1991 et C. Poupon 1991) et les leçons qu'on peut tirer des expériences de certains pays d'Afrique (J. M. Broussard 1991) montrent que les réussites en matière de développement vont bien au-delà du marché et des préceptes de l'économie libérale. Elles sont aussi, et peut-être surtout, le résultat d'une action délibérée de l'Etat. Située entre l'incitation et l'encadrement, cette intervention corrige en permanence les distorsions induites par les marchés extérieurs. Mieux, elle vise à mettre en place un véritable mode de développement en redistribuant les terres (réformes agraires), en construisant les infrastructures rurales et urbaines, en rééquilibrant les activités et les revenus entre les villes et les campagnes.

Ce comportement contraste singulièrement avec l'intervention politique du régime militaire chilien. Après 1973, l'Etat chilien applique brutalement et sans discernement les recettes néolibérales : libéralisation des prix (destruction des barrières douanières, suppression des taux de change multiples...), élimination du déficit budgétaire (licenciement massif des fonctionnaires de l'Administration Publique, privatisation des entreprises d'Etat...) et relance de l'offre en s'appuyant exclusivement sur une stratégie tournée vers l'agro-exportation au détriment du marché intérieur (industrie et agriculture alimentaire locales). Cette politique déstructurante n'a pas suscité un environnement favorable au développement. Les recettes d'exportation ne diffusent pas, les revenus ne circulent pas, les effets d'entraînement ne jouent pas : il y a croissance sans redistribution des activités et des revenus, c'est-à-dire croissance sans réel développement économique.

Une réforme agraire tardive et incomplète

L'augmentation de la productivité agricole passe généralement par une réforme agraire d'autant plus importante que l'inégalité foncière au départ est plus forte. Les conditions de la réforme agraire dans les pays agricoles de l'Asean et d'Amérique latine sont, de ce point de vue, diamétralement opposées.

Les pays de l'Asean disposaient à l'origine d'une importante réserve foncière (forêts tropicales) encore inexploitée et une structure foncière beaucoup moins inégalitaire qu'en Amérique latine (existence d'une petite et moyenne paysannerie assez importante avec seulement quelques exploitations de type colonial). La réforme agraire a donc consisté essentiellement à défricher, à répartir et à mettre en valeur les nouvelles terres conquises sur les forêts. Dans ces pays (Asean), l'Etat a d'emblée construit les infrastructures (routières, commerciales, sanitaires et scolaires) nécessaires à l'installation des nouveaux arrivants. Il a participé également de très près à l'organisation de la production : fourniture d'intrants agricoles, de crédits etc., nécessaires à la modernisation de l'agriculture.

Au Chili, en revanche, comme dans tous les autres pays d'Amérique latine sauf le Mexique (1934) et la Bolivie (1952), les puissants intérêts latifundistes se sont opposés longtemps (jusqu'au milieu des années soixante) à la réforme agraire.

Au Chili, à la vague d'expropriation des latifundios entre 1965 et 1973 (touchant 50 % de la superficie agricole nationale) succède la contre réforme du régime militaire qui restitue à leurs anciens propriétaires 46 % des terres expropriées (J. Echenique 1991). Cette mesure conjuguée à la libéralisation du marché foncier rural donne lieu à une nouvelle concentration foncière pendant les années quatre-vingt : 80 % des terres réformées appartenant à la petite paysannerie sont rachetées par des commerçants, des industriels et des sociétés anonymes nationales et internationales. Cette concentration foncière ne signifie pas cependant un retour aux traditions latifundistes mais à l'apparition de trois classes bien distinctes d'agriculteurs (C. Furche et alii 1987) :

- une classe réduite d'entrepreneurs agricoles (2,8 % du total des agriculteurs qui occupent 40 % des terres cultivables), spécialisés dans les cultures de rente très capitalistiques (en arboriculture les investissements sont en effet de l'ordre de 10 000 à 20 000 dollars/ha pour une taille d'exploitation comprise entre 10 et 100 has - (CPU 1990)) localisées sur les terres les plus riches (Région Métropolitaine et VIème région notamment).

- des paysans appauvris (39,3 % du total) sans protection de l'Etat (sans crédits ni assistance technique...) spécialisés dans la production alimentaire et réduits le plus souvent à vendre leur terre (i.e. rejoindre le prolétariat agricole) ou à vivre en autosubsistance.

- des salariés agricoles (37,5 %) -saisonniers pour la plupart- et des chômeurs ou assimilés (20,5 % dont 12,1 % employés du programme d'Emploi Minimal), main-d'oeuvre totalement désorganisée (syndicats interdits), mais soumise en permanence aux aléas des cultures et des saisons.

L'intervention de l'Etat au Chili a donc porté exclusivement (ou presque) sur les titres de propriétés - la libéralisation du marché foncier rural ayant fait le reste- et non comme dans les pays agricoles de l'Asean, également sur la mise en oeuvre du réseau de commercialisation et les modalités de la production. Elle a conduit finalement à une économie à deux vitesses : les cultures de rente très productives d'une part et les cultures alimentaires de faibles rendements de l'autre, servies l'une et l'autre par une main-d'oeuvre abondante, peu revendicative et très peu rémunérée.

Un déséquilibre croissant entre cultures vivrières et d'exportation

Dans les pays de l'Asean, le riz, base de l'alimentation, est en même temps une culture d'exportation. En Indonésie et Malaisie, l'Etat a mis en oeuvre une politique audacieuse d'intensification s'inspirant de la "révolution verte". Le programme dépend tout autant de la mise en oeuvre de mesures spécifiques permettant d'accommoder la modernisation aux techniques plus traditionnelles relevant des technologies douces (Indonésie) que de l'introduction de techniques plus modernes (Malaisie).

Dans les deux cas, l'Etat, promoteur des changements, coordonne rigoureusement les opérations sur le terrain (Malaisie) en fournissant les ingrédients nécessaires à la modernisation : canaux d'irrigation, intrants d'origine chimique et équipements mécaniques. Très rapidement on enregistre, pour ces deux pays, des performances sans précédent en termes de productivité (deux fois supérieure à la moyenne des autres pays) et de croissance rizicole (doublement de la production de riz en moins de 20 ans). La Thaïlande, par ailleurs, a mis en oeuvre avec succès une politique originale de rééquilibrage des cultures vivrières (le riz essentiellement) et des cultures d'exportation. A cet effet, une taxe très lourde sur les exportations de riz -sur longue période- a permis d'abaisser le prix intérieur à la consommation de cette céréale (base de l'alimentation locale) mais aussi d'encourager les exportations de produits substitutifs à hauts rendements (manioc, ananas, canne à sucre, maïs, etc.)

La flexibilité de l'action des Etats de l'Asean située "... entre l'incitation et l'encadrement..." (M. Bruneau 1991), la protection du marché intérieur et la promotion des exportations, contraste avec la rigidité du comportement du régi-

me militaire chilien dont l'unique souci est d'impulser à la force un modèle "agro-export led growth" au détriment des activités agricoles et industrielles dirigées vers le marché intérieur.

Très sommairement, l'Etat chilien favorise systématiquement l'exploitation forestière et la production de fruits (toutes deux destinées à l'exportation) même pendant la période dite orthodoxe (1974-1981) ou de non interventionnisme de l'Etat. Cette priorité se concrétise par la mise en oeuvre progressive d'un train de mesures qui favorisent tout d'abord (avant 1981) l'exploitation forestière (subventions massives accordées pour le reboisement, autorisation d'exporter des troncs à l'état brut etc.) puis l'ensemble des produits destinés à l'exportation (exemption de TVA, récupération de 10 % de la valeur FOB des ventes, ouverture d'une ligne de crédits de 600 millions de dollars à des taux préférentiels, assistance technique, etc.), alors que les cultures alimentaires sont livrées sans merci aux pressions du marché international. Il en résulte une dépendance alimentaire accrue au début des années quatre-vingt (en 1983, le tiers du blé, la presque totalité des huiles végétales et la moitié du sucre destinés à la consommation interne sont importés). La crise des années 1982 et 1983 oblige cependant les pouvoirs publics à un retour provisoire (jusqu'en 1988) à des pratiques plus modérées (fixation de prix plancher, facilité crédiataire, notamment) en faveur de certaines denrées de base (maïs, blé et lait essentiellement) sans toutefois remettre en cause, globalement, le principe d'ouverture sur l'extérieur du marché interne. Les résultats sont éloquentes, alors que les cultures d'exportations (produits de la sylviculture et fruticulture essentiellement) prospèrent après 1983 - avec des taux moyens annuels de croissance de l'ordre de 5 % (sylviculture) et 10 % (fruticulture) - les cultures alimentaires -après un léger mieux- périclitent de nouveau après la remise en cause des mesures de protection du marché interne et la chute des niveaux de salaires réels.

L'absence de relations agriculture/industrie

Là encore, l'expérience plaide en faveur d'un rééquilibrage intersectoriel. Cette idée de complémentarité entre l'agriculture et les autres secteurs de l'économie se renforce dès que la modernisation permet d'accroître le surplus agricole. Cet excédent "... est en mesure de financer une partie des activités industrielles en milieu rural qui, elles-mêmes, contribuent à la croissance et à la valorisation du produit agricole..." (P. Robineau 1980). Mais cet essaimage industriel à travers l'ensemble du territoire ne se produit pas spontanément : l'Etat doit y participer à part entière. Ainsi en Thaïlande, les pouvoirs publics ont procédé à la mise en

DOSSIER

TABLEAU N°4

PROGRESSION DE L'APPORT CALORIQUE PAR HABITANT ENTRE 1965 ET 1989

	1965	1989	Prog. (%)
INDONESIE	1796	2670	+ 48,7
THAILANDE	2134	2287	+ 7,2
MALAISIE	2307	2687	+ 16,4
CHILI	2588	2584	- 0,15

Source : *Rapport de la Banque mondiale*, 1991.

oeuvre d'un vaste programme de rééquilibrage des infrastructures qui a permis"; l'émergence d'un (véritable) tissu de petites et moyennes agro-industries sur l'ensemble du territoire..." (C. Poupon 1991) générateurs d'emplois et d'investissements ruraux, les revenus non agricoles permettant très souvent aux petits paysans de conserver voire de moderniser leur petite propriété. La synergie entre croissance industrielle et agricole et la redistribution des activités et des revenus ont permis d'enrayer en grande partie la pauvreté sur l'ensemble des territoires agricoles de l'Asean

C'est ainsi que l'apport calorique journalier par habitant au cours des 20 dernières années (cf. tableau 4) progresse de façon substantielle dans les pays de l'Asean (48,7% en Indonésie, 16,4% en Malaisie et 7,2% en Thaïlande) tandis qu'il régresse légèrement (moins 0,15%) au Chili n'atteignant en valeur absolue, en 1988, qu'un niveau inférieur à celui de l'Indonésie et de la Thaïlande.

Le Chili est l'un des rares pays du continent (CEPAL 1986) à ne pas avoir introduit les apports de la "révolution verte" (semences à hauts rendements dans le domaine céréalier notamment) pour résoudre les problèmes alimentaires. Les pouvoirs publics -par désintérêt sans doute- n'ont donc pas essayé de diffuser à grande échelle les techniques qui s'y rattachent : développement d'un réseau

d'irrigation, utilisation de fertilisants banalisés, mécanisation de l'agriculture, développement d'une infrastructure routière et commerciale destinée aux échanges internes de produits, etc. En conséquence, les effets d'entraînement des productions alimentaires sur les industries locales ont été négligeables.

Par contre, rien n'a été épargné pour faciliter l'installation de cultures d'exportations de produits frais (fruits et légumes essentiellement) et de bois bruts (non transformés) :

- assistance technique en permanence accordée par l'Institut National de Recherches Agricoles (INIA) aux Groupes de transferts Technologiques (GTT) intégrant les gros et moyens producteurs de la fruticulture.

- importation croissante (CPU 1990) en quantité et qualité de produits phytosanitaires ciblés (insecticides, fongicides, herbicides,...) et de techniques frigorifiques sophistiquées (installation d'atmosphères modifiées) pour satisfaire aux normes internationales de plus en plus strictes imposées aux exportations de produits frais.

Ces exportations de produits bruts (fruits frais et bois) qui progressent à un rythme accéléré n'ont pas suscité par ailleurs une dynamique conséquente des agro-industries. Les exportations de fruits frais s'accroissent plus rapidement que les exportations de jus concentrés ou de fruits en conserves. La chaîne bois/pâte à papier/cellulose/papier issue de la sylviculture voit l'accroissement des exportations de bois brut dépasser celui de la pâte à papier et ce dernier celui de la cellulose et celui-ci, à son tour, celui du papier de telle sorte que..." le produit exporté comporte chaque fois moins de valeur ajoutée..." (Ominami et alii 1989).

Enfin, la commercialisation des exportations à l'étranger est dépendante de puissantes compagnies étrangères (les entreprises agro-exportatrices) dont les marges bénéficiaires sont exorbitantes. Ces entreprises (Standard Trading Company, filiale de la Castle et Cook. Inc., par exemple) concentrent entre leurs mains l'ensemble des services liés à l'exportation : fabrication des emballages, des chambres frigorifiques, transport et vente des produits agricoles, commercialisation des fertilisants, etc. Une étude sur la structure des coûts réalisée par la Corporation de Promotion Universitaire (CPU 1990) montre qu'un pourcentage extrêmement élevé (de l'ordre de 60% pour les raisins et 80% pour les pommes) du prix de vente final des produits de l'agroexportation sur le marché mondial est prélevé au titre de la commercialisation (dont le transport et les services multiples associés à l'exportation). L'économie nationale ne maîtrise donc pas les coûts de productions des marchandises qu'elle exporte et donc le mécanisme central de régulation de la concurrence internationale de ces produits.

Au total, une extraversion croissante de l'économie avec des effets d'entraînement sur l'industrie nationale médiocre, voire récessifs soit par excès (utilisation de techniques trop sophistiquées non reproductibles localement pour la production agro-exportatrice) soit par défaut (désintérêt des pouvoirs publics pour les techniques banalisées de la production alimentaire) d'utilisation des techniques de production. Une étude récente (Byé et alii 1992) réalisée à partir d'un découpage approprié des tableaux "entrées-sorties" chiliens en 1977 et 1986 résume, à notre sens, la situation. La brusque libéralisation des échanges au Chili a déstructuré profondément l'appareil productif national : le système agro-alimentaire se fragmente autour de produits spécialisés (îlots de productivité) tandis que s'affaiblissent les liaisons situées en amont (la chimie et la mécanique) et en aval (secteur des transports et de l'agro-industrie).

Si à cela, on ajoute le caractère essentiellement primaire des exportations, la diversification limitée en termes de produits et de débouchés et la vulnérabilité croissante du secteur arboricole (H. Velis 1991)¹, on comprend pourquoi nombre d'études (C. Ominami et alii 1989, R. French-Davis 1990, C. Auroi 1992,...) insistent sur la nécessité de modifier profondément -de l'intérieur- la trajectoire de croissance tournée trop exclusivement vers l'extérieur.

*
* *

L'ouverture brutale et exclusive de l'économie chilienne au commerce mondial a déstructuré le système productif national, aggravé les inégalités sociales sans pour autant réduire sa dépendance et sa vulnérabilité extérieure.

La comparaison du cas chilien et celui de ses homologues asiatiques montre que l'ouverture à l'extérieur doit être accompagnée d'une politique judicieuse d'ajustements vers l'intérieur. L'action de l'État -lorsqu'elle est bien menée- doit donc dépasser très largement le cadre étroit du marché sans pour autant s'y substituer. La base de son intervention repose -implicitement et explicitement- sur la mise en place d'un véritable plan d'aménagement du territoire corrigeant en permanence les grands déséquilibres, entre le milieu rural et le milieu urbain, l'industrie et l'agriculture, les cultures vivrières et d'exportation etc. induits par la croissance extravertie. Au total, l'intervention de l'État doit viser à un véritable développement équilibré combinant harmonieusement croissance et redistribution. En un mot, l'État doit impulser une stratégie "...visant une internationalisation depuis l'intérieur..." (C. Ominami et alii 1989).

(1) Baisse des prix (1988) puis empoisonnement (1989) des exportations de raisins aux Etats-Unis, le problème de la mouche des Andes (1990), celui de la contamination des produits de la pêche par le choléra.

BIBLIOGRAPHIE

- Auroi (Claude) : "Le cas du Chili : essai de croissance vers l'extérieur" *Colloque Centre de Recherche sur l'Asie Moderne (IUHEI/IUED)*- Genève, 1992.
- Banque Mondiale : "Rapport sur le développement dans le monde", Washington, 1991.
- Broussard (Jean-Marc) : "Le rôle de l'agriculture dans le développement" *Problèmes Economiques*, n° 2255, 1991, pp. 1-5.
- Bruneau (Michel) : "Indonésie, Malaisie, Philippines, Thaïlande : une croissance tirée par l'agriculture d'exportation", *Problèmes Economiques*, n° 2215, 1991, pp. 26-28.
- Byé (Pascal), Fonte (Maria) et Frey (Jean-Pierre) : "Politiques agricoles et structures agro-industrielles : une approche à partir des tableaux input-output chiliens", *Bull. Inst. fr. Etudes Andines*, 21 (1), 1992, pp. 375-386.
- CEPAL, Comisión Económica para América Latina y el Caribe : "El desarrollo frutícola y florestal en Chile y sus derivaciones sociales", *Estudios e informes de la CEPAL*, Santiago de Chili, 1986.
- CEPAL, Comisión Económica para América Latina y el Caribe, *Estudio Económico de América Latina y el Caribe*, Santiago de Chili, 1989.
- Corporación de Promoción Universitaria, *Innovación y desarrollo tecnológico*, Santiago du Chili, 1990.
- Echenique (Jorge) : "Las políticas agrícolas en el marco del ajuste : el caso de Chile", *Document de travail*, Santiago du Chili, 1991.
- French-Davis (Ricardo) : "Le Retour à la démocratie au Chili : héritages et défis économiques", *Problèmes d'Amérique Latine*, n° 97, 1990, pp. 123-133.
- Furche (Carlos), Martner (Gonzalo D.), Paelle (Vicente), Troncoso (Oscar) : "El Complejo agroalimentario en Chile : evolución y subsistemas" - *G.I.A. document de travail*, Santiago du Chili, n° 32, 1987.
- Linares (Jacqueline de) : "Chili, le bon élève", *Le Nouvel Economiste*, n° 756, 1991, p 22-23.
- Ominami (C.) et Madrid (R.) : "Le développement du secteur exportateur : éléments d'évaluation", *Problèmes d'Amérique Latine*, 94, 1989, pp. 85-101.
- Poupon (Christine) : "La Thaïlande : un nouveau pays agro-industriel" *Problèmes Economiques*, n° 2215, 1991, pp. 29-31.
- Robineau (Patrice) : "Les rapports entre agriculture et industrie dans les pays en développement", *Mondes en Développement*, n° 29-30, 1980, pp. 17-28.
- Velis M. (H) : *Evolución y vulnerabilidad del subsector frutícola*, Centro de Estudios Públicos, document de travail n° 164, Santiago de Chili, 1991.

CONVERTIBILITÉ, STABILISATION ET DÉRÉGULATION EN ARGENTINE

Célia HIMELFARB*

La stabilisation des économies, vue sous l'angle monétaire et financier, est un processus complexe au cours duquel surgissent des modalités opérationnelles : le changement de la monnaie locale, la reprise en main par les Banques centrales de l'émission et de la création monétaires et la dévaluation successive de la monnaie.

Ces techniques de stabilisation — accompagnées d'autres mesures d'ordre fiscal — ont été mises en application dans de nombreux pays comme l'Allemagne en 1922 (renten mark), en Pologne en juin 1924 (zloty), en Chine en août 1948 (yuan-or), en Israël en 1977 (shekel), au Brésil en février 1986 (cruzado) et en janvier 1989 (nouveau cruzado) et en Argentine en juin 1985 (austral) avec des résultats très dissemblables.

Dans certains cas, l'on a pu constater des succès¹ ; dans d'autres cas, les politiques de stabilisation par changement de la monnaie locale et par dépréciation de la monnaie se sont avérées infructueuses.²

La spécificité actuelle de contrôle du processus d'hyper-inflation en Argentine réside dans ce qu'on peut appeler une *stabilisation par convertibilité*, c'est-à-dire par la *fixation d'une parité monétaire* établie par la Banque centrale, qui intègre une *réévaluation ou réappréciation de la monnaie locale*.

*Economiste, Institut d'Etudes Politiques de Grenoble

Face à l'échec des plans successifs d'ajustement, la nouvelle équipe économique dirigée par M. Domingo Cavallo — ancien Ministre des Affaires Etrangères — a produit un programme de stabilisation qui marque un changement net dans l'orientation de la politique monétaire en Argentine.

Le plan de stabilisation surgit dans un contexte de désorganisation économique, de désindustrialisation³, de désinvestissement accru⁴, de discrédit des mesures d'ajustement structurel⁵ et de scepticisme politique des secteurs sociaux.

Cette nouvelle politique économique est apparue alors que la situation du secteur public — difficultés dans la mise en œuvre de la réforme de l'Etat — et la question de la dette extérieure — difficultés dans la renégociation — n'étaient pas réglées.

La mise en place d'un instrument de stabilisation à plus long terme s'avérait nécessaire d'autant plus que la désarticulation de l'appareil productif et le niveau élevé d'inflation enregistré⁶ allaient jouer négativement face aux échéances électorales de septembre 1991.

Le nouvel *instrument de stabilisation* devait compter, désormais, avec des bases techniques solides et différentes de celles utilisées auparavant et devait entraîner impérativement un rétablissement de la confiance sociale, un contrôle des anticipations spéculatives et une réactivation de l'économie.

Aussi, le Programme de stabilisation conçu ne saurait trouver pour fondement que les quatre grands axes suivants :

- la convertibilité totale de la monnaie ,
- la libéralisation du commerce extérieur et de l'Investissement Direct Etranger (IDE) ,
- la réévaluation de la monnaie locale,
- la déréglementation et dérégulation de l'économie.

CONVERTIBILITÉ TOTALE DE LA MONNAIE

A partir du 1er avril 1991, a été instauré le *Plan de convertibilité totale de l'austral* en Argentine.⁷

La nouvelle équipe économique a mis en œuvre un dispositif de convertibilité basé sur :

- a) la suppression des clauses d'indexation dans les contrats de droit privé et de droit public ;
- b) la légalisation de l'utilisation du dollar dans toutes les transactions.

Le Plan de convertibilité établit en outre que : le Gouvernement fixe la parité de

10 000 australes pour un dollar et celle-ci ne saurait être modifiée que par une autre loi ; la Banque centrale de la République Argentine (BCRA) est tenue de faire respecter une équivalence stricte entre les réserves et la base monétaire ; toute émission monétaire supplémentaire pour financer le déficit public est interdite. Le gouvernement doit désormais équilibrer chaque mois les recettes et les dépenses publiques.⁸

Il est à signaler que *l'état de convertibilité* de la Banque centrale au 1er avril 1991 était le suivant

TABLEAU N° 1
L'ÉTAT DE CONVERTIBILITÉ (EN MILLIONS DE DOLLARS)

ACTIF		PASSIF	
Réserves en devises	2.810	Base monétaire	4.800
Stock d'or	1.371	(billets en circulation + dépôts bancaires)	
Obligations étrangères acquises par la BCRA (ALADI)	150	Annulation de "pases"	255
BONEX	400	Garanties de dépôts (*)	200
Vente de champs pétroliers	309	Réescomptes (*)	150
Autres créances	550		
TOTAL	5.590	TOTAL	5.405

Source : BCRA (*) Estimations préliminaires.

La situation de réserves et de créances citée ci-dessus "devrait" faire face à l'équivalence 1 dollar = 10 000 australes requise par le Plan de convertibilité totale.

En effet, l'équipe économique n'envisage pas de nouvelles émissions de monnaie et concentre son action sur la perception fiscale et la modernisation du secteur public.⁹

La réforme fiscale vise à accroître le nombre de ménages imposables et à exercer un contrôle plus strict du nombre de firmes et d'entreprises imposables (y compris les PMI et les PME) et un élargissement de l'assiette de la taxe à la valeur ajoutée.

Une étude comparative des indicateurs monétaires et financiers du Plan Austral — lorsqu'il était en vigueur en septembre 1985 — et du Plan de convertibilité — en septembre 1991 — avec le même taux d'inflation (2% mensuel) révèle de récents aspects stabilisants, à savoir :

TABLEAU N°2
DU PLAN AUSTRAL AU PLAN DE CONVERTIBILITÉ

VARIABLE	SEPTEMBRE 1985	SEPTEMBRE 1991
Taux d'inflation (du mois)	2,0%	2,0%
Taux d'intérêt actif (du mois)	5,26%	1,61%
M ₁ en % du P.I.B.	6,64%	4,50%
Dépôts en devises (en millions de dollars)	593,1	4.202,0
Cotation des titres de la dette (marché secondaire) en % de la valeur nominale	66,0	40,0
Dette externe (en millions de dollars)	49.326	60.000
Solde commercial (en millions de dollars)	4.500	4.000

Source : BCRA, FIEL¹⁰

a) le taux d'intérêt actif (mensuel) est nettement inférieur avec le Plan de convertibilité qu'avec le Plan Austral : 5,26% en 1985 et 1,61% en septembre 1991¹¹ (*Abandon d'une politique monétaire de "hauts taux d'intérêt"*);

b) l'agrégat monétaire M₁ (masse monétaire en circulation et dépôts à vue), mesuré en pourcentage du PIB, est inférieur avec le Plan de convertibilité. En effet, la masse monétaire en circulation et les dépôts à vue sont proportionnellement moins significatifs en septembre 1991 (4,50% du PIB) qu'en septembre 1985 (6,64%)¹² (*Abandon d'une politique de surémission monétaire*);

c) les dépôts en devises sont sept fois plus importants avec le Plan de convertibilité qu'avec le Plan Austral. En septembre 1985, les réserves en devises atteignent 593,1 millions de dollars tandis qu'en septembre 1991 la Banque centrale enregistre 4 202 millions de dollars en "dépôts de devises" (voir tableau n°2). (*Politique monétaire et financière basée sur l'augmentation de réserves de devises et du stock d'or*).

En revanche, il faudrait souligner qu'à égalité d'un taux peu élevé d'inflation (2% mensuel), d'autres indicateurs révèlent une aggravation de la situation financière globale de l'économie argentine, à savoir :

a) le montant atteint par la dette externe était de l'ordre de 49,3 milliards de dollars en 1985, et elle atteint 60 milliards de dollars en 1991 (les arriérés financiers non compris)¹³;

b) la cotation des titres de la dette externe argentine dans le marché secondaire reflète une nette dévalorisation de ceux-ci entre les deux Plans¹⁴;

c) le solde commercial est moins significatif en septembre 1991 (Plan de convertibilité) qu'en 1985 lorsque le Plan Austral était en vigueur.¹⁵

En fait, l'on constate que des périodes de stabilisation peuvent se ressembler —

notamment quant à la décélération du taux d'inflation et au contrôle général des prix¹⁶ -sans avoir pourtant beaucoup de bases communes.

La différence entre une politique de ralentissement du taux d'inflation basée sur une modification et une dévaluation de la monnaie locale et une politique de stabilisation par convertibilité, puise dans les divergences profondes des deux moments dans l'évolution économique et politique de l'Argentine. Mais aussi dans la configuration, comme nous allons le développer ultérieurement, d'un consensus social qui sous-tend le programme de stabilisation.

LIBÉRALISATION DU COMMERCE EXTÉRIEUR ET DE L'INVESTISSEMENT DIRECT INTERNATIONAL

La libéralisation du commerce extérieur mise en vigueur le premier avril 1991, a pour but l'ouverture sur l'extérieur de l'appareil productif grâce à une forte diminution des barrières douanières.

Ainsi, les droits de douane ont été fixés en moyenne à 9,36% (tous produits confondus) et la taxe maximale à 22%.¹⁷

Les biens intermédiaires et les "intrants", sur lesquels les droits de douane atteignaient 11%, et les biens de capital sont désormais exemptés d'imposition douanière.

A partir du décret de dérégulation de l'activité économique et du commerce extérieur (n°2284 du 31/10/1991), certaines taxes douanières ont été révisées mais elles n'ont pas été modifiées de façon substantielle.

Les droits à l'importation de matières premières et de biens intermédiaires ont légèrement augmenté : de 0% à 5% pour les premières et de 11% à 13% pour les seconds.

En revanche, le décret maintient le maintien un droit d'importation élevé pour l'industrie automobile, mais supprime le système de quota à l'importation.¹⁸

Parallèlement, la taxe à l'exportation intitulée "taux statistique" de 3% a été annulée.¹⁹

La diminution des prélèvements sur les exportations agricoles et la forte réduction des taxes douanières à l'importation devraient être compensées par une plus grande *rigueur fiscale*.

Il est à noter que le Plan de convertibilité ainsi que la libéralisation du commerce extérieur vont de pair — selon le programme gouvernemental — avec la libéralisation quasi-totale de l'implantation de l'Investissement Direct Etranger (IDE) en Argentine.

DOSSIER

TABLEAU N° 3
TAXES DOUANIERES

	Le 1/04/1991	Le 1/11/1991
Matières premières	0%	5%
Biens intermédiaires	11%	13%
Biens finis	22%	22%
Biens de capital non fabriqués dans le pays	0%	0%

Source : La Nación, 3 novembre 1991.

Cet ensemble de mesures a pour but de contrôler le taux d'inflation, de maintenir le taux de change fixe, de diminuer le taux d'intérêt et d'attirer l'investissement international. En effet, il n'y aurait quasiment, à l'heure actuelle, aucune entrave à l'implantation des investissements directs, au rapatriement des capitaux et au transfert de profits.²⁰ La nouvelle législation réduit au maximum les barrières à l'investissement international.²¹ Le Plan de convertibilité totale se propose avec l'augmentation du surplus fiscal et avec l'accélération des privatisations d'atteindre l'objectif de relance de l'investissement interne et international ainsi que le rapatriement des capitaux locaux.

Les mesures d'octobre 1991 de dérégulation de l'activité économique tendent donc à stimuler essentiellement les nouveaux investissements.²² Ceci soulève un certain nombre de questions en ce qui concerne le traitement de la dette extérieure et l'éventuel afflux de nouveaux capitaux.

L'objectif de régulariser les finances externes et de normaliser les conditions de crédits de l'économie locale serait une condition incontournable à l'arrivée de nouveaux investissements directs et au retour des capitaux expatriés.²³

Aussi, tout investissement international est subordonné aux négociations de la dette extérieure avec le Club de Paris (créanciers publics)²⁴, mais surtout avec les créanciers privés.

Parallèlement, les négociations en cours avec la Banque mondiale rentrent dans ce contexte. Il est à noter que la Banque mondiale suivrait avec bienveillance le processus de stabilisation et serait d'accord pour l'intégration de l'Argentine au Plan Brady de négociation et de titrisation de la dette externe.²⁵ La libéralisation du commerce extérieur et de l'investissement direct international répond en fait aux exigences fixées par le Fonds Monétaire International concernant la déréglementation, non seulement de l'activité économique interne, mais aussi du mouvement international des biens et des capitaux.²⁶

RÉÉVALUATION DE LA MONNAIE LOCALE

Dans les plans de stabilisation précédents, la technique de contrôle du taux d'inflation se définissait, comme nous l'avions signalé, par des dévaluations successives de la monnaie visant à "rééquilibrer" la balance commerciale par augmentation du solde des échanges extérieurs, en valeur.

Toutefois, il s'agissait aussi d'équilibrer la balance des paiements, déficitaire à cause de versements du service de la dette extérieure (transferts nets négatifs).

Le risque d'une telle démarche était caractérisé par des *dérapages inflationnistes* d'après la relation existante entre une balance des paiements déficitaire, une modification du taux de change, le déficit fiscal et une nouvelle émission monétaire.²⁷ En effet, on s'est aperçu qu'il fallait laisser de côté les *maxi-dévaluations* car elles avaient un coût inflationniste élevé.

La mise en application du *Programme de convertibilité totale de l'Austral* intervient donc dans un contexte précis, défini par l'épuisement des politiques de stabilisation fondées sur des dépréciations fréquentes de la monnaie.

Il est pertinent d'approfondir la spécificité du Plan de convertibilité totale en Argentine et, notamment, les mécanismes qui s'enclenchent — à partir d'une réappréciation de la monnaie — permettant d'enrayer, au moins à titre temporaire, une hausse générale des prix, d'autant plus que cette technique de stabilisation — réévaluation de la monnaie — n'a pas été fréquemment utilisée dans les pays ayant subi un processus d'hyper-inflation ces dernières années.²⁸

Dans le cas de l'Argentine, le schéma suivant de réévaluation et de convertibilité de la monnaie locale s'appliquerait :

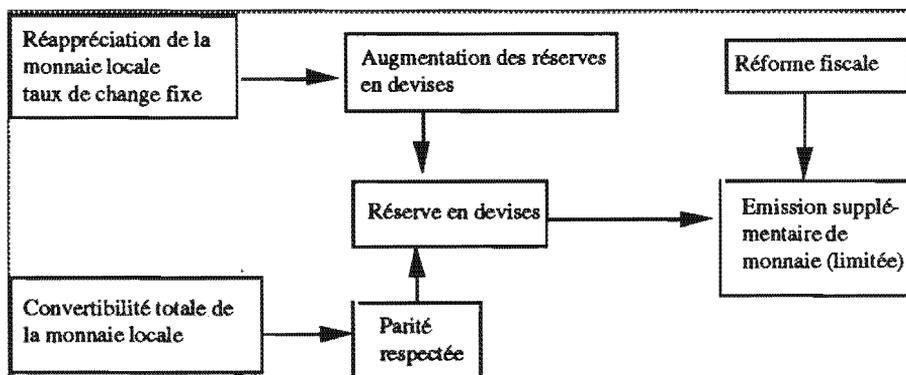
Schéma de réappréciation et de convertibilité de la monnaie

Le schéma ci-dessus fait état de deux conditions préalables à la constitution de réserves en devises de la part des autorités monétaires :

— tout d'abord, un taux de change contrôlé (fixe) qui implique une réappréciation de la monnaie (dans le cas de l'économie argentine, cette réévaluation serait de l'ordre de 30% à 35%) ;

— deuxièmement, une convertibilité totale de la monnaie locale qui assure la parité fixée par la Banque centrale.

Ensuite, ce qui surgit comme troisième condition préalable de stabilisation, est que le montant de réserves en devises enregistré par les autorités monétaires soit significatif et proportionnel à la base monétaire, ceci allant de pair avec un contrôle strict du déficit budgétaire (réforme fiscale).



En tout état de cause, ces trois conditions doivent théoriquement, et d'après le schéma décrit, exercer une régulation des *émissions supplémentaires de monnaie* (contrôle de l'offre de monnaie).

Un des effets immédiats de la réévaluation de la monnaie est essentiellement le démantèlement du mécanisme inflationniste qu'est l'indexation de la dette interne au dollar, et au taux d'intérêt.

La dette interne se voit mieux maîtrisée du moment qu'il s'opère une baisse effective du taux d'intérêt. A cet égard, l'indexation de la dette interne sur un taux moins élevé d'intérêt provoque, en effet, *une moindre pression sur la demande de monnaie* (motif de spéculation restreint).²⁹

En outre, la détermination d'une parité monétaire (10 000 australes = 1 dollar) aurait, d'après les autorités monétaires et financières et tout au moins à moyen terme, des effets stabilisants, à savoir :

- a) il s'agit d'une parité qui permettrait à la Banque centrale de mieux réagir aux fluctuations de la demande de monnaie à travers une convertibilité maîtrisée;
- b) c'est une parité qui conduirait l'Institution Centrale à augmenter les réserves en devises de façon significative car la monnaie locale serait réévaluée;
- c) c'est une équivalence qui rendrait les importations relativement attrayantes et contribuerait à augmenter la masse globale de biens intermédiaires importés et de biens d'équipement en vue d'une relance productive.

Il est à noter que le maintien de la parité et de la convertibilité actuelle inciterait à effectuer des placements en dollars (cooptation et transformation de l'épargne en investissement) et consoliderait le dollar en valeur-refuge.

La dollarisation de l'économie argentine s'est accomplie; le dollar remplit désormais ses trois fonctions : unité de compte, moyen de paiement et réserve de valeur.

Cependant, dans une économie dollarisée, le contrôle de l'offre de monnaie présente des inconvénients qui peuvent fragiliser le système de convertibilité (*l'exogénéité de l'offre de la monnaie et l'impossibilité d'une émission de la monnaie substitut*).

DÉRÈGLEMENTATION ET DÉRÉGULATION DE L'ÉCONOMIE

Le décret 2284 du 30 octobre 1991 formule toute une série de mesures instaurant la *déréglementation et la dérégulation de l'économie argentine*.³⁰

En substance, le Plan de déréglementation de l'économie porte sur l'élimination des principaux mécanismes de contrôle de l'Etat.

Aussi, les modalités de régulation de production, de circulation et de distribution des biens de base sont annulées.

Désormais, les lieux, les prix, les quantités et les conditions d'achat et de vente des produits sont, en outre, libres. Ainsi, les horaires d'ouverture et de fermeture des usines, magasins, ports, dépôts, ne sont plus stipulés et réglementés.³¹

Le "Junta Nacional de Carnes" et la "Junta Nacional de Granos" — organismes de contrôle et de commercialisation de la viande et des grains — sont supprimés.

Le décret de dérégulation et de déréglementation comprend huit chapitres portant sur : I/ la dérégulation du commerce intérieur des biens et des services; II/ la dérégulation du commerce extérieur, III/ les institutions de régulation; IV/ la réforme fiscale; V/ le marché des capitaux; VI/ le système unifié de sécurité sociale; VII/ la négociation collective; VIII/ les dispositions générales.³²

Ce processus de déréglementation et de dérégulation poursuivrait trois grands objectifs :

— En premier lieu, les mesures d'ajustement entreprises et le paiement d'une partie des arriérés financiers (intérêts non versés) doivent constituer *la contrepartie à une renégociation globale de la dette externe et l'obtention d'une réduction de celle-ci dans le cadre du Plan Brady*.³³

— En second lieu, *les prix internes doivent diminuer ou se maintenir* permettant l'efficacité de la parité définie dans le programme de convertibilité.³⁴

Dans le cas contraire, une augmentation de prix provoquerait un décalage entre le taux de change stipulé et le taux de change réel, ce qui conduirait à une nouvelle demande de la monnaie en dollars.

— Enfin, la déréglementation doit induire (d'après les objectifs gouvernementaux) une baisse de prix de l'intermédiation et des services³⁵ permettant une

parité plus compétitive au niveau international. En effet, la dérégulation, la baisse interne des prix et la diminution des prix à l'intermédiation impliqueraient une réduction effective du type de change à l'exportation.³⁶

Ce programme va de pair avec de nouvelles négociations salariales par firme et, désormais, avec une centralisation par l'Etat de l'ensemble des œuvres sociales.³⁷

Ceci reflète une mise à l'écart des syndicats dans les négociations salariales et dans la gestion de la sécurité sociale en Argentine.

Le décret de déréglementation a reçu un accueil favorable parmi les groupes industriels qui prévoient une éventuelle reprise de l'investissement local, en soutenant que la décentralisation de la négociation collective permettrait l'introduction de clauses spécifiques de productivité et de fonctionnement par l'entreprise³⁸ (quoiqu'il reste à déterminer l'harmonisation des négociations par branche et par firme).

De plus, le décret constitue — pour eux — un pas vers la matérialisation de la flexibilité du travail (chapitre VII du décret 2284 sur les négociations collectives) et vers l'introduction de contrats de travail temporaire.³⁹

De même, les entrepreneurs reçoivent positivement la libéralisation et la déréglementation des horaires d'ouverture et de fermeture des commerces, ainsi que les dérogations des résolutions pour initier une nouvelle activité industrielle ou commerciale.

La centralisation de la perception des charges et des cotisations sociales, des contributions prévisionnelles, des subsides familiaux, a été bien accueillie parmi les groupes industriels qui estiment pourtant les charges très élevées.

En tout état de cause, cette période de libéralisation et de dérégulation de l'économie argentine repose sur le "compromis politico-productif" conclu entre les autorités gouvernementales et les groupes industriels.

En effet, dans la perspective de réalisation de ce compromis, le gouvernement a invité — outre les principaux partis politiques — les secteurs industriels.

L'accord survenu entre l'Union Industrielle Argentine (UIA) et les autorités économiques⁴⁰ porte sur les réformes économiques, fiscales, administratives, conduisant à relancer l'économie argentine et à la remettre en état de concurrence internationale.

Parallèlement, le "compromis politico-productif" intègre la question du marché régional MERCOSUR, et concrètement la question des industries implantées à l'intérieur de ce marché régional. Ce cadre futur de régulation de la production et de la distribution du gaz naturel et de l'énergie électrique ainsi que le système d'imposition national, la reformulation du système de prévoyance et de sécurité

sociale⁴¹ en font également partie. En fait, cette période de stabilisation et de déréglementation se base, à l'heure actuelle, sur un nouvel accord social où la présence des syndicats est plus effacée.

LIMITES DU PROGRAMME ACTUEL DE STABILISATION

Indéniablement, le programme de convertibilité présente des aspects stabilisants quant au contrôle du système général des prix.⁴²

Néanmoins, le processus de réappréciation et de convertibilité de la monnaie locale peut aussi porter un coup d'arrêt aux objectifs de stabilisation en Argentine, à savoir :

— l'évolution du cours du dollar (fluctuations assez marquées) au niveau international peut compromettre la parité fixée par la Banque centrale car tout le système de convertibilité repose sur la monnaie américaine;

— la fragilité du montant des réserves et du stock d'or détenus par la Banque centrale peut mettre en question l'équivalence stricte établie entre les réserves en dollars et la base monétaire. Mais aussi, l'équivalence existante entre la totalité des composants de l'actif (Bonex, dépôts produits des privatisations compris) et l'ensemble des composants du passif (réescomptes, garanties de dépôts compris) (voir tableau n° 1) peut être sujette à caution. *Les bases techniques de la convertibilité, bien qu'assurées, peuvent ne pas être garanties durablement;*

— les difficultés politiques et sociales à maintenir un niveau *convenable* du déficit fiscal par rapport à celui requis par le Fonds Monétaire International (3% du PIB) peuvent impliquer une non-reconnaissance par ce dernier de la politique d'ajustement mise en œuvre ;

— le marché d'intégration économique et régional (MERCOSUR) demeure encore un espace à construire⁴³ avec de forts décalages dans la compétitivité et dans le développement des marchés internes des quatre pays membres.

Cela est d'autant plus vrai que les groupes financiers internationaux estiment que les programmes de stabilisation doivent être mis en application "avec succès" avant que le marché régional entre dans sa phase opérationnelle.⁴⁴ La stabilité des économies régionales est très loin d'une harmonisation et des divergences demeurent dans les politiques économiques appliquées (voir à cet égard les écarts différentiels du taux d'inflation entre l'Argentine et le Brésil, et la question des avantages comparatifs⁴⁵);

— *la titrisation de la dette interne de l'Etat est incertaine et elle peut constituer une source de graves conflits sociaux.*

“Le 22 août, une loi a été sanctionnée par le Sénat autorisant le paiement des dettes de l’Etat moyennant des titres qui arriveront à échéance dans l’année 2007”⁴⁶;

— l’essor considérable du Marché de Valeurs de Buenos Aires⁴⁷ (116% entre le 1er et le 23 août 1991) a provoqué des tendances inflationnistes car la demande de monnaie était à la hausse.

Ce phénomène a eu comme fondement le développement du *motif de spéculation* — d’origine boursière⁴⁸ — qui infléchit les quantités de monnaie demandées.

Face à cette augmentation de la demande de monnaie, le Ministère des Finances a même envisagé d’effectuer une capitalisation de la dette des entreprises privées auprès de l’Etat en actions cotées en Bourse.⁴⁹ *Le contrôle des anticipations spéculatives présente, en fait, des aspects conjoncturels et imprévisibles;*

— les difficultés relatives à la mise en oeuvre des Plans de renégociation et de titrisation de la dette extérieure (Plan Brady)⁵⁰ peuvent retarder et entraver, une relance de l’investissement direct en Argentine.

— *La réappréciation de la monnaie locale ne conforte pas forcément “l’option exportatrice” de l’actuel programme de stabilisation.*

En effet, les exportations d’origine agricole et d’origine industrielle sont, dans le cadre de réévaluation monétaire, moins compétitives et, ceci malgré, d’une part, la suppression de taxes (3% de taxe à l’exportation)⁵¹ et, d’autre part, la réduction du prix des services et des prix de l’intermédiation.

La politique économique actuelle en Argentine privilégie l’option exportatrice, c’est-à-dire une production orientée davantage vers le marché extérieur.

Ceci est un élément récent qu’on peut appeler de *renversement des options*.⁵²

— *Le risque d’éviction de la petite et de la moyenne entreprise est plausible, car il peut s’opérer un transfert de réserves vers les grands groupes économiques.*⁵³

La mise à l’écart de certains instruments et institutions de régulation n’élimine pas forcément les imperfections du marché — qui demeure assez oligopolistique — mais elle peut les aggraver.

La régulation économique des groupes privés locaux et internationaux remplacerait, dans le processus de déréglementation actuel, une régulation de l’Etat, notamment dans le marché de commercialisation de la viande et des céréales.

— *Le processus de déréglementation peut entraîner, certes, une diminution des prix internes mais — paradoxalement — il peut entraîner aussi des surcoûts.*

Dans une économie ayant plusieurs marchés avec des entreprises publiques quasi-monopolistiques, il s’avère nécessaire d’établir un mécanisme véritable de formation des prix en concurrence. Le risque est en effet le transfert de surcoûts du secteur public vers le secteur privé et, notamment, vers le secteur privé non

local⁵⁴, étant donné le degré d'ouverture et d'internationalisation du processus de privatisation en Argentine.

— *Le processus de réactivation de l'économie doit impérativement se consolider face à la libéralisation accrue du commerce extérieur.*

Le dynamisme effectif de ces derniers mois (d'après les estimations, une croissance du PIB de l'ordre de 5% pour 1991 et de 7% pour 1992 est prévue⁵⁵) devrait s'affirmer et l'accumulation interne (réinvestissement local) devrait nécessairement être relancée. C'est là que résident deux conditions essentielles du succès ou de l'échec du programme de stabilisation en Argentine.

— Enfin, des émissions supplémentaires ne sont pas exclues — bien que proscrites à l'heure actuelle — et ceci malgré la réduction du taux d'intérêt.

En fait, trois conditions concourent à exercer une régulation de l'émission et de la création monétaires et elles doivent être rigoureusement respectées.

Or, d'après le schéma de convertibilité totale, le maintien d'une parité, la réappréciation de la monnaie locale et l'augmentation des réserves détenues par les autorités monétaires, *dépendent* des conditions politiques, économiques et sociales internes propices à la stabilisation et, notamment, de la durée du "compromis politico-productif" et du consensus social qui en découle.

Ces risques ne disparaissent pas avec le changement de monnaie (de l'austral au peso)⁵⁶ qui, toutefois, a été rendu possible par le processus de stabilisation.

A l'heure actuelle, d'autres éléments interviennent davantage dans le maintien de la stabilisation et ils se définissent par la "crédibilité" des indicateurs économiques auprès des banques commerciales et par la "volonté" des organismes financiers internationaux ainsi que des créanciers privés *d'intégrer l'Argentine au "cercle vertueux*.⁵⁷

NOTES

(1) Cf. Thomas Sargent, "The end of big four inflations" in R. Hall (Ed.), *Inflation : causes and effects*, Université de Chicago, 1982.

(2) Cf. Daniel Heymann, *Tres ensayos sobre inflación y políticas de estabilización*, CEPAL, Buenos Aires, 1986. Cf. Celia Himelfarb, "Libéralisme et hyper-inflation" in *Revue Tiers Monde*, n° 129, 1er trimestre 1992, PUF, Paris. Cf. L. Bresser Pereira et Y. Nakano, "Hyperinflation et stabilisation au Brésil : Le premier Plan Collor" in *Revue Tiers Monde*, n° 126, 1991, PUF, Paris.

(3) Entre 1979 et 1990, le taux de "décroissance" moyen annuel a été de -10%. "Dans l'industrie manufacturière, la production aurait baissé en 1990 de 3,1% selon l'indice publié par FIEL, et la capacité industrielle a été utilisée en moyenne à 50%", cf. *Nord-Sud Export*, "Argentine/13", 22 avril 1991, Paris.

(4) "Le stock d'investissements s'étiolé d'année en année. Le taux d'investissement (Formation Brute du Capital Fixe/PIB) est passé de 22,8% en 1980 à 13,3% en 1987 et à 7,5% pendant le premier semestre de 1990", cf. *Nord-Sud Export*, art. cit., p. 44.

(5) Cf. CEPAL, *Transformación productiva con equidad*, Santiago, mars 1990.

(6) "En février, le taux d'inflation a été supérieur à 30%", cf. *La Nación*, "Inquietud en Economía ante la suba de precios", 15 avril 1991.

(7) Cesar Pradines, "Claves de la convertibilidad", *La Nación*, 1/04/91, Buenos Aires.

(8) Cf. *Nord-Sud Export* "Argentine/13", 22 avril 1991, Paris.

(9) Eduardo Bonelli : "Expectativas y pronósticos a la hora de la largada", in *La Nación*, 1er avril 1991, Buenos Aires.

(10) Ccf. d'après les données de la Banque centrale de la République Argentine (BCRA) et de la Fondation de Recherches Economiques Latino-américaines (FIEL).

(11) Cf. BCRA et FIEL

(12) Cf. BCRA et FIEL

(13) Cf. BCRA

(14) Cf. BCRA

(15) Cf. BCRA

(16) Sur les différentes politiques économiques appliquées en Argentine dans les années récentes se référer à :

— Jorge Swartzer, "De l'apogée du Plan Austral au chaos hyper-inflationniste" in *Problèmes d'Amérique Latine*, n° 95, 1990, Paris.

— Celia Himelfarb, "Libéralisme et hyper-inflation en Argentine", *GRESAL*, n° 90-04, mars 1990, Grenoble.

(17) Cf. *La Nación*, "Rige la rebaja de la protección arancelaria", 1 avril 1991, Buenos Aires.

(18) Cf. *Clarín*, "Habrá mayores aranceles para las materias primas y los bienes intermedios", 1er novembre 1991, Buenos Aires.

(19) Cf. *Clarín, Suplemento Económico*, "Principales definiciones", 9 novembre 1991, Buenos Aires.

(20) Cf. *Euromoney : Special Supplement, Argentina*, septembre 1990, Londres.

(21) Cf. *Nord-Sud Export*, "Argentine/13", avril 1991, Paris.

(22) "Decree 2284, aimed at fostering competition and stimulating new investment, ends most restrictions on business, eliminates several regulatory agencies and taxes, and abolishes trade quotas", cf. *Business Latin America*, "Argentina Promulgates sweeping deregulation", 11 novembre 1991, New-York.

(23) Cf. *La Nación*, "La economía y la diplomacia se entretienen", 30 septembre 1991, Buenos Aires.

(24) Accord de rééchelonnement de 1 500 millions de dollars du 23 septembre 1991. Cf. *La Nación*, 23 septembre 1991, Buenos Aires.

(25) Cf. Fernando Lascano, "La negociación externa, completa prioridad", *La Nación*, 7 octobre 1991, Buenos Aires.

(26) Cf. Christine Legrand, "L'Argentine libéralise son économie", *Le Monde*, 4 novembre 1991, Paris.

(27) Selon la théorie de la balance des paiements. Cf. K. Hellfrich, *Das Geld* in Bresciani Turroni : *The Economics of Inflation*, Ed. Allen and Unwin., 1937. Cf. M. Aglietta et A. Orléan, *La violence de la monnaie*, Paris, PUF, 1984, Paris.

- (28) A l'exception du Mexique avec de bons résultats et du Brésil avec des résultats négatifs. Cf. Jacques Valier et Pierre Salama, *L'Amérique Latine dans la crise*, Ed. Nathan, Paris, 1991. Cf. André Fontaine, "Le Mexique à l'heure continentale" in *Le Monde*, 25 novembre 1991
- (29) Cf. J.-M. Keynes, *La théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, Ed. Payot, Paris, 1942.
- (30) Cf. *Business Latin America*, "Argentina : Government lift rules and regs on business activity", novembre 1991, New-York. Cf. *Clarín : Suplemento Especial*, "Decreto de desregulación", 1er novembre 1991, Buenos Aires.
- (31) Cf. Ch. Legrand, "L'Argentine libéralise son économie", *Le Monde*, 4 novembre 1991, Paris.
- (32) Cf. *Clarín : Suplemento Especial*, "Decreto de desregulación", Buenos Aires, 1er novembre 1991.
- (33) Cf. *Clarín : Suplemento Económico*, "Las nuevas reglas de juego", 3 novembre 1991, Buenos Aires.
- (34) Cf. *Clarín : Suplemento Económico*, "Las nuevas reglas de juego", 3 novembre 1991, Buenos Aires.
- (35) Cf. *Clarín*, "Bajaron los precios de los servicios", 3/11/1991, Buenos Aires.
- (36) La réduction effective du taux de change serait de 8%. Cf. *Clarín : Suplemento Económico*, "Principales definiciones", 3 novembre 1991, Buenos Aires.
- (37) Cf. *Clarín : Suplemento Especial*, "Decreto de desregulación", 1er novembre 1991, Buenos Aires.
- (38) Cf. *Clarín : Suplemento Económico*, "Satisfacción en los medios empresariales", 3 novembre 1991, Buenos Aires.
- (39) Cf. *Clarín : Suplemento Especial*, "Decreto de desregulación", 4 novembre 1991, Buenos Aires.
- (40) Cf. *La Nación*, "El gobierno convocó a la Unión Industrial Argentina al acuerdo político-productivo", 7 octobre 1991, Buenos Aires.
- (41) Cf. *La Nación*, "El gobierno convocó a la UIA al acuerdo político-productivo", 7 octobre 1991, Buenos Aires.
- (42) Le taux d'inflation mensuel atteint 2% en septembre; 1,9% en octobre et 0,4% en novembre 1991, d'après la Banque Centrale de la République d'Argentine (BCRA). Cf. *La Nación*.
- (43) Cf. Christine Legrand, "Argentine : une intégration inexorable" in *Le Monde*, 26 août 1991.
- (44) Cf. *Business Latin America*, "Though hopeful, executives harbor doubts about Mercosur's effectiveness", 11 novembre 1991, New-York.
- (45) Cf. *Business Latin America*, "Weak comparative Advantages", 11 novembre 1991.
- (46) Cf. Daniel Ponce, "La sanción del bono produjo un marcado alivio en el oficialismo" in *La Nación*, 26 août 1991, Buenos Aires.
- (47) Cf. *La Nación*, "Canje de deudas por acciones", 26 août 1991, Buenos Aires.
- (48) Cf. *Le Monde*, "La Bourse de Buenos Aires a progressé de 116% depuis le 1er août", 25 août 1991.
- (49) Cf. *La Nación*, "Canje de deudas por acciones", 26 août 1991, Buenos Aires.
- (50) Cf. *La Nación*, "Menem posible ingreso al Plan Brady", 26 août 1991, Buenos Aires.
- (51) Cf. *Clarín : Suplemento Económico*, "Principales definiciones", 3 novembre 1991, Buenos Aires.
- (52) En effet, si dans un premier temps (les décennies 1960 et 1970) les pays du Sud-Est asiatique, fondamentalement tournés vers l'exportation, et les pays — comme l'Argentine —

ayant subi une industrialisation par substitution aux importations (ISI), privilégiaient le marché interne, on assiste à l'heure actuelle à un *renversement des objectifs dans la destination de la production*. Les pays du Sud-Est asiatique destinent aussi leur production à leur marché intérieur, tandis que les pays comme le Mexique, le Brésil et tout récemment l'Argentine (avec la libéralisation du commerce extérieur) s'orientent davantage vers l'exportation. Cf. Jean-Pierre Cling et Alfredo Suarez, "Les implantations industrielles françaises dans les Nouveaux Pays Industriels" in Revue *Economie et Statistiques*, n° 244, juin 1991, INSEE, Paris.

(53) Cf. *Clarín : Suplemento Económico*, "Qué pasará con la inflación", 1er novembre 1991, Buenos Aires.

(54) Cf. *Clarín*, "El decretato", 3/11/1991, Buenos Aires.

(55) Cf. *Clarín : Suplemento Económico*, "Principales definiciones", 3 novembre 1991, Buenos Aires.

(56) Cf. Christine Legrand, "Le peso remplace l'austral en Argentine" *Le Monde*, 1er janvier 1992, Paris.

(57) Aujourd'hui, le Chili et le Mexique sont considérés comme des pays faisant partie du "cercle vertueux", "grâce" aux réformes entreprises et au processus de renégociation et de réduction de la dette accompli. Cf. André Fontaine, "Le Mexique à l'heure continentale", *Le Monde*, 25/11/1991, Paris, *Nord-Sud Export*, "Argentine/13", 23 avril 1991, Paris.

LE BRÉSIL, DU "MIRACLE" À LA DIFFICILE GESTION DE L' "APRES-MIRACLE"

Jacky BUFFET*

Au début des années soixante-dix, le Brésil était sans doute le pays du tiers-monde qui illustrait le mieux la catégorie dite des "nouveaux pays industrialisés". Des taux de croissance de l'ordre de 10% l'an, une structure productive en voie d'intensification et une balance commerciale excédentaire indiquaient nettement que la transition vers l'industrialisation amorcée dans les années trente était définitivement enclenchée. C'est à peine si l'on évoquait la brutalité des relations sociales, desquelles on attendait, en excusant l'implacable logique du régime militaire, la phase de redistribution décrite par la vertueuse théorie du *trickle down*.

Au début des années quatre-vingt, le paysage avait déjà bien changé. Ce que l'on avait tenu pour un miracle s'était progressivement transformé en une crise profonde où les considérations politiques et sociales étaient loin d'être absentes. Les modalités de la croissance s'étaient en outre assorties d'un endettement extérieur important qui commençait à peser lourdement dans la balance des comptes, au moment même où d'autres pays du continent étaient en proie à de sérieuses difficultés de remboursement. Le Brésil du "miracle" devait se

* Economiste, maître de conférence, Institut Universitaire de Technologie A (Université Claude-Bernard, Lyon I), Groupe de Recherches et d'Etudes Economiques et Sociales sur l'Amérique Latine (GRESAL, Université des Sciences Sociales, Grenoble).

préparer à gérer son "après-miracle", et pour ce faire, accepter les regards pour le moins dubitatifs d'une société civile largement éprouvée et d'une communauté internationale soucieuse de préserver le fragile équilibre qui régulaient une partie non négligeable des relations financières au niveau mondial.

Cette décennie restera sans doute dans l'histoire brésilienne la décennie de tous les choix possibles, mais aussi celle de tous les espoirs déçus. En 1986, discrédités, les militaires se retirent dans un contexte de crise exacerbée et d'inflation croissante. José Sarney assure une transition démocratique qui fait reflourir les espoirs d'une participation plus active de la société civile au développement, en se présentant comme l'artisan de l'hétérodoxie. L'échec de ces politiques, la permanence de maux profondément enracinés dans l'histoire du pays et l'ombre encore très présente du régime militaire précipitent alors le retour à des solutions d'une orthodoxie bon teint qui enterre pour un temps encore les espoirs de réformer la structure foncière, le système fiscal et la gestion du social.

Pour le Brésil des années quatre-vingt, la formule NPIC -Nouveau Pays Industrialisé en Crise- illustre bien ce que l'on appelle déjà dans diverses enceintes, la "décennie perdue pour le développement". Les années quatre-vingt-dix s'ouvrent ainsi sur fond de crise économique, de doute et d'absence de perspectives. Pourtant, c'est dans une grande ferveur, celle d'une citoyenneté retrouvée, que les Brésiliens ont participé massivement à la première élection de leur président au suffrage universel. Les choix possibles se partageaient entre le leader de la gauche progressiste Lula et Fernando Collor, tête de pont d'une force politique nouvelle se voulant rénovatrice et modernisante, à l'image de celle qu'incarnait, en son temps, Janio Quadros. Le choix final s'est porté sur Collor.

Depuis cette élection, plusieurs équipes se sont succédé au pouvoir et ont tenté vainement de remettre le Brésil sur les voies d'une croissance durable. Les derniers programmes ont d'ailleurs nettement innové sur leurs prédécesseurs en tentant d'atteler le pays aux nations qui ont décidé d'ouvrir leur économie au reste du monde. Les ruptures sont de taille et donnent dans le libéralisme le plus classique en optant clairement pour l'ouverture des marchés, les privatisations et la déréglementation. A ce jour, elles semblent cependant n'avoir pas apporté de résultats susceptibles de restaurer l'optimisme. Bien plus, le débat s'est progressivement déplacé sur le front politique à travers une vague de scandales qui ont touché directement la magistrature suprême, allant jusqu'à provoquer la suspension du président, le 29 septembre 1992, et sa démission le 29 décembre.

A l'heure où le modèle de développement semble définitivement tourner le dos aux principes qui ont conduit le "miracle" des années soixante-dix, puis la crise des années quatre-vingt, il nous a semblé utile de dresser un bilan de la situation brésilienne à l'aube des années quatre-vingt-dix. L'histoire ayant joué un grand rôle dans la formation de ce modèle, nous rappellerons préalablement le chemin parcouru depuis le coup d'Etat militaire de 1964, après quoi nous nous attacherons à décrire l'état présent de l'économie en essayant d'esquisser ses perspectives d'avenir.

LES CONDITIONS D'ÉMERGENCE DU BRÉSIL EN TANT QUE NOUVEAU PAYS INDUSTRIEL

La formation du modèle de développement ou la modernisation conservatrice

Le modèle qui prend corps à partir du coup d'Etat de 1964 ne représente pas à proprement parler une rupture avec la logique antérieure. Plus fondamentalement, il incarne l'approfondissement d'une voie possible de développement, difficilement envisageable dans le cadre de la démocratie représentative, mais implicitement contenue dans la décomposition du pacte populiste qui unissait depuis les années trente le secteur agro-exportateur aux forces liées à un projet de modernisation plus industriel et plus urbain. La prise de pouvoir par les militaires marque ainsi la naissance d'un nouveau pacte, capable désormais d'embrayer une modernisation industrielle sans toucher aux logiques foncières établies de longue date. Il en résulte une modernisation par adaptation brutale aux normes en vigueur dans les pays industrialisés et une extraversion du secteur industriel. Le va-tout aux exportations constitue le leitmotiv de cette stratégie et est assorti de mesures d'encouragement classiques (réduction des taxes, simplification des procédures administratives, fiscalité avantageuse...) destinées à affermir la position de l'industrie brésilienne dans l'économie mondiale. Sur le plan intérieur, le réaménagement des structures est réalisé à travers une accélération de la concentration au sein de grandes entreprises et une redéfinition de la progression des normes salariales. Le premier objectif est enclenché par une politique de déflation, qui entraîne une concentration du capital au profit des unités techniquement les mieux équipées ou financièrement les mieux pourvues ; le second conduit à l'adoption de mesures de répression salariale destinées à accélérer la reconstitution des marges de profit, et dégager par là-même de nouvelles perspectives aux investissements.

Le manque à gagner de ces mesures en terme de marché intérieur est habilement compensé par une politique de concentration des revenus au profit des classes présentant la plus forte propension à consommer, donnant au modèle son caractère excluant. Il en résulte une marginalisation croissante des travailleurs peu ou non qualifiés -soumis désormais à la stricte discipline du régime militaire- et la consolidation d'une classe moyenne urbaine privilégiée qui constitue le troisième pilier de la nouvelle logique d'accumulation. Ces mesures visent en dernier ressort à encourager l'initiative privée, non seulement nationale mais aussi étrangère, dont on attend les capitaux et les technologies par des garanties de plus grande liberté dans le rapatriement des profits, de stabilité sociale et de bas salaires.

A partir de juin 1967, après quatre années de remise en ordre et de croissance réduite (4% de moyenne annuelle entre 1964 et 1967), les nouvelles structures du Brésil peuvent être confrontées à l'étape de croissance, avec l'application d'une relance qui projette le pays sur la voie d'un miracle économique incontestable, mais aussi d'un échec social retentissant.

Le miracle en marche

L'énorme capacité oisive accumulée durant la période de remise en ordre était prête à réagir au premier stimulus. Celui-ci arriva tant du côté de l'offre -relâchement de la contrainte financière et budgétaire, reprise des investissements, offensive au niveau des exportations- que du côté de la demande, par le développement d'un système de crédit à la consommation. L'effort initial fut enclenché à partir d'une relance par le bâtiment et une politique de grands programmes sectoriels destinés à consolider l'infrastructure économique (énergie, transports, communications, sidérurgie, constructions navales, pétrochimie), à dynamiser le secteur industriel (minerais non-métalliques, ciment, produits sidérurgiques) et à relancer la demande (habitat populaire, construction, industries de l'aménagement intérieur).

L'arsenal économique mis en œuvre depuis 1964 a été complété par deux nouvelles mesures d'importance capitale dans le développement du pays : la correction monétaire, qui a permis d'écarter les distorsions causées par l'inflation via une indexation de la valeur des actifs sur les prix, et une politique dite de *crawling peg*, de mini-dévaluations régulières, qui a donné aux produits brésiliens la possibilité de conserver leur marge de compétitivité devant l'inflation.

La politique de concentration des revenus inaugurée en 1964 a enfin été accentuée par une rigide politique d'encadrement des salaires ouvriers et une libéra-

tion progressive des salaires intermédiaires et élevés. L'objectif fut d'appuyer la relance par la concentration d'un marché consommateur, volontairement réduit à quelques 20-25 millions de Brésiliens, mais néanmoins effectif, solvable, et auquel a été réservé l'accès aux biens de consommation durables, à travers le développement du crédit à la consommation.

Le secteur privé a bénéficié largement de ces mesures et, conformément aux attentes des dirigeants, a pris le relais de la reprise une fois recouvertes les capacités oisives. A partir de 1968, l'investissement enregistre ainsi une nette reprise, passant de 14% du PIB en 1967 à 21% l'année suivante, et d'une moyenne de 16% entre 1964 et 1967 à 22% entre 1968 et 1973. L'économie est donc entrée rapidement dans une nouvelle spirale de croissance à l'intérieur de laquelle la combinaison "concentration du capital, exportations, concentration du revenu", a permis d'embrayer une dynamique propre indépendamment de toute redistribution équitable.

Au début des années soixante-dix, cette option a gagné en intensité avec la définition d'un premier Plan National de Développement qui a consolidé les priorités du nouveau modèle. La fin de l'étape de reconquête des capacités laisse place à une nouvelle vague d'investissements dans le secteur des biens de capital, une modernisation des industries traditionnelles et une expansion des exportations de produits manufacturés. Le recours aux technologies étrangères est réaffirmé à travers un encouragement aux investissements directs et une libéralisation progressive des importations que permet un recours de plus en plus systématique à l'endettement extérieur. De 1969 à 1973, les investissements étrangers passent ainsi de 241 à 1 341 millions de dollars alors même que l'endettement extérieur net connaît un premier sursaut de 3 747 à 6 430 millions de dollars. Les importations s'élèvent de 1 993 à 6 154 millions de dollars.

Un miracle, deux Brésil

A la veille du premier choc pétrolier, l'économie brésilienne illustre parfaitement l'image de ce tiers-monde en marche qui vient de relever le défi du développement. La crise des années soixante semble définitivement appartenir au passé et laisse place à une croissance extrêmement rapide qui frôle les 14% en 1973, (17% pour le seul secteur manufacturier). Les performances sont particulièrement remarquées dans les sous-secteurs biens de capital (22,5% entre 1971-73) et biens de consommation durables (25,5% entre 1971-73) qui illustrent le mieux le passage à une économie moderne. La réorientation du modèle en direction des exportations semble également donner raison aux dirigeants

avec une élévation de la part des produits manufacturés de 12% des exportations totales en 1967 à 23% en 1973. L'épargne nationale s'est enfin considérablement accrue (11,6% du PIB en 1960, 22% en 1973), à la faveur d'une inflation que l'on estime définitivement maîtrisée (92% en 1964, 13% en 1973).

Pourtant, si les chiffres ne peuvent manquer de susciter l'optimisme et l'admiration, les premières critiques de ce miracle sont formulées en 1973 devant l'apparition d'un "second Brésil", celui des abusés de la croissance, et de nouvelles tensions inévitablement liées à l'état de surchauffe dans lequel se trouvait l'économie.

Sur le plan politique, la croissance reste irrémédiablement liée à un régime répressif qui n'a pas ménagé la société civile pour parvenir à ses fins. La publication en 1968, de l'acte institutionnel n° 5 n'a pas hésité à refermer les canaux par lesquels s'exprimaient traditionnellement les forces sociales, laissant au seul régime, le pouvoir d'édicter les règles de fonctionnement du nouveau projet de développement. C'est sous ce système que seront appliquées les politiques de répression salariale et de concentration des revenus, qui ont laissé en marge des grands circuits de consommation près de 80% de la population.

Il en découle un bilan social très lourd, qui se traduit par une chute brutale de la qualité de vie des travailleurs, une nette dégradation des conditions de vie dans les grandes métropoles et une forte élévation de la mortalité infantile (de 69,4 en 1965 à 86 p/1000 en 1973 à São Paulo, et de 93,2 à 105 p/1000 à Belo Horizonte). De même, les programmes de construction engagés durant l'année 1968 ne profitent qu'à une élite privilégiée, entraînant à partir de 1971 une énorme spéculation immobilière, qui s'illustre dans un gonflement inquiétant des favelas périphériques. Cette situation est enfin aggravée par la politique de va-tout à l'exportation, qui s'exprime sur le plan agricole, par un retard de plus en plus marqué des productions destinées au marché intérieur (riz, haricot, tomates), alors même que les productions destinées à l'exportation (soja, oranges, canne à sucre, café, coton) reçoivent les meilleurs encouragements. La situation alimentaire connaît en conséquence une nette dégradation qui favorise une rapide élévation du coût de la ration de base.

Sur le plan industriel enfin, les tensions commencent à s'exprimer à travers l'apparition de nouveaux goulots d'étranglement symptomatiques d'un état de surchauffe, et d'une incapacité grandissante de l'appareil productif à satisfaire la demande en biens de capital créée par la croissance. Les délais de livraison s'allongent, favorisant la naissance d'une économie de marché noir, en particulier dans les secteurs les plus sensibles à la demande. Il en découle de nouvelles pressions sur les importations, qui annoncent déjà la réapparition des premiers

déficits commerciaux depuis 1967, et laissent entrevoir la nécessité d'intensifier les financements externes, de développer de nouveaux programmes d'investissement et d'approfondir les encouragements aux exportations, sous peine de devoir renoncer à très court terme aux importations et compromettre ainsi la poursuite de la croissance.

Année bilan, 1973 représente finalement une année de réévaluation d'un système qui peut-être avait déjà atteint ses limites objectives, ses capacités à réaligner la croissance et qui commençait à révéler ses imperfections et contradictions. Des solutions devaient être rapidement adoptées. Elles seront mises en œuvre dans le courant de l'année 1974, dans un contexte international marqué par la crise pétrolière.

LE MODELE BRÉSILIEN DANS LA TOURMENTE DE L'ÉCONOMIE MONDIALE : DE LA "MARCHE FORCÉE" À L'AJUSTEMENT STRUCTUREL

1974-1980, la modernisation "forcée" et l'aggravation des contraintes

Les distorsions progressivement apparues dans le courant de l'année 1973 indiquaient clairement que les mesures à prendre devaient s'orienter vers une rationalisation de la contrainte d'importation en vue de doter l'économie des biens indispensables qu'exigeait la poursuite de l'accumulation. Cette étape fut codifiée en septembre 1974, à l'intérieur d'un deuxième Plan National de Développement, qui a programmé des actions dans trois domaines majeurs : un renforcement de la substitution dans les secteurs de biens de capital et biens de base, la promotion de grands projets d'exportation de matières premières, la mise en œuvre de nouveaux investissements dans les secteurs de l'énergie et des communications.

Cette nouvelle étape de substitution répond à l'effet combiné de trois types de mesures : des restrictions à l'importation des biens considérés comme non essentiels, la formation consécutive de réserves de marché, dans lesquelles peuvent se développer les mécanismes d'import-substitution et par là-même s'opérer la mutation technique du secteur industriel, une surévaluation relative du cruzeiro par rapport au dollar, destinée à faciliter cette substitution et accélérer l'entrée des capitaux. Une promotion plus active des exportations est enfin menée par le biais d'avantages fiscaux et de crédits bonifiés, en particulier en faveur du secteur agricole, identifié comme élément majeur du rééquilibrage

des comptes externes.

L'ensemble de ces mesures intervient à un moment particulièrement mouvementé de la situation économique mondiale -la crise du pétrole- qui vient frapper douloureusement la balance commerciale déjà largement fragilisée par l'état de surchauffe dans lequel se trouvait l'économie. Conscients de la nécessité d'un véritable programme contracyclique, les dirigeants n'hésitent pas alors à recourir massivement à l'épargne externe pour accélérer les mutations en cours, à une époque où le dollar et les taux d'intérêt rendaient l'opération avantageuse.

Au début de la seconde moitié des années soixante-dix, la croissance est relancée, mais commence à présenter des irrégularités qui traduisent une perte progressive de contrôle des principaux instruments de gestion. L'absorption interne s'accommode difficilement de l'effort de substitution demandé au secteur industriel et sanctionne immédiatement la surchauffe de l'économie par une nouvelle poussée de l'inflation. Le déficit budgétaire se creuse sous le poids des dépenses engagées, tandis que sur le plan extérieur, les exportations ne parviennent pas à compenser le coût du renchérissement des produits pétroliers et de la nouvelle étape de sélection des importations. Le profil de la dette accuse enfin une nette aggravation, marquée par une élévation du service à près de 40% des exportations, alors même que les nouveaux prêts ne suffisent plus à combler la nécessité de financement de la balance des paiements.

A la fin de l'année 1976, une première inflexion est apportée à la politique de "croissance forcée". La correction de l'économie va être engagée sur trois fronts : l'inflation, la balance commerciale et l'endettement. La stabilisation des pressions inflationnistes est recherchée à travers une réduction de la demande interne (réduction des investissements, élévation des dépôts obligatoires des banques, contrôle du crédit), qui doit permettre en retour d'accroître les excédents exportables, et dégager par là-même la contrainte de financement des comptes externes par endettement. Une hausse des taux d'intérêt internes vient compléter ce schéma en transférant directement la contrainte d'endettement sur les entreprises (surtout publiques), les conditions offertes par les marchés internationaux devenant alors nettement plus avantageuses. Par cet artifice, l'Etat cherche à rationaliser le profil de la dette en limitant son rôle à la conversion en cruzeiros des dollars acquis à l'extérieur par les entreprises, et à l'affectation de ces dollars, non plus au financement des déficits externes, mais au refinancement de la dette.

Après une amélioration en 1977, marquée par un léger recul de l'inflation (39% contre 46% en 1976), le retour à un quasi équilibre commercial (-100 millions de dollars) et une bonne tenue des réserves de change (7,4 milliards de dollars),

la logique du modèle réapparaît en 1978 avec un nouveau déficit commercial de 1,1 milliard de dollars et un nouveau sursaut de la dette de 11,5 milliards de dollars, portant le service à 63% des exportations.

En 1979, la situation se décompose un peu plus sous la pression de la politique monétaire américaine devenue plus restrictive et d'une hausse des taux d'intérêt internationaux, alors même que les prix du pétrole connaissent une nouvelle flambée¹. Cette fois-ci, ce n'est plus seulement l'équilibre commercial qui est menacé, mais les capacités à rembourser la dette, rattachée pour plus de 70% à des taux flottants.

Des voix commencent à s'élever au sein du gouvernement en faveur d'un ajustement en profondeur de l'économie, qui aboutissent au cours du second trimestre à la mise en œuvre d'une politique plus restrictive. Celle-ci consiste en des mesures destinées à refroidir l'économie, apaiser les pressions inflationnistes, réduire le déficit budgétaire et ralentir le processus d'endettement. En portant un coup d'arrêt à la croissance, elle se heurte toutefois à l'hostilité des milieux d'entreprise qui exigent rapidement son abandon. L'objectif de "croissance forcée" va renaître pour un temps à travers un troisième Plan National de Développement, mais devra être abandonné face à l'aggravation de la contrainte internationale.

Dans l'ensemble, la politique présentée dans ce dernier plan - ultime rempart avant la crise profonde et l'ajustement réel - s'efforce d'adapter la croissance aux impératifs de rééquilibrage des comptes par une intensification de la lutte contre l'inflation et le retour à l'équilibre commercial. Une modernisation de l'agriculture favorise l'apaisement des tensions inflationnistes et dégage de nouveaux excédents exportables, tandis que de nouveaux investissements dans le domaine énergétique cherchent à desserrer la contrainte externe, en particulier par une nouvelle étape de substitution de l'énergie importée. Face au mécontentement de plus en plus fort de la société civile, des intentions sont enfin affirmées en vue d'améliorer la répartition du revenu, favoriser l'emploi, réduire le niveau de pauvreté et les disparités régionales et promouvoir un véritable Etat de droit, libre et démocratique.

Les difficultés accumulées infirmeront bien vite les espoirs de redresser la situation

Dès la fin de l'année 1979, deux principaux objectifs -réduction de l'inflation, rééquilibrage de la balance commerciale- se heurtent aux mauvais résultats enregistrés par l'agriculture, allant jusqu'à obliger le gouvernement à accroître

ses importations de biens de première nécessité (riz et haricot). Une dévaluation de 30% du cruzeiro en décembre tente de corriger cette situation en mettant fin à la sur-évaluation de la monnaie, permettant du même coup d'alléger le budget de l'Etat des subventions accordées aux entreprises exportatrices. Les corrections monétaires et cambiales sont à leur tour plafonnées, tandis que les salaires ne sont plus réajustés que tous les six mois.

Ce revirement entraîne immédiatement une aggravation de la situation financière des entreprises endettées en dollars et favorise une nouvelle poussée inflationniste d'autant plus forte que l'économie devait encore absorber le second choc pétrolier. La politique de taux d'intérêt internes élevés commence également à peser sensiblement sur l'économie, en établissant une relation de plus en plus étroite entre la dette externe et la dette interne. Face au risque inflationniste que représentaient les liquidités injectées en contrepartie des dollars acquis par les entreprises sur les marchés internationaux, l'Etat est amené à émettre de plus en plus de titres publics, ouvrant par là-même une voie à l'endettement interne. L'élévation de cette dette est alors d'autant plus pernicieuse que pour rendre ces titres attractifs, l'Etat garantit non seulement le risque d'inflation, mais propose également un taux d'intérêt net suffisamment élevé pour décourager la préférence pour la liquidité.

La récession mondiale de 1980-1982 et la brusque contraction du marché international de crédit à partir du troisième trimestre 1982 complètent alors ces difficultés en provoquant une réduction brutale des réserves de change du pays et en l'amenant progressivement à accepter les négociations avec le FMI, les créanciers internationaux et le gouvernement nord-américain.

Toutefois, sur le plan de la modernisation industrielle, cette étape de croissance "forcée" présente certains succès qui attestent d'une nouvelle avancée en direction d'un système mieux intégré. Grâce à un effort d'investissement soutenu, de l'ordre de 24% l'an, l'industrie moderne confirme son rôle moteur dans le processus de croissance, à travers une nouvelle élévation de la part relative des secteurs non traditionnels (sidérurgie, chimie) et un recul relatif des secteurs textile et alimentaire. Pour les produits manufacturés, le rapport biens importés/offre totale tombe de 11,9% à 6,8%, illustrant directement le succès de la nouvelle étape de substitution. La structure des exportations confirme enfin la diversification commencée sous le miracle, avec un nouvel accroissement de la part des produits manufacturés qui s'établit désormais à 44% des exportations totales en 1979, contre 23% en 1973.

Le principal défaut de cette croissance, outre son financement à crédit, réside cependant dans son caractère déphasé par rapport à la demande et par consé-

quent son incapacité à trouver une contrepartie en termes de marché. La substitution et l'effort d'investissement progressent nettement, mais dans le contexte d'une demande mondiale en régression, qui affaiblit d'autant les futures exportations. De même, cette substitution gagne de plus en plus les produits intermédiaires, mais sans assurer de débouchés intérieurs suffisants au secteur des biens de consommation. La croissance apparaît ainsi de plus en plus déséquilibrée.

1980-1985, de la récession à l'ajustement

A partir du second semestre 1980, mais surtout à partir de 1981, après plusieurs tentatives destinées à forcer la croissance, les difficultés rencontrées par l'économie, combinées à l'instabilité du contexte international, annoncent l'entrée dans une politique de plus franche austérité. Les nombreuses entreprises brésiliennes endettées en dollars subissaient alors de plein fouet les effets de la politique de Reagan, après avoir essuyé le second choc pétrolier.

Les nouvelles mesures sont caractérisées essentiellement par une réduction de la demande interne, l'abandon de nombreux projets d'investissements et une plus grande austérité budgétaire. Les impôts sont majorés et l'offre de moyens de paiements considérablement réduite, en particulier grâce à une politique de taux d'intérêt élevés. L'astreinte à exporter à n'importe quel coût pour faire face à la contrainte externe et aux échéances de remboursement de la dette conduit au rétablissement des aides à l'exportation, tandis qu'un réajustement monétaire provoque en 1981 une dévaluation réelle de 10% du cruzeiro par rapport au dollar et de 30% en février alors que la monnaie américaine était au plus haut.

L'effet de ces mesures ne tarde pas à se faire sentir. Combinée au contrôle de la masse monétaire, l'élévation du coût du crédit entraîne un recul brutal des investissements et précipite une récession sans précédent dans l'histoire du pays (-3,4% de croissance du PIB en 1981). Le recul est particulièrement marqué dans les industries de biens d'équipement pour lesquelles le taux annuel de croissance passe de 4,6% à -17,9%, et dans les industries de biens durables où il passe de 7,7% à -25,2%. Le taux de croissance annuelle dans le secteur manufacturier enregistre un sévère recul de 7,6% en 1980 à -9,9% en 1981. Concernant la lutte contre l'inflation, la politique appliquée se traduit au mieux par un léger retrait à 95% en 1981 (110% en 1980), bien loin des 70% prévus. La balance commerciale enregistre enfin une légère amélioration, permettant de dégager un excédent de 1,2 milliards en 1981.

En 1982, la conjoncture internationale décompose un peu plus la situation économique avec une récession mondiale qui se traduit par un recul marqué des

ventes à l'étranger. Au déclin des prix mondiaux sur les produits primaires, s'ajoutent le repli des économies industrialisées, l'entrée en crise des partenaires en développement (premier marché exportateur du pays), mais aussi et surtout l'interruption effective des prêts consécutive à la crise mexicaine. N'arrivant plus à assurer le refinancement de sa dette externe par de nouveaux prêts, le secteur public n'a alors d'autre ressource que de tenter une sortie par les voies internes de financement, à travers une émission encore plus importante de titres publics lui permettant d'accéder aux dépôts en monnaies étrangères de la Banque centrale.

Ce nouveau sursaut de la dette intérieure dans un contexte de crise exacerbée révèle à son tour son caractère pervers à travers une spéculation de plus en plus intense des partenaires économiques sur les titres indexés de la dette publique. Soumis aux restrictions imposées par la logique de rééquilibrage de la balance des paiements (réduction des importations de biens d'équipement, hausse des prix à l'importation, inflation) et confrontés à une élévation de leurs coûts de production consécutive à la crise (capacités oisives, réduction des facilités de crédits), les entrepreneurs commencent à voir dans les applications financières une forme d'action économique largement plus rémunératrice que les investissements productifs. Fixés à un niveau élevé par l'Etat, les taux d'intérêt conduisent progressivement une partie des entreprises à transférer leurs fonds de trésorerie, voire à stériliser les investissements productifs sur les transactions à court-terme (open-market, *overnight* et titres de la dette publique) qui commencent à fonctionner comme un véritable refuge monétaire face à la crise (indexation garantie, intérêts élevés et risque nul).

L'effort ne suffit pas toutefois à apaiser les tensions. A la fin de l'année, un besoin de financement en balance de paiements dépasse largement le montant des ressources immédiatement mobilisables. Acculé à la crise, le pays doit alors engager son stock de réserves qui chute de 47%, passant de 7 480 millions de dollars en 1981 à 3 997 en 1982. En novembre, les autorités annoncent leur intention de traiter avec le FMI.

L'économie est désormais ajustée au strict montant de prêts qu'il lui est possible de contracter, renonçant par là-même à la politique de sur-endettement qui avait caractérisé les dernières années. Les gouvernants demandent aux principaux centres bancaires d'estimer la valeur des prêts potentiels pour l'année et fixent en conséquence les objectifs à atteindre.

Sur le plan économique, la communauté financière internationale exige une réduction immédiate des déficits publics, un réajustement de la balance commerciale, une limitation de l'inflation, une redéfinition du taux de change et

l'abandon de l'indexation des salaires sur les prix. La panoplie de mesures adoptée depuis 1980 -contrôle de la masse monétaire, réduction des importations, promotion des exportations, contention de la demande globale, lutte contre l'inflation, baisse des investissements- est par conséquent renforcée dans un sens permettant de rétablir à court terme les grands équilibres économiques, mais débouchant dans le domaine social sur des "émeutes de la faim" et des scènes de pillage particulièrement violentes.

Dans l'ensemble, cette politique confirme très vite les résultats escomptés. L'excédent commercial est reconduit en 1983, passant de 1,2 milliard de dollars en 1981 à 6,4 milliards en 1983. Bien plus qu'à un effort soutenu d'exportation, ce résultat est tout d'abord imputable à une réduction des importations de 22 à 15 milliards de dollars, ainsi qu'à une reprise très nette de la substitution d'énergie. L'année 1983 se traduit également par un recentrage de la politique budgétaire autour des critères imposés par le FMI, qui permet, moyennant de nouvelles coupes dans les dépenses, d'abaisser le déficit public de 5,8% à 2,5% du PIB. Il en résulte une nouvelle réduction de l'investissement qui porte à son tour un coup fatal à la production industrielle (-6,1% en 1983 contre -0,3 en 1982), en particulier dans les industries de biens d'équipement (-20,2% en 1983 contre -10,8% en 1982) réduites à travailler au tiers de leur capacité. L'année se termine par un retrait net du PIB de -3,3% (+0,6 en 1982) aggravé par une nouvelle envolée de l'inflation à 211%. En 1984, l'assainissement trouve dans la reprise de l'économie américaine un nouveau stimulus qui permet de conforter l'excédent commercial à 13 milliards de dollars et de clore l'année avec une croissance positive à 5,7%. L'économie s'en trouve relancée, jusqu'à ce que, l'année suivante, le relais soit pris par la demande intérieure. L'inflation constitue le seul point de résistance à cette cure d'orthodoxie et parvient en 1984 au taux record de 224%.

La victoire de Tancredo Neves aux élections présidentielles du 15 janvier 1985, entérine la fin de vingt ans de dictature, et fait refluer les espoirs d'une réforme profonde du modèle de développement en ramenant à l'ordre du jour des problèmes qui n'avaient pu trouver qu'une solution autoritaire au moment du coup d'Etat. L'espoir d'édifier une société plus juste et plus égalitaire s'accompagne au plan économique d'une volonté de reprendre le contrôle de ce modèle, et de lui apporter des aménagements plus adaptés aux spécificités du pays. L'inflation, qui enregistre en début d'année un rythme de croissance de 300%, est ainsi réinterprétée dans le cadre d'une nouvelle théorie latino-américaine soulignant son caractère "inertiel", et préluant une action thérapeutique nettement démarquée des solutions du FMI.

LA "NOUVELLE RÉPUBLIQUE" : LA QUÊTE D'UNE RESTRUCTURATION DE LONG TERME

1985-1989, l'échec de la voie "hétérodoxe"

Le retrait des militaires en janvier 1985 marque une nouvelle étape dans le mode de gestion de l'économie brésilienne. L'ajustement préconisé par le FMI avait certes permis de remettre de l'ordre dans les affaires, mais à un coût économique et social tel que les acteurs de la transition démocratique ne pouvaient faire moins que tenter de reconquérir une souveraineté économique pour le moins amputée. L'inflation avait en outre révélé une étonnante résistance aux mesures préconisées par le FMI, signifiant d'une certaine manière leur incapacité à endiguer un mal qui rongait en profondeur l'économie. La critique des programmes d'ajustement allait enfin être alimentée par l'expérience développée chez le voisin argentin, qui innovait en la matière avec la mise en œuvre d'un plan largement démarqué des thérapies orthodoxes. Après quelques mois de gestion économique prudente encore fortement imprégnée de la logique d'ajustement, l'équipe au pouvoir, remaniée en août et dirigée par Dilson Funaro, s'engage à son tour dans une politique économique hétérodoxe, qui prendra le nom de Plan Cruzado.

1985-1986, le Plan Cruzado

L'idée-force de cette politique résidait dans la proposition originale qu'il était possible de combattre l'inflation sans compromettre la croissance et partant sans avoir à passer par les solutions récessives du FMI. Les analyses localisent donc les ressorts de l'inflation ailleurs que dans le déséquilibre des comptes publics, la demande ou la création monétaire, non plus considérés comme la cause, mais comme la conséquence du mal que l'on cherchait à endiguer. Pour ce qui est du déficit public (émission de monnaie et de titres), les hétérodoxes insistent sur sa liaison directe avec l'endettement externe dans un contexte d'inflation et d'indexation généralisée. Selon eux, face à une dette interne indexée, toute politique récessive visant à assainir les finances publiques ne pouvait suffire à réduire son impact inflationniste, l'assainissement devant alors passer prioritairement par une réduction des charges financières de la dette externe et une réduction de l'inflation. Leur raisonnement aboutit finalement à renverser la relation décrite par les monétaristes, et à considérer le déficit public non plus comme la cause, mais comme la conséquence de l'inflation.

De même, les hétérodoxes refusent de réduire l'inflation à la hausse de la demande et à l'expansion de la masse monétaire. Ils critiquent cette analyse en montrant qu'en période de récession inflationniste, les prix ne reflètent plus ni les conditions de production, ni celles du marché, mais les anticipations sur la dépréciation de la monnaie. Ce faisant, ils dénoncent les comportements rentiers, qui déterminent les détenteurs d'actifs -en période de récession inflationniste- non plus à produire de nouvelles valeurs, mais à rechercher la revalorisation des valeurs déjà disponibles. Ils en concluent à l'inviabilité de tout programme de contrôle de la demande tant que n'ont pas été stabilisés préalablement le taux de change et les prix.

Une fois la critique formulée, les hétérodoxes cherchent à définir les spécificités de l'inflation brésilienne qu'ils situent à quatre niveaux : une insensibilité aux politiques restrictives de la demande, une forte sensibilité aux chocs d'offre, une non-stabilisation une fois le choc passé, et une non-dégénérescence en hyperinflation. Ils en déduisent son caractère "inertiel" -c'est-à-dire son renforcement une fois le processus enclenché- qu'ils situent dans la résolution non coopérative du conflit pour la distribution du revenu national. Une fois réalignée sous l'effet d'un nouveau choc d'offre, l'inflation précipite ainsi une dynamique de rattrapage, entraînant immédiatement le réajustement en série de tous les autres prix. La non dénérescence en hyperinflation est à son tour imputée au système d'indexation qui régleme les hausses, en pénalisant les secteurs pour lesquels les délais d'ajustement ou d'indexation sont les plus longs (les salaires en raison de l'essence même du modèle, et le secteur concurrentiel en raison des contraintes de concurrence). Il en résulte une reconduction dans l'inégalité de redistribution, laquelle, tout en écartant la fuite dans l'hyperinflation, tend à renforcer sa composante inertielle en perpétuant la mémoire inflationniste du système, et par conséquent en intensifiant le conflit redistributif. Avec l'affirmation de la démocratisation, l'émergence de revendications en faveur d'un partage plus équitable du revenu et l'opposition des classes possédantes à toute politique redistributive, ce conflit ne pourrait que se renforcer, alimentant à son tour la composante inertielle de l'inflation.

Cette analyse condamne en dernier ressort toute politique de lutte contre l'inflation par les voies classiques de la récession, et propose en contrepartie d'éliminer la composante inertielle de cette inflation - autrement dit, effacer la mémoire inflationniste - à partir d'un blocage temporaire de tous les prix. La réduction du taux d'inflation et des taux d'intérêt qui en découlera devrait finalement faciliter la réduction du déficit public, tandis que la réduction de la vitesse de circulation de la monnaie et la remonétisation de l'économie

devraient permettre aux autorités de racheter une partie des titres de la dette publique.

Sur le plan économique, après la reprise de la demande en 1985, le pays se trouvait à nouveau dans un état de surchauffe (17% d'inflation en janvier), qui menaçait de dégénérer rapidement en une dynamique de rattrapage des prix, en particulier dans le secteur concurrentiel. Au moment où la reconquête des capacités oisives et la reprise de la consommation en appelaient au redémarrage de l'investissement productif, la reprise semblait par conséquent à nouveau être compromise par une nouvelle accélération inflationniste propre à invalider tout calcul économique à moyen terme. La stabilisation devait donc être enclenchée.

Lancé le 28 février 1986, le Plan Cruzado a procédé ainsi à une désindexation totale de l'économie, accompagnée d'un gel des salaires, prix et taux de change. Une nouvelle monnaie à parité fixe au dollar -le cruzado- remplace l'ancien cruzeiro, un cruzado étant égal à 1000 anciens cruzeiros. La suppression de la correction monétaire, qui indexait les actifs et passifs depuis vingt ans, aboutit à la disparition de l'indexateur formel que constituait l'ORTN - Obligation Réajustable du Trésor National - et son remplacement par l'OTN - Obligation du Trésor National - non réajustable et gelée par le plan.

Dans l'esprit de ses concepteurs, le plan ne devait pas se limiter à la seule suppression de l'indexation. Par delà la réduction de l'inflation qui devait en résulter, ce plan devait également démontrer aux agents économiques qu'il était possible de faire des affaires dans un monde sans inflation. Conformément à cette analyse, des mesures sont donc adoptées en vue de soutenir la croissance dans un contexte d'inflation réprimée. Ces mesures se traduisent par des redistributions salariales, des taux d'intérêts réels peu élevés, un accroissement des crédits au secteur privé, un maintien des dépenses publiques et une politique d'approvisionnements à bas prix (en particulier pour les biens intermédiaires fournis par l'Etat - électricité, combustibles...).

Entre mars et juillet 1986, les prix ne progressent que de 0,6% entraînant une frénésie de consommation sans précédent. A son tour, cet accroissement de la consommation favorise une reconquête du potentiel productif et une accélération de la production industrielle qui repasse très nettement au dessus de son niveau de 1980. Il s'ensuit une remonétisation rapide de l'économie qu'accroît la baisse du rendement de l'épargne et les taux d'intérêt peu élevés. Finalement, au cours du premier semestre, le bien-fondé de ce type de politique apparaît clairement, les résultats livrant à l'évidence une nette reprise de l'activité dans un contexte d'inflation nulle. Les problèmes surgiront toutefois dans le courant de l'été avec l'apparition non programmée des premiers dysfonction-

nements, tant sous forme de tensions au niveau des capacités de production, que de distorsions au niveau des prix relatifs.

Conjuguée à la faiblesse de l'investissement au cours des trois dernières années (17% du PIB), la saturation progressive des capacités de production entre progressivement en conflit avec la demande, traduisant une insuffisance de plus en plus sensible de la capacité d'offre dans l'ensemble de l'industrie. Cette situation favorise à son tour la réapparition des premiers agios et déclenche une accélération de la consommation encouragée par des anticipations de recrudescence d'inflation prévue pour la fin du blocage. Il en résulte une consommation encore -en particulier dans le secteur de biens durables et les secteurs où les prix avaient été bloqués à un niveau artificiellement bas (services publics, lait, médicaments)- qui renforce à son tour les situations de pénuries et alimentera les comportements de stockage spéculatif.

A la fin du mois de juillet, conscient des tensions qui pesaient sur le système industriel, le gouvernement annonce un premier ensemble de mesures fiscales destinées à réfréner la consommation et à financer les investissements nécessaires à l'ajustement industriel. Les prélèvements prennent la forme d'emprunts obligatoires sur la consommation des biens durables et de luxe, alors même que le crédit à la consommation est réduit de 40%, et les taux d'intérêt rehaussés. Loin d'apporter une réponse parfaitement proportionnée à l'excès de demande, ces mesures avivent les anticipations d'une fin prochaine du blocage et, par conséquent, ne font qu'accroître les anticipations d'achat ainsi que les stockages spéculatifs. Conjuguée à la saturation progressive des capacités de production, l'insuffisance de la capacité d'offre dans l'industrie lourde tend finalement à se généraliser à l'ensemble de l'économie, brandissant à nouveau le spectre des "goulots d'étranglement".

Bien plus, vers la fin de l'année 1986, les acteurs économiques découvrent avec amertume la difficulté à maintenir une croissance interne élevée, sans compromettre les exportations. La situation est alors d'autant plus préoccupante que, n'ayant fait l'objet d'aucune renégociation, la dette externe exigeait plus que jamais un haut niveau de recettes en devises pour assurer le remboursement des intérêts. Conjuguée à une reprise des importations, cette situation se traduit par une réduction du solde commercial à 8,3 milliards de dollars en 1986 contre 12,4 en 1985. Enfin, la situation budgétaire affiche un état de plus en plus précaire, principalement imputable à la réduction des recettes liée à la politique de bas prix pratiquée par les entreprises publiques durant le blocage. Vers la fin de l'année, le déficit s'établit à 2,5% du PIB, alors qu'en début de plan, les prévisions l'avaient limité à 0,5%.

Le 21 novembre 1986, un Plan Cruzado II achève de démanteler le plan de février. Tout comme les mesures de juillet, il annonce une série d'augmentations sur la consommation de biens durables ou considérés comme superflus. Les tarifs publics sont à nouveau réajustés et les taux d'intérêt rehaussés à des "niveaux stratosphériques", selon l'expression même de la presse brésilienne (240 à 420%). En corrigeant brutalement les déséquilibres accumulés sur les grands produits, le gouvernement ne fait toutefois que donner à l'ensemble des agents économiques le signal de départ d'une nouvelle course au réajustement des prix. L'impossibilité d'endiguer l'inflation (7% en décembre, 17% en janvier) entraîne finalement l'échec du blocage et le retour des mécanismes d'ajustement par le marché. La chute des réserves internationales commencée l'année précédente et l'absence de perspective quant à une renégociation de la dette conduisent au moratoire partiel du 20 février 1987.

Manifestement impuissant, Funaro rétablit la correction monétaire, et démissionne peu de temps après la levée du blocage.

1987-1989, le retour progressif aux mécanismes d'ajustement par le marché

Entre juin 1987 et décembre 1989, pas moins de trois nouveaux plans vont tenter en vain de corriger les déséquilibres qui minaient depuis plus de deux décennies l'économie du pays : le Plan Bresser du 12 juin 1987, le plan Nobrega de 1988 et le plan *Verão* de 1989. Dans l'ensemble, ces tentatives ont confirmé les difficultés des dirigeants à contrôler le processus d'inflation, suggérant par là-même que les problèmes que l'on situait à l'origine du phénomène ne correspondaient plus à la réalité de la situation. Le successeur de Dilson Funaro, Luiz Carlos Bresser Pereira l'annoncera clairement en reconnaissant d'emblée l'irréalisme d'une "inflation zéro", qu'il substituera plus volontiers à un programme de reprise économique sous régime d'inflation "contrôlée". Le discours qui avait fait l'originalité de l'hétérodoxie est ainsi adouci et reformulé à travers des mesures qui s'efforcent de stabiliser l'inflation à un niveau mensuel proche de 3% (40% l'an), estimé à peu près compatible avec un fonctionnement normal de l'activité économique. En décembre 1987, l'inflation atteindra 14,1% !

De même, le Plan Nobrega annonce une seconde grande inflexion par rapport aux objectifs de l'hétérodoxie, délaissant les "thérapies de choc", au profit d'un retour aux pratiques gradualistes qui avaient caractérisé la période militaire. Reprenant les vieilles recettes d'ajustement, il privilégie la reprise du dialogue avec la communauté financière internationale, offrant en gage de crédibilité une

politique de réduction du déficit public et d'austérité monétaire. Mais l'année 1988 se termine avec une inflation de 685% et une croissance négative !

Décrété à un an de l'élection présidentielle, le Plan *Verão* tente enfin la synthèse en combinant recettes orthodoxes, contrôle des dépenses et nouveau blocage. Cette ultime tentative est immédiatement marquée par la suppression de cinq ministères dont deux -celui de la réforme agraire et celui de l'irrigation-inexistants avant la Nouvelle République, et dont personne n'avait perçu entre-temps l'utilité ! Après l'abandon du blocage en juin, les prix reprendront leur marche accélérée pour atteindre 1 783% sur l'ensemble de l'année 1989.

L'ouverture de la succession présidentielle accentue finalement le manque de perspectives et la paralysie de la vie économique. Parmi les candidats, Fernando Collor, président d'un obscur Parti de la Renovation Nationale soutenu par la puissante télévision brésilienne *Rede Globo*, gagne rapidement les faveurs des sondages en dénonçant l'incompétence de l'Etat, et en promettant un programme de grande envergure destiné à rééquilibrer tous les comptes. Il sera élu le 17 décembre 1989.

1990-1992, les réformes structurelles enfin ... ?

Pour Collor, l'échec des programmes de stabilisation engagés sous Sarney, résidait avant tout dans leur caractère expansionniste. Cette spécificité, qui fondait toute l'hétérodoxie, ne pouvait se traduire au plan économique que par un recours systématique au déficit budgétaire et une croissance relativement rapide de la masse monétaire. En l'absence de mesures permettant de contrôler la demande, les blocages ne pouvaient par conséquent qu'encourager la consommation, relançant du même coup la spirale inflationniste. Pour sortir de ce cercle infernal, il convenait donc de revenir à des politiques moins coûteuses, respectant à la fois l'équilibre des comptes publics et un niveau de liquidité plus réduit.

Finalement, le 16 mars, au lendemain même de son investiture, Collor met en application ces thèses à travers un nouveau plan de lutte contre l'inflation intitulé "Brésil Nouveau". Comme pour les précédents plans, les prix et les salaires sont bloqués, mais cette fois-ci, ces aspects apparaissent largement secondaires face au spectaculaire blocage de la consommation que provoque le gel de 80% des avoirs financiers en circulation. Rapportée au nombre de comptes en banques, la contraction brutale de la masse monétaire aboutit ainsi à un plafond de retrait fixé à 50 000 cruzeiros (nouvelle monnaie) par personne (1 000 dollars), permettant d'asséner un brutal coup d'arrêt à la consommation,

qui devrait en retour faire reculer l'inflation. Les avoirs sont gelés à la banque centrale, et ne seront restitués que 18 mois plus tard, en 12 fractions mensuelles, assorties d'un bonus sur l'inflation de 6%. Autrement dit, le public ne retrouvera la totalité de son épargne qu'au bout de 30 mois.

Sur le plan fiscal, des mesures sont également adoptées en vue d'"éponger la liquidité" tout en assurant à l'Etat les moyens de rationaliser sa politique budgétaire. L'objectif annoncé prévoyait de transformer la projection de déficit de 8% du PIB en 1990 (6,5% en 1989), en excédent de 2%. Les moyens mis en œuvre pour y parvenir sont là encore spectaculaires, et se traduisent par la suppression immédiate de la plupart des subventions, y compris celles à l'exportation et celles accordées à l'industrie très protégée de l'informatique. Une réforme administrative draconienne inaugure cette vague d'austérité en annonçant une réduction des portefeuilles ministériels de 20 à 12, la fermeture de 30 fondations et organes administratifs divers, la vente immédiate de 10 000 biens immobiliers de l'Etat (avions, voitures officielles, appartements de fonction) et la suppression de 50 000 postes de confiance. Les recettes seront majorées par la création de nouveaux impôts, en particulier sur le revenu agricole, les transactions boursières, la détention d'or, les plus-values et les grandes fortunes.

Enfin, espérant accéder tôt ou tard au plan Brady, Collor annonce un train de mesures du plus grand libéralisme, destiné à restaurer la crédibilité du pays auprès des bailleurs de fonds internationaux. Le Brésil doit désormais jouer la carte de la compétitivité, et s'ouvrir à l'extérieur en éliminant toutes les barrières douanières. La concurrence sera encouragée par une libre fluctuation du taux de change, alors même qu'un programme de dénationalisations devrait assurer le transfert des entreprises publiques vers le secteur privé.

Les résultats de cette politique ne se feront pas attendre. Deux jours après l'annonce du plan, les ventes dans le commerce s'effondrent et l'activité se ralentit dans les grandes villes. L'indice BOVESPA de la Bourse de São Paulo chute de 50%, alors que, faute de liquidités, les volumes traités sont réduits au dixième des volumes habituels. En avril, les instituts d'études économiques annoncent déjà une chute de 25% de l'activité industrielle, et la mise au chômage d'un demi-million de personnes. La construction et l'automobile sont directement touchées. Bien plus, les placements financiers gelés en banques, les chefs d'entreprises ne tardent pas à éprouver des difficultés à payer leurs employés, amenant certains à recourir à l'emprunt, ou à négocier des réductions d'horaires et de salaires. La contraction que l'on avait cherché à provoquer était bien au rendez-vous, contrastant de manière dramatique avec l'optimisme du président, qui affirmait contrôler parfaitement la situation en pouvant

à tout moment relâcher la liquidité gelée en banque. Sur le plan extérieur enfin, la rareté du cruzeiro entraîne son appréciation par rapport au dollar et un recul des exportations déjà privées de débouchés intérieurs. Seule contrepartie, l'inflation va chuter de 84,3% en mars à 7,9% en mai.

Fort de ces données, Collor réaffirme son intention d'assainir durablement la situation en prenant les dispositions nécessaires à une réforme de l'administration. Le 9 mai, il lance ainsi un second train de mesures, en annonçant le licenciement de 320 à 400 000 fonctionnaires, soit près du quart des 1,6 million d'employés de l'Etat. Mais ce second volet restera largement à l'état de projet, le nombre de fonctionnaires licenciés à la date butoir du 18 juin n'excédant pas 10 000. De plus, aucun d'eux ne sera véritablement renvoyé, mais seulement mis en disponibilité avec réduction de salaire. Après révision, l'objectif est ramené à 75 000 fonctionnaires qui devront quitter leur emploi au cours des cinq ans à venir.

Le 26 juin enfin, le Ministre de l'Economie, Mme Zelia Cardoso de Mello, rend publique, les mesures adoptées en faveur de la libéralisation commerciale et des privatisations. Les réorientations sont là encore d'une ampleur sans précédent au Brésil, et portent un coup décisif au modèle de développement protectionniste.

Parmi les mesures à effet immédiat, on note la suppression des restrictions quantitatives à l'importation et un abaissement des restrictions tarifaires, ramenées à 0 pour 300 produits sans similaire, de 60 à 35% pour 1 400 produits textiles et à 0 pour les machines textiles. A partir de 1991, le droit de douane moyen devrait être réduit de 5 points par an pour atteindre 20% à la fin du mandat Collor en 1994. Le taux maximum sera alors de 40% contre 105% en 1990.

De même, une refonte de la législation industrielle est engagée et une réforme du code de la propriété industrielle organise plus étroitement la protection des licences détenues par les investisseurs étrangers. L'Etat s'engage à favoriser la concurrence par la révision de la loi anti-trust, tandis que les industriels sont encouragés à se grouper en commission afin de négocier des accords sur l'amélioration de la qualité, la réduction des coûts et l'incorporation de nouvelles technologies. Ces objectifs devraient déboucher sur deux programmes de modernisation, le "Programme brésilien de qualité et de productivité", et le "Programme de compétitivité industrielle". Une levée de la réserve de marché sur l'informatique est annoncée.

Enfin, le programme de privatisations, maintes fois abordé, maintes fois remis, prend corps avec la signature mi-août de deux décrets établissant une première liste de privatisables. Parmi les entreprises concernées, on trouve quatre entre-

prises sidérurgiques (Companhia Siderurgica do Nordeste - COSINOR, Aços Finos Piratini, Companhia Siderurgica de Tubarão - CST, Usinas Siderurgicas de Minas Gerais - USIMINAS), une entreprise de matériel ferroviaire (MAFERSA), trois entreprises chimiques (Industria Carboquimica Catarinense - ICC, Goiás Fertilizantes - GOIASFERTIL, et Companhia Petroquimica do Sul - COPESUL), un fabricant de biens d'équipements contrôlé par USIMINAS (Usiminas Mecanicas - USIMEC) et une entreprise minière (Mineração Caraíba). Petrobras devra vendre ses participations dans les entreprises du pôle pétrochimique de Camaçari dans le Nordeste et dans les entreprises de produits secondaires du pôle de Triunfo dans le Rio Grande do Sul.

Bien qu'audacieuses, ces mesures n'ont pas suffi à éliminer les tensions. Largement pénalisés par la politique de blocage des avoirs, les milieux d'affaires et industriels ne tardent pas à faire pression sur le gouvernement pour obtenir un relâchement de la liquidité. Au début du second semestre, on estime déjà à 90% des avoirs initialement gelés, les montants réinjectés dans l'économie. Il s'ensuit de nouvelles pressions sur les prix, qui amènent dès septembre le gouvernement à élever une fois de plus les taux d'intérêt. Les responsables d'entreprise critiqueront largement cette politique, qui ne fait qu'alourdir leur endettement, dans un contexte marqué par la récession.

L'année se termine finalement par une baisse du PIB de 4,6% (-5,9% par habitant), un recul du taux d'investissement à 21,7% du PIB (24,9% en 1989) et une envolée de l'inflation à 1794% (1764% en 1989). La crise est particulièrement marquée dans le secteur manufacturier (-9,4%), notamment pour les productions de biens d'équipement (-13%), textiles (-9%) et acier (-17%). Sur le plan commercial, l'excédent de 1989 (16,1 milliards de dollars), accuse une contraction à 11 milliards, conséquence de la surévaluation du cruzeiro et de l'apparition des premiers produits étrangers (voitures, électronique grand public) désormais libres d'importation. Enfin, la récession s'accompagne de nombreux licenciements, faillites et concordats (en octobre les mises en règlement judiciaire augmenteront de 400%).

Le 4 février, face à la lente mais régulière montée de l'inflation (20% en janvier), le gouvernement décrète un nouveau blocage des prix et des salaires, puis le 14 mars, un troisième projet de reconstruction nationale. Intervenant après deux plans de stabilisation, ce projet aborde de nombreux secteurs en réaffirmant les principes annoncés dans le plan de mars 1990 : politique sociale, fiscalité, accroissement des recettes, imposition sur les grandes fortunes, poursuite de l'austérité, fin de l'inamovibilité des fonctionnaires, réforme scolaire et réforme des régimes de retraite. La réduction des tarifs amorcée l'année précé-

dente est renforcée avec un abaissement des taux de protection de 32,2% à 25,3% pour 13 500 articles, tandis que la réserve de marché pour l'informatique est levée. Enfin, le programme de privatisations, annoncé un an auparavant, mais jusqu'alors mis entre parenthèses, est relancé, et aboutit le 24 octobre 1991, à la première privatisation : USIMINAS.

Sur le front de l'inflation, après une période de relative accalmie liée au nouveau blocage, la situation se dégrade à nouveau à partir du mois d'août, pour éclater en septembre avec un taux supérieur à 10%. Le 30 août le cruzeiro est dévalué de 16%, et en novembre le gouvernement revient à une politique monétaire et de crédit plus rigoureuse (les taux d'intérêt s'élèveront à 4 000%). Les tarifs publics sont réajustés à la hausse (75% pour l'électricité), et l'accélération du processus de privatisations conduit à la vente des entreprises MAFERSA - matériel ferroviaire, CELMA - aéronautique, COSINOR - sidérurgie). Un "projet fiscal" prévoyant une hausse des recettes entre 4,5 et 9,5 milliards de dollars en 1992 est accepté par le Congrès.

Sous l'effet de l'ajustement, l'exercice 1991 se termine finalement par une croissance de 1,2% (-1,5% par habitant), dans un contexte inflationniste loin d'être endigué (de l'ordre de 482%). Les faillites s'établissent à un niveau record - 14 265 pendant les 10 premiers mois de 1991 (contre 3 669 pendant la même période de 1990) - ne rendant que plus brutale l'augmentation des licenciements et du chômage. Sur le plan commercial, les effets de l'ouverture et de la détérioration de la compétitivité des entreprises brésiliennes depuis 1990, se traduisent par un excédent commercial encore certes important (10,6 milliards de dollars), mais toutefois nettement en dessous de celui enregistré en 1989 (16,1 milliards). Enfin, les promesses de réduction du déficit budgétaire ne sont pas tenues, rendant plus qu'hypothétique le rééquilibrage des comptes publics.

OÙ EN EST LE BRÉSIL EN 1992 ?

En 1992, l'équipe ministérielle, remaniée autour de Marcilio Marques Moreira, a réaffirmé son engagement à poursuivre dans la voie des réformes et de l'assainissement. Cet engagement a trouvé illustration dans une reprise des négociations avec les créanciers internationaux et une nouvelle lettre d'intention adressée au FMI qui énonce les conditions du redressement : poursuite de l'assainissement budgétaire, retour à une inflation à un chiffre avant la fin 1992 et 20% sur l'ensemble de 1993, maintien de la politique monétaire et budgétaire restrictive durant cette période, croissance 0 en 1992, 3% en 1993 et 5% en 1994.

De même, des avancées significatives ont été réalisées en ce qui concerne le problème de la dette extérieure. Celles-ci ont abouti à la conclusion de deux accords de renégociation, le premier signé le 27 février avec les créanciers publics réunis au sein du Club de Paris, le second, signé le 9 juillet, avec les banques créancières internationales. Aux termes de ces accords, le Brésil a obtenu du Club de Paris le refinancement de 11 milliards de dollars sur une durée de 14 ans (le solde de 8,6 milliards étant remboursé selon les accords de rééchelonnement déjà existants), et des banques créancières internationales, une réduction de 35% de sa dette (soit 44 milliards de dollars) dans le cadre des menus d'option prévus par le Plan Brady.

Ces accords traduisent un net assouplissement de la communauté financière internationale à l'égard d'un pays qui n'avait pourtant guère manifesté d'assiduité aux politiques d'ajustement structurel. L'élément nouveau qui a permis à l'équipe dirigeante de négocier avec succès un réaménagement de la dette a sans nul doute été le revirement adopté au lendemain de l'élection de Fernando Collor. Après quatre décennies de protectionnisme, le Brésil est enfin entré dans l'ère des réformes, regagnant tardivement le peloton des économies qui ont décidé de s'ouvrir au reste du monde. Est-il pour autant tiré d'affaire ? La réponse ne saurait être simple, tant la lourdeur du passif à liquider masque encore les perspectives.

Le climat qui a présidé au retour des idées libérales, a largement été déterminé par la crise que traverse depuis plus de dix ans l'économie brésilienne. L'étape de modernisation à crédit des années soixante-dix s'est essoufflée au début des années quatre-vingt sous le coup d'une aggravation des conditions internationales. Les mécanismes d'endettement intérieur, alors réactivés pour rembourser la dette externe et financer les dépenses de l'Etat, ont à leur tour considérablement aggravé la situation en forçant les taux d'intérêt internes et en ouvrant une large brèche dans les finances publiques. Endetté sur tous les fronts, le Brésil a tenté dans la seconde moitié des années quatre-vingt de relancer son économie par les voies hétérodoxes, sans toutefois parvenir à des résultats concluants.

Au cours de ces années, les tensions se sont renforcées sur plusieurs fronts. Sur le plan de la dette interne, les mécanismes initialement retenus pour faire face au remboursement de la dette externe et aux dépenses publiques, ont plongé l'Etat dans une crise financière profonde qui paralyse aujourd'hui toute velléité de relance. Dans le même temps, les conditions offertes aux souscripteurs ont largement contribué à fausser les mouvements naturels de l'investissement et incité les entreprises à désertier la capitalisation productive au profit d'une capitalisation beaucoup plus spéculative, d'autant plus rémunératrice que concen-

trée sur les titres de la dette publique. Dans ce contexte, les tentatives de relance ne peuvent que se heurter à un appareil productif peu armé pour répondre à une demande massive, et à un Etat devenu tentaculaire, mais désormais peu en mesure d'accompagner les restructurations qui s'imposent.²

Ces déséquilibres se décomposent en dernier ressort dans une inflation accélérée, qui relance le processus de manière cumulative.

Dans ce cadre, les privatisations et l'ouverture des marchés apparaissent bien comme le seul moyen de résoudre les problèmes financiers de l'Etat en restituant aux lois naturelles le soin d'ajuster l'économie.³ La partie est pourtant loin d'être gagnée. Les premières opérations de privatisation ont révélé une absence cinglante de repreneurs étrangers. Les entreprises privatisées ont été massivement reprises par des fonds de pension, qui conservent, de près ou de loin, des liens privilégiés avec l'Etat et ne peuvent donc apporter qu'une réponse partielle au problème de l'assainissement financier. En outre, si la crise ambiante a jusque-là permis de contenir les importations, la réduction des barrières douanières risque fort, lors de l'étape de reprise, de se traduire par une entrée massive de produits étrangers, d'autant plus compétitifs que l'industrie accuse aujourd'hui le coup du défaut d'investissements des années passées.

Une solution d'accompagnement à moyen terme résiderait sans doute dans une reprise contrôlée du processus d'accumulation, mais cette option suppose encore une restructuration des finances publiques autour d'un système fiscal permettant de drainer les ressources indispensables à une croissance soutenue de l'investissement. De là, on en revient presque inévitablement à la critique maintes fois adressée au modèle de développement qui s'est avant tout constitué dans l'exclusion et qui ne pourra véritablement retrouver un second souffle qu'à travers un nouveau pacte social établissant clairement les droits et obligations des différents partenaires au développement. La mobilisation du peuple brésilien contre l'ex-président Collor accusé de détournements de fonds suffirait-elle à rapprocher ces partenaires ?

NOTES

(1) En 1978, le pays importait encore 80% de sa consommation de pétrole, soit l'équivalent de 33% des importations. Le second choc pétrolier portera le prix du baril de 12 \$ à la fin de l'année 1978 à 30 \$ au début 1980.

(2) A ce titre, on peut citer une étude récente du cabinet de consultants international Ernst & Jung qui a sélectionné les 220 meilleures entreprises brésiliennes (publiques et privées) et a mis en évidence leur énorme retard par rapport aux standards mondiaux : une rotation annuelle des stocks de 10 pour une moyenne mondiale de 100, un indice de pièces défectueuses en usine de 27 000 par million contre 200 par million dans le monde, des prix en général de 300% plus élevés que les produits concurrents sur le marché international, des délais de livraison dépassant les 37 jours contre moins de 2 au niveau mondial, et un taux de réclamation des produits de 24 pour 1000 contre une moyenne mondiale de 10 pour 1000.

(3) Ce sont les entreprises publiques qui sont le plus lourdement endettées : 63 milliards de dollars en 1990, contre 11 milliards pour le secteur privé et 22 milliards pour le gouvernement fédéral, le solde étant le fait des collectivités locales.

BIBLIOGRAPHIE

Adda (Jacques), "Brésil : de l'inflation inertielle à l'hyperinflation", *Problèmes d'Amérique Latine*, 87, 1988, pp. 59-77

Adda (Jacques), "Brésil : la quadrature du cercle", *Observations et diagnostics économiques*, 21, 1987, pp. 79-151

Aubertin (Catherine), Riffart (Christine), "L'engrenage de la dette intérieure brésilienne", *Problèmes d'Amérique Latine*, 97, 1988, pp. 51-72

Bacha (Edmar), "External shocks and growth prospects : the case of Brazil, 1973-89", *World Development*, 8, 1986, pp. 919-936

Barros de Castro (Antonio), Pires de Souza (Francisco Eduardo), "A economia brasileira em marcha forçada", Rio de Janeiro, *Paz e Terra*, 1985, 217 p.

Barros (Octavio de), Saboia (João), "Le traitement de choc du Plan Cruzado : les implications politiques et économiques d'une réforme monétaire", *Problèmes d'Amérique Latine*, 81, 1986, pp. 21-40.

Bresser Pereira (Luiz Carlos), *Desenvolvimento e crise no Brasil (1930-1983)*, São Paulo, Brasiliense, 1985, 298 p.

Bresser Pereira (Luiz Carlos), "Les deux blocages des prix brésiliens", *Problèmes d'Amérique Latine*, 90, 1988, pp. 53-70

Bresser Pereira (Luiz Carlos), "O Plano Verão e a crise estrutural da economia brasileira", *Revista de Economia Política*, 4, 1989, pp. 124-136

Bresser Pereira (Luiz Carlos), Nakano (Yoshiaki), "Hyper-inflation et stabilisation au Brésil : le premier plan Collor", *Revue Tiers-Monde*, 126, 1991, pp. 359-390

Buffet (Jacky), *Brésil - 1500-2000 : Etude d'un processus de développement sous hypothèse d'industrialisation tardive et analyse des métamorphoses de sa violence politique, économique et sociale*, Grenoble, Institut de Recherche Economique sur

la Production et le Développement, 1991, 709 p.

Cardoso de Mello (João Manuel), *O capitalismo tardio : contribuição à revisão crítica da formação e desenvolvimento da economia brasileira*, São Paulo, Brasiliense, 1986, 182 p.

Chaves Bastos (Eduardo Marcos), *O modelo econômico e político brasileiro : crise e alternativas*, Rio de Janeiro, Achiamé, 1983, 140 p.

Hurtienne (Thomas), "The Brazilian model of accumulation : its origins, structure and crisis", *Latin American Perspectives*, 2-3, 1983, pp. 108-128.

Ianni (Octavio), *Estado e planejamento econômico no Brasil (1930-1970)*, Rio de Janeiro, Civilização Brasileira, 1979, 316 p.

Lessa (Carlos), *15 anos de política econômica no Brasil*, São Paulo, Brasiliense, 1981, 173 p.

Modiano (Eduardo Marco), *Da inflação ao Cruzado : a política econômica no primeiro ano da Nova República*, Rio de Janeiro, Campus, 1986, 126 p.

Schwartz (Gilson), "Stabilization policies under political transition : reform versus adjustment in Brazil, 1985-89", *The Developing Economies*, XXVIII-1, 1990, pp. 16-41.

Singer (Paul), "A crise do milagre : interpretação crítica da economia brasileira", Rio de Janeiro, *Paz e Terra*, 1982, 167 p.

Vergopoulos (Kosta), "Brésil : chocs en série, analyse de l'expérience brésilienne récente", *Problèmes d'Amérique Latine*, 87, 1988, pp. 79-94

Zantman (Alain), "Le Plan Collor dans l'œil du cyclone : de l'hyperinflation à l'hyperstagflation", *Problèmes d'Amérique Latine*, 97, 1990, pp. 73-97

LIBÉRALISME ET POLITIQUE NATIONALE DE DÉVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE : L'INDUSTRIE AÉRONAUTIQUE AU BRÉSIL

Hubert DROUVOT*

AUX ORIGINES DE CETTE POLITIQUE¹

La période 1930-1960

La production en série d'avions débuta au Brésil pendant les années 1930, et durant la période 1930-1950, divers appareils, civils et militaires, furent réalisés.² Cependant, en raison de l'étroitesse du marché brésilien, la viabilité de ces projets resta très dépendante des orientations politiques et ils ne furent soutenus que par de simples intérêts conjoncturels, aucune politique industrielle à long terme dans le secteur ne fut définie par les divers gouvernements qui se sont succédés.³ Dans ces conditions, il n'est pas surprenant de constater, qu'aucun avion conçu à cette époque au Brésil ne parvint à concurrencer, en termes de prix ou de qualité, les appareils nord-américains ou européens. Les premières tentatives destinées à développer des compétences nationales dans ce domaine d'activité ont consisté à accueillir au Brésil des ingénieurs étrangers et à s'engager dans des accords de coopération avec des constructeurs américains ou européens. Ainsi, dès 1939, et avec le soutien du gouvernement allemand, des ingénieurs allemands (dont Friedrich Stein) furent invités dans le pays afin de former des techniciens. Ces accords, bien qu'interrompus avec la Deuxième Guerre mondiale, fournirent un vaste champ de connaissances et ces acquis s'avérèrent très utiles pour l'avenir de l'aéronautique brésilienne. Après la

* Gestionnaire, Ecole Supérieure des Affaires ; Directeur du Groupe d'Etudes et de Recherche en Sciences Sociales sur l'Amérique Latine (GRESAL), Université Pierre Mendès France, Grenoble II

Deuxième Guerre mondiale, des relations privilégiées ont été engagées avec les Etats-Unis et c'est ainsi que le Ministère de l'Aéronautique négocia avec la firme américaine Fairchild la fabrication sous licence du Fairchild PT 16. Par ailleurs, un autre projet, sous l'autorité de l'ingénieur australien Paul Baumgarth, aboutit à la conception d'un prototype d'hélicoptère monoplace.

A la suite de ces diverses collaborations, les connaissances acquises par les spécialistes brésiliens permirent de s'engager dans une phase de fabrication nationale. La production en série du Niess L80 par la "Fabrica do Galeão" constitua la réalisation la plus caractéristique de cette période des années cinquante. Il convient de citer également le rôle de l'industriel Francisco Pignatari et de la Compagnie Aéronautique Paulista (CAP), cette société fut en particulier la première au Brésil à utiliser les services d'un centre de recherche national : l'Institut de Recherches Technologiques de São Paulo (IPT). Créé en 1934, cet organisme développa dès 1938 un département aéronautique qui conçut une série de projets d'avions et de planeurs.

Mais, si la Deuxième Guerre mondiale eut un effet favorable sur l'essor de l'aviation pauliste à cause des difficultés liées à l'importation d'appareils civils étrangers,⁴ vers la fin du conflit, les importations reprirent et la préférence croissante pour des appareils de plus grande capacité provoqua le déclin de cette industrie locale. En 1948, la Fabrica de Lagoa Santa et le groupe Lage cessèrent leurs activités.

En d'autres termes, si la Deuxième Guerre mondiale avait permis de constituer de fait une réserve de marché pour l'industrie nationale, au cours des années qui suivirent, l'inefficacité de la bureaucratie gouvernementale et le désintérêt des groupes privés nationaux et étrangers furent fatals aux projets nationaux dans ce secteur d'activité. Toutefois, la nécessité de former dans le pays des techniciens qualifiés allait aboutir à la création en 1945 d'une école d'ingénieurs en aéronautique, le Centre Technique Aéronautique (CTA), puis à l'installation, en 1950 à São José dos Campos de l'Institut Technologique de l'Aéronautique (ITA). Enfin, en 1954, les activités de cet institut furent élargies avec la création sous le contrôle du CTA de l'Institut de Recherche et Développement (IPD).

Ces diverses initiatives eurent un rôle fondamental dans le développement des compétences nationales, en particulier avec la création du CTA. L'Etat manifesta ainsi clairement son intention de réunir une masse critique de scientifiques capables d'assimiler et d'appliquer les technologies les plus modernes. C'est dans ce contexte favorable, et sous l'impulsion de l'ingénieur allemand Heinrich Focke, que l'expérience de travail en équipe dans des projets aéronautiques se renforça.

Sur le plan industriel, la Fabrica do Galeão fut cédée à Fokker Industria Aeronautica. Il s'agissait d'une société à capital mixte, qui associait des industriels brésiliens et l'entreprise hollandaise Fokker. Le gouvernement passa commande de 200 avions (SAA, S12, S14) et cette politique d'achats publics fut une garantie pour les activités de cette société. La nouvelle administration du gouvernement Vargas opta donc, dans cette industrie, pour la promotion de l'initiative privée avec l'aide de l'Etat et par incorporation de savoir-faire étrangers. Cette initiative prit fin en 1959 à cause des difficultés financières de Fokker sur son propre marché hollandais.

Toujours au cours des années cinquante, une autre expérience mérite d'être évoquée ; elle concerne les tentatives menées par la société Neiva pour mobiliser les divers acteurs nationaux (CTA, CPA) autour du projet de la fabrication de l'appareil Paulistinha. Mais pour l'essentiel, les ventes de cet avion provenaient des commandes du Ministère de l'Aéronautique et cette trop forte dépendance de Neiva envers l'Etat aboutit à l'absorption de cette entreprise par la société publique Embraer en 1980. Au sein de cette firme, elle participa, par la suite, à la fabrication des avions légers de la ligne Piper.

Nous constatons donc qu'au milieu des années soixante, l'industrie aéronautique brésilienne pouvait se prévaloir d'avoir fabriqué environ 2000 avions, pour l'essentiel des monomoteurs. Bénéficiant de deux centres de recherche (l'IPT et le CTA), elle disposait d'une bonne dotation en main d'oeuvre qualifiée. Tous ces acquis allaient être décisifs pour le succès de la société Embraer.

La création d'Embraer

La création d'Embraer marqua le début d'une nouvelle étape de l'histoire de cette industrie nationale. Ozires Silva, formé à l'ITA, parvint à convaincre le ministère de l'Aéronautique de concevoir, avec l'appui technique de l'ingénieur français Max Holste (père de l'avion français Broussard), l'appareil IPD 6504. En 1968, le premier prototype bimoteur (le futur Bandeirante) fit ses essais à São José dos Campos. Outre ce modèle, les projets d'un monomoteur agricole (Ipanema) et d'un planeur (Urupema) furent entrepris. Avec l'intention d'industrialiser ces prototypes et en constatant l'absence d'initiatives privées dans ce domaine, le CTA se résolut à faire pression auprès du gouvernement pour créer une entreprise publique.

Convaincu de la viabilité du projet, l'Etat finit par donner son accord : Embraer fut créée au mois d'août 1969.⁵ Cette société constitua un pôle d'attraction pour les meilleurs techniciens ayant participé aux divers projets précédents et attira

une forte proportion des ingénieurs formés au CTA. Cette entreprise se dota de tous les moyens pour concevoir une ligne de produits sur les bases d'un savoir-faire technologique national. Cependant cette absorption par l'industrie des meilleurs éléments des centres de recherche pouvait à terme porter préjudice aux capacités d'enseignement et de recherche de ces organismes.

Cette insuffisance d'interface entre les instituts scientifiques et les activités industrielles d'Embraer est soulignée par A. Souza Cabral.⁶ Cet auteur déplore l'évasion du personnel technique et administratif de ces instituts de recherche vers la société Embraer. Certes, ces transferts de technologie, liés à un transfert définitif de personnels qualifiés, ont permis à Embraer d'entreprendre de nouveaux projets (AMX, EMB 128) sans aucune participation de l'IPD, de l'ITA et de l'IFI, (exceptions faites des études d'homologation et de soufflerie). Mais cette absence de continuité dans les relations centres de recherche-industrie ne pouvait, selon l'auteur, qu'aboutir à terme à une dégradation de la qualité des activités de recherche et d'enseignement.

Ainsi, pour résumer les étapes de développement de l'industrie aéronautique brésilienne, nous constatons que toutes les initiatives privées ont échoué tant que l'Etat ne s'est pas engagé dans une véritable politique industrielle. D'autre part, la création du CTA marqua l'origine d'une politique à long terme de formation de ressources humaines et les ingénieurs, issus de ce centre, devinrent les promoteurs d'une politique réellement nationale.

Dans ce domaine industriel, la création d'Embraer s'est inscrite dans la volonté des gouvernements de donner une priorité au secteur aéronautique. Compte-tenu de l'importance stratégique de cette activité, les militaires au pouvoir accordèrent à cette entreprise les aides fiscales et financières indispensables à sa viabilité. Une réserve de marché de fait, provenant des commandes des ministères concernés, garantit par ailleurs le volume des ventes. Quelle a été la nature de la stratégie mise en oeuvre par les dirigeants d'Embraer ?

LA STRATÉGIE D'EMBRAER

Les politiques marketing et technologiques

Selon Carlota de Souza Paula,⁷ l'essor d'une industrie nationale dans un domaine tel que l'aéronautique exige d'abord la possibilité de prendre appui sur une forte base scientifique et technique. Le Brésil possédait ces capacités dont les apports essentiels étaient fournis par les instituts de recherche nationaux (CTA,

ITA, IPD...). Une autre condition réside dans l'intérêt manifesté par l'Etat. Il est incontestable que les préoccupations des militaires au Gouvernement à partir de 1964 en termes de défense et de sécurité nationale furent propices à la mise en oeuvre d'une telle politique industrielle orientée vers le long terme.

Dans une perspective micro-économique, toujours d'après Carlota de Souza Paula, la stratégie d'Embraer eut le mérite d'être fondée sur des objectifs clairement définis. Ceux-ci ont concerné les modalités d'acquisition et de développement de technologies ainsi que la définition de produits correspondant aux besoins nationaux et aux caractéristiques du marché mondial.

Cette préoccupation a conduit les dirigeants d'Embraer à opter à l'origine pour un type d'avion robuste, moderne, d'utilisation peu sophistiquée et compétitif en termes de prix. Destiné à être polyvalent (usages civils et militaires), il devait être adapté aux conditions d'emploi sur le territoire national⁸ et capable de prendre une part significative sur le marché mondial.

L'adéquation de cet avion aux besoins nationaux avait pour avantage de destiner d'abord les ventes au marché interne et ainsi de réaliser des économies d'échelle sur un marché protégé, condition indispensable pour acquérir un certain degré de compétitivité internationale.

Les versions plus modernes de cet appareil étaient par ailleurs adaptées aux besoins des hommes d'affaires, souhaitant des avions pressurisés dotés du pilotage automatique (EMB 121, Xingu II), et à ceux de l'armée (EMB 111 pour la surveillance des 8000 kilomètres de côtes brésiliennes). Le marché mondial faisait apparaître en outre des opportunités dans le segment de marché de l'aviation régionale,⁹ car d'une part, ce marché connaissait dès le début des années soixante dix un nouvel essor et, d'autre part, il ne faisait pas l'objet d'un grand intérêt stratégique chez les principaux constructeurs mondiaux.

Sur le plan technologique, la politique adoptée fut de ne jamais acheter un "paquet technologique" mais de partir d'un projet endogène en veillant à se préserver une capacité de décision autonome. L'accent fut donnée au développement de compétences technologiques internes au pays mais sans avoir l'ambition de tenter de tout produire au même moment. Des priorités devaient donc être définies, ainsi que des procédures, pour choisir au niveau des différents composants entre un développement endogène et ou l'acquisition de technologies étrangères. Pour opter dans cette alternative, les critères suivant ont été considérés :

- le fossé entre la connaissance et les capacités internes et externes au pays ;
- le rythme d'obsolescence d'une technologie déterminée ;
- les coûts comparatifs ;
- la disponibilité de la technologie externe.

En particulier, l'option fut prise de ne pas investir dans les moteurs mais de se focaliser sur la structure des avions. En effet, dans le segment de l'aviation régionale, quelques fabricants mondiaux monopolisent l'activité de conception des moteurs (General Electric, Pratt and Whitney) et il était déraisonnable, compte tenu des fortes barrières à l'entrée, de s'engager dans ce secteur.

La fabrication de composants dans le pays a nécessité la création d'un réseau de sous traitance. Un des rôles de l'Instituto de Fomento Industrial (IFI) fut précisément d'identifier et d'assister des entreprises brésiliennes capables de participer à cette politique d'internalisation de la production.¹⁰ Pour les acquisitions externes, les différents constructeurs des pays plus avancés furent mis en concurrence et des accords de licence signés avec des fournisseurs désireux de participer à l'essor de cette industrie brésilienne. Dans le cadre d'appels d'offres internationaux, les équipements les plus sophistiqués et les moteurs firent l'objet d'achats directs et dans le souci de maintenir un degré suffisant d'autonomie et de flexibilité, une politique de diversification des fournisseurs fut entreprise. Par ailleurs, avec l'objectif d'ouvrir des marchés à l'étranger, la politique d'approvisionnement s'intégra à la politique commerciale dans le cadre d'accords de compensation associant divers projets (vente d'avions militaires d'entraînement contre l'achat par le Brésil d'hélicoptères français). Enfin, une fois acquis un niveau de compétences reconnu au niveau international, Embraer fut en mesure de s'engager dans des accords de coopération plus équilibrés avec des constructeurs étrangers. Le projet de co-production avec l'Italie de l'avion de combat AMX constitue l'exemple le plus marquant de cette stratégie d'alliance.

Le cas de la licence avec Piper Aircraft Corporation¹¹

En 1975, après six ans d'existence, Embraer offrait sur le marché trois types d'avions : le Bandeirante EMB 110, version modifiée de l'avion français Nord 262 ; l'Ipanema EMB 210, monomoteur pour pratiquer des travaux de pulvérisation dans l'agriculture et le Xavante EMB 326 CB, avion d'entraînement et d'attaque au sol, fabriqué sous licence de la société Macchi SPA (Italie). L'entreprise employait 3500 salariés et était dotée d'un capital de 20 millions de dollars. A cette époque, elle engagea alors des négociations avec les trois principaux fabricants mondiaux d'avions légers, (Piper, Beech, Cessna). Le Brésil était le premier pays importateur d'avions de ce type. L'essentiel des achats provenait des Etats-Unis, et, en 1974, les constructeurs américains avaient vendu 726 avions au Brésil (chiffre d'affaires de 600 millions de dollars). Ajoutons que le

principal fournisseur était Cessna, cette société détenant 60% du marché brésilien. Les intentions d'Embraer dans la conduite de ces négociations étaient de poursuivre sa politique de développement technologique et de permettre au pays de réaliser des économies de devises suite à la réduction des importations d'avions.

D'après J. Baranson, les dirigeants d'Embraer ont manifesté au départ une préférence envers Cessna. Celle-ci provenait de la réputation de cette marque dans le pays et de l'importance de son réseau de distribution. En fait, le choix définitif d'un partenaire allait dépendre du degré des concessions accordées par chaque constructeur dans le domaine du transfert de technologie. Beech exigeait que le Brésil continue d'importer les pièces fabriquées dans son usine aux États-Unis, Cessna accepta d'effectuer un réel transfert de technologie et de management mais se refusa d'autoriser Embraer à faire les modifications techniques jugées nécessaires. Cette possibilité d'adaptation du produit aux conditions d'utilisation locale et le montant des royalties à verser ont été les deux points décisifs dans la négociation.

En définitive, Embraer opta pour une coopération avec Piper. En comparaison avec Cessna, la présence plus limitée de cette firme au Brésil a pu expliquer sa plus grande ouverture dans les négociations. Afin de protéger ce projet, le Gouvernement brésilien instaura un droit de douane de 50% (au lieu de 7%) sur les importations de modèles concurrents. Il fit valoir par ailleurs la loi du similaire national, loi de 1980 qui permet de prohiber l'importation de l'équivalent d'un produit fabriqué au Brésil dans des conditions de quantités et qualités estimées satisfaisantes. Les exportations nord-américaines furent directement touchées par ces dispositions, ainsi les ventes de Cessna à destination du Brésil chutèrent de plus de 400 avions en 1973 à 5 seulement en 1976.

Deux accords furent signés avec Piper, l'un pour un avion monomoteur, l'autre pour un bimoteur. Leurs échéances étaient fixées à 1979. Piper était responsable de la cession du savoir-faire nécessaire à la fabrication des pièces et au montage et apportait son assistance dans le domaine du contrôle de qualité. Le constructeur américain offrait aussi son réseau de distribution pour faciliter les exportations de cette production. Piper, qui était rémunéré par des redevances sur les composants fournis à Embraer, s'engageait à accroître le taux d'intégration nationale en fonction des trois étapes suivantes :

Étape 1 : Envoi des structures complètes (fuselage, train d'atterrissage, ailes, etc...) pour montage et installation de l'ensemble des systèmes.

Étape 2 : Embraer fabrique certaines structures au Brésil avec la participation d'une cinquantaine de sous-traitants nationaux.

Etape 3 : L'ensemble de l'avion est conçu au Brésil, excepté certains composants trop sophistiqués. Le niveau 3 fut atteint pour la fabrication du monomoteur dès 1977.

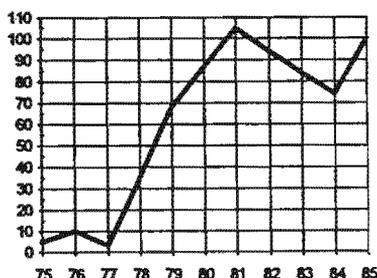
La société Neiva, chargée de fabriquer les sept modèles de la ligne Piper connut un rythme de production soutenu au début des années quatre-vingt, elle produisit en moyenne 30 appareils par mois dont le Corisco, monomoteur de 4 places à train d'atterrissage rétractable.

Les résultats d'Embraer

En 1975, l'entreprise réalisa ses premières exportations avec la vente de 10 Ipanemas et de 5 Bandeirantes à l'Uruguay. Les ventes à l'étranger connurent une forte progression à partir de 1977 ; et comme l'indique le graphique 1, en dépit d'un net déclin des exportations en 1984, à partir de 1985 la société enregistra une reprise sensible. Le chiffre d'affaires atteignit alors 220 millions de dollars.

GRAPHIQUE N°1

EVOLUTION DES EXPORTATIONS D'EMBRAER EN MILLIONS DE DOLLARS



Source : Exame 18/9/85

De la date de sa création (1969) à 1985, la société fabriqua un total de 3300 avions dont 10% furent exportés dans 30 pays différents. En 1985, elle employait 7700 salariés dont 1950 ingénieurs. A la fin de la décennie quatre-vingts, la croissance d'Embraer se poursuivit et la valeur des exportations augmenta pour parvenir à 700 millions de dollars en 1989. Parmi les modèles qui contribuèrent tout particulièrement au succès commercial de l'entreprise, figure l'appareil Tucano, biplace monomoteur d'entraînement militaire. Il fut choisi en 1985 par la Royal Air Force d'Angleterre dans l'intention de remplacer le Beech 99. Cette importante commande qui concernait l'achat de 135 appareils

et représentait une valeur globale de 200 millions de dollars, renforça considérablement la crédibilité d'Embraer sur le marché mondial. Par la suite, de nombreux pays manifestèrent leur intérêt pour cet avion. Du fait de sa grande maniabilité, il était très adapté aux opérations anti-guerrillas et cette capacité lui ouvra divers marchés dans le tiers-monde (Egypte, Honduras, Nigeria...). Outre l'Angleterre, la France fut cliente pour cet appareil dans le cadre d'un contrat de compensation lié à la vente d'hélicoptères français au Brésil.¹²

Pour le président d'Embraer, Ozires Silva, le succès du Tucano s'expliquait par ses qualités : bien que doté de performances comparables aux avions d'entraînement à réaction (Cessna 137), il leur était d'un prix de moitié inférieur (entre 1,5 millions et 1,9 millions de dollars).¹³ L'autre réussite de l'entreprise concerna la ligne Bandeirante et son dérivé, le Brasilia : 450 Bandeirantes furent vendus dans les quinze premières années d'existence d'Embraer. Le Brasilia est un avion pressurisé de 30 places. D'un prix de 4,8 millions de dollars, il atteint la vitesse de 453 km/heure. Très apprécié aux Etats-Unis, il fut aussi acheté en France par des compagnies aériennes régionales (Air Littoral, Compagnie Aérienne du Languedoc). En 1987, avec 146 options et un rythme de production de 4 unités par mois, le carnet de commande assurait la pleine utilisation des capacités de production pendant trois ans. De 1985 à 1992, Embraer livra 225 Brasilia. En 1992, la société comptait 171 options de ce produit phare qui contribua en 1991 pour moitié (201 millions de dollars) au chiffre d'affaires total.

La percée de cette gamme d'appareils sur le marché américain mérite d'être évoquée. En 1978, avec le Bandeirante, Embraer parvint à pénétrer ce marché dominé par les constructeurs nord-américains. Ses principaux concurrents étaient le Beech C 99 et le Fairchild Metro III. En comparaison avec ces deux avions, le Bandeirante se situait à un niveau intermédiaire en terme de prix : 1.7 millions de dollars contre 1.3 millions de dollars pour le Beech et 2.3 millions de dollars pour le Métro, le seul appareil parmi ces trois à être pressurisé.¹⁴

Dans le secteur des turbopropulseurs de 15 à 19 passagers, la part du Brésil sur le marché des Etats-Unis passa de 7.4% en 1978 à 33.3% en 1982 et, comme l'indique le tableau 1, le Bandeirante devint dans cette catégorie le principal avion importé.

L'AMX fut un autre projet engagé par Embraer. Pour un investissement de 600 millions de dollars, il s'agissait de concevoir un chasseur tactique à réaction capable de transporter 3.5 tonnes de bombes et missiles. Fabriqué en collaboration avec les firmes italiennes Aermacchi et Aeritalia, le vol du prototype fut programmé pour fin 1985 et la production en série était prévue dès 1986. Cependant ce calendrier ne fut pas respecté, et en 1988 après avoir dépensé 170

DOSSIER

millions de dollars, le Gouvernement remet en question le financement de ce projet dans le cadre de sa politique de réduction du déficit public. En 1991, les ventes de ce chasseur tactique représentèrent néanmoins pour Embraer un chiffre d'affaires de 96 millions de dollars.

TABLEAU N°1
TAILLE DU MARCHÉ (EN UNITÉS) ET ÉVOLUTION DES IMPORTATIONS DES ÉTATS-UNIS POUR
DES AVIONS DE 15 À 19 PASSAGERS

	1978	1979	1980	1981	1982
Taille du marché	27	45	72	98	77
Production domestique	16	23	26	45	43
Importations totales	11	22	46	53	34
Importations provenant du Brésil	2	13	19	37	26
Part de marché du Brésil	7.4%	29%	26.4%	37.8%	33.3%

Source : Fairchild, septembre 1982.

Embraer s'engagea aussi dans la fabrication de certains équipements. A partir d'une technologie française, une de ses filiales, Engematic, eut pour mission de réaliser des trains d'atterrissage. Des négociations furent engagées pour que cette société s'associe en joint-venture avec la firme américaine Foxboro, mais la politique nationaliste du Secrétariat Spécial à l'Informatique (SEI) ne permit pas la réalisation de cette coopération.¹⁵

En résumé, le Brésil parvint au cours des années quatre-vingt-dix à acquérir une part notable du marché mondial de l'aviation régionale. Dans l'industrie aéronautique, ce pays devint dès 1982 le sixième producteur mondial ; ce secteur regroupait 350 entreprises et employait 15 000 personnes. Même si Embraer joua un rôle leader dans cette industrie, il convient de citer également la contribution d'Hélibras, société fondée en 1977, dont le capital fut réparti entre l'Aérospatiale (45%) et le Gouvernement de l'Etat du Minas Gerais (55%). Cette entreprise a pour vocation de fabriquer des hélicoptères sous licences françaises (Puma, Superpuma, coopération avec Turbomeca).¹⁶

Afin de mieux situer la place d'Embraer dans le contexte mondial de l'aviation régionale, il nous paraît à présent utile de décrire brièvement l'évolution de ce marché et de présenter les principaux constructeurs qui y sont impliqués.

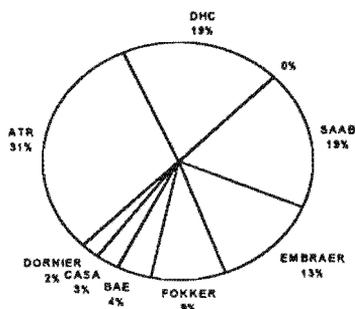
EMBRAER ET LE MARCHÉ DE L'AVIATION RÉGIONALE

L'évolution du marché et les principaux constructeurs en lice

Dans les dernières années de la décennie quatre-vingts, la conjoncture dans ce secteur d'activité fut très favorable, grâce en particulier aux nombreuses commandes des compagnies nord-américaines (United Airlines, American Airlines, etc.). Dans le domaine spécifique de l'aviation régionale ("commuter"), les commandes triplèrent au niveau mondial de 1987 à 1990 et elles passèrent de 1730 avions en 1987 à plus de 6000 en 1991, l'année record étant 1989.¹⁷

Les principaux constructeurs sur le marché sont : De Havilland (racheté par Boeing) ; Saab (Suède) ; Embraer (Brésil) ; British Aerospace (Angleterre) ; CASA (Espagne) ; Fairchild (Etats-Unis) ; Beech (Etat-Unis) ; Fokker (Hollande) ; ATR (France, Italie).

SCHÉMA N°1
PARTS DE MARCHÉ DANS LE MONDE DES CONSTRUCTEURS D'AVIONS
DE TRANSPORT RÉGIONAL (20-70 SIÈGES)



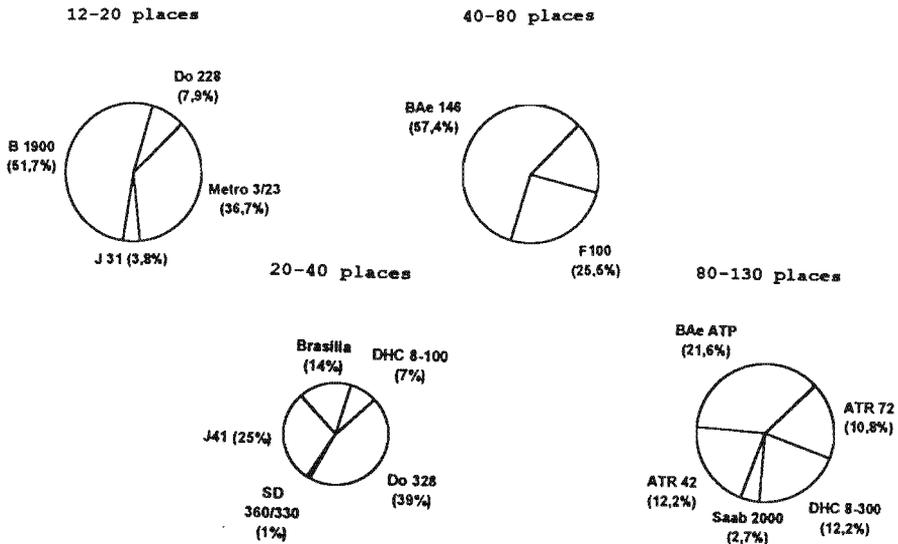
En 1990, pour l'ensemble de la gamme des appareils de transport régional (20 à 70 sièges), la part de marché d'Embraer parmi les constructeurs était de 13%.¹⁸ Cependant la situation du constructeur brésilien s'avèra par la suite beaucoup moins confortable. En effet, il connut une forte réduction des commandes en 1991. Dans la catégorie de 20 à 40 sièges, celles-ci ont diminué pour l'EMB 120 de 51 unités en 1990 à 14 en 1991. Quant au nombre de livraisons, il régressa sur la même période de 51 à 31 unités.

Avec la récession dans le transport aérien¹⁹ et la réduction des commandes militaires, la conjoncture sur le marché mondial devint très maussade à partir de 1990. Tous les fabricants mondiaux accusent des baisses de cadence. Saab annonça 230 départs en pré-retraite en 1991 et 500 suppressions d'emploi dans

sa division "avions commerciaux" à l'échéance de juillet 1992. L'Aérospatiale prévoit la suppression de 1100 emplois dans l'hexagone d'ici l'année 1994 et le projet de rachat de Dc Havilland par cette firme française constitue une des péripéties révélatrices des difficultés auxquelles se sont heurtés les constructeurs mondiaux au début de la décennie 1990.²⁰ Cette crise eut de graves répercussions financières ; perte de 150 millions de dollars canadiens pour Dc Havilland en 1990 ; déficit du consortium franco-italien (Aérospatiale, Aeritalia) réalisant les ATR, de 500 millions de francs en 1990, situation structurellement déficitaire pour le constructeur néerlandais Fokker depuis 1987.²¹

SCHÉMA N°2

RÉPARTITION DES COMMANDES SELON LES DIFFÉRENTS MODELE EN 1991



Source : Air et Cosmos n°1370.

Dans ce contexte difficile, certains acteurs risquent de ne pouvoir survivre. La situation est particulièrement délicate dans le secteur des 60 à 130 places alors que le secteur du bas de gamme (12 à 40 sièges) est moins touché par la récession.²² Une reprise du marché est cependant envisagée à partir de la fin de l'année 1992. Le marché des avions régionaux (12 à 130 sièges) est estimé à 450 milliards de francs pour la période de 1991 à l'an 2000. Pour sa part et dans le secteur des 15 à 90 places, De Havilland Canada évalue à 7420 appareils le nombre d'avions qui seront nécessaires d'ici l'année 2010 (valeur globale de 75 milliards de dollars).

Les nouveaux concurrents

Certains gouvernements de "Nouveaux Pays Industriels" d'Asie du Sud-Est ont donné priorité à l'industrie aéronautique dans le cadre de leurs politiques nationales de développement technologique.

En Indonésie, la société d'Etat PT Nurtanio,²³ fondée en 1976, fut dotée d'importants moyens. Son Président, B.J. Habibie, ancien dirigeant à la firme allemande Mbb, est également chargé du ministère indonésien de la recherche et de la technologie.²⁴

En 1991, cette société employait 14757 salariés et accueillait 291 experts étrangers ; ses domaines d'activité sont la fabrication d'hélicoptères Puma et Superpuma (licence Aérospatiale), NBO 105 (licence MBB) et NB 412 (licence Bell) ainsi que les bimoteurs BO 1051 (14 places) et CN 235 (35 places) à partir d'une licence Casa.

Nusantara est le fournisseur de pièces détachées pour Boeing, Fokker, General Dynamics, British Aerospace et Casa. Un fort "turn over" de la main-d'oeuvre spécialisée (liée à de mauvaises conditions salariales) et des difficultés organisationnelles handicapent grandement cette société. En particulier, celle-ci n'est pas encore parvenu à obtenir la certification de la Federal Airworthiness Agency (FAA) pour le modèle CN 235. Les ventes sont essentiellement destinées au marché interne, de fortes pressions étant mises en oeuvre pour obliger les clients indonésiens à opter pour ces avions nationaux. Comme pour le Brésil, les caractéristiques géographiques de l'Indonésie offrent des perspectives favorables à l'essor de cette industrie (transport inter îles). De nombreux constructeurs sont en compétition pour proposer leurs services à l'Indonésie afin de fabriquer sous licences certains de leurs modèles (Dassault, Boeing, British Aerospace...).

A Taiwan, des négociations sont en cours pour permettre à Taiwan Aérospace (TAC) de prendre une participation dans le capital de la division avions commerciaux de l'Américain Mac Donnell Douglas.²⁵ Cet apport de 1.25 milliards de dollars (25% du capital) est envisagé dans l'optique de la coproduction d'un futur gros porteur. Au-delà de son aspect financier, ce projet constitue pour le constructeur américain une opportunité pour accroître sa présence dans le sud-est asiatique.

En Corée du Sud, onze firmes sont engagées dans le secteur aéronautique et cinq d'entre elles ont réalisé des associations avec des partenaires étrangers.²⁶ Les constructeurs coréens (Samsung Aerospace, Daewoo HI, Korean Air...) participent de plus en plus activement aux programmes internationaux (Airbus,

Hélicoptères...). Deux sociétés à capitaux américains majoritaires (Korea Litton, Alcao) situées dans l'activité avionique exportent la totalité de leurs productions. L'électronique constitue l'axe de développement de l'avionique en Corée où les investissements étrangers, même majoritaires sont recherchés.

Deux projets militaires sont en cours (avion de combat FX, hélicoptère HX) et l'industrie civile connaît dans ce pays un fort développement grâce à l'acquisition de technologies étrangères²⁷ et la réalisation de contrats de sous traitance avec les constructeurs européens et américains. Toutes ces actions s'inscrivent dans l'objectif des Coréens de reconstituer le puzzle permettant à réaliser à terme leurs propres prototypes.

Outre les ambitions de certains pays du sud-est asiatique, l'arrivée sur le marché des constructeurs russes et ukrainiens (Mikoyan, Sukhoi, Antonov), constitue un autre facteur de turbulence.²⁸

LES FACTEURS DU SUCCES D'EMBRAER DANS LES ANNÉES QUATRE-VINGT

La politique technologique

Doté d'un personnel qualifié, formé dans les différents centres de recherche nationaux, Embraer n'a jamais consacré à son budget recherche un pourcentage inférieur à 9% de son chiffre d'affaires (18% en 1984). Ses dirigeants ont su mettre en oeuvre avec beaucoup d'habileté une stratégie mixte d'achat de technologies et d'investissements en recherche endogène. Pour Ozires Silva, une politique d'accords de coopération avec des entreprises étrangères maîtrisant certaines technologies de pointe est une stratégie incontournable. Il ne fait aucune doute que les accords de licence avec l'américain Piper et l'italien Aeromacchi furent essentiels pour permettre à Embraer d'acquérir le savoir-faire de la production d'avions en série (techniques d'assemblage, organisation des lignes de production, contrôle de qualité, etc.).

Il est regrettable cependant que cette société publique ne soit pas parvenue à associer davantage à ses projets les industriels privés brésiliens.

Une estimation, en 1985, indiquait que si certains projets du CTA avaient intéressé l'industrie nationale, le Brésil aurait bénéficié d'une économie en devises de l'ordre de 250 millions de dollars. A cette époque, seulement dix entreprises brésiliennes avaient le niveau de qualification requis pour fournir des équipements complexes à Embraer.

Chez les équipementiers français, cette situation ne passa pas inaperçue ; en mars 1987, une note d'information du MOCI²⁹ indiquait : "En raison de l'insuffisance de l'offre locale, Embraer est contraint d'importer de nombreux équipements et dans la mesure où le Brésil évolue vers des produits sophistiqués, il se manifeste un besoin croissant d'équipements de haute gamme susceptible d'être offert par les Français, soit par l'intermédiaire de l'Office Français d'Exportation de Matériel Aéronautique (OFEMA), soit directement par les entreprises". Cet article aboutit à la conclusion que "les Français doivent penser au Brésil en termes d'exportation mais aussi dans la perspective d'une coopération industrielle car les autorités brésiliennes veulent développer une industrie locale avec l'aide de l'étranger, comme cela a été le cas en France".

En 1986, l'Ofema réalisa avec le Brésil en chiffre d'affaires de 54 millions de francs. Les Français sont fournisseurs d'éléments du modèle Brasilia, et des contrats ont été conclus pour la fabrication de masques à oxygène, de trains d'atterrissage et de systèmes de pressurisation.³⁰

Dès 1967, le Brésil fut l'un des premiers partenaires avec lesquels la Formation Internationale Aéronautique et Spatiale (FIAS) a engagé des opérations de coopération. En 1981, cet organisme qui est l'agence de coopération de l'industrie aéronautique et spatiale française signa un accord sur 5 ans avec le CNPq (équivalent brésilien du CNRS Français) qui permit à 200 étudiants et stagiaires brésiliens de venir se spécialiser en France. Par ailleurs la Fias organisa dans ce cadre, un total de 64 conférences au Centre Technique Aérospatiale (CTA) de 1982 à 1986.³¹

La politique marketing

Parmi les variables marketing utilisées avec efficacité par Embraer, l'offre de crédits aux futurs clients à des taux particulièrement attractifs constitua un élément de négociation non négligeable.

D'importants investissements dans la création de filiales commerciales à l'étranger ont facilité par ailleurs les actions de prospection et garanti une bonne qualité de service après vente.

La filiale "Embraer Aircraft Corporation" implantée à Fort Lauderdale (Etats-Unis) a nécessité un investissement de 50 millions de dollars. Au-delà de ses fonctions commerciales, cet établissement a pour rôle de distribuer des pièces détachées et d'être un centre de formation pour pilotes et mécaniciens. Pour l'Europe, une autre filiale est localisée à Paris, à proximité de l'aéroport du Bourget. Un bon marketing à l'achat constitua un autre facteur de réussite.

Grâce à un efficace système d'information et par la mise en concurrence des principaux équipementiers américains et européens, cette société put acquérir des composants de qualité dans des conditions de prix et de transfert de savoir-faire particulièrement favorables.

L'aide de l'Etat brésilien

L'impressionnante croissance d'Embraer durant ses vingt premières années d'existence ne peut s'expliquer sans la prise en considération du rôle de l'Etat. A la fin des années soixante, les objectifs des militaires au pouvoir s'inspiraient de la politique industrielle du Général de Gaulle en France et le développement d'une industrie nationale de l'armement avait un caractère tout à fait prioritaire pour les gouvernements qui se sont succédé au Brésil.

Le rôle du ministère de l'aéronautique, déjà déterminant après la seconde guerre mondiale dans la création des instituts de recherche (CTA puis IPD), fut tout-à-fait crucial lors de la création d'Embraer en 1969, car, par ses commandes, il garantissait un marché pour les premiers appareils fabriqués : commande de 80 Bandeirantes et de 112 Xavantes (avion militaire issu d'une licence avec l'Italien Aermacchi SPA). Ces achats de l'administration fédérale permettaient d'envisager l'obtention d'un seuil suffisant d'économies d'échelle et de ce fait, ils constituaient un préalable indispensable à l'acquisition d'une compétitivité internationale. L'Etat poursuivit avec continuité cette politique d'achat d'appareils brésiliens : en 1986 les forces aériennes se portèrent acquéreurs de 118 Tucanos en remplacement des anciens Cessna T 37. Le projet militaire AMX fut fondé également sur une option d'achat de 79 appareils par le Brésil et de 187 appareils par l'armée de l'air italienne. L'intervention délibérée de l'Etat dans le développement de projets aéronautiques est une caractéristique de cette industrie. La quasi-totalité des programmes des différents constructeurs mondiaux ont bénéficié à des degrés divers d'aides gouvernementales.³²

D'autre part, la réussite du Bandeirante sur le marché nord-américain s'explique par le caractère public de la firme Embraer.³³ Doté du soutien inconditionnel de l'Etat, cette entreprise avait ainsi toute latitude pour consacrer des investissements importants dans des projets à risque. A la différence d'une société privée, sa vocation n'était pas de réaliser une rentabilité à court terme mais de participer à l'essor d'une industrie nationale. En situation de quasi monopole sur le marché interne, Embraer a bénéficié, pour certains modèles, de gains d'expérience et d'économies d'échelle nécessaires pour atteindre une compétitivité internationale. Un autre avantage d'Embraer par rapport à ses concurrents nord-

américains fut la possibilité d'offrir aux futurs clients des crédits bonifiés par l'Etat brésilien. Ces financements accordés par des banques publiques brésiliennes pour les acheteurs de Bandeirantes étaient généralement d'une durée de huit ans et d'un taux de 8,5 à 9,5%. Cet aspect financier constitua un fort argument pour influencer le choix, au profit d'Embraer, des petites compagnies aériennes nord-américaines, sociétés souvent peu capitalisées et ayant difficilement accès au marché financier. Les taux des crédits à moyen terme offerts à cette période aux Etats-Unis étaient de l'ordre de 15 à 18% et les conditions de prêts proposés par Embraer était équivalentes à une réduction du prix de l'appareil de 9 à 20%. Cet avantage était suffisant pour compenser certains handicaps du Bandeirante par rapport à ses principaux concurrents (rayon d'action plus court, plus grande consommation de carburant, etc.).

Mais la réussite d'Embraer sur le marché des Etats-Unis provoqua la réaction des concurrents locaux. Fairchild intenta une action en concurrence déloyale auprès de la US International Trade Commission (ITC) et exigea des mesures de rétorsions. L'ITC refusa toutefois de s'engager dans cette voie, en invoquant les raisons suivantes : la balance commerciale en aéronautique entre le Brésil et les Etats-Unis était nettement favorable aux Etats-Unis³⁴ ; en outre le contenu étranger incorporé dans la fabrication du Bandeirante était élevée (55% du total). Si de 1979 à 1981, Embraer avait exporté aux Etats-Unis pour une valeur de 107 millions de dollars, au cours de la même période, les importations de cette entreprise en provenance des Etats-Unis avaient atteint 206 millions de dollars.

Deux réflexions découlent de ces constatations : d'abord la part étrangère (dont nord-américaine) contenue dans le Bandeirante peut être perçue comme un facteur permettant d'éviter des mesures protectionnistes dans les pays clients et ce premier point milite en faveur d'une politique de coopération technologique internationale.³⁵ Ensuite les données ci-dessus nous interrogent sur les coûts d'opportunité pour un NPI de pénétrer dans un tel secteur : les avantages commerciaux accordés aux clients étrangers sont-ils justifiés dans la mesure où ils impliquent des coûts supplémentaires que l'économie brésilienne doit supporter (coût des subventions pour l'Etat, prix plus élevé des avions sur un marché interne protégé) ?

Bien qu'il soit toujours délicat de dégager, à moyen et long terme, les coûts et bénéfices d'une politique nationale de développement technologique, seule une forte efficience dans la stratégie et le management des entreprises concernées peut justifier ce type d'action, et sur ce plan, dans le climat libéral actuel, des réserves de plus en plus catégoriques furent avancées pour critiquer le soutien inconditionnel de l'Etat à Embraer.

LE DÉBUT DE LA DÉCENNIE QUATRE-VINGT-DIX : UNE SITUATION DÉLICATE ET DE NOUVEAUX DÉFIS

Des résultats désastreux

En 1989, Embraer espérait réaliser un milliard de dollars de vente en 1993. Cette prévision apparaît aujourd'hui bien compromise compte tenu des difficultés auxquelles s'est heurtée cette entreprise ces dernières années. En 1990, avec un effectif de 9000 personnes, Embraer ne réalisa qu'un chiffre d'affaires de 631 millions de dollars, et par rapport à l'année record de 1989, les ventes chutèrent de 45%. Après avoir enregistré une perte de 175 millions de dollars en 1990, l'entreprise fut confrontée en 1991 à un nouvel exercice déficitaire de 233 millions de dollars.³⁶ Les pertes représentaient alors 54% du chiffre d'affaires.

En raison de problèmes économiques et sociaux (grève d'un mois du personnel), la société ne livra que 51 appareils en 1991 au lieu des 141 livraisons effectuées l'année précédente³⁷ et, selon un article d'Air et Cosmos³⁸ : "le projet de l'avion CBA 123 dans la catégorie des 12 à 20 passagers est en suspens faute de moyens de financement."³⁹ Quant à l'autre programme d'avion à réaction dans la catégorie des 50 places (l'EMB 145) son avenir paraît bien compromis, suite à l'annonce de problèmes techniques, auxquels il faut rajouter les difficultés financières actuelles d'Embraer, société en voie de privatisation. L'avenir de ce programme se trouve ainsi étroitement lié aux recherches actuelles menées pour trouver un partenaire. 40% du capital sont offerts aux investisseurs étrangers, 30% aux Brésiliens, 10% aux employés et les 20% restants demeurant à l'Etat.⁴⁰

Embraer, jugée encore il y a quelques années comme un modèle de management, traverse donc une phase très délicate. A la crise financière provoquée par une conjoncture mondiale très morose, s'ajoutent des erreurs de gestion. En 1990, l'entreprise dépensa par exemple 200 millions de dollars pour développer le CBA 123, avion qui ne put être commercialisé, faute d'un nombre suffisant d'acquéreurs. Elle accumula également 455 millions de dollars de stocks, à cause d'une mauvaise appréciation du volume des ventes.⁴¹ Pour sauver la situation, le Gouvernement accorda une nouvelle aide de 400 millions de dollars mais ces résultats renforcèrent la volonté des autorités de procéder à la privatisation de cette firme. Ce projet s'accompagne d'un plan de licenciement de 2500 personnes parmi les 8200 employés actuels.

Sur le marché mondial, les parts de marché d'Embraer sont vivement attaquées. Selon une étude d'Air et Cosmos⁴² "en 1991 dans la catégorie 20 à 40 sièges, ce sont le Saab 340, le Do 328 et le Jetstream 41, qui ont raflé les 3/4 du marché, et

dans la catégorie 12-20 places, le Beechcraft 1900 et le Fairchild metro 3, ont enregistré à eux seul plus de 88% des commandes. Les grands perdants : Casa et Embraer dont les ventes sont en chute libre sur toute la ligne". Au début de l'année 1992, Embraer n'avait pour commandes que 36 Brasilia et 8 Tucano. Pour occuper sa main-d'oeuvre, la société a développé des activités de sous-traitance (avec MC Donnell Douglas en particulier). Elle s'est même engagée dans la fabrication de pièces mécaniques pour l'industrie de São Paulo.

Selon son Président, le Colonel Ozires Silva, Embraer a besoin de 600 millions de dollars pour retrouver un équilibre financier. Cet assainissement de la situation ne paraît guère probable à court terme, compte tenu d'une part de la conjoncture de crise sur le marché mondial et de la difficulté de trouver des clients (nombreux constructeurs mondiaux aussi en difficulté) et d'autre part de l'incapacité de l'Etat brésilien d'accorder de nouvelles aides financières. La mauvaise santé d'Embraer ne permet pas en outre, d'envisager avec sérénité la privatisation de cette société car elle constitue un facteur important de dévalorisation auprès des investisseurs potentiels. Dans ce contexte, mieux vaudrait-il peut être ne pas se précipiter et éviter ainsi de vendre à bas prix les actifs de l'entreprise.⁴³

Un tournant technologique sur le marché mondial ?

Avec le lancement d'une nouvelle génération de turbo-propulseurs offrant un confort proche des avions à réaction, de nouveaux avions risquent de mettre en péril les traditionnels appareils à hélices, bruyants, plus lents et inconfortables. Parmi les redoutables concurrents actuels figure le Saab 2000,⁴⁴ avion de 50 places, d'un rayon d'action de 2000 kms, et qui peut atteindre la vitesse de 660 kms/heure. Cet avion doit entrer en service au cours de l'été 1993. Au printemps 1992, il bénéficiait de 46 commandes fermes et de 148 options. Son principal concurrent, le régional Jet de Canadair, premier avion à réaction de cette catégorie faisait l'objet, quant à lui, de 37 commandes fermes et de 114 options. Capable de voler à 850 kms/heure, il devrait être commercialisé dès l'été 1992. Selon Ozires Silva, le secteur de l'aviation régionale a connu ces dernières années de profondes transformations et une des raisons des difficultés actuelles d'Embraer provient de la tendance du marché à s'orienter vers des avions de plus grande taille (40-60 sièges).

Une autre caractéristique technologique dans l'industrie aéronautique est la place grandissante de l'électronique. Les instruments et composants électroniques sont aujourd'hui au coeur de tous les équipements et il est peu probable

que la politique nationaliste et protectionniste menée au Brésil dans le secteur informatique au cours de la dernière décennie ait donné les moyens à ce pays de faire face à ces nouveaux défis technologiques.

Une politique obligée d'alliances

A l'heure où l'Etat brésilien décide de se désengager dans le cadre de sa politique de privatisation,⁴⁵ les dirigeants d'Embraer doivent définir une stratégie alternative capable d'offrir des chances de survie à cette entreprise impliquée dans un secteur de plus en plus oligopolistique.

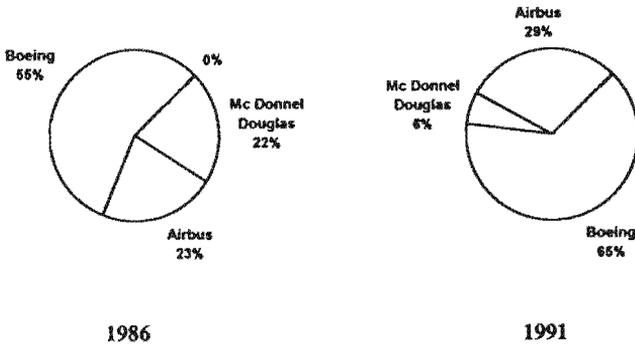
Alors qu'Embraer s'enlise dans des difficultés politiques, commerciales et financières, les firmes nord-américaines et européennes poursuivent leurs avancées technologiques et des sociétés du sud-est asiatique manifestent de plus en plus leurs intentions de prendre une place sur le marché mondial. Toute cette dynamique s'inscrit dans une dialectique de "conflit coopération". D'une part, les constructeurs des pays industrialisés, face à la concurrence de plus en plus inquiétante de certains nouveaux pays industriels, auront tendance à être beaucoup plus vigilants dans leurs politiques de transferts de technologie. D'autre part, pour gagner de nouveaux marchés en Asie ou en Amérique latine, ces mêmes constructeurs pourront être incités à satisfaire les demandes de certains gouvernements et participer ainsi à l'essor d'une production locale. Les sociétés les plus confrontées au problème de compétitivité internationale seront les plus disposées, pour réaliser des économies d'échelle et profiter de coûts de main d'oeuvre plus faibles, à répondre à ces demandes. Le jeu concurrentiel, qui reste assez ouvert au niveau de l'aviation régionale, peut encore créer toute une série d'opportunités.

Quoi qu'il en soit, les caractéristiques de la construction aéronautique situent indiscutablement cette activité dans la catégorie des "industries globales". L'importance des facteurs d'économies d'échelle, l'ampleur et les risques des programmes de recherche et de lancement de prototypes, la nécessité de disposer d'une importante infrastructure commerciale pour être présent chez les principaux pays clients sont autant d'éléments qui contraignent les industriels à raisonner dans une perspective mondiale. Un vaste marché domestique, tel qu'il peut exister au Brésil ou en Indonésie, n'est pas une condition suffisante pour garantir l'essor de cette industrie. Un développement technologique fondé essentiellement sur la protection du marché national et l'aide publique à la recherche ne permet pas nécessairement d'acquérir une place significative sur le marché mondial. En effet, les plus grands potentiels de ventes se situent dans les

pays industrialisés et les gouvernements de ceux-ci sont d'abord préoccupés à soutenir leurs propres constructeurs. Or, précisément, ces derniers "se côtoient et se bousculent dans une course aux alliances qui sera déterminante pour l'avenir de certains programmes, voire de certains avionneurs".⁴⁶ Les accords de coopération entre les principaux fabricants mondiaux prolifèrent. Les consortiums qui regroupent différents constructeurs autour de projets communs sont nés de la volonté des grands constructeurs mondiaux de s'allier sans perdre leur identité. Ces organisations ont prouvé leur viabilité à long terme ; le consortium CFM International (General Electric, Snecma) dans le domaine de la fabrication des moteurs à plus de 15 ans d'âge ; l'association Aérospatiale et Aeritalia pour réaliser les avions régionaux ATR à plus de dix ans d'existence. Enfin, la part croissante de commandes acquises par Airbus Industries (Aérospatiale, Deutsch et British Aerospace) dans le domaine des gros porteurs, illustre le succès de cet autre consortium. (Schéma 3).

SCHÉMA N°3

GROS PORTEURS : RÉPARTITION DU NOMBRE DE COMMANDES EN 1986-1991.
LA MONTÉE EN PUISSANCE D'AIRBUS INDUSTRIE (EN NOMBRE DE COMMANDES)



A la condition que les dirigeants de ces organisations fassent suffisamment preuve de diplomatie pour "gagner la confiance des autres sans trahir la fidélité aux siens" des solidarités finissent par s'instaurer entre les partenaires.⁴⁷

A contrario, la volonté délibérée de Dassault de préserver son indépendance n'a-t-elle pas gravement porté préjudice au développement international de cette entreprise⁴⁸ ? Cet "égocentrisme industriel"⁴⁹ est-il encore de mise à une époque où les équipementiers et les constructeurs "après s'être nourris et développés

sous l'aile protectrice de l'Etat et des grands programmes découvrent les dures réalités de la concurrence internationale"⁵⁰ ?

Dans ce contexte d'industrie globale, les autorités des nouveaux pays industriels désireux de promouvoir une industrie aéronautique doivent analyser toute possibilité de coopération internationale susceptible d'accroître leur savoir-faire et de leur permettre d'accéder à des marchés étrangers.

Cependant, dans un secteur aussi risqué et aussi capitalistique, les contributions de l'Etat à cette activité paraissent inévitables et la question de la privatisation d'Embraer n'est-elle pas anachronique au moment où les Gouvernements des pays développés s'évertuent à trouver de nouvelles modalités pour soutenir leurs industries aéronautiques ? Même au niveau de la Communauté Européenne, et malgré les réticences politiques qui se manifestent à l'encontre d'une véritable politique industrielle, l'aéronautique est considérée comme la seconde priorité (après l'automobile) et un plan de soutien communautaire est envisagé. Il est destiné à atteindre une masse critique en recherche, les montants indispensables étant estimés au cours de la période 1994-1998, à environ 700 millions d'Ecus.⁵¹ Dès lors, comment le Brésil peut-il participer seul à de tels défis ? Avec qui peut-il s'associer dans des conditions suffisamment équilibrées ? La privatisation d'Embraer décidée pour réduire le déficit public est-elle l'expression de la fin des ambitions de ce pays dans ce secteur d'activité ?

NOTES

(1) Sur ce point cf. Cap Braga et A. Souza Cabra : *O Estado e o desenvolvimento tecnologico da industria aeronautica brasileira*. Instituto de Pesquisas Economicas, texte de discussion n°23, 1986. Université de São Paulo, 19 pages.

(2) La compagnie aéronautique paulista assembla à partir de 1942, 700 avions de type CAP4 et la Compagnie Nationale de Navigation Aérienne produisit 240 avions sous licences allemandes ou nord-américaines.

(3) Notons les aides de Getulio Vargas en 1935 pour réaliser le monomoteur M6 et la création en 1940 du Ministère de l'Aéronautique ; cette initiative permit d'entreprendre les premières recherches dans ce secteur industriel.

(4) A cette époque, plusieurs avions de fabrication locale connurent un succès commercial, dont le Paulistinha.

(5) L'Union Fédérale détenait 51% du capital, le capital restant était ouvert aux investisseurs privés (250 000 actionnaires privés).

(6) A Souza Cabral : "Pesquisa, desenvolvimento e industrialização no setor aeronautico brasileiro", *Revista de administração*, São Paulo vol. 24 (2) avril, juin 1989 (pp.111-117).

- (7) Maria Carlota De Souza Paula : "Os rumos da industria brasileira", *Revista Brasileira de Tecnologia*, vol. 16 (3), mai-juin 1985, pp. 48-56.
- (8) Possibilité par exemple d'utiliser les pistes courtes qui caractérisent la plupart des 1000 aéroports recensés au Brésil.
- (9) L'aviation régionale concerne les avions ayant des capacités de sièges regroupées dans les catégories suivantes : 12 à 20 sièges ; 20 à 40 sièges ; 40 à 80 sièges ; 80 à 130 sièges. La stratégie d'Embraer fut de se positionner dans les deux premières catégories.
- (10) En 1985, le président d'Embraer, Ozires Silva déclara cependant, ne pas avoir encore découvert les opportunités pour intéresser réellement les industriels brésiliens à s'impliquer à long terme dans le secteur aéronautique.
- A. Salvador Silva : "O vôo alto da Embraer", *Exame*, 18 septembre 1985, pp. 30-35.
- (11) Notre principale source d'information concernant cet accord provient de Jack Baranson, *Tecnologia e as multinacionais*, Zahar Editores, Rio de Janeiro, 1980, pp. 48-61.
- (12) L'armée de l'air et la marine françaises achetèrent également le Xingu ; un bimoteur pressurisé.
- (13) "Tucano", *Brasil*, mai-juin 1985, n°40 pp. 20-23. De 1983 à 1988, 468 Tucanos furent fabriqués.
- (14) Ravi Saathy "High technology exports from newly industrializing countries : the Brazilian commuter aircraft industry", *California Management Review*, vol. 27, n°2, hiver 1985, pp. 61-83.
- (15) "Confusão electronica", *Veja* 16 juillet 1986, pp. 96-102.
- (16) Par ailleurs, l'armée de l'air brésilienne est équipée de chasseurs bombardiers Mirage III et l'industrie locale a été associée à l'assemblage des appareils. A. Collet, "La coopération franco-brésilienne dans le domaine des armements", *Géopolitique*, hiver 1989-1990, pp. 69-72.
- (17) D. Macrae ; M. Taverna ; Y. Cochenec, "Avions régionaux : 20 constructeurs convoitent un marché de 450 milliards de francs". *Air et Cosmos*, n°1370, 16-20 mars 1992, pp. 15-22.
- (18) "De Havilland était-ce voulu ?", *Le Nouvel Economiste* n°823, 6 décembre 1991, pp. 21-22. D'autre part, dans ce tableau, le sigle BAE signifie British Aerospace et DHC : De Havilland.
- (19) Les compagnies aériennes réunies au sein de IATA ont perdu 4 milliards de dollars en 1991, après un déficit de 2,7 milliards de dollars en 1990. D. Pavy, "Avions cherchent financement désespérément". *Sciences et Vie Economie* n°82, avril 92 pp. 70-72.
- (20) Les commandes totales de l'industrie aérospatiale française ont diminué de 112 milliards de francs en 1990 à 79 milliards de francs en 1991 (moins 30%).
- (21) Pour Fokker, les difficultés rencontrées dans la production de nouveaux modèles (F50, F100) provoquèrent dès 1987 des pertes financières liées à un surcoût de 2 milliards de francs. En 1992, cette firme négocia avec Deutche Aerospace pour pouvoir lancer le Fokker 70.
- (22) Les secteurs (20-40 sièges) et (12-20 sièges) ont représenté respectivement 42.2% et 27.6% des commandes en 1991 alors qu'ils n'avaient représenté que 30% et 25% des commandes en 1990.
- (23) En 1986 elle prend la nouvelle appellation de IPT Nusantara.
- (24) *Le MOCI*, n°692, 30 décembre 1985.
- (25) *Les Echos*, 4 mai 1992.
- (26) "Corée du Sud : l'industrie aéronautique", *Le MOCI*, n°901, 1er janvier 1990, pp. 163-16).
- (27) Samsung Aerospace s'engagea dès 1984 dans un accord de licence pour la coproduction d'hélicoptères avec GM/Allison et dans un joint venture avec Pratt and Whitney en 1985 pour fabriquer des moteurs. Ajoutons pour Korean Air, un joint venture avec les Italiens (Augusta)

destiné à l'assemblage du SF 600 et pour Sammi l'acquisition d'une licence américaine (Allison) concernant le modèle Jet Cruiser.

(28) La Snecma, par exemple, s'est engagée dans plusieurs accords de coopération avec les motoristes russes, avec Klimov pour équiper un nouvel avion d'entraînement militaire, avec Perm Scientific pour améliorer le moteur PS 90 et en association avec son partenaire General Electric avec le bureau d'étude d'Iliouchine.

(29) "Brésil, le dossier de la semaine", *Le MOCI*, n°753, mars 1987, p. 36.

(30) En mars 1987 le groupement des industries aéronautiques et spatiales (GIFAS) organisa une exposition à São José Dos Campos.

(31) "La Formation Internationale Aéronautique et Spatiale", L. C. Cardoso et G. Martinière (Coordonnateurs). *France Brésil : Vingt ans de coopération (Sciences et technologie)*. PUG-IHEAL, 1989, pp. 119-125.

(32) A titre d'exemple, la société québécoise Canadair, filiale de bombardier s'est vu octroyer deux prêts gouvernementaux pour un montant de 86 millions de dollars afin d'appuyer le programme de développement du biréacteur de transport régional le Regional Jet (avion de 50 places). *Le MOCI*, n°878, 24 juillet 1989, p. 19.

(33) Ravi Sarathy, *ibid.*

(34) En 1981 : importations brésiliennes provenant des Etats-Unis : 193 millions de dollars ; exportations du Brésil vers les Etats-Unis : 61 millions de dollars.

(35) Par ailleurs, une politique de boycott des fournisseurs nord américains d'Embraer n'aurait probablement pas été efficace, compte tenu de l'existence d'autres sources d'approvisionnement, en Europe et en Asie.

(36) En 1990 les dettes totales étaient estimées à 800 millions de dollars, soit 104% de la valeur de l'actif. La structure financière était très critique dans la mesure où 75% de cet endettement correspondait à des dettes à court terme.

(37) "Perte record pour Embraer", *Air et Cosmos* n°1374, 13 avril 1992 p. 11.

(38) *Air et Cosmos*, *Ibid*, n°1370, p. 21.

(39) Le projet du CBA 123 fut entrepris à partir de 1986 en collaboration avec la société Fama (Argentine), il nécessita un financement de 280 millions de dollars.

(40) Y Le Houelleur, "Embraer en difficulté", *Air et Cosmos*, n°1381, 1 juin 1992, p. 12.

(41) "Melhores e maiores", *Exame*, août 91, p. 205

(42) *Ibid*, n°1370, p. 21.

(43) "O Estado desce do avião", *Exame*, 5 février 1992, p. 52.

(44) Quatre équipementiers français participent à la réalisation de cet avion : Vibrachoc (panneaux lumineux du cockpit), Technofan (Climatisation), Intertechnique (système à carburant) ; Sarma (système de commande de vol), M. Taverna, J. Dupont, "Saab 2000 à l'assaut des grandes vitesses", *Air et Cosmos*, n°1374, 13-19 avril 1992 pp. 22-27.

(45) L'Etat par le biais du département du commerce extérieur (Decex) a cependant autorisé Embraer à exporter, en 1992, 40 Brasilia grâce à l'aide du système Procex (Programme de financement aux exportations).

(46) *Air et Cosmos*, *Ibid*, n°1370, p. 16.

(47) "Air espace : patrons sans cocardes", *Le Nouvel Economiste*, n°761, 14/9/90, pp. 70-73.

(48) Echec de ventes de Mirages à la Finlande en 1992 ; ces trois dernières années Dassault n'a réalisé aucune vente à l'étranger.

(49) A. Schwartzbrod, *Dassault : le dernier round*, ed. Olivier Orban.

(50) J. F. Jacquier "Aéronautique : le dessous des ailes", *Le Nouvel Economiste*, n°596, 12/6/1987 pp. 70-75.

(51) J. Docquier, "Bruxelles se penche sur la recherche aéronautique", *Les Echos*, 3-4 avril 1992, p. 16.

INFORMATION SCIENTIFIQUE ET COOPÉRATION

A PROPOS DE L'HISTOIRE DE L'HISTORIOGRAPHIE BRÉSILIENNE*

Guy MARTINIÈRE **

ETAT DE LA RECHERCHE HISTORIQUE ET HISTORIOGRAPHIE

Les propos sur l'histoire de l'historiographie brésilienne ne constituent en aucun cas un rapport en bonne et due forme sur l'état de la recherche historique au Brésil. De tels rapports ont proliféré depuis une trentaine d'années et ont été rédigés parfois à la demande des décideurs en matière de politique scientifique nationale ou internationale, parfois à l'initiative des praticiens eux-mêmes dans le cadre de diverses institutions, corporatives comme les associations, ou scientifiques comme les académies. Ces rapports nécessitent au préalable pour leur rédaction, de minutieuses enquêtes, élaborées le plus souvent à partir de questionnaires précis envoyés à tous les acteurs concernés. Ils permettent la réalisation de photographies de l'état de l'art.

Certains d'entre eux, décrivant la situation de l'historiographie brésilienne, furent présentés à l'occasion de réunions académiques et/ou associatives comme celles organisées par la Sociedade brasileira para o progresso da ciencia (SBPC), l'Associação dos Professores Universitários de Historia (ANPUH), fondée par Euripedes Simões de

* Le texte de cet article reprend et met à jour certains éléments d'une communication présentée le 29 août 1990 du 17^e Congrès international des Sciences historiques (26 août - 2 septembre 1990 - Madrid) dans le cadre de la Commission d'histoire de l'historiographie, dont les Actes ont été publiés in *Storia della storiografia*, Turin, 19, 1991, pp. 117-146

** Historien, Professeur à l'Université de la Sorbonne nouvelle - Paris III - Institut des Hautes Etudes de l'Amérique latine.

Paula, ou encore la Sociedade brasileira de pesquisa historica (SBPH). Ces différents rapports peuvent être très utilement complétés par de nombreux articles de revues, ceux notamment de la prestigieuse *Revista de Historia* fondée au milieu de notre XXe siècle et publiée à São Paulo, ainsi que différents ouvrages de référence sur l'historiographie brésilienne, particulièrement ceux de José Honorio Rodrigues, du général historien Nelson Werneck Sodré ou encore de Carlos Guilherme Mota. Une utilisation notable des travaux des sociologues de la culture permettra enfin de préciser la situation des historiens brésiliens au sein de la corporation des intellectuels, en particulier les récents travaux de Sergio Miceli et de Daniel Pécaut.¹

Il est intéressant de noter qu'en France, Jean Glénisson, avait rédigé un rapport important sur la recherche historique française, à peine rentré du Brésil où il venait de passer trois ans, de 1958 à 1960, au Département d'histoire de l'Université de São Paulo.² N'avait-il pas été chargé d'organiser l'enseignement de la chaire de "Méthodologie et Théorie de l'Histoire" qui venait d'y être créée ? Jean Glénisson écrit d'ailleurs à São Paulo un ouvrage qui allait devenir au Brésil un classique du genre : *Iniciação aos Estudos historicos* dont la lecture fut recommandée à tout jeune étudiant d'histoire de l'Université. Sa formation de médiéviste l'avait-elle préparé à une telle sensibilisation au "métier d'historien" ? En tout cas, le fait d'avoir choisi un professeur français "visitant" était bien dans la tradition de cette Université brésilienne depuis sa création en 1934.

Au demeurant, ce choix n'avait pas manqué de provoquer le mécontentement de certains historiens brésiliens spécialistes d'historiographie : José Honorio Rodrigues, par exemple, a évoqué les confidences que lui fit, en décembre 1957, Oliveira França, alors chef du Département d'histoire de la USP, quant à un tel recrutement "français" ; il décrivit aussi certaines des barrières dressées contre son propre recrutement à un tel type de chaire, à São Paulo ou à Rio, alors qu'il venait de publier la deuxième édition de sa *Teoria da Historia do Brasil*. J. H. Rodrigues concluait avec amertume et ironie : "Le professeur idéal pour une matière fondamentalement nationale devait être un Français."³ D'ailleurs, ce choix reflétait bien une politique de recherche puisque Charles-Olivier Carbonell enseigna dans ce même Département d'histoire de l'Université de São Paulo, en 1970, cette "méthodologie" et cette "théorie" de l'histoire, au moment où il consacrait sa thèse à l'analyse de la "mutation idéologique des historiens français entre 1865 et 1885".⁴

Au Brésil, depuis les années 1950, l'histoire, les travaux des historiens brésiliens n'ont pas été absents des débats propres aux sciences humaines et sociales entre économistes et sociologues aux implications idéologiques et politiques évidentes, et notamment des débats sur la question du "développement". En effet, de tels débats supposaient que les interprètes soient à même de sortir de l'actualité immédiate, de la conjoncture, bref du "temps court", pour entrer dans le domaine de l'évolution de la formation historique du Brésil, de la structure, bref du "temps long". Plus les écono-

mistes et les sociologues s'interrogeaient sur le développement du Brésil, plus ils aspiraient à vouloir "sauver" le Brésil, forts de leurs connaissances scientifiques, plus la dimension historique du problème posé apparaissait prépondérante, plus l'appel à l'histoire devenait essentiel. C'était même l'histoire qui était en mesure de trancher le débat. Se substituant à la sociologie, l'histoire apparaîtrait-elle susceptible de "sauver le Brésil" ?⁵ Mais l'affaire apparaissait d'autant plus complexe que l'appel à l'histoire signifiait-il, véritablement, l'appel aux historiens ? Et les historiens se sentaient-ils appelés par cette "demande sociale", de nature politique et idéologique et ont-ils même participé à ce débat ?

Enfin, cet appel à l'histoire a-t-il été suffisant pour provoquer un essor des études historiques, former de jeunes chercheurs, engager des travaux de recherche, bref assurer la croissance d'une science historique "en soi" et "pour soi" susceptible d'entraîner un "développement de l'historiographie brésilienne" ? Ainsi, il pourrait apparaître comme une évidence de préciser que l'historiographie brésilienne est l'histoire de l'histoire du Brésil écrite par les historiens brésiliens.

Mais l'histoire du Brésil n'est pas écrite seulement par les historiens brésiliens et il existe une catégorie particulière d'intellectuels et universitaires que l'on appelle les "brasilianistes". Or, ces spécialistes de l'histoire du Brésil ne sont pas de nationalité brésilienne mais d'origine nord-américaine ou européenne, en attendant la prochaine arrivée sur le marché - mais n'est-ce pas déjà fait ? - des brasilianistes japonais. José Honorio Rodrigues, toujours lui, a appelé l'attention sur cette catégorie particulière d'intellectuels au coeur des travaux sur les aires culturelles.⁶

Et puis, il faut aussi reconnaître que tous les historiens brésiliens n'écrivent pas seulement sur l'histoire du Brésil. Même si les historiens brésiliens se sont attachés à "brasilianiser" l'histoire, et avant tout l'histoire du Brésil bien sûr, certain, d'entre eux entreprennent aussi des travaux sur autre chose que l'histoire du Brésil, voire sur autre chose que l'histoire de l'Amérique latine. Seulement, ils ne sont pas encore parvenus à acquérir cette réputation de leurs collègues nord-américains qui, sortant de leurs frontières et de la "business history" dans les années soixante, ont connu un succès remarqué... même auprès des historiens français et surtout à propos de la Révolution française.

On ne pourrait donc réduire l'historiographie brésilienne aux seuls travaux d'histoire du Brésil effectués par les historiens brésiliens. Il conviendra de prendre aussi en compte, dans cette réflexion sur l'histoire de l'historiographie brésilienne, l'apport du "brasilianisme" comme l'apport des sciences historiques, au Brésil, concernant des recherches autres que celles d'histoire du Brésil. C'est-à-dire des recherches ne relevant pas de la seule "formation historique du Brésil", ou mieux de la "civilisation brésilienne". Essayons de poser quelques-uns de ces problèmes en tenant compte d'une grille d'interprétation d'autant plus susceptible d'être contestée qu'elle nous est très personnelle.⁷

LES SCIENCES HISTORIQUES, L'ENSEIGNEMENT ET LA RECHERCHE DANS LE NOUVEAU DISPOSITIF INSTITUTIONNEL DES UNIVERSITÉS À PARTIR DE 1934

Au Brésil, la formation des historiens par l'Université dans la perspective de la mise en oeuvre d'une pratique de la recherche historique est relativement récente. Elle date, tout au plus, d'une cinquantaine d'années. C'est, en effet, dans les années 1930, que le Brésil a connu la création d'un premier réseau de Facultés de Philosophie, Sciences et Lettres. Les exemples les plus significatifs se trouvent être d'abord celui de São Paulo - l'Universidade de São Paulo (USP), créée en 1934 - ; puis celui de Rio de Janeiro, l'Universidade do Distrito Federal, créée en 1935, devenue, entre 1937 et 1939, Universidade do Brasil.

Dans le cadre de ces Facultés des Lettres furent établis des Départements d'Histoire. Certes, un enseignement d'histoire de type universitaire pouvait être organisé dans d'autres institutions d'enseignement supérieur, comme, par exemple, à l'Escola livre de Sociologia e Política, créée en 1932 toujours à São Paulo - enseignement qui y joua un rôle notable dans le développement de la recherche historique -, ou encore dans les Universités catholiques dont les premières furent créées à partir de 1939-1940, selon le modèle des Facultés. Mais, d'une façon générale, ce fut dans ce premier réseau d'Universités que la discipline historique commença à être enseignée afin de développer une culture disciplinaire et scientifique de haut niveau et de contribuer à la formation d'étudiants en tant que futurs professeurs de l'enseignement secondaire. Dès lors, l'enseignement de l'histoire et la recherche historique de type universitaire se trouvaient confrontées, comme dans la plupart des autres disciplines "littéraires" et "scientifiques", c'est-à-dire en dehors du droit, de la médecine et des sciences de l'ingénieur, qui connurent un cycle institutionnel de développement différent, à la pratique de la recherche historique universitaire internationale.

En 1937, quatre Universités avaient commencé à fonctionner au Brésil sur ce modèle : outre São Paulo et Rio, on remarquait celle de Porto Alegre, et celle du Minas Gerais. Il en existait une quinzaine en 1953.

Lorsque ces Départements d'Histoire furent créés, le diagnostic porté sur l'état alors existant des sciences historiques fut établi à travers deux principaux témoignages - nous dirions aujourd'hui des "expertises" - proposés par des universitaires français qui avaient été parmi les premiers missionnaires dans les Universités brésiliennes à peine créées, Emile Coornaert à São Paulo et Henri Hauser à Rio. Emile Coornaert avait donné un "aperçu de la production historique récente au Brésil" à la *Revue d'Histoire moderne* qui le publia en 1936. Et Henri Hauser avait écrit des "notes et réflexions sur le travail historique au Brésil" pour la *Revue Historique* qui les publia en 1937.⁸

Leur diagnostic était précis : il était temps que le Brésil puisse véritablement mettre en place une structure universitaire d'enseignement et de recherche historique de type universitaire même s'ils constataient que l'enseignement et la recherche dans cette discipline historique n'étaient pas inexistantes - relevant à plaisir combien le Brésil avait le "goût traditionnel de l'histoire"⁹ et décrivant "l'excellence de maints travaux, qui ne le cèdent en rien aux publications les mieux qualifiées d'Europe"¹⁰.

Pour les deux missionnaires, le diagnostic de l'état de l'historiographie brésilienne en 1935-1936, derrière des apparences brillantes qui incitaient les historiens européens à la découverte de l'originalité de la formation nationale brésilienne, était sévère. Mais, pour être sévère, il n'en était pas moins optimiste : "l'historiographie brésilienne, selon Henri Hauser, paraît désormais entrée dans un âge nouveau, l'âge de la critique" (10). L'enjeu valait bien le déplacement au Brésil.

Un tel diagnostic a été relevé avec force et malice par José Honorio Rodrigues qui ne se priva pas d'appeler à la rescousse Charles Raphl Boxer. Boxer avait constaté, en 1954, à propos de l'historiographie portugaise, les mêmes défauts que ceux décrits par Henri Hauser à l'égard de l'historiographie brésilienne. Mais, entre les deux écoles historiques, il relevait une différence notable : ces péchés étaient considérés comme "mortels" pour l'historiographie portugaise alors qu'ils n'étaient que "véniels" pour l'historiographie brésilienne. Toutefois, pour le Brésil, si ces défauts n'étaient pas corrigés très vite, ils pouvaient devenir à leur tour "capitiaux"¹¹.

En fait, l'origine des défauts de l'historiographie brésilienne dans les années 1930, ce "défaut de préparation au travail historique qui caractérise trop souvent les érudits brésiliens", était nettement identifié. Il s'agissait d'un problème de formation : "ces érudits étaient des "autodidactes". Or, dans cette période où les intellectuels brésiliens apparaissaient confrontés à une "professionnalisation du savoir", l'ère des érudits-autodidactes ne pouvait qu'être close.

L'HISTOIRE "ACADÉMIQUE" ET "ÉRUDITE" DES INTELLECTUELS AUTODIDACTES ET L'INDÉPENDANCE D'UNE NATION

Construire la mémoire textuelle du passé d'une jeune nation indépendante au XIXe siècle

Il faudra bien qu'une solide étude sociologique soit entreprise, un jour, pour mieux connaître ces quelques centaines d'érudits-autodidactes qui construisirent les fondations de l'historiographie brésilienne dans les Instituts et autres Académies créés au lendemain de l'Indépendance du Brésil au XIXe siècle. Certes, le rôle des intellectuels dans la société brésilienne, leur mission de construction et de valorisation de la

“culture” et de la “civilisation” brésiliennes, à partir des années 1920-1930, à partir surtout de l’effet créateur et médiatique de l’année-clé de 1922, année de la première révolte des “tenentes” dans l’armée, de la naissance du Parti Communiste Brésilien et de la fameuse Semaine d’Art moderne de São Paulo, ont été analysés et disséqués par de nombreux sociologues, voire même des historiens afin d’en décrire leur impact de modernisateurs.¹² Mais, à de très rares exceptions près, très peu de travaux ont été consacrés à l’analyse du rôle et de la mission des intellectuels “autodidactes” du premier XIXe siècle. Or, cette catégorie d’érudits-autodidactes a bien été à l’origine de la construction première de l’historiographie brésilienne : ils représentent la base de l’édifice sur lequel les modernisateurs et les professionnels du savoir scientifique ont exercé leur talent, iconoclaste tout autant que réorganisateur.

Ces érudits-autodidactes furent les véritables fondateurs de l’historiographie brésilienne. Ils étaient confrontés à une situation que les historiens des jeunes nations du tiers-monde connaissent bien aujourd’hui depuis la décolonisation : montrer que la nation brésilienne existe impliquait l’élaboration d’une “formation historique du Brésil”. Or, l’affaire n’était pas simple : il fallait tout “inventer”.

Il fallait retrouver une mémoire de l’écrit, donc constituer des archives dont les documents originaux étaient, bien sûr, en Europe, au Portugal, c’est évident, mais aussi en Angleterre, en France... jusqu’en Autriche et en Russie ! Il fallait réécrire l’histoire “coloniale” dans la perspective d’une affirmation de l’Indépendance et de la constitution d’une nouvelle “nation”. Décoloniser l’histoire portugaise signifiait alors montrer que le Brésil devait jouer un rôle “national” bien plus important que l’ancienne mère-patrie dans le concert des grandes nations du XIXe siècle, même s’il n’était pas - encore ! - un des principaux acteurs de cette Histoire mondiale en train de se faire.

On sait comment l’historiographie française et l’historiographie anglaise sont parvenues à modeler l’histoire universelle en consacrant le rôle “civilisateur” de leurs nations respectives. N’étant pas au centre du Monde - le Monde européen bien sûr - mais à sa périphérie frontalière, le Brésil devait d’abord faire la preuve qu’il existait. Si éloigné de l’Europe, il n’avait aucune possibilité de réécrire l’histoire de cette Europe et ne pouvait donc qu’importer “la” connaissance historique dominante, la lire - dans le texte et la langue d’origine - ou la copier, éventuellement la traduire.

Il devait toutefois aussi corriger cette histoire européenne à la marge, celle de la colonisation et de l’expansion européennes, en réévaluant ses origines mêmes (histoire coloniale). Il devait enfin ajouter un chapitre à l’histoire européenne en assurant la chronique de son histoire nationale en train de se faire. Comme le constatait Capistrano de Abreu, dès 1875, si l’Indépendance avait transformé le complexe d’infériorité du Brésil envers le Portugal en complexe de supériorité, elle n’en avait pas pour autant modifié son complexe d’infériorité par rapport à l’Europe.¹³

Vianna Moog a été un de ceux qui ont le mieux décrit l’importance de cette “catharsis historiographique”. Sa confrontation entre les “bandeirantes” et les “pionniers”

des Etats-Unis d'Amérique vaut bien une relecture pour mieux comprendre le fonctionnement du laboratoire brésilien de décolonisation de l'Histoire et de construction de la formation de la nationalité.¹⁴ Mais attention : Vianna Moog compare les "bandeirantes" aux "pionniers", il ne compare pas les constructeurs du Brésil à leurs homologues d'Amérique latine hispanophone. En dehors des "Libertadores", quel pourrait être, d'ailleurs, l'équivalent hispano-latin des "bandeirantes" ?

Les principales institutions de conservation et de construction de la mémoire retrouvée : une production historique imposante, de qualité inégale.

Dans les premières années du XIXe siècle, la mémoire historique du Brésil a été construite et reconstituée autour de trois institutions : la Biblioteca Nacional de Rio de Janeiro, l'Arquivo Nacional et l'Instituto Historico e Geografico Brasileiro. Même si la Biblioteca Nacional fut créée en 1810, sous la dénomination de Biblioteca Real, c'est-à-dire avant l'Indépendance du Brésil, on peut considérer que la naissance de ces trois institutions correspond bien à la phase d'émergence de la nation brésilienne en situation de rupture politique avec le Portugal. C'était parce que le Prince Régent D. João avait été dans l'obligation de quitter Lisbonne pour le Vice-Royaume du Brésil en 1808, qu'une partie de l'ancienne Biblioteca Real de Ajuda, au Portugal, reconstituée, fut transférée à Rio. Le Brésil indépendant fut d'ailleurs amené à payer ce transfert : une somme de 800 contos fut ainsi versée à Lisbonne en 1825. Créé sur le papier par la Constitution de 1824, l'Arquivo Nacional ne fut effectivement mis en place qu'en 1838. Cette même année vit la création de l'Instituto Historico e Geografico Brasileiro. Sans doute entre 1810 et 1838, d'autres institutions destinées à conserver et promouvoir la mémoire du passé virent-elles le jour. Tel fut le cas, notamment, de l'Arquivo "historico" do Ministerio das Relações Exteriores, fondé en 1828, ou de l'Arquivo Militar, créé dès 1808.

Mais cette année 1838 constitue bien une date clé de la reconstitution de la mémoire du Brésil puisque, comme l'a signalé José Honorio Rodrigues, "la recherche historique brésilienne est née avec l'apparition de l'Instituto".¹⁵ Emile Coornaert rendit d'ailleurs hommage à cette vénérable institution, reproduisant dans son article de la *Revue d'Histoire moderne*, le jugement d'un "brillant" écrivain brésilien, "très dévoué à l'histoire", qui le définissait comme "la société savante la plus austère de notre pays" et "le centre spirituel même de notre nationalité".¹⁶ Reconstitution et réévaluation du passé colonial et constitution de la mémoire de l'histoire nationale ont donc été les deux principaux objectifs de ces institutions, de ces "temples du passé". Dans quelle proportion ?

Rollie E. Poppino, dans un article publié en 1953 dans l'*Hispanic American Historical Review*, intitulé "A Century of the Revista do Instituto Historico e Geografico Brasileiro", évaluait la part des travaux consacrés à l'histoire coloniale

du Brésil publiée par l'Instituto pendant les cent premières années de son existence à 60 % de la production historique.¹⁷ Emile Coornaert évoquait avec respect "l'imposante série de près de 170 gros volumes d'une extrême diversité et dont quelques-uns sont largement illustrés". Ce goût pour l'histoire coloniale du Brésil se trouvait confirmé dans la production des autres institutions. Sur les 108 premiers volumes de *Documentos historicos* publiés par la Biblioteca Nacional, 100 étaient consacrés à l'histoire coloniale. Mais seulement 17 des 36 premières publications de l'Arquivo Nacional concernaient l'histoire coloniale. Entre l'histoire de la colonie portugaise d'outre-mer qui avait été un des fleurons de l'Empire lusitanien - et donc de l'expansion européenne - et l'histoire du Brésil indépendant, celui de l'Empire comme celui de la République, ce Brésil qui affirmait son existence nationale pour augmenter sa part de chapitres dans les Histoires universelles écrites en Europe, il y avait bien une continuité.

Au demeurant, si Rio jouait bien son rôle de capitale documentaire et historique, les autres régions du Brésil commençaient aussi à retrouver leurs mémoires. Or ces lieux de mémoire régionalistes étaient partagés entre la mise en valeur de la spécificité locale susceptible de conduire jusqu'à la rupture avec l'Etat ou l'intégration des apports régionaux à "l'histoire de la patrie". Entre les tentatives de sécession et l'apport original des provinces à la formation nationale, l'histoire régionale du Brésil était alors écrite selon les oscillations de la vie politique. L'organisation centralisée des Archives finit par l'emporter. Entre 1851 et 1859, Gonçalves Dias organisa les Archives des Provinces du Nord dont certaines n'avaient été administrativement rattachées au Brésil qu'à l'époque de D. João (Parà, Maranhão, Cearà, Rio Grande do Norte, Paraíba, Pernambuco, Bahia, Alagoas). Mais l'Instituto Historico e Geografico de São Paulo, témoin de l'ascension de l'Etat du café, ne fut créé qu'en 1894, dans la foulée républicaine, bien tardivement par rapport à l'Institut "national" de Rio. En 1881, la Biblioteca Nacional avait réalisé une *Exposição de Historia do Brasil*. "Pela primerya vez na America e talvez no mundo", je cite en portugais l'exposé du commissaire-organisateur, Ramiz Galvão, "um grupo de trabalhadores realiza a exposição de tudo o que concerne a historia patria, oferecendo aos seus concidadões em um so e amplo quadro copiosa fonte de ensino do que foi, e calorosa animação para o que ha de vir".¹⁸

Les grands travaux de l'histoire nationale : l'histoire critique et événementielle militaro-diplomatico-juridico-politique

Ainsi, s'était constitué un véritable réseau institutionnel d'érudits, désireux de construire une "historia patria", une histoire de la patrie, dont l'importance n'avait pas échappé au regard d'Emile Coornaert : "Ces Instituts groupent un nombre assez important de travailleurs, écrivait-il. Ils leur ont rendu le service de leur procurer un

public et de créer une atmosphère favorable à l'évocation du passé. Et, joint à l'ardeur conquérante de ce peuple neuf, ce souci des traditions lointaines atteste un goût de la culture, témoignage d'une dignité intellectuelle ancienne" - hérité du "XVIII^e siècle de la France auquel l'élite brésilienne a emprunté son goût traditionnel de l'histoire", remarquait-il par ailleurs, "gage de rapides progrès pour l'avenir". Et si Emile Coomaert, constatait aux côtés de son abondance, le caractère "inégal" de cette littérature historique, c'était pour signaler aussitôt qu'une telle inégalité de valeur n'avait rien à envier à celle de "nos sociétés savantes" (les "nôtres").¹⁹

Toutefois, si l'influence culturelle française avait bien contribué à asseoir la mémoire du passé brésilien en substituant le Brésil des historiens érudits à la filiation portugaise, grâce à l'effet d'imitation procuré par la constitution d'un tel réseau documentaire et de production historique, comme se plaisaient à le dire les deux experts français, il leur fallait bien reconnaître que le seul véritable grand historien que le Brésil indépendant de l'Empire avait produit était issu du mariage d'une Portugaise et d'un émigré allemand : il s'agit, bien sûr, de Francisco Adolfo de Varnhagen, Visconde de Porto Seguro. Né en 1816, élu membre correspondant de l'Instituto Historico en 1840, deux ans après sa création, il était engagé dans une carrière diplomatique qui le conduisit dans plusieurs capitales européennes où il put, à loisir, compulsier et recopier les archives concernant le Brésil. Adolfo de Varnhagen publia en 1854 le premier volume de son *Historia geral do Brasil, descobrimento, colonização, legislação et desenvolvimento deste Estado, hoje império independente...* en 479 pages bien serrées. Le tome II fut publié trois ans plus tard, en 1857, et le récit s'arrête en 1822.²⁰

L'ouvrage était considérable. Il est tenu encore aujourd'hui pour un monument d'érudition, s'efforçant de déterminer la véracité des faits à partir de l'authenticité des documents. Un modèle d'une certaine historiographie héritée de l'Allemagne, une Allemagne où la tradition "brasilianiste" s'affirmait à travers les travaux d'un Karl von Martius (1794-1868), le grand naturaliste qui se piqua de suggérer en 1843 "como se deve escrever a historia do Brasil",²¹ ou les travaux historiques d'Heinrich Handelmann.²²

Certes, Francisco Adolfo de Varnhagen fut aussi profondément marqué par l'historiographie portugaise et notamment par Alexandre Herculano ou Manuel Francisco de Barros, Visconde de Santarem, qui exhumèrent bien des sources médiévales et modernes de l'histoire portugaise en s'appuyant sur une technique impitoyable de critique externe et interne des documents. Certes Varnhagen n'oubliait pas Guizot et quelques autres historiens français. Mais son oeuvre, pur produit de l'Instituto Historico qui publia d'ailleurs lui-même nombre de ses autres travaux, était surtout fille de l'historiographie allemande. Varnhagen devait imprégner si profondément l'historiographie brésilienne que, dans la quatrième édition annotée de son *Historia Geral*, en cinq volumes, publiée entre 1927 et 1936, Capistrano de Abreu saluait en lui "un maître, guide et seigneur".²³

Varnhagen fut aussi un des meilleurs représentants de cette école d'érudits-diplomates dont l'historiographie brésilienne se révéla proluxe, même si sa carrière diplomatique fut sacrifiée sur l'autel des études historiques. Mais d'autres historiens-diplomates tels José Maria da Silva Paranhos Junior, Barão do Rio Branco ou Joaquim Nabuco, connurent une carrière bien plus brillante à la tête du Ministério das Relações Exteriores. Il est vrai que les "délimitations des frontières" du Brésil avec ses voisins latino-américains posèrent alors bien des problèmes délicats et que les relations s'étaient envenimées à plusieurs reprises, notamment à l'occasion de cette guerre contre le Paraguay, objet de tant de récits héroïques.

Il revint d'ailleurs à un grand politique "mineiro", João Pandia Calogeras, plusieurs fois ministre, ingénieur issu de la toute nouvelle Ecole des mines d'Ouro Preto, de décrire dans le détail cette "politica exterior do Imperio".²⁴ Mais Calogeras n'avait consacré ses loisirs à l'analyse de cette politique extérieure du Brésil indépendant qu'après avoir étudié cette "législation minière" dont les origines s'ancrent dans le cycle de l'or du XVIII^e siècle, pour mieux s'attacher, sur la fin de sa vie, dans les années 1930, à la rédaction d'une synthèse sur la "formation" historique du Brésil. Cette synthèse apparaissait très marquée par l'irruption de l'histoire économique et sociale, qu'il avait découverte au contact d'une "politique monétaire" observée de près dans ses fonctions ministérielles.

L'histoire nationale au tournant du XX^e siècle : les grands travaux à la recherche de l'originalité de la nation brésilienne confrontée aux problèmes économiques et sociaux.

Le Brésil du tournant du XX^e siècle commençait à regarder avec un dédain mêlé de nostalgie ce Brésil "archaïque". Il connaissait les premiers effets d'une industrialisation accélérée modernisant ses structures anciennes. Cette mutation vécue ne laissait-elle pas place à l'observation des réalités économiques et sociales auxquelles même les érudits-autodidactes de l'Instituto Historico se trouvaient désormais sensibles ?

Entre 1890 et 1914, l'histoire économique et sociale occupa 44 % de la production historique de la Revista de l'Instituto. Ce pourcentage atteignit 55 % pour la période 1915-1938, et 95 % des volumes spéciaux publiés entre 1889 et 1914 lui furent consacrés.²⁵

Même si l'histoire factuelle, événementielle, l'histoire militaro-diplomatico-juridico-politique de la meilleure veine produite par l'Instituto et son réseau institutionnel, modèle Varnhagen, faisait encore école, même si l'histoire biographique et cérémonielle, celle de la mauvaise veine de ce réseau - une histoire majoritaire malgré tout - faisait surtout école, une autre perception des choses se dessinait : elle exprimait une sensibilité nouvelle à travers les questions économiques et sociales. Capistrano de Abreu étendait désormais son influence bien au-delà de sa chaire de l'ancien Colégio

Pedro II, créé en 1838 - toujours - où il avait succédé, tout jeune, à la chaire d'histoire, au Barão do Rio Branco. João Capistrano de Abreu entreprenait une première grande révision de l'histoire du Brésil.

Capistrano de Abreu reprocha à Varnhagen de manquer d'"art", voire de "discernement" dans sa pratique de collection des "faits" dont *l'Historia geral* fut le couronnement. Avec son charisme personnel, il s'efforça d'attirer à lui de nouveaux disciples et de construire un nouveau réseau de production historique. Néanmoins, il n'hésita pas à lui rendre hommage pour mieux souligner les différences d'école. Au moment de sa mort, en 1927, dans sa 64^e année, Capistrano de Abreu était alors en train de patronner la quatrième édition de *l'Historia Geral* de Varnhagen, réalisée par un historien des institutions, directeur de la Bibliothèque de Rio, Rodolfo Garcia et que devait préfacier Afonso d'Escragno Taunay. Ce dernier venait de commencer à publier en 1924 le premier volume de sa monumentale *Historia geral das bandeiras paulistas*, achevée lors de la publication en 1936 de son onzième tome.²⁶ D'ailleurs Henri Hauser n'a pas été avare de compliments à l'égard de Capistrano de Abreu. "Si, pour être un historien, soulignait-il, il faut savoir étudier les textes, avoir un esprit critique toujours en éveil, distinguer entre les époques et donner au lecteur le sens aigu de ces différences, enfin écrire avec une sobriété élégante et faire revivre le passé, nous dirons que cet érudit, mort de notre temps à un âge avancé fut un grand historien".²⁷

En fait, dans les dernières années du XIX^e siècle et au début du XX^e entre 1899, lors de la publication de ses essais rassemblés sous le titre *Caminhos antigos e o povoamento do Brasil* et 1907, lors de la publication de ses *Capitulos de historia colonial*, João Capistrano de Abreu réalisa bien une révision radicale de l'histoire du Brésil. Le problème n'était plus de prouver l'existence de la nation brésilienne en (re)construisant les événements qui marquèrent son évolution de l'histoire coloniale à l'histoire nationale - la fameuse formation hagiographique de la nation brésilienne. Le problème était de présenter les principales caractéristiques de son originalité. En tant que nation, le Brésil était désormais à même d'affirmer sa différence et sa spécificité par rapport aux autres nations. Le Portugal, bien sûr, mais aussi l'Europe et même les autres nations "latines" du continent américain.

Capistrano mettait donc en valeur la diversité régionale du Brésil : le Nord-Est, Rio, São Paulo et le Sud. Il réintroduisait le mouvement des acteurs anonymes - le "povoamento" - qui, du littoral atlantique à l'intérieur du pays, le sertao, construisirent cette nation, y compris à travers ses expressions sociales originales nées de l'esclavage et de l'appropriation de la terre. Le "sertão", voilà un des mots clés de cette originalité du Brésil de l'intérieur, qu'Heitor Marçal, dans les années 1930 opposera franchement à la façade atlantique, la "marinha", et que ce contemporain de Capistrano, Euclides da Cunha (1866-1909) avait sacralisé dans son récit intitulé "Os Sertões" en 1902.²⁸

Capistrano de Abreu révisait enfin la périodisation très administrative et politique de l'histoire du Brésil - cette histoire des colonisateurs depuis l'origine de la "découverte". Pour ce faire, il commença symboliquement ses onze chapitres de l'histoire coloniale par deux chapitres fondamentaux précédant le classique "en 1500, Cabral découvrit le Brésil". Ces deux premiers chapitres étaient consacrés aux "antécédents indigènes" et aux "facteurs exotiques" ; les "descobridores" n'apparaissent qu'au chapitre trois.

Certes, l'indianisme romantique d'une certaine littérature créole, le choc de l'abolition de l'esclavage et de la chute de l'Empire - l'empereur D. Pedro I est même singulièrement déboulonné de son socle par Capistrano qui évoque sa "brutalité", la bestialité et la barbarie du Premier Empire !, le caractère massif et novateur du mouvement migratoire européen, la mutation sociale consécutive à la première phase d'industrialisation, tous ces phénomènes contribuèrent, en ce tournant du siècle, à mieux faire apparaître l'importance de ce "povoamento" et l'originalité de cette nation si "différente" des autres modèles consacrés. La voie nouvelle était ouverte vers cette quête de la "réalité" brésilienne, qui deviendra "culture" ou "civilisation" un demi siècle plus tard. La voie était ouverte pour que se précise le destin de la "brasilianisation" de la jeune nation.

Mais, si le nouveau modèle social que constituait le Brésil était en train de se dessiner, si l'ethno-histoire elle-même trouvait là ses fondements historiographiques que les grands débats sur la commémoration du cinquantième centenaire des Découvertes et de la découverte "cabralienne" du Brésil ne manquèrent pas de réévaluer, l'historiographie brésilienne, qui a vu en Capistrano de Abreu, le Turner du mythe de la "frontière" des Etats-Unis,²⁹ avait-elle la possibilité de rencontrer le "peuple" (o povo) derrière le "peuplement" (o povoamento) ? En dépit de ses qualités exceptionnelles, Capistrano n'avait rien d'un Michelet. Le mythe du "peuplement" n'était pas celui du "peuple". La "modernité" allait l'emporter.

Il ne peut être question de dresser ici un catalogue des principaux travaux d'histoire de ces érudits-autodidactes qui firent partie de la constellation de João Capistrano de Abreu. Nombre d'entre eux gravitèrent dans ces institutions nouvelles tels le Museu Paulista, administré de 1918 à 1946 par Afonso d'E. Taunay, ou l'Instituto Historico de São Paulo, créés tous deux, dans la même année, en 1894, voire l'Academia Brasileira de Letras, fondée en 1896, comme dans ces institutions traditionnelles, partiellement renouvelées sous son impulsion. D'autres exercèrent de hautes fonctions politiques. D'autres vivaient des revenus de leurs *fazendas* ou exerçaient des activités financières. Bref, une nouvelle élite s'était reconnue dans cet effort d'identification des "originalités" brésiennes. Il faudra mieux étudier sociologiquement un autre jour la composition des membres de l'"Association Capistrano de Abreu" fondée à la mort de l'historien en 1927.³⁰ Parmi ces membres dont les bibliographies révèlent qu'ils font désormais parti d'un véritable "socle idéologique" brésilien

caractérisé par la prédominance de l'histoire, parmi ces éveilleurs de la conscience brésilienne, on relève les noms suivants des fondateurs de l'Association : Paulo Prado, João Pandio Calogeras, Rodolfo Garcia, Afranio Peixoto, Theodoro Sampaio, Afonso de E. Taunay, E. Roquette Pinto, Tobias Monteiro, Eugenio de Castro. Selon ses statuts, l'Association ne pouvait dépasser 110 membres auxquels s'ajoutaient 30 membres honoraires et correspondants. Elle avait pour objectif de promouvoir, notamment, des travaux relatifs à l'histoire, l'ethnographie, l'ethnologie et la linguistique brésiliennes (art. 5). La géographie n'était mentionnée que dans le cas de la définition des qualités disciplinaires des membres de la Commission exécutive (art. 10). Citons un ou deux noms choisis dans la liste des membres non brésiliens de l'Association : l'historien portugais João Lucio de Azevedo qui fut un des inventeurs du concept de "cycle" économique lié à un produit dominant (cycle des épices, du bois, du sucre, de l'or etc.) et venait de publier à Lisbonne en 1928 son classique *Epocas de Portugal economico. Esboços de Historia* dédié précisément à la mémoire de ses deux amis Manuel de Oliveira Lima et João Capistrano de Abreu ; et parmi les membres correspondants de l'Association, Paul Rivet, dont on connaît le rôle joué dans le développement de l'ethnologie en France.

Ces éveilleurs de l'originalité de la conscience brésilienne ne furent donc pas surpris par les événements de la singulière année 1922. Pourtant, il ne faut pas croire que les originalités de la réalité brésilienne étaient identifiées sans débats ni combats. De telles originalités étaient fortement remises en cause dans les travaux "archaïques" toujours dominants dans les institutions. La ligne de perspective même de ces originalités "capistréennes" était combattue par d'autres historiens sensibles au "blanchiment" de la nation brésilienne. Oliveira Vianna, par exemple, dans ses travaux sur les "populations méridionales du Brésil" assimilait le "peuple" brésilien à un mouvement des "races". Son destin ne dépendait plus que d'une européanisation accélérée en provenance de la nouvelle Europe du Nord. Sans référence à Gobineau, Oliveira Vianna en appelait à Ranke et à Mommsen.³¹

Là encore, une certaine historiographie allemande ne pouvait être que dénoncée par les deux experts missionnaires français. Il était vraiment temps que les érudits-auto-didactes cèdent enfin la place aux "professionnels du savoir", ces historiens universitaires et chercheurs.

LA RECHERCHE HISTORIQUE UNIVERSITAIRE ET
LES NOUVEAUX INTELLECTUELS À LA DÉCOUVERTE
DE LA "CIVILISATION" BRÉSILIENNE

Essayistes et spécialistes des sciences humaines et sociales confrontés à la formation historique de la "brasilianité"

Mais cette approche désormais "technique" et "professionnelle" de l'histoire universitaire, une histoire susceptible de promouvoir toute l'épaisseur des strates du passé européen ouvert sur le Nouveau Monde, nécessita d'abord l'engagement d'un dialogue entre l'historiographie brésilienne et l'historiographie française. Les interlocuteurs français gravitaient autour d'une constellation alors très hétérodoxe, celle de la revue des *Annales d'histoire économique et sociale* à peine créée en 1929 par Marc Bloch et Lucien Febvre.³² L'Université de São Paulo fut le laboratoire de cette expérience de coopération universitaire. Mais les missionnaires, à peine débarqués se trouvèrent confrontés à une vague d'exceptionnelle densité intellectuelle qui s'était engouffrée dans les délices du culte de l'originale réalité brésilienne.

Le jeune Gilberto Freyre venait de publier avec éclat, en 1933, *Casa grande e senzala* : la sociologie et l'anthropologie, d'inspiration nord-américaine, apparaissaient au service d'une brasilianité coloniale du Nordeste, ce Nord-Est civilisateur du sucre, fondateur historique du Brésil, mais qui était devenu le grand perdant du cycle du café et de l'industrialisation.³³

Le jeune Caio Prado Junior, héritier d'une dynastie fazendeira de São Paulo qui avait marqué le Brésil des "portraits" (retratos) de Paulo Prado, consacrait, toujours en 1933, l'interprétation "matérialiste" de l'histoire : Caio Prado recherchait les "classes révolutionnaires" derrière les structures économiques et sociales obsolètes.³⁴ Il est vrai qu'Edgardo de Castro Rebelo, en nouveau marxiste convaincu, venait de faire tomber l'entrepreneur Maua de son piédestal et qu'Henri Hauser lui-même avait été séduit par "cette restauration de la vérité".³⁵

Certes, Roberto Simonsen essaya bien de valoriser ces nouvelles générations d'industriels de São Paulo : il officia l'histoire économique à la nouvelle Escola livre de Sociologia e Política qui venait d'être créée en 1932. Il profitait, pour ce faire, des leçons des écoles nouvelles d'histoire économique en train de s'affirmer aux Etats-Unis derrière la brillante "business history" alors que J.F. Normano avait assuré, aux Presses de l'Université de Caroline du Nord, "a study of economic types" du Brésil en 1935. Mais l'américan way of life n'avait pas encore séduit. Les nouvelles élites brésiennes apprécièrent surtout la *British preeminence in Brazil*, d'Alan K. Manchester, publiée elle aussi en 1933, dans la mesure où l'Angleterre "capitaliste et industrielle" s'était économiquement substituée au Portugal, colonisateur classique, montrant combien les voies d'une indépendance politique pouvaient

ouvrir grande la porte d'une dépendance économique. Surtout, la recherche de l'originalité de la nation brésilienne s'était transformée en études de l'émergence de la "culture" et de la "civilisation" brésiliennes. De Rio, Azevedo Amaral publiait ses *Ensaio brasileiros* en 1930. Le mineiro Afonso Arinos de Melo Franco vulgarisait dans un ouvrage publié à São Paulo en 1936 le concept de "Civilisation brésilienne", avant de se consacrer, parallèlement à son enseignement de l'histoire du Brésil à l'Universidade do Distrito Federal, à son *Indio brasileiro e a Revolução francesa* (1937) puis, grâce aux soins du Serviço do Patrimônio Histórico e Artístico Nacional, au *Desenvolvimento da civilização material do Brasil* (1944). De Rio à São Paulo, le jeune Sergio Buarque de Hollanda, de retour d'Allemagne, se plongeait dans les "racines du Brésil" ; Fernando de Azevedo rassemblait les matériaux de sa "cultura brasileira", publiée en 1943 par les soins du nouvel Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística ; Emilio Willems concurrençait Roger Bastide en matière d'ethno-sociologie.³⁶

Ainsi, au moment où les experts européens allaient commencer à débarquer au Brésil, à São Paulo plus qu'à Rio, même si Porto Alegre ne fut pas entièrement oublié (Jacques Lambert), les professionnels du savoir disciplinaire et universitaire furent plongés dans un véritable bouillon d'une culture brésilienne en pleine ébullition.

Carlos Guilherme Mota appela ce phénomène "une redécouverte du Brésil". La chronologie qu'il en propose mérite d'être soulignée avec insistance : 1933-1937, et non 1934, c'est-à-dire un an avant la création de la USP et deux ans avant l'arrivée des premiers missionnaires européens. Au cœur de cette culture de redécouverte du Brésil était l'Histoire. Non pas l'histoire des érudits-autodidactes, non pas, encore, l'histoire des professionnels de la discipline qui découvraient eux-mêmes cette culture brésilienne, mais l'histoire des essayistes et l'histoire pratiquée par de nouveaux techniciens des sciences humaines et sociales qui n'étaient pas historiens de formation. Francisco Iglesias, Carlos Guilherme Mota et quelques autres ont bien mis en évidence cette importante utilisation du champ historique dans l'affirmation de la "brasilinisation" culturelle par les non-historiens c'est-à-dire sociologues, ethnologues, anthropologues et autres économistes, alliés aux historiens-essayistes. Cette expérience fut le complément essentiel de la formation de Fernand Braudel.³⁷

L'émergence de la recherche historique universitaire, São Paulo et la double transplantation culturelle de la coopération universitaire franco-brésilienne

C'est de cette expérience missionnaire brésilienne que bénéficia la deuxième génération des historiens français des *Annales*, Fernand Braudel et Charles Morazé, au point que Lucien Febvre en personne tint à venir connaître sur place un laboratoire aussi exceptionnel. Il accepta d'y patronner la naissance de la *Revista de Historia* dont Fernand Braudel avait négocié la formule en 1947. Le premier numéro de la

revue fut publié en 1950, moins de deux ans après le numéro spécial des *Annales* (octobre-décembre 1948) devenues *Annales Economies. Sociétés. Civilisations* qui nous invitait au voyage "à travers les Amériques latines". Ce numéro spécial voyait l'accomplissement d'un des grands programmes de recherche lancés par Lucien Febvre dès 1929 : "un champ privilégié d'études : l'Amérique du Sud". Lucien Febvre tint encore à préfacier longuement - la traduction française de *Casa grande e senzala*, de Gilberto Freyre, devenue *Maîtres et esclaves* par les soins de Roger Bastide. Roger Bastide, Claude Lévi-Strauss, Paul Arbousse-Bastide, Etienne Borne, Pierre Deffontaines, Pierre Monbeig, Paul Hugon, Alfred Bonzon etc., on connaît l'expérience des universitaires français, sociologues, ethnologues, philosophes, géographes, économistes, littéraires qui, aux côtés des historiens (Emile Coornaert, Jean Gagé, Fernand Braudel, Emile G. Léonard, Charles Morazé) assurèrent un enseignement, entre 1934 et 1951, à l'Université de São Paulo.

Dans ces conditions, un jeune élève de Fernand Braudel, Frédéric Mauro, ne pouvait que se féliciter de l'accueil reçu en 1953 dans cette Université, lui qui venait d'acquérir "une expérience encore neuve de science économique" tout en cultivant son "goût pour la géographie" ; il se trouva plongé dans "le contact avec les disciplines" autres que l'histoire.³⁸ Euripedes Simões de Paula veillait à la bonne marche de sa communauté universitaire de professionnels du savoir historique, entouré entre autres, d'Eduardo d'Oliveira França, Alice Piffer Canabrava, Sergio Buarque de Hollanda, Alfredo Ellis Junior. Alice Piffer Canabrava inaugurerait même une nouvelle catégorie de ces enseignants-chercheurs professionnels, celle des historiennes, catégorie promise à un bel avenir. C'est de la juxtaposition, voire de la fusion de l'entreprise intellectuelle de redécouverte culturelle du Brésil née en 1933 et du transfert des techniques et méthodes scientifiques assurées par les universitaires missionnaires, professionnels du savoir disciplinaire, revu et corrigé par l'école des *Annales*, que naquit le premier enseignement et la première recherche de l'Université de São Paulo. La première génération d'historiens universitaires brésiliens formés sur place, in situ, bénéficia de cette expérience.

Pourtant, ne généralisons pas trop vite. Ce qui fut vrai à São Paulo ne fut pas vrai dans bien d'autres Universités brésiliennes.

Le sous-développement de la formation historique dans l'autre Brésil

Dans une communication présentée lors du Premier séminaire d'études brésiliennes organisé en septembre 1971, Maria Cecilia Westphalen, établissait ce constat : "Surtout les professeurs d'Histoire du Brésil, les titulaires de chaire du premier mouvement, qui demeurèrent en poste pour la plupart d'entre eux plus de 20 ans, furent recrutés parmi les membres des Instituts d'histoire et des Académies de Lettres. Ils se trouvaient totalement non préparés à être les porteurs d'une orientation nouvelle".³⁹

Et Carlos Guilherme Mota d'ajouter : "la prolifération d'établissements d'enseignement supérieur où fut enseignée l'histoire du Brésil favorise le recrutement de professeurs parmi les érudits locaux, sans formation universitaire (technique, théorique et méthodologique)". Voilà de quoi nuancer la qualité de la formation reçue par les quelques 1693 étudiants d'histoire et géographie dans les 37 facultés de philosophie dénombrées dans les années 1960.⁴⁰

Certes, les besoins de formation des professeurs d'enseignement secondaire dans un Brésil qui oscillait entre l'alphabétisation massive et le sous-développement étaient colossaux compte tenu de son taux de croissance démographique. Mais le métier de professeur d'histoire dans l'enseignement secondaire ne bénéficiait guère d'une initiation à la recherche nécessaire au métier d'historien. Et, en dépit de l'augmentation exceptionnelle du nombre des Universités, la recherche historique brésilienne continuait à se faire davantage dans les institutions documentaires que dans les Départements d'Histoire, à quelques exceptions près. José Honorio Rodrigues, aux portes des Universités, dénonçait d'ailleurs avec vigueur cette carence de la recherche historique universitaire brésilienne dans les années 1950. Sa déception était telle qu'il en vint à publier un nouveau chapitre dans la troisième édition de sa *Teoria da historia do Brasil*, en 1968, un véritable et vigoureux pamphlet intitulé : l'"enseignement supérieur de l'histoire et la réforme universitaire".

Mais, même dans les cas où la qualité de la recherche historique universitaire était reconnue, comme par exemple à São Paulo, selon Carlos Guilherme Mota, un pur produit de la USP et du département d'Histoire de la Faculté de philosophie, "le processus créatif favorisait davantage les autres aires disciplinaires, comme la sociologie, les sciences politiques, l'anthropologie, la géographie et l'économie" que l'histoire, étant entendu que ces disciplines étaient marquées "par une vocation historique significative".⁴¹

L'essor des sciences sociales et la crise de la "brasilianité" conquérante

Ainsi les années 1950-1960, profondément imprégnées par la production scientifique de la deuxième génération des professionnels brésiliens du savoir, celle des jeunes intellectuels universitaires, formées conjointement par les missionnaires et les premiers professeurs brésiliens, consacrèrent-elles les Florestan Fernandes, Octavio Ianni, Fernando Henrique Cardoso, Maria Isaura Pereira de Queiroz, Paula Beiguelman, Francisco Weffort, Paulo Singer, Luciano Martins, tous produits de la USP, sociologues, économistes, anthropologues, auxquels s'ajoutèrent quelques historiens tels Emilia Viotti da Costa ou Nicea Vilela Luz, voire même Manuel Nunes Dias ou Myriam Ellis.

En dehors de São Paulo, s'affirmait la personnalité du jeune Celso Furtado fasciné par l'économie rétrospective. Sa thèse de doctorat en économie, soutenue le 1er juin

1948 devant la Faculté de Droit de l'Université de Paris, devant un jury présidé par Maurice Byé - un missionnaire de Rio comme François Perroux, était intitulée *L'économie coloniale brésilienne (XVIe-XVIIIe siècles)*. Cette thèse, remaniée, allait devenir le manuscrit de référence de la *Formação economica do Brasil*, publiée à Rio en 1959, au moment où l'application des recherches économiques dans le domaine des échanges économiques internationaux et de la planification conduisait le Brésil du Président Kubitschek, le Brésil du "desenvolvimentismo", à essayer d'organiser sa croissance en s'efforçant de lutter contre le sous-développement du Nordeste. La SUDENE, la fameuse Superintendencia do desenvolvimento do Nordeste, était créée le 15 décembre 1959 et sa direction était confiée à Celso Furtado. L'ouvrage devait être publié en France en 1972 avec une préface de Frédéric Mauro.⁴²

A Belo Horizonte, dans le Minas Gerais, un jeune historien accédait à l'élite de l'intelligentsia culturelle, Francisco Iglesias. A Rio, quand même, où Américo Jacobina Lacombe dirigeait les recherches universitaires en histoire nationale, Maria Yedda Linhares et Eulalia Lahmeyer Lobo, par exemple, réalisaient leurs premiers travaux.

Mais l'intensité des débats idéologiques et culturels autour des grands thèmes historico-sociologico-économiques de la "réalité nationale" brésilienne (capitalisme, féodalisme, esclavage, industrialisation, bourgeoisie, développement, sous-développement, etc.), éclipsait les études historiques soit parce qu'elles étaient trop techniques soit trop archaïques et n'entraient pas dans ce jeu des problématiques dominantes. En fait, les historiens universitaires avaient quelque peine à accéder à la reconnaissance de cette intelligentsia. Seuls, les historiens-essayistes dont certains avaient franchi les portes universitaires, tels Caio Prado Junior ou Sergio Buarque de Hollanda, gagnaient de plus en plus d'influence. La monumentale *Historia geral da civilização brasileira*, publié en cinq volumes entre 1960 et 1964 et coordonnée de main de maître par Sergio Buarque de Hollanda, était même un couronnement de la typique "culture-civilisation" brésilienne érigée en modèle universel. Mais cet ouvrage n'était-il pas aussi une démarcation méthodologique et conceptuelle de l'*Histoire générale des civilisations* publiée en France sous la direction de Maurice Crouzet, adaptée aux "réalités" brésiliennes ?⁴³

Aux côtés de ces historiens-essayistes universitaires, d'autres historiens-essayistes, situés aux portes de l'Université, se taillaient une belle réputation intellectuelle. José Honorio Rodrigues, depuis la Biblioteca Nacional de Rio ou Nelson Werneck Sodré, le général-historien, à partir du ISEB (l'Instituto Superior de Estudos Brasileiros), créé en 1955 au lendemain de la mort de Getúlio Vargas, furent deux des représentants les plus notables de cette catégorie. Ils consacrèrent d'ailleurs une partie de leurs travaux à promouvoir l'initiation aux recherches sur l'histoire de l'histoire, l'historiographie, en assurant ses fondements théoriques, méthodologiques et documentaires.

L'ISEB fut une de ces institutions nouvelles nées de la professionnalisation du savoir scientifique, fondées par le Ministère de l'Éducation et de la Culture - le MEC - aux marges de l'Université. Son objectif était "d'appliquer les catégories et les données des sciences (sociales) à l'analyse et à la compréhension critique de la réalité brésilienne en recherchant l'élaboration d'instruments théoriques qui permettraient de stimuler et de promouvoir le développement national".⁴⁴ Sa cheville ouvrière était le politologue Hélio Jaguaribe.

Nombreuses furent d'ailleurs les institutions publiques ou privées créées dans la perspective de l'utilisation des sciences économiques et sociales aux fins de modeler cette réalité brésilienne, à côté des structures universitaires. L'État getulien lui-même présidait, directement ou indirectement à la naissance de ces institutions publiques comme l'Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística (IBGE) dès 1938 et les fondations privées proliféraient à l'ombre des fortunes colossales édifiées par des personnalités hors du commun de l'industrie, de la finance ou de la presse, tel Assis Chateaubriand. Evidemment la Fundação Getúlio Vargas, qui devait créer en son sein le Centro de Pesquisa e Documentação de História contemporânea do Brasil (CPDOC) en 1973, avait surtout œuvré, depuis 1944, à la formation des techniciens de l'administration. De fait, la communauté scientifique brésilienne avait commencé à constituer son groupe de pression politique et culturel autour de la Sociedade Brasileira para o Progresso da Ciência (SBPC) fondée en 1948. Le Conselho Nacional de Pesquisas (CNPQ), agence de financement de la recherche, vit le jour en 1951, en dehors de la sphère de tutelle de l'Éducation et de l'Université, et commença, peu à peu, à dégager des moyens pour stimuler la recherche historique dans le cadre des disciplines de Sciences Sociales.⁴⁵

DES TEXTES AUX STATISTIQUES : LES PROFESSIONNELS DE LA NOUVELLE HISTORIOGRAPHIE UNIVERSITAIRE BRÉSILIENNE

Le cas de l'Université de São Paulo : une mesure de la production de la recherche historique dans une Université

Mais São Paulo, le Département d'Histoire de la USP, que devenait-il dans cet essor d'une nouvelle historiographie brésilienne ?

En fait, São Paulo, comme toujours, travaillait beaucoup.

A l'occasion du 25^e anniversaire de la création de l'Université de São Paulo, une étude précisant l'évaluation quantitative de la production de la recherche historique dans cette Université fut réalisée en 1974, par Maria Regina da Cunha Rodrigues Simões de Paula, et publiée dans la *Revista de História*.

Jean Glénisson, Yves Bruand ou Charles-Olivier Carbonell, tous en mission à la USP entre 1958 et 1971, le premier de 1958 à 1960, puis à nouveau en 1978, le second de 1960 à 1969, et le troisième en 1970-1971 puis à nouveau en 1984, pourraient porter témoignage sur cette production. Peut-être même Charles-Olivier Carbonell pourrait mesurer l'impact de la "filiale toulousaine" de coopération avec le Département d'Histoire de la USP puisque Philippe Wolff, Jacques Godechot, Yves Bruand, Jean Sentou, Frédéric Mauro et lui-même ont activement participé à l'enseignement de cette Université. Maria Regina da Cunha Rodrigues a effectué un recensement des thèses soutenues devant le Département d'Histoire de la USP de 1939 à 1974 : 35 ans de recherche historique universitaire.⁴⁷

Evidemment, la production scientifique d'une Université ne peut être limitée à la seule évaluation des thèses soutenues. On sait combien les enseignants-chercheurs produisent des livres, des articles, des rapports et des...communications de colloque. Mais il n'en est pas moins vrai que l'évaluation de la production des thèses - le travail de recherche universitaire par excellence - est un bon critère - qualitatif et quantitatif - de l'activité scientifique qui se déploie au sein de l'Université. En 35 ans, un total respectable de 148 thèses a été atteint. Les 4/5ème d'entre elles étaient une production récente (moins de 10 ans) avec une brusque poussée à partir de 1972 en raison des conséquences de la réforme universitaire de 1968-1969. Environ la moitié des thèses relevait explicitement de l'"histoire de la civilisation brésilienne" ou de l'"histoire du Brésil". Mais, si l'on regarde plus en détail les sujets inscrits en "histoire de la civilisation américaine" ou en "histoire de l'Amérique" ainsi qu'en "civilisation moderne et contemporaine", on constate que plus des 2/3 des thèses ont pour sujet, directement ou indirectement, le Brésil et près des 3/4 le Brésil et l'Amérique latine (environ 110). Il en reste quand même un peu plus d'1/4 des thèses consacrées à des sujets autres que le Brésil et l'Amérique latine dont 33 thèses dans le seul domaine de l'histoire ancienne et médiévale. Ce qui revient à dire que, pour ce qui relève de la période moderne et contemporaine comprise au sens large de l'historiographie universelle, 95 % des thèses concernent la péninsule ibérique et l'Amérique latine et plus de 80 % s'attachent directement ou indirectement au Brésil. La concentration culturelle est donc remarquable.

De son côté, la recherche historique universitaire brésilienne en histoire ancienne et médiévale est, bien évidemment, concentrée culturellement sur l'Europe médiévale, y compris la Russie et, pour ce qui est de l'histoire ancienne, sur le bassin méditerranéen classique (la Grèce, le monde hellénistique, Rome). Toutefois, on peut noter quelques incursions répétées sur l'Islam et le monde arabe et d'autres, plus exceptionnelles, sur l'Inde et l'Extrême orient (Chine, Japon). Mais la réforme universitaire de 1968 a provoqué le départ des auteurs de ces thèses vers le nouveau Département de Linguistique et Lettres orientales.

Si l'on tient compte du système brésilien des catégories de thèses, le recensement est

alors le suivant. Sept thèses ont été soutenues dans le cadre du système des *catedras*. Parmi leurs auteurs, on trouve les "maîtres" du département d'Histoire : Euripedes Simões de Paula, en histoire ancienne et médiévale, Eduardo d'Oliveira França, en histoire moderne et contemporaine, Manuel Nunes Dias en histoire de l'Amérique et Myriam Ellis en histoire du Brésil.

Ensuite était recensée une liste de thèses de "Livro-docencia", (16 thèses) dont 6 auteurs enseignent alors au Département : Pedro Moacyr Campos (histoire médiévale), Maria Theresa Petrone (histoire du Brésil indépendant), Soia Siqueira (histoire ibérique moderne), Maria Beatriz Nizza da Silva (méthodologie et théorie de l'histoire), Emmanuel da Veiza Garcia (histoire américaine), Maria Luiza Marcilio. Il faut ajouter à cette liste un 17^{ème} postulant de la thèse de Livre-docencia, enseignant l'histoire contemporaine, Carlos Guilherme Mota. Puis, était recensée une liste impressionnante de 90 thèses de doutoramento. Soit 27 thèses de doutoramento d'histoire ancienne et médiévale, 9 thèses de doutoramento d'histoire de l'Amérique, 9 autres thèses de cette catégorie en histoire moderne et contemporaine, 40 thèses en histoire du Brésil, 2 en méthodologie et théorie de l'histoire, 1 en histoire de la civilisation ibérique et 2 en histoire des sciences. Les 2/3 de ces thèses de doutoramento avaient été soutenues entre 1968 et 1973. Enfin, entre 1965 et 1973, 26 thèses de *mestrado* avaient été présentées dont 16 en histoire du Brésil, 5 en histoire ibérique et 1 en histoire de l'art, auxquelles il convenait d'ajouter 9 thèses de *mestrado* de régime spécial (régime vigente), 6 en histoire économique et 3 en histoire sociale.

Dans cette catégorie d'auteurs de thèses de doutoramento des années 1970 avaient été recrutés plusieurs jeunes assistants-docteurs qui exercent aujourd'hui d'éminentes fonctions de direction de recherche. Ils représentent la troisième génération des historiens universitaires formés *in situ*. Parmi eux, relevons les noms de Fernando Novais et José Jobson de Andrade Arruda en histoire moderne, Anita Novinsky et Laima Mesgravis en histoire du Brésil colonial, Unacury Ribeiro de Assis Bastos, Raul de Andrade e Silva, Antonia Fernanda Pacca de Almeida et Ines Peralta en histoire de l'Amérique, Carlos Guilherme Mota en histoire contemporaine, Pedro Bresil Bandecchi, José Sebastião Witter, Suely Robels Reis Queiroz, Reynaldo Pessoa, Maria Odilia Leite da Silva Dias, Maria de Lourdes Janotti en histoire du Brésil indépendant.

Parmi les autres assistants-docteurs relevant de spécialités différentes, relevons les noms d'Augustin Wernet en méthodologie et théorie de l'histoire ainsi que Shozo Motoyama et Maria Amelia dos Santos Mascarenhas Dantas en histoire des sciences. Les réseaux établis par les historiens des sciences avec les noyaux durs de la communauté scientifique brésilienne, à savoir les physiciens de la USP, furent particulièrement propices à l'essor d'une activité scientifique intense qui vient de trouver récemment avec un groupe de recherche en histoire des sciences dirigés en France, au CNRS, par Michel Paty, un nouveau champ de coopération.

Parmi ces auteurs de thèses de doctorato n'exerçant pas encore de responsabilités scientifiques, on pouvait noter, par exemple, les noms de Virgilio Noya Pinto ou d'Edgar Carone dont les travaux font aujourd'hui autorité.

Indépendamment du recensement des thèses, cette note d'information de la *Revista de Historia* rappelait la liste d'un peu plus d'une vingtaine de professeurs étrangers et visitants accueillis au département d'Histoire de la USP. Seuls échappaient à la nationalité française, Afonso d'Escragnolle Taunay qui exerçait son enseignement parallèlement à ses activités de directeur du Museu Paulista, Paul Vanorden Shaw, premier responsable de l'histoire de l'Amérique et les deux historiens portugais Vitorino Magalhaes Godinho et Joaquim Barrados de Carvalho. Mais nos deux collègues portugais étaient-ils vraiment de formation portugaise en matière de recherche ?

Enfin, ce recensement donnait quelques informations précieuses quant aux effectifs d'étudiants en 1974 : le département d'Histoire comptabilisait 1 115 étudiants de niveau *graduação* et 620 étudiants de *pos-graduação*, soit un très beau réservoir de recherches en cours. Les 620 étudiants de *pos-graduação* étaient alors répartis en deux "aires" : l'histoire économique (212) et l'histoire sociale (408).

Telle pouvait être une mesure précise de la production de recherche historique d'une Université brésilienne. Dans l'Université, au sein de la nouvelle Faculté de Philosophie, Lettres et Sciences humaines qui s'était substituée en 1969 à la Faculté de Philosophie, Sciences et Lettres créée en 1934 en même temps que la fondation de l'Université, le Département d'Histoire apparaissait comme l'un des plus importants laboratoires de recherche : 620 étudiants de *pos-graduação* sur un total de 2 116 répartis en 17 "aires". Dans l'historiographie brésilienne, un tel potentiel de recherche universitaire ne pouvait que faire masse critique et jouer un rôle significatif dans le développement de la recherche historique professionnelle en cours de mutation. Enfin, la classification des études historiques de *pos-graduação* en deux "aires" délimitées, l'histoire économique d'une part et l'histoire sociale d'autre part, montre d'évidence à quel point l'Université "hégémonique" du Brésil investissait un champ de la recherche qui s'identifiait au règne alors dominant de l'historiographie mondiale : l'histoire économique et sociale.

Après avoir valorisé, à ses débuts, le concept de "civilisation", São Paulo se trouvait engagé dans le monopole de l'économique et du social.

La prépondérance de l'histoire économique et sociale

Mais les années 1964-1969, c'est-à-dire celles du coup d'Etat militaire et de la militarisation du régime, avaient radicalisé les débats idéologico-culturels qui environnaient la recherche en Sciences sociales, y compris ses institutions universitaires. Ce début des années noires du régime connut les soubresauts de la réforme universitaire de 1968. Alors que plusieurs des membres de cette intelligentsia brésilienne furent

obligés à l'exil comme Celso Furtado ou privés de leurs fonctions universitaires récemment acquises, comme Fernando Henrique Cardoso (Cardoso fonda alors le CEBRAP: (Centro Brasileiro de Análise e Planejamento), alors même que la toute nouvelle Université de Brasilia était complètement "réorganisée", la réforme universitaire, sous la pression d'une imposante demande sociale de formation de cadres de haut niveau, provoquait un changement notable dans les mécanismes de recrutement de l'enseignement supérieur. Cette réforme assura les bases administratives d'un enseignement doctoral et post-doctoral étroitement lié à la recherche. A côté de la radicalisation idéologique et culturelle d'une partie de l'intelligentsia des sciences sociales, souvent même en son sein, s'affichait une nouvelle dynamique de la recherche, beaucoup plus "technique", où le culte du chiffre, de la mesure statistique, tenait de plus en plus lieu d'argumentation.

"Structuralistes" ou "monétaristes", les historiens du développement s'opposèrent dans le vertige des séries statistiques alors que les historiens non-idéologues s'employaient à la pratique des machines à calculer puis des ordinateurs et des banques de données : études démographiques, sociologiques, économiques étaient à l'ordre du jour, stimulées par les débats sur les vertus comparées de l'histoire des prix, histoire sérielle ou histoire quantitative. Les mathématiques étaient même appelées en renfort.

Dans une certaine mesure, l'Université de São Paulo en perdit une partie de sa prépondérance. A Rio, à Salvador, à Curitiba, dans les Universités fédérales mais aussi dans les Universités catholiques, de nouvelles écoles de recherche historique affichaient haut et fort leurs résultats scientifiques. Les historiennes occupaient souvent ces nouvelles chaires. Autour de Maria Cecilia Westphalen, à Curitiba, des travaux de démographie historique étaient programmés que Louis Henry supervisait et auxquels Adeline Daumard, après São Paulo, apportait sa contribution. La voie était ouverte d'une réconciliation entre la démographie historique et la nouvelle histoire sociale. A Salvador, l'époque de Gilberto Freyre était bien révolue : l'esclavage et les prix étaient réconciliés par Katia M. de Queiros Mattoso. A Rio, l'analyse des revenus était testée sur le long terme par Mircea Buescu qui multipliait la reconstitution des séries statistiques par-delà les clivages traditionnels de la périodisation entre l'histoire coloniale et l'histoire nationale.

Les historiens français de l'économie, de Frédéric Mauro à Pierre Chaunu et de Maurice Lévy-Leboyer à Jean Marczewski ne pouvaient que constater avec étonnement et admiration la profusion de ces études économétriques et sociométriques qui se développaient dans l'ancienne terre de laboratoire de Lucien Febvre et de Fernand Braudel. Le colloque international d'*Histoire quantitative du Brésil de 1800 à 1930* organisé par Frédéric Mauro en octobre 1971 à l'Institut des hautes études de l'Amérique latine à Paris, avec l'aide du CNRS, reflétait largement la prolifération de ces nouveaux travaux de l'historiographie brésilienne. (46)

L'HISTORIOGRAPHIE BRÉSILIENNE FACE AUX NOUVEAUX DÉFIS DE LA RECHERCHE HISTORIQUE

Mais un tel engouement ne pouvait que provoquer des réactions salutaires. Ainsi, par exemple, des projets de recherche établis dans d'autres universités ont-ils entrepris de contester la généralisation du modèle économique et social d'industrialisation pauliste à l'ensemble du cas brésilien. Sous l'impulsion de Sandra Jatahy Pesavento, toute une nouvelle histoire industrielle régionale s'est ainsi écrite où Porto Alegre et les régions du Sud ont affirmé leur originalité. Et puis l'histoire des mentalités commença à percer à la fin des années 1970. Si, en France par exemple, l'évolution se caractérisa par l'image bien connue du cheminement de "la cave au grenier", au Brésil, à São Paulo, l'irruption des mentalités dans l'histoire fut issue de la méthodologie et de la théorie de l'histoire. Compte tenu de l'expérience brésilienne en matière de civilisation et de culture, gageons que l'on s'achemine d'ici dix ans vers un engouement exceptionnel pour ce nouveau champ de la recherche en train de s'affirmer : l'histoire culturelle. Enfin, les nouveaux historiens de l'époque contemporaine formés à la recherche lorsque dominait le régime militaire n'hésitent plus à pratiquer l'histoire immédiate : au-delà de Vargas, cette histoire du temps présent s'intègre dans la continuité historique du Brésil, l'analyse d'un régime militaire à travers le prisme d'une problématique de démocratisation renaissante.

De fait, l'analyse de l'histoire de l'historiographie brésilienne permet de poser aux historiens d'aujourd'hui de nombreuses questions. Limitons ce nombre à trois. Première question : que peut-on attendre actuellement de l'apport des historiens "brasilianistes" à l'histoire du Brésil et au développement de l'historiographie brésilienne ? Deuxième question : compte tenu de la masse des travaux engagés aujourd'hui par l'historiographie brésilienne sur l'histoire coloniale et nationale du Brésil, quel impact peut représenter l'historiographie brésilienne dans une production historique qui, dans le monde, est très loin de se "brasilianiser" ? Troisième question : dans quelle mesure l'histoire universitaire, au Brésil, a-t-elle pu bénéficier du soutien des grands organismes et institutions de recherche publics ou privés pour renforcer son potentiel scientifique ?

Essayer de répondre à la première question, concernant le rôle et la place des "brasilianistes", mériterait en soi l'organisation future de beaux colloques. Le Brésil, on le sait, est une terre d'enjeux. D'où l'importance des "missionnaires". Dans cette intervention, priorité a été donnée aux missionnaires français. Pour ce qui est des autres missionnaires européens, il faudrait comparer leur contribution à cette stratégie de modernité de la transplantation culturelle française. Quant aux missionnaires nord-américains, on connaît l'importance des travaux, de Stanley J. Stein à Dauril Alden, pour se limiter à deux d'entre eux concernant le seul domaine de l'histoire coloniale. Ils ont joué et jouent actuellement un rôle essentiel dans le développement de la

recherche historique sur le Brésil. Ne conviendrait-il pas d'entreprendre l'évaluation des articles, des thèses, des ouvrages publiés aux Etats-unis où chacune des principales Universités possède son Département d'études latino-américaines et faire un véritable exercice de bibliométrie ?

Une telle évaluation a été faite concernant la production française et quelques chiffres ont été publiés récemment par le Réseau documentaire du CNRS sur l'Amérique latine. Dans une étude sur les thèses soutenues dans les Universités françaises de 1980 à 1984 soit sur cinq ans, toutes disciplines de sciences humaines et sociales confondues, cette production représente, sur l'Amérique latine, environ 1.000 thèses (sans distinguer entre doctorat d'Etat et doctorat de troisième cycle). Sur ces 1.000 et quelques thèses recensées, environ 220 concernent exclusivement le Brésil. Ignacy Sachs lui-même en a été étonné. Dans son commentaire du recensement du CNRS, il soulignait que l'on soutient en France, en moyenne, quasiment une thèse par semaine sur le Brésil. (48) Quant aux historiens, ils ont soutenu environ une cinquantaine de ces 220 thèses soit près de 23 %, ce qui est beaucoup. Mais il faut savoir que plus d'un auteur sur deux de ces thèses soutenues en France sont des historiens brésiliens. Sur l'ensemble des thèses concernant le Brésil, toutes disciplines confondues, 2/3 des auteurs sont originaires de ce pays.

D'autre part, le nouveau réseau d'information européen sur l'Amérique latine (REDIAL), créé en 1989 dans la foulée du 46^e Congrès international des Américanistes tenu à Amsterdam, a présenté à Tulane, en juillet 1992, un rapport sur le recensement des thèses en sciences humaines et sociales soutenues en Europe sur l'Amérique latine concernant les dix dernières années, de 1980 à 1989 et vient d'en publier, à Madrid, le recensement. Même si le nombre des thèses soutenues en France sur l'Amérique latine avait diminué de près de 50 % entre 1985 et 1989 par rapport à la période 1980-1984, le nombre des thèses, toutes disciplines en sciences humaines et sociales confondues, soutenues sur le Brésil, atteignait le chiffre de 339 sur les dix années 1980-1989 soit encore 23 % du total (1485). On peut donc considérer que le brasilianisme en France domine largement les travaux du même type effectués dans les autres pays européens puisque le nombre de thèses soutenues en Grande-Bretagne sur le Brésil n'était que de 52 (soit 19 % du total des thèses estimé à 273) et que la production des thèses sur le Brésil en Espagne, Pays-Bas ou Belgique était inférieure à 10, en dix ans.⁴⁹

Telle apparaît une mesure, parmi d'autres, du latino-américanisme et du brasilianisme en France et en Europe. Si on compare cette production au volume du travail historique réalisé au Brésil sur l'histoire du Brésil, l'effet quantitatif est très marginal. Il n'en reste pas moins que cet effet est estimé suffisant pour que l'on commence à créer, en France, des chaires d'histoire du Brésil en plus des chaires d'histoire de l'Amérique latine créées depuis une vingtaine d'années. D'autre part, cet effet a été estimé suffisant pour justifier la création d'une filière en France d'une des associa-

tions d'historiens brésiliens.⁵⁰

Essayer de répondre à la deuxième question est une tâche difficile. Les historiens universitaires brésiliens produisent aujourd'hui la plupart des travaux d'histoire du Brésil. Non seulement, ils ont "brasilianisé" l'histoire du Brésil mais ils ont aussi maîtrisé les techniques transférées. Comme le diraient les économistes, le gap technologique a été atteint. Et maintenant que faire ? Faut-il poursuivre cette accumulation quantitative ? Certes, cette accumulation est encore nécessaire car le Brésil présente un certain déficit par rapport à la demande sociale nationale et l'écart est encore fort si la comparaison est faite avec la production nationale des historiens des pays industrialisés. Mais ne faut-il que s'efforcer de continuer à compenser le retard ? Faut-il que les historiens brésiliens, qui ont la possibilité de soutenir leurs thèses en dehors du Brésil, continuent, par exemple, à travailler de façon quasi exclusive sur le Brésil ? Ne faudrait-il pas, aussi, qu'ils travaillent un peu plus dans cette direction ouverte par Euripedes Simões de Paula et Eduardo d'Oliveira França, vers les "frontières des autres mondes" ? De ce point de vue, l'historiographie brésilienne gagnerait à s'ouvrir vers les domaines de l'histoire ancienne et médiévale ou encore s'ouvrir davantage vers l'histoire européenne moderne et contemporaine, comme l'ont fait, par exemple, les historiens nord-américains. Même l'histoire comparée des Amériques aiderait les historiens brésiliens à sortir du champ, si vaste soit-il, d'une histoire "nationale". L'exemple récent d'une équipe attelée, sous la direction d'Enrique D. Dussel Ambrosini, à réviser l'histoire de l'Eglise de l'Amérique latine, impulsée dans les années 1970 par les idées de Vatican II, même si elle découpait encore trop selon une grille nationale l'histoire américaine comme avait eu tendance à le faire, dans le cadre d'une coopération internationale mise en place par l'Organisation des Etats Américains (OEA) dans les années 1950, le programme d'histoire de l'Amérique, allait dans cette perspective.⁵¹ N'existerait-il pas là précisément une nouvelle "frontière" de la coopération susceptible de développer l'historiographie brésilienne ? Et, parmi les nouveaux historiens de la quatrième génération, un effort d'"internationalisation" de l'historiographie brésilienne ne pourrait-il être envisagé ?

Quant à la troisième question, elle concerne l'efficacité même de la recherche universitaire qui, au Brésil comme ailleurs est essentiellement liée au mode de fonctionnement de la recherche individuelle. Certes, tout gage d'efficacité de la recherche ne se situe pas dans l'entreprise de recherche collective. Mais la recherche universitaire en histoire, et de façon plus générale en sciences humaines et sociales, s'adapte mal aux règles de fonctionnement des grands organismes de recherche : elle n'a pas besoin de grands équipements ou plus exactement elle est institutionnellement coupée de ses grands équipements (bibliothèques, archives, musées etc.) L'irruption du chiffre, de la statistique, du quantitatif et donc des ordinateurs, a partiellement rétabli ce contact. Au Brésil, des Fondations comme la Fondation Getulio Vargas avec la création du CPDOC en 1973 ont favorisé cette reprise des relations. Un nouveau dialogue en est résulté.

D'autre part, la pratique de financements de recherche à partir de bourses de pos-graduação depuis la réforme universitaire de 1968 a favorisé l'articulation de la recherche universitaire avec les institutions de recherche. En témoignent, par exemple, les activités d'institutions comme la CAPES du Ministère de l'Éducation ou le CNPq sous tutelle des administrations de la recherche. Dans le champ des disciplines comme la sociologie ou l'économie, voire les sciences de l'éducation, le soutien des organismes internationaux a même été prépondérant : pensons à la CEPAL, à la FLACSO, à la CLACSO au niveau du continent latino-américain. En Europe, nous avons là beaucoup à apprendre. Pour ce qui relève de l'histoire, le CNPq, ces dernières années, a joué un rôle de coordination de grands travaux extrêmement intéressant. De 1987 à 1989, une des chevilles ouvrières de ce nouveau mode relationnel des communautés universitaires d'historiens professionnels avec le CNPq a été José Jobson de Andrade Arruda, à la direction des Sciences de l'Homme et de la Société de cet organisme. Compte tenu de l'intérêt permanent pour l'histoire de la part des sciences humaines et sociales - ce goût et cet appel que nous avons décrit -, le CNPq a programmé, de façon annuelle, des ensembles de financement constitués autour de l'étude d'événements significatifs du passé.

Ainsi, en 1988, nombre de publications et programmes de recherche et de colloques ont-ils été programmés autour du centenaire de l'abolition de l'esclavage. En 1989, les thèmes programmés ont concerné la république et le régime républicain et, avec le concours de la Révolution française, l'analyse des mouvements d'inconfidencia⁵². Actuellement, un des thèmes privilégiés de recherche est l'histoire des femmes, ce qui, compte tenu de la féminisation de la profession d'historien, ne pouvait que séduire nos collègues, très à l'écoute des recherches en cours aux Etats-Unis et en Europe sur un tel sujet. Mais la question féminine n'est-elle pas actuellement une des questions que la société brésilienne se pose à elle-même ? Entre l'histoire sociale et l'histoire des mentalités, de nouveaux projets de recherche émergent pour permettre à la recherche historique de mieux répondre aux besoins de la demande sociale. Parmi les futurs programmes en cours d'élaboration, ne pourrait-il y avoir, bien sûr, un gros programme d'histoire coloniale et d'histoire des origines du Brésil entre 1992 et l'an 2000, revu et corrigé entre autres par l'ethno-histoire ? Alors l'histoire commémorative et cérémonielle ou histoire critique et méthodique ? Capistrano de Abreu avait déjà posé cette question. Alors l'historiographie brésilienne d'aujourd'hui et de demain - l'an 2000 - ne doit-elle pas répondre au défi de l'historiographie définie par Capistrano de Abreu, c'est-à-dire cette historiographie pour qui le Brésil ne commence pas seulement son histoire en 1500 ?

Mais plutôt que de se limiter à être à l'écoute des seuls renouvellements de l'écriture de l'histoire aux Etats-Unis ou en Europe, les historiens brésiliens ne pourraient-ils pas prendre l'initiative de mettre en oeuvre un programme international de recherches sur autre chose que la seule histoire du Brésil ? L'histoire internationale de l'environnement n'apparaîtrait-elle pas, dès lors, comme une opportunité à saisir ?

NOTES

(1) Nous avons dépouillé pour réaliser cette étude les "Actes" des assemblées annuelles de la Sociedade brasileira para a progresso da ciencia (SBPC), les "Bulletins" de l'Associação Nacional dos professores universitarios de historia, les "Annales" de la Sociedade brasileira de pesquisa historica (SBPH), la *Revista de Historia* de l'Universidade de São Paulo, notamment les deux tomes, le volume 100 du "numéro jubilar" de 1974 coordonné par Maria Regina Cunha Rodrigues. Parmi les travaux de José Honorio Rodrigues, on peut consulter notamment: *Teoria da historia do Brasil (Introdução metodologica)*, S. Paulo, 1978, (5e éd.) ; *A pesquisa historica no Brasil*, S. Paulo, 1982 (4e éd.) ; *Historia da historia de Brasil, Historiografia colonial*, S. Paulo, 1979 (2e éd.). De Nelson Werneck Sodré : *O que se dever ler para conhecer o Brasil*, Rio, 1967 (3e éd.) De Sergio Miceli : *les Intellectuels et le pouvoir au Brésil (1920-1945)*, Paris, 1981. De Daniel Pécaut : *Entre le Peuple et la Nation. Les intellectuels et la politique au Brésil*, Paris, 1989. De Carlos Guilherme Mota : *Ideologia da cultura brasileira (1933-1974)*, S. Paulo, 1985 (5e éd.).

Par ailleurs, nous avons constitué nous-même notre propre banque de données à partir des 2500 références de notre *Orientation bibliographique de l'histoire économique du Brésil (1800-1940)*, Toulouse, 1967 (500 p. dactyl.). Certaines réflexions ont été développées dans nos deux thèses de doctorat : une thèse de doctorat de troisième cycle intitulée : *Contribution à l'étude de l'économie rétrospective du Brésil. Essai d'historiographie*, 800 p. soutenue en 1973 et une thèse de doctorat ès Lettres et sciences humaines intitulée : *Le Brésil et l'Europe atlantique (XVII^e-XVIII^e siècles). L'invention contemporaine de la brasilianité*, 2241 p., soutenue en 1986 toutes deux devant l'Université de Paris X. D'autres réflexions ont été proposées dans nos ouvrages : *Aspects de la coopération franco-brésilienne. Transplantation culturelle et stratégie de la modernité*, Paris, 1982 ; *L'Amérique latine et le latino-américanisme en France*, Paris, 1985 (en collaboration avec Jacques Chonchol) ou encore *France-Brazil-Vingt ans de coopération (science et technologie)*, Paris, 1989 (en collaboration avec Luiz Claudio Cardoso).

(2) Glénisson Jean : *Vingt-cinq ans de recherche historique en France (1940-1965)*, Paris, 1965 (2 volumes.)

(3) J. H. Rodrigues : *Teoria...*, o.c., p. 438

(4) Ch. O. Carbonell : *Histoire et historiens. Une mutation idéologique des historiens français (1865-1885)*, Toulouse, 1976.

(5) G. Martinière : *L'Amérique latine...*, o.c., p. 69. D'autre part sur "la sociologie et l'art de sauver le Brésil" cf. *Aspects...*, p. 11. L'expression est de Mario de Andrade.

(6) J. H. Rodrigues : *A pesquisa...*, p. 276

(7) Je remercie tout particulièrement le sociologue Eduardo Diatayh B. de Menezes, de l'Université Fédérale du Ceará, et ma collègue historienne de l'Université Fédérale du Rio Grande do Sul, Sandra Jatahy Pesavento, qui ont soumis au feu de la critique constructive, en 1992, certaines de nos hypothèses de travail. Nous avons tenu compte de plusieurs de leurs remarques dans cette présentation de nos propos. Mais, sans doute, le débat ne fait-il que commencer...
prolonger...

(8) Emile Coornaert : "Aperçu de la production historique récente au Brésil" in *Revue d'histoire moderne*, 1936, t. XI, n° 21, pp. 44-60 ; d'Henri Hauser : "Notes et réflexions sur le travail historique au Brésil" in *Revue historique*, 1937, t. 181, pp. 85-98.

(9) E. Coornaert : "Aperçu...", art. cit., p. 45 et p. 60

(10) idem, p. 94

(11) J. H. Rodrigues : *Teoria...*, o.c., p. 44

(12) Voir notamment D. Pécaut : *Entre le Peuple...*, o.c., p. 17

- (13) J. H. Rodrigues : *Teoria...*, o.c., p. 34
- (14) idem, p. 33
- (15) J. H. Rodrigues : *A pesquisa...*, o.c. p. 38
- (16) E. Coornaert : "Aperçu...", art. cit., p. 45
- (17) Rollie E. Poppinio : "A century of the Revista de Instituto historica a geografico brasileiro" in *Hispanic American Historical Review*, 1953, vol. XXIII, n° 2. D'autre part, d'E. Coornaert : "Aperçu...", p. 45 et suiv.
- (18) J. H. Rodrigues : *A pesquisa...*, o.c., p. 232
- (19) E. Coornaert : "Aperçu...", art. cit., p. 45
- (20) Francisco Adolfo de Varnhagen : *Historia geral do Brasil (isto e descobrimento, colonização, legislação e desenvolvimento deste Estado, hoje imperio independente, escripta em presença de munitos documentos autenticos recolhidos nos arquivos do Brasil, de Portugal, de Espanha e da Hollanda (por un socio de instituto historico do Brasil, natural de Sorocaba)* Rio, 1854, XV - 479 p.
- (21) J. H. Rodrigues : *Teoria*, o.c. p. 130
- (22) idem, p. 151
- (23) D'après H. Hauser : "Notes...", art. cit., p. 88.
- (24) João Pandia Calogeras : *A politico exterior do Imperio*, Rio, 1927-1928 (2 vol.). Un troisième volume sera publié en 1933 à S. Paulo.
- (25) J. H. Rodrigues : *Teoria...*, p. 34
- (26) Afonso d'E. Taunay : *Historia geral das bandeiras paulistas*, S. Paulo, 1924-1950 (11 vol.)
- (27) H. Hauser : "Notes...", art. cit. p. 89
- (28) Euclides da Cunha : *Os Sertoës*, Rio, 1902, 1902. D'Heitor Marçal : *Marinha e Sertão (Fundamentos da economica colonial)*, Rio, 1950.
- (29) J. H. Rodrigues : *Teoria...*, o.c. p. 201. De Capistrano de Abreu. *Capitulos de historia colonial (1500-1800)*, Rio, 1928.
- (30) La liste des membres ainsi que les statuts de l'Association Capistrano de Abreu se trouvent en annexe de l'édition de 1934 des *Capitulos...* (F. Brigueit and Co ed.), pp. 241-254.
- (31) Cf E. Coornaert : "Aperçu...", art. cit., p. 52
- (32) Sur ce point cf G. Martinière : "L'école des Annales et les Amériques latines (1929-1949)", in *Aspects...*, o.c., pp. 151-170. Parmi les différents travaux sur les *Annales*, on consultera : Jacques Le Goff : *La nouvelle histoire*, Paris, 1978 (en collab. avec Roger Chartier et Jacques Revel) ; Hervé Coutau-Bégarie : *Le phénomène nouvelle histoire. Grandeur et décadence de l'école des Annales*, Paris, 1989 (2e éd.) ; François Dosse : *L'histoire en miettes. Des "Annales" à la "nouvelle histoire"*, Paris, 1987, Brigitte Mazon : *Aux origines de l'EHESS (Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales). Le rôle du mécénat américain.*, Paris, 1988, etc..
- (33) Gilberto Freyre : *Maîtres et esclaves, La formation de la société brésilienne*, Paris, 1952 avec une préface de Lucien Febvre intitulée "Brésil, terre d'histoire", traduit par Roger Bastide.
- (34) Caio Prado Junior : *Evolução politica do Brasil. Ensaio de interpretação materialista de historia do Brasil*, S. Paulo, 1933.
- (35) H. Hauser : "Notes...", art. cit., p. 94
- (36) Cf sur ce point Carlos Guilherme Mota : *Ideologia...*, o.c., p. 30 et suiv.
- (37) idem, p. 23
- (38) G. Martinière : *France-Brésil...*, o.c., p. 53 et suiv., notamment les contributions de F. Mauro : "L'histoire en quête du temps et de l'espace" et de José Ribeiro de Araujo Filho, Azis Simão et Eduardo d'Oliveira França : "Université de São Paulo. Faculté de philosophie, lettres et sciences humaines. Rapport sur les professeurs français (1934-1987)", p. 17 et suiv.
- (39) Maria Cecilia Westphalen : *Anais do I seminario de Estudos brasileiros*, USP, 1972, p. 38

- (40) J. H. Rodrigues : *Teoria*, o.c., p. 36. D'autre part, la citation de C.G. Mota est extraite de *Ideologia...*, o.c., p. 24
- (41) C.G. Mota : *Ideologia...*, p. 24
- (42) Celso Furtado : *La formation économique du Brésil de l'époque coloniale aux temps modernes*, Paris, 1972. Sur ce point cf. G. Martinière : "Celso Furtado face aux dilemmes de l'économie brésilienne : progrès et/ou stagnation, créativité et/ou dépendance ?" in *Aspects...*, o.c., p. 171 et suiv.
- (43) Sergio Buarque de Holanda : *Historia geral da civilização brasileira*, S. Paulo, 1983 (4e éd.). Maurice Crouzet : *Histoire générale des civilisations*, Paris, 1963, 7 vol.
- (44) D. Pécaut : *Entre le Peuple...*, o.c., p. 97
- (45) Simon Schwartzman : *Formação da comunidade científica no Brasil*, S. Paulo, 1979, p. 281 et suiv.
- (46) *Revista de Historia*, numéro jubilar, 1974. Sur ce point cf. en particulier : "Noticia informativa. Teses defendidas no departamento de historia da Universidade de São Paulo (1939-1974)", pp. 821-857.
- (47) *L'Histoire quantitative du Brésil de 1800 à 1930*, Paris, 1971 (coord. F. Mauro)
- (48) *Thèses sur l'Amérique latine soutenues en France, 1980-1984*, Paris, 1987. De ce "répertoire bibliographique en sciences sociales et humaines" publié par le Réseau documentaire Amérique latine du GRECO26 - CNRS, on consultera les commentaires d'Ignacy Sachs sur le Brésil, p. 10. D'autre part, sur l'ensemble de cette question cf. G. Martinière : *l'Amérique latine...*, o.c., p. 7
- (49) Red europea de informacion y documentacion sobre America latina, REDIAL. Le Secrétariat général du REDIAL est actuellement assuré par Mona Huerta, à l'Institut des Hautes études de l'Amérique latine à Paris.
- Sur le recensement des thèses cf. l'article de Claudie Dupont : "Tesis doctorales europeas sobre América latina. 1980-1989" pp. 94-110, *La informacion científica sobre América latina en ciencias sociales y humanidades en 1991. Documento de trabajo*, Paris, REDIAL, 1992 (coord. Mona Huerta), 454 p. D'autre part cf. REDIAL : *Repertorio de tesis europeas, sobre América latina 1980-1990*, Madrid, 1992, 429 p. (coord. Adelaida Roman).
- (50) Associação de professores universitarios de historia (ANPUH, "nucleo" de Paris. Cette section française créée le 25 janvier 1990 a organisé le 1er juin 1990 un forum sur "A pesquisa historica brasileira na Europa". A propos des chaires universitaires d'histoire de l'Amérique latine et d'histoire du Brésil dans les universités françaises, cf. G. Martinière : *France-Brésil...*, o.c., p. 173 et suiv. Il existe actuellement deux chaires d'histoire du Brésil en France : l'une, occupée par Katia M. de Queiros Mattoso, à l'Université de Paris I Sorbonne, l'autre, à l'Université de la Sorbonne nouvelle - Paris III- occupée par l'auteur de ces lignes.
- (51) La comision de Historia, présidée par Silvio Zavala de l'Instituto panamericano de geografia e historia, organisme spécialisé de l'Organisation des Etats Américains (OEA), a établi dans les années 1950 un Programa de Historia de América divisé en trois périodes : "période indigène", placée sous la responsabilité de Juan Comas, "période coloniale", coordonnée par Silvio Zavala lui-même et "période nationale", animée par Charles C. Griffin. D'autre part la Commission d'histoire de l'Eglise de l'Amérique latine (CEHILA) s'est réunie pour la première fois à Quito en 1973 conformément à une proposition d'Enrique Dussel. Sur ce point cf. Eduardo Hoornaert : "Sobre a metodologia de nosso projeto de historia da Igreja na América latina na momento que atravessamos" in *Boletim CEHILA*, n° 42, sept. 1992, pp. 25
- (52) D'après les informations transmises à G. Martinière par José Jobson de Andrade Arruda, alors, chargé du département des Sciences de l'Homme et de la Société au CNPq en mars 1988. Sur ce point cf. notre rapport de mission effectué pour le Club Amérique latine du Comité des relations industrielles (CRIN) du CNRS, déc. 1988.

MANIFESTATIONS SCIENTIFIQUES

L'Europe et l'Amérique latine Processus d'intégration et nouveaux rapports

Institut des Hautes Études de l'Amérique Latine (IHEAL)
Banque Interaméricaine de Développement (BID)

Paris 20-21 juillet 1993

Chercheurs, universitaires, représentants des entreprises européennes et hauts fonctionnaires des organismes multilatéraux (CEE, OCDE, CNUCED) ont participé aux deux journées de ce colloque et ont débattu de ce qu'est, ce qu'ont été et ce que seront les relations entre l'Europe et l'Amérique latine. Les principales conclusions de ce colloque sont résumées ci-dessous.

Historiquement, le protectionnisme et l'intervention de l'État ont accompagné les processus de croissance et de développement. En Europe, une tradition protectionniste a toujours existé pour empêcher l'entrée des produits et des hommes. Outre les normes techniques et autres mécanismes, le protectionnisme utilise actuellement de nouveaux arguments : la démocratisation, la défense de l'environnement, les priorités géographiques et historiques (1. l'Europe de l'Est, 2. Les pays ACP -Afrique, Caraïbes, Pacifique-, 3. Les pays de la Méditerranée, 4. l'Amérique latine). Par ailleurs, la globalisation en Europe doit s'entendre comme un nouveau type d'intégration des entreprises en réseaux qui opèrent dans des pays où les conditions sont plus favorables. Néanmoins, le protectionnisme sera surtout un protectionnisme des grands groupes et réseaux d'entreprises et non plus uniquement, un protectionnisme de pays ou de blocs.

Si 55 % du budget de coopération de la CEE est destiné à l'Amérique latine, il n'existe pas encore de politique communautaire vis à vis du continent. C'est ainsi que chaque pays-membre défend des positions et/ou des intérêts propres dans des instances comme le G7, le FMI ou la Banque mondiale dont les politiques ont une grande influence dans la région. La démocratisation des institutions de Breton Woods ou l'adoption par certaines d'entre elles du modèle de "bon gouvernement" ne font pas partie de l'ordre du jour. Actuellement, à l'intérieur du cadre de coopération, la CEE met en place le transfert de la technologie de l'intégration conjointement au Groupe de Rio. Il s'agit de créer différents centres en Amérique latine (Montevideo, Buenos Aires, Santiago du Chili) pour l'information et la formation des cadres latino-américains en intégration du secteur privé et direction d'entreprises, rôle de l'État, réformes et décentralisation, échanges universitaires.

En Europe, le déclin de l'idée d'aide au développement -et de tiers-monde-, trouve des justifications dans l'aggravation des problèmes transversaux qui affectent autant le Nord que le Sud : sida, drogue, environnement, migrations. C'est pourquoi il convient d'optimiser les fonds limités de la CEE en partant d'un nouveau concept : la coopération économique. La CEE propose également des politiques d'ajustement structurel, même si elles sont nuancées par le modèle de "bon gouvernement" - croissance économique, bien-être social, droits de l'homme. Peu à peu, l'État, lui aussi, abandonne son rôle de régulateur au bénéfice du marché, comme c'est le cas de la politique agricole communautaire qui n'est plus, depuis longtemps, un modèle.

Dans cette nouvelle vision de coopération économique, les principaux acteurs sont les entreprises européennes du secteur privé - y compris les organisations de la société civile. Il faut inciter les unes et les autres à investir en Amérique latine et les différents pays, eux aussi, doivent favoriser ces investissements. On espère que la consolidation du marché unique européen puisse avoir un impact positif tant pour l'Amérique latine que pour certains produits, du fait d'une plus grande demande suscitée par la hausse des investissements. En ce sens l'Amérique latine aurait besoin de restructurer son offre en quantité, qualité et services après vente. Il ressort que la CEE constitue aujourd'hui le premier marché pour le Chili, l'Uruguay, le Paraguay et l'Argentine et le second pour le reste des pays latino-américains. Les chefs d'entreprise européens, quant à eux, voient dans cette initiative des Amériques une nouvelle doctrine Monroe et la reconquête d'un marché perdu dans lequel les États-Unis se proposent de regrouper les matières premières, la technologie et les bas salaires pour augmenter leur propre compétitivité. Cependant, les processus de privatisation sont vus comme une porte ouverte favorable à l'investissement européen.

A la différence de la CEE on assiste, en Europe centrale et orientale, à un processus de désintégration. Dans le cas de la CEI, la Russie a "désidéologisé" ses relations avec Cuba. Celles-ci passent désormais par des critères commerciaux, des intérêts nationaux et se fondent sur les prix en vigueur sur le marché international. Différents pays latino-américains ont été affectés par la cessation des paiements des importations de l'ex-URSS. Il apparaît que la Russie essaie de redynamiser ses relations avec l'Amérique latine, sur de nouvelles bases afin de ne pas rester à la traîne des États-Unis ou de la CEE : "la Russie fut grande, est grande et sera grande". Il s'agit de monter un centre russe, d'études latino-américaines en sciences sociales, afin d'analyser des problèmes communs comme démocratisation et développement. En fin de compte, s'il existe une grande activité en faveur de l'Amérique latine dans la société civile et les ONG européennes, on remarque sa marginalité et son peu d'influence sur l'opinion publique et les politiques gouvernementales.

Fondation pour le Progrès de l'Homme
Traduction de la rédaction.

INFORMATION SCIENTIFIQUE ET COOPÉRATION

A PROPOS DE L'HISTOIRE DE L'HISTORIOGRAPHIE BRÉSILIENNE*

Guy MARTINIERE **

ETAT DE LA RECHERCHE HISTORIQUE ET HISTORIOGRAPHIE

Les propos sur l'histoire de l'historiographie brésilienne ne constituent en aucun cas un rapport en bonne et due forme sur l'état de la recherche historique au Brésil. De tels rapports ont proliféré depuis une trentaine d'années et ont été rédigés parfois à la demande des décideurs en matière de politique scientifique nationale ou internationale, parfois à l'initiative des praticiens eux-mêmes dans le cadre de diverses institutions, corporatives comme les associations, ou scientifiques comme les académies. Ces rapports nécessitent au préalable pour leur rédaction, de minutieuses enquêtes, élaborées le plus souvent à partir de questionnaires précis envoyés à tous les acteurs concernés. Ils permettent la réalisation de photographies de l'état de l'art.

Certains d'entre eux, décrivant la situation de l'historiographie brésilienne, furent présentés à l'occasion de réunions académiques et/ou associatives comme celles organisées par la Sociedade brasileira para o progresso da ciencia (SBPC), l'Associação dos Professores Universitarios de Historia (ANPUH), fondée par Euripedes Simões de

* Le texte de cet article reprend et met à jour certains éléments d'une communication présentée le 29 août 1990 du 17^e Congrès international des Sciences historiques (26 août - 2 septembre 1990 - Madrid) dans le cadre de la Commission d'histoire de l'historiographie, dont les Actes ont été publiés in *Storia della storiografia*, Turin, 19, 1991, pp. 117-146

** Historien, Professeur à l'Université de la Sorbonne nouvelle - Paris III - Institut des Hautes Etudes de l'Amérique latine.

Paula, ou encore la Sociedade brasileira de pesquisa historica (SBPH). Ces différents rapports peuvent être très utilement complétés par de nombreux articles de revues, ceux notamment de la prestigieuse *Revista de Historia* fondée au milieu de notre XXe siècle et publiée à São Paulo, ainsi que différents ouvrages de référence sur l'historiographie brésilienne, particulièrement ceux de José Honorio Rodrigues, du général historien Nelson Werneck Sodré ou encore de Carlos Guilherme Mota. Une utilisation notable des travaux des sociologues de la culture permettra enfin de préciser la situation des historiens brésiliens au sein de la corporation des intellectuels, en particulier les récents travaux de Sergio Miceli et de Daniel Pécaut.¹

Il est intéressant de noter qu'en France, Jean Glénisson, avait rédigé un rapport important sur la recherche historique française, à peine rentré du Brésil où il venait de passer trois ans, de 1958 à 1960, au Département d'histoire de l'Université de São Paulo.² N'avait-il pas été chargé d'organiser l'enseignement de la chaire de "Méthodologie et Théorie de l'Histoire" qui venait d'y être créée ? Jean Glénisson écrit d'ailleurs à São Paulo un ouvrage qui allait devenir au Brésil un classique du genre : *Iniciação aos Estudos historicos* dont la lecture fut recommandée à tout jeune étudiant d'histoire de l'Université. Sa formation de médiéviste l'avait-elle préparé à une telle sensibilisation au "métier d'historien" ? En tout cas, le fait d'avoir choisi un professeur français "visitant" était bien dans la tradition de cette Université brésilienne depuis sa création en 1934.

Au demeurant, ce choix n'avait pas manqué de provoquer le mécontentement de certains historiens brésiliens spécialistes d'historiographie : José Honorio Rodrigues, par exemple, a évoqué les confidences que lui fit, en décembre 1957, Oliveira França, alors chef du Département d'histoire de la USP, quant à un tel recrutement "français" ; il décrit aussi certaines des barrières dressées contre son propre recrutement à un tel type de chaire, à São Paulo ou à Rio, alors qu'il venait de publier la deuxième édition de sa *Teoria da Historia do Brasil*. J. H. Rodrigues concluait avec amertume et ironie : "Le professeur idéal pour une matière fondamentalement nationale devait être un Français."³ D'ailleurs, ce choix reflétait bien une politique de recherche puisque Charles-Olivier Carbonell enseigna dans ce même Département d'histoire de l'Université de São Paulo, en 1970, cette "méthodologie" et cette "théorie" de l'histoire, au moment où il consacrait sa thèse à l'analyse de la "mutation idéologique des historiens français entre 1865 et 1885".⁴

Au Brésil, depuis les années 1950, l'histoire, les travaux des historiens brésiliens n'ont pas été absents des débats propres aux sciences humaines et sociales entre économistes et sociologues aux implications idéologiques et politiques évidentes, et notamment des débats sur la question du "développement". En effet, de tels débats supposaient que les interprètes soient à même de sortir de l'actualité immédiate, de la conjoncture, bref du "temps court", pour entrer dans le domaine de l'évolution de la formation historique du Brésil, de la structure, bref du "temps long". Plus les écono-

mistes et les sociologues s'interrogeaient sur le développement du Brésil, plus ils aspiraient à vouloir "sauver" le Brésil, forts de leurs connaissances scientifiques, plus la dimension historique du problème posé apparaissait prépondérante, plus l'appel à l'histoire devenait essentiel. C'était même l'histoire qui était en mesure de trancher le débat. Se substituant à la sociologie, l'histoire apparaîtrait-elle susceptible de "sauver le Brésil" ?⁵ Mais l'affaire apparaissait d'autant plus complexe que l'appel à l'histoire signifiait-il, véritablement, l'appel aux historiens ? Et les historiens se sentaient-ils appelés par cette "demande sociale", de nature politique et idéologique et ont-ils même participé à ce débat ?

Enfin, cet appel à l'histoire a-t-il été suffisant pour provoquer un essor des études historiques, former de jeunes chercheurs, engager des travaux de recherche, bref assurer la croissance d'une science historique "en soi" et "pour soi" susceptible d'entraîner un "développement de l'historiographie brésilienne" ? Ainsi, il pourrait apparaître comme une évidence de préciser que l'historiographie brésilienne est l'histoire de l'histoire du Brésil écrite par les historiens brésiliens.

Mais l'histoire du Brésil n'est pas écrite seulement par les historiens brésiliens et il existe une catégorie particulière d'intellectuels et universitaires que l'on appelle les "brasilianistes". Or, ces spécialistes de l'histoire du Brésil ne sont pas de nationalité brésilienne mais d'origine nord-américaine ou européenne, en attendant la prochaine arrivée sur le marché - mais n'est-ce pas déjà fait ? - des brasilianistes japonais. José Honorio Rodrigues, toujours lui, a appelé l'attention sur cette catégorie particulière d'intellectuels au coeur des travaux sur les aires culturelles.⁶

Et puis, il faut aussi reconnaître que tous les historiens brésiliens n'écrivent pas seulement sur l'histoire du Brésil. Même si les historiens brésiliens se sont attachés à "brasilianiser" l'histoire, et avant tout l'histoire du Brésil bien sûr, certain, d'entre eux entreprennent aussi des travaux sur autre chose que l'histoire du Brésil, voire sur autre chose que l'histoire de l'Amérique latine. Seulement, ils ne sont pas encore parvenus à acquérir cette réputation de leurs collègues nord-américains qui, sortant de leurs frontières et de la "business history" dans les années soixante, ont connu un succès remarqué... même auprès des historiens français et surtout à propos de la Révolution française.

On ne pourrait donc réduire l'historiographie brésilienne aux seuls travaux d'histoire du Brésil effectués par les historiens brésiliens. Il conviendra de prendre aussi en compte, dans cette réflexion sur l'histoire de l'historiographie brésilienne, l'apport du "brasilianisme" comme l'apport des sciences historiques, au Brésil, concernant des recherches autres que celles d'histoire du Brésil. C'est-à-dire des recherches ne relevant pas de la seule "formation historique du Brésil", ou mieux de la "civilisation brésilienne". Essayons de poser quelques-uns de ces problèmes en tenant compte d'une grille d'interprétation d'autant plus susceptible d'être contestée qu'elle nous est très personnelle.⁷

LES SCIENCES HISTORIQUES, L'ENSEIGNEMENT ET LA RECHERCHE DANS LE NOUVEAU DISPOSITIF INSTITUTIONNEL DES UNIVERSITÉS À PARTIR DE 1934

Au Brésil, la formation des historiens par l'Université dans la perspective de la mise en oeuvre d'une pratique de la recherche historique est relativement récente. Elle date, tout au plus, d'une cinquantaine d'années. C'est, en effet, dans les années 1930, que le Brésil a connu la création d'un premier réseau de Facultés de Philosophie, Sciences et Lettres. Les exemples les plus significatifs se trouvent être d'abord celui de São Paulo - l'Universidade de São Paulo (USP), créée en 1934 - ; puis celui de Rio de Janeiro, l'Universidade do Distrito Federal, créée en 1935, devenue, entre 1937 et 1939, Universidade do Brasil.

Dans le cadre de ces Facultés des Lettres furent établis des Départements d'Histoire. Certes, un enseignement d'histoire de type universitaire pouvait être organisé dans d'autres institutions d'enseignement supérieur, comme, par exemple, à l'Escola livre de Sociologia e Política, créée en 1932 toujours à São Paulo - enseignement qui y joua un rôle notable dans le développement de la recherche historique -, ou encore dans les Universités catholiques dont les premières furent créées à partir de 1939-1940, selon le modèle des Facultés. Mais, d'une façon générale, ce fut dans ce premier réseau d'Universités que la discipline historique commença à être enseignée afin de développer une culture disciplinaire et scientifique de haut niveau et de contribuer à la formation d'étudiants en tant que futurs professeurs de l'enseignement secondaire. Dès lors, l'enseignement de l'histoire et la recherche historique de type universitaire se trouvaient confrontées, comme dans la plupart des autres disciplines "littéraires" et "scientifiques", c'est-à-dire en dehors du droit, de la médecine et des sciences de l'ingénieur, qui connurent un cycle institutionnel de développement différent, à la pratique de la recherche historique universitaire internationale.

En 1937, quatre Universités avaient commencé à fonctionner au Brésil sur ce modèle : outre São Paulo et Rio, on remarquait celle de Porto Alegre, et celle du Minas Gerais. Il en existait une quinzaine en 1953.

Lorsque ces Départements d'Histoire furent créés, le diagnostic porté sur l'état alors existant des sciences historiques fut établi à travers deux principaux témoignages - nous dirions aujourd'hui des "expertises" - proposés par des universitaires français qui avaient été parmi les premiers missionnaires dans les Universités brésiliennes à peine créées, Emile Coornaert à São Paulo et Henri Hauser à Rio. Emile Coornaert avait donné un "aperçu de la production historique récente au Brésil" à la *Revue d'Histoire moderne* qui le publia en 1936. Et Henri Hauser avait écrit des "notes et réflexions sur le travail historique au Brésil" pour la *Revue Historique* qui les publia en 1937.⁸

Leur diagnostic était précis : il était temps que le Brésil puisse véritablement mettre en place une structure universitaire d'enseignement et de recherche historique de type universitaire même s'ils constataient que l'enseignement et la recherche dans cette discipline historique n'étaient pas inexistantes - relevant à plaisir combien le Brésil avait le "goût traditionnel de l'histoire"⁹ et décrivant "l'excellence de maints travaux, qui ne le cèdent en rien aux publications les mieux qualifiées d'Europe"¹⁰.

Pour les deux missionnaires, le diagnostic de l'état de l'historiographie brésilienne en 1935-1936, derrière des apparences brillantes qui incitaient les historiens européens à la découverte de l'originalité de la formation nationale brésilienne, était sévère. Mais, pour être sévère, il n'en était pas moins optimiste : "l'historiographie brésilienne, selon Henri Hauser, paraît désormais entrée dans un âge nouveau, l'âge de la critique" (10). L'enjeu valait bien le déplacement au Brésil.

Un tel diagnostic a été relevé avec force et malice par José Honorio Rodrigues qui ne se priva pas d'appeler à la rescousse Charles Raphl Boxer. Boxer avait constaté, en 1954, à propos de l'historiographie portugaise, les mêmes défauts que ceux décrits par Henri Hauser à l'égard de l'historiographie brésilienne. Mais, entre les deux écoles historiques, il relevait une différence notable : ces péchés étaient considérés comme "mortels" pour l'historiographie portugaise alors qu'ils n'étaient que "véniels" pour l'historiographie brésilienne. Toutefois, pour le Brésil, si ces défauts n'étaient pas corrigés très vite, ils pouvaient devenir à leur tour "capitaux".¹¹

En fait, l'origine des défauts de l'historiographie brésilienne dans les années 1930, ce "défaut de préparation au travail historique qui caractérise trop souvent les érudits brésiliens", était nettement identifié. Il s'agissait d'un problème de formation : "ces érudits étaient des "autodidactes". Or, dans cette période où les intellectuels brésiliens apparaissaient confrontés à une "professionnalisation du savoir", l'ère des érudits-autodidactes ne pouvait qu'être close.

L'HISTOIRE "ACADÉMIQUE" ET "ÉRUDITE" DES INTELLECTUELS AUTODIDACTES ET L'INDÉPENDANCE D'UNE NATION

Construire la mémoire textuelle du passé d'une jeune nation indépendante au XIXe siècle

Il faudra bien qu'une solide étude sociologique soit entreprise, un jour, pour mieux connaître ces quelques centaines d'érudits-autodidactes qui construisirent les fondations de l'historiographie brésilienne dans les Instituts et autres Académies créés au lendemain de l'Indépendance du Brésil au XIXe siècle. Certes, le rôle des intellectuels dans la société brésilienne, leur mission de construction et de valorisation de la

“culture” et de la “civilisation” brésiliennes, à partir des années 1920-1930, à partir surtout de l’effet créateur et médiatique de l’année-clé de 1922, année de la première révolte des “tenentes” dans l’armée, de la naissance du Parti Communiste Brésilien et de la fameuse Semaine d’Art moderne de São Paulo, ont été analysés et disséqués par de nombreux sociologues, voire même des historiens afin d’en décrire leur impact de modernisateurs.¹² Mais, à de très rares exceptions près, très peu de travaux ont été consacrés à l’analyse du rôle et de la mission des intellectuels “autodidactes” du premier XIXe siècle. Or, cette catégorie d’érudits-autodidactes a bien été à l’origine de la construction première de l’historiographie brésilienne : ils représentent la base de l’édifice sur lequel les modernisateurs et les professionnels du savoir scientifique ont exercé leur talent, iconoclaste tout autant que réorganisateur.

Ces érudits-autodidactes furent les véritables fondateurs de l’historiographie brésilienne. Ils étaient confrontés à une situation que les historiens des jeunes nations du tiers-monde connaissent bien aujourd’hui depuis la décolonisation : montrer que la nation brésilienne existe impliquait l’élaboration d’une “formation historique du Brésil”. Or, l’affaire n’était pas simple : il fallait tout “inventer”.

Il fallait retrouver une mémoire de l’écrit, donc constituer des archives dont les documents originaux étaient, bien sûr, en Europe, au Portugal, c’est évident, mais aussi en Angleterre, en France... jusqu’en Autriche et en Russie ! Il fallait réécrire l’histoire “coloniale” dans la perspective d’une affirmation de l’Indépendance et de la constitution d’une nouvelle “nation”. Décoloniser l’histoire portugaise signifiait alors montrer que le Brésil devait jouer un rôle “national” bien plus important que l’ancienne mère-patrie dans le concert des grandes nations du XIXe siècle, même s’il n’était pas - encore ! - un des principaux acteurs de cette Histoire mondiale en train de se faire.

On sait comment l’historiographie française et l’historiographie anglaise sont parvenues à modeler l’histoire universelle en consacrant le rôle “civilisateur” de leurs nations respectives. N’étant pas au centre du Monde - le Monde européen bien sûr - mais à sa périphérie frontalière, le Brésil devait d’abord faire la preuve qu’il existait. Si éloigné de l’Europe, il n’avait aucune possibilité de réécrire l’histoire de cette Europe et ne pouvait donc qu’importer “la” connaissance historique dominante, la lire - dans le texte et la langue d’origine - ou la copier, éventuellement la traduire.

Il devait toutefois aussi corriger cette histoire européenne à la marge, celle de la colonisation et de l’expansion européennes, en réévaluant ses origines mêmes (histoire coloniale). Il devait enfin ajouter un chapitre à l’histoire européenne en assurant la chronique de son histoire nationale en train de se faire. Comme le constatait Capistrano de Abreu, dès 1875, si l’Indépendance avait transformé le complexe d’infériorité du Brésil envers le Portugal en complexe de supériorité, elle n’en avait pas pour autant modifié son complexe d’infériorité par rapport à l’Europe.¹³

Vianna Moog a été un de ceux qui ont le mieux décrit l’importance de cette “catharsis historiographique”. Sa confrontation entre les “bandeirantes” et les “pionniers”

des Etats-Unis d'Amérique vaut bien une relecture pour mieux comprendre le fonctionnement du laboratoire brésilien de décolonisation de l'Histoire et de construction de la formation de la nationalité.¹⁴ Mais attention : Vianna Moog compare les "bandeirantes" aux "pionniers", il ne compare pas les constructeurs du Brésil à leurs homologues d'Amérique latine hispanophone. En dehors des "Libertadores", quel pourrait être, d'ailleurs, l'équivalent hispano-latin des "bandeirantes" ?

Les principales institutions de conservation et de construction de la mémoire retrouvée : une production historique imposante, de qualité inégale.

Dans les premières années du XIXe siècle, la mémoire historique du Brésil a été construite et reconstituée autour de trois institutions : la Biblioteca Nacional de Rio de Janeiro, l'Arquivo Nacional et l'Instituto Historico e Geografico Brasileiro. Même si la Biblioteca Nacional fut créée en 1810, sous la dénomination de Biblioteca Real, c'est-à-dire avant l'Indépendance du Brésil, on peut considérer que la naissance de ces trois institutions correspond bien à la phase d'émergence de la nation brésilienne en situation de rupture politique avec le Portugal. C'était parce que le Prince Régent D. João avait été dans l'obligation de quitter Lisbonne pour le Vice-Royaume du Brésil en 1808, qu'une partie de l'ancienne Biblioteca Real de Ajuda, au Portugal, reconstituée, fut transférée à Rio. Le Brésil indépendant fut d'ailleurs amené à payer ce transfert : une somme de 800 contos fut ainsi versée à Lisbonne en 1825. Créé sur le papier par la Constitution de 1824, l'Arquivo Nacional ne fut effectivement mis en place qu'en 1838. Cette même année vit la création de l'Instituto Historico e Geografico Brasileiro. Sans doute entre 1810 et 1838, d'autres institutions destinées à conserver et promouvoir la mémoire du passé virent-elles le jour. Tel fut le cas, notamment, de l'Arquivo "historico" do Ministerio das Relações Exteriores, fondé en 1828, ou de l'Arquivo Militar, créé dès 1808.

Mais cette année 1838 constitue bien une date clé de la reconstitution de la mémoire du Brésil puisque, comme l'a signalé José Honorio Rodrigues, "la recherche historique brésilienne est née avec l'apparition de l'Instituto".¹⁵ Emile Coornaert rendit d'ailleurs hommage à cette vénérable institution, reproduisant dans son article de la *Revue d'Histoire moderne*, le jugement d'un "brillant" écrivain brésilien, "très dévoué à l'histoire", qui le définissait comme "la société savante la plus austère de notre pays" et "le centre spirituel même de notre nationalité".¹⁶ Reconstitution et réévaluation du passé colonial et constitution de la mémoire de l'histoire nationale ont donc été les deux principaux objectifs de ces institutions, de ces "temples du passé". Dans quelle proportion ?

Rollie E. Poppino, dans un article publié en 1953 dans l'*Hispanic American Historical Review*, intitulé "A Century of the Revista do Instituto Historico e Geografico Brasileiro", évaluait la part des travaux consacrés à l'histoire coloniale

du Brésil publiée par l'Instituto pendant les cent premières années de son existence à 60 % de la production historique.¹⁷ Emile Coornaert évoquait avec respect "l'imposante série de près de 170 gros volumes d'une extrême diversité et dont quelques-uns sont largement illustrés". Ce goût pour l'histoire coloniale du Brésil se trouvait confirmé dans la production des autres institutions. Sur les 108 premiers volumes de *Documentos historicos* publiés par la Biblioteca Nacional, 100 étaient consacrés à l'histoire coloniale. Mais seulement 17 des 36 premières publications de l'Arquivo Nacional concernaient l'histoire coloniale. Entre l'histoire de la colonie portugaise d'outre-mer qui avait été un des fleurons de l'Empire lusitanien - et donc de l'expansion européenne - et l'histoire du Brésil indépendant, celui de l'Empire comme celui de la République, ce Brésil qui affirmait son existence nationale pour augmenter sa part de chapitres dans les Histoires universelles écrites en Europe, il y avait bien une continuité.

Au demeurant, si Rio jouait bien son rôle de capitale documentaire et historique, les autres régions du Brésil commençaient aussi à retrouver leurs mémoires. Or ces lieux de mémoire régionalistes étaient partagés entre la mise en valeur de la spécificité locale susceptible de conduire jusqu'à la rupture avec l'Etat ou l'intégration des apports régionaux à "l'histoire de la patrie". Entre les tentatives de sécession et l'apport original des provinces à la formation nationale, l'histoire régionale du Brésil était alors écrite selon les oscillations de la vie politique. L'organisation centralisée des Archives finit par l'emporter. Entre 1851 et 1859, Gonçalves Dias organisa les Archives des Provinces du Nord dont certaines n'avaient été administrativement rattachées au Brésil qu'à l'époque de D. João (Parà, Maranhão, Cearà, Rio Grande do Norte, Paraíba, Pernambuco, Bahia, Alagoas). Mais l'Instituto Historico e Geografico de São Paulo, témoin de l'ascension de l'Etat du café, ne fut créé qu'en 1894, dans la foulée républicaine, bien tardivement par rapport à l'Institut "national" de Rio. En 1881, la Biblioteca Nacional avait réalisé une *Exposição de Historia do Brasil*. "Pela primerya vez na America e talvez no mundo", je cite en portugais l'exposé du commissaire-organisateur, Ramiz Galvão, "um grupo de trabalhadores realiza a exposição de tudo o que concerne a historia patria, oferecendo aos seus concidadões em um so e amplo quadro copiosa fonte de ensino do que foi, e calorosa animação para o que ha de vir".¹⁸

Les grands travaux de l'histoire nationale : l'histoire critique et événementielle militaro-diplomatico-juridico-politique

Ainsi, s'était constitué un véritable réseau institutionnel d'érudits, désireux de construire une "historia patria", une histoire de la patrie, dont l'importance n'avait pas échappé au regard d'Emile Coornaert : "Ces Instituts groupent un nombre assez important de travailleurs, écrivait-il. Ils leur ont rendu le service de leur procurer un

public et de créer une atmosphère favorable à l'évocation du passé. Et, joint à l'ardeur conquérante de ce peuple neuf, ce souci des traditions lointaines atteste un goût de la culture, témoignage d'une dignité intellectuelle ancienne" - hérité du "XVIII^e siècle de la France auquel l'élite brésilienne a emprunté son goût traditionnel de l'histoire", remarquait-il par ailleurs, "gage de rapides progrès pour l'avenir". Et si Emile Coomaert, constatait aux côtés de son abondance, le caractère "inégal" de cette littérature historique, c'était pour signaler aussitôt qu'une telle inégalité de valeur n'avait rien à envier à celle de "nos sociétés savantes" (les "nôtres").¹⁹

Toutefois, si l'influence culturelle française avait bien contribué à asseoir la mémoire du passé brésilien en substituant le Brésil des historiens érudits à la filiation portugaise, grâce à l'effet d'imitation procuré par la constitution d'un tel réseau documentaire et de production historique, comme se plaisaient à le dire les deux experts français, il leur fallait bien reconnaître que le seul véritable grand historien que le Brésil indépendant de l'Empire avait produit était issu du mariage d'une Portugaise et d'un émigré allemand : il s'agit, bien sûr, de Francisco Adolfo de Varnhagen, Visconde de Porto Seguro. Né en 1816, élu membre correspondant de l'Instituto Historico en 1840, deux ans après sa création, il était engagé dans une carrière diplomatique qui le conduisit dans plusieurs capitales européennes où il put, à loisir, compulsier et recopier les archives concernant le Brésil. Adolfo de Varnhagen publia en 1854 le premier volume de son *Historia geral do Brasil, descobrimento, colonização, legislação et desenvolvimento deste Estado, hoje império independente...* en 479 pages bien serrées. Le tome II fut publié trois ans plus tard, en 1857, et le récit s'arrête en 1822.²⁰

L'ouvrage était considérable. Il est tenu encore aujourd'hui pour un monument d'érudition, s'efforçant de déterminer la véracité des faits à partir de l'authenticité des documents. Un modèle d'une certaine historiographie héritée de l'Allemagne, une Allemagne où la tradition "brasilianiste" s'affirmait à travers les travaux d'un Karl von Martius (1794-1868), le grand naturaliste qui se piqua de suggérer en 1843 "como se deve escrever a historia do Brasil",²¹ ou les travaux historiques d'Heinrich Handelmann.²²

Certes, Francisco Adolfo de Varnhagen fut aussi profondément marqué par l'historiographie portugaise et notamment par Alexandre Herculano ou Manuel Francisco de Barros, Visconde de Santarem, qui exhumèrent bien des sources médiévales et modernes de l'histoire portugaise en s'appuyant sur une technique impitoyable de critique externe et interne des documents. Certes Varnhagen n'oubliait pas Guizot et quelques autres historiens français. Mais son oeuvre, pur produit de l'Instituto Historico qui publia d'ailleurs lui-même nombre de ses autres travaux, était surtout fille de l'historiographie allemande. Varnhagen devait imprégner si profondément l'historiographie brésilienne que, dans la quatrième édition annotée de son *Historia Geral*, en cinq volumes, publiée entre 1927 et 1936, Capistrano de Abreu saluait en lui "un maître, guide et seigneur".²³

Varnhagen fut aussi un des meilleurs représentants de cette école d'érudits-diplomates dont l'historiographie brésilienne se révéla proluxe, même si sa carrière diplomatique fut sacrifiée sur l'autel des études historiques. Mais d'autres historiens-diplomates tels José Maria da Silva Paranhos Junior, Barão do Rio Branco ou Joaquim Nabuco, connurent une carrière bien plus brillante à la tête du Ministério das Relações Exteriores. Il est vrai que les "délimitations des frontières" du Brésil avec ses voisins latino-américains posèrent alors bien des problèmes délicats et que les relations s'étaient envenimées à plusieurs reprises, notamment à l'occasion de cette guerre contre le Paraguay, objet de tant de récits héroïques.

Il revint d'ailleurs à un grand politique "mineiro", João Pandia Calogeras, plusieurs fois ministre, ingénieur issu de la toute nouvelle Ecole des mines d'Ouro Preto, de décrire dans le détail cette "politica exterior do Imperio".²⁴ Mais Calogeras n'avait consacré ses loisirs à l'analyse de cette politique extérieure du Brésil indépendant qu'après avoir étudié cette "législation minière" dont les origines s'ancrent dans le cycle de l'or du XVIII^e siècle, pour mieux s'attacher, sur la fin de sa vie, dans les années 1930, à la rédaction d'une synthèse sur la "formation" historique du Brésil. Cette synthèse apparaissait très marquée par l'irruption de l'histoire économique et sociale, qu'il avait découverte au contact d'une "politique monétaire" observée de près dans ses fonctions ministérielles.

L'histoire nationale au tournant du XX^e siècle : les grands travaux à la recherche de l'originalité de la nation brésilienne confrontée aux problèmes économiques et sociaux.

Le Brésil du tournant du XX^e siècle commençait à regarder avec un dédain mêlé de nostalgie ce Brésil "archaïque". Il connaissait les premiers effets d'une industrialisation accélérée modernisant ses structures anciennes. Cette mutation vécue ne laissait-elle pas place à l'observation des réalités économiques et sociales auxquelles même les érudits-autodidactes de l'Instituto Historico se trouvaient désormais sensibles ?

Entre 1890 et 1914, l'histoire économique et sociale occupa 44 % de la production historique de la Revista de l'Instituto. Ce pourcentage atteignit 55 % pour la période 1915-1938, et 95 % des volumes spéciaux publiés entre 1889 et 1914 lui furent consacrés.²⁵

Même si l'histoire factuelle, événementielle, l'histoire militaro-diplomatico-juridico-politique de la meilleure veine produite par l'Instituto et son réseau institutionnel, modèle Varnhagen, faisait encore école, même si l'histoire biographique et cérémonielle, celle de la mauvaise veine de ce réseau - une histoire majoritaire malgré tout - faisait surtout école, une autre perception des choses se dessinait : elle exprimait une sensibilité nouvelle à travers les questions économiques et sociales. Capistrano de Abreu étendait désormais son influence bien au-delà de sa chaire de l'ancien Colégio

Pedro II, créé en 1838 - toujours - où il avait succédé, tout jeune, à la chaire d'histoire, au Barão do Rio Branco. João Capistrano de Abreu entreprenait une première grande révision de l'histoire du Brésil.

Capistrano de Abreu reprocha à Varnhagen de manquer d'"art", voire de "discernement" dans sa pratique de collection des "faits" dont *l'Historia geral* fut le couronnement. Avec son charisme personnel, il s'efforça d'attirer à lui de nouveaux disciples et de construire un nouveau réseau de production historique. Néanmoins, il n'hésita pas à lui rendre hommage pour mieux souligner les différences d'école. Au moment de sa mort, en 1927, dans sa 64^e année, Capistrano de Abreu était alors en train de patronner la quatrième édition de *l'Historia Geral* de Varnhagen, réalisée par un historien des institutions, directeur de la Bibliothèque de Rio, Rodolfo Garcia et que devait préfacier Afonso d'Escragno Taunay. Ce dernier venait de commencer à publier en 1924 le premier volume de sa monumentale *Historia geral das bandeiras paulistas*, achevée lors de la publication en 1936 de son onzième tome.²⁶ D'ailleurs Henri Hauser n'a pas été avare de compliments à l'égard de Capistrano de Abreu. "Si, pour être un historien, soulignait-il, il faut savoir étudier les textes, avoir un esprit critique toujours en éveil, distinguer entre les époques et donner au lecteur le sens aigu de ces différences, enfin écrire avec une sobriété élégante et faire revivre le passé, nous dirons que cet érudit, mort de notre temps à un âge avancé fut un grand historien".²⁷

En fait, dans les dernières années du XIX^e siècle et au début du XX^e entre 1899, lors de la publication de ses essais rassemblés sous le titre *Caminhos antigos e o povoamento do Brasil* et 1907, lors de la publication de ses *Capitulos de historia colonial*, João Capistrano de Abreu réalisa bien une révision radicale de l'histoire du Brésil. Le problème n'était plus de prouver l'existence de la nation brésilienne en (re)construisant les événements qui marquèrent son évolution de l'histoire coloniale à l'histoire nationale - la fameuse formation hagiographique de la nation brésilienne. Le problème était de présenter les principales caractéristiques de son originalité. En tant que nation, le Brésil était désormais à même d'affirmer sa différence et sa spécificité par rapport aux autres nations. Le Portugal, bien sûr, mais aussi l'Europe et même les autres nations "latines" du continent américain.

Capistrano mettait donc en valeur la diversité régionale du Brésil : le Nord-Est, Rio, São Paulo et le Sud. Il réintroduisait le mouvement des acteurs anonymes - le "povoamento" - qui, du littoral atlantique à l'intérieur du pays, le sertao, construisirent cette nation, y compris à travers ses expressions sociales originales nées de l'esclavage et de l'appropriation de la terre. Le "sertão", voilà un des mots clés de cette originalité du Brésil de l'intérieur, qu'Heitor Marçal, dans les années 1930 opposera franchement à la façade atlantique, la "marinha", et que ce contemporain de Capistrano, Euclides da Cunha (1866-1909) avait sacralisé dans son récit intitulé "Os Sertões" en 1902.²⁸

Capistrano de Abreu révisait enfin la périodisation très administrative et politique de l'histoire du Brésil - cette histoire des colonisateurs depuis l'origine de la "découverte". Pour ce faire, il commença symboliquement ses onze chapitres de l'histoire coloniale par deux chapitres fondamentaux précédant le classique "en 1500, Cabral découvrit le Brésil". Ces deux premiers chapitres étaient consacrés aux "antécédents indigènes" et aux "facteurs exotiques" ; les "descobridores" n'apparaissent qu'au chapitre trois.

Certes, l'indianisme romantique d'une certaine littérature créole, le choc de l'abolition de l'esclavage et de la chute de l'Empire - l'empereur D. Pedro I est même singulièrement déboulonné de son socle par Capistrano qui évoque sa "brutalité", la bestialité et la barbarie du Premier Empire !, le caractère massif et novateur du mouvement migratoire européen, la mutation sociale consécutive à la première phase d'industrialisation, tous ces phénomènes contribuèrent, en ce tournant du siècle, à mieux faire apparaître l'importance de ce "povoamento" et l'originalité de cette nation si "différente" des autres modèles consacrés. La voie nouvelle était ouverte vers cette quête de la "réalité" brésilienne, qui deviendra "culture" ou "civilisation" un demi siècle plus tard. La voie était ouverte pour que se précise le destin de la "brasilianisation" de la jeune nation.

Mais, si le nouveau modèle social que constituait le Brésil était en train de se dessiner, si l'ethno-histoire elle-même trouvait là ses fondements historiographiques que les grands débats sur la commémoration du cinquantième centenaire des Découvertes et de la découverte "cabralienne" du Brésil ne manquèrent pas de réévaluer, l'historiographie brésilienne, qui a vu en Capistrano de Abreu, le Turner du mythe de la "frontière" des Etats-Unis,²⁹ avait-elle la possibilité de rencontrer le "peuple" (o povo) derrière le "peuplement" (o povoamento) ? En dépit de ses qualités exceptionnelles, Capistrano n'avait rien d'un Michelet. Le mythe du "peuplement" n'était pas celui du "peuple". La "modernité" allait l'emporter.

Il ne peut être question de dresser ici un catalogue des principaux travaux d'histoire de ces érudits-autodidactes qui firent partie de la constellation de João Capistrano de Abreu. Nombre d'entre eux gravitèrent dans ces institutions nouvelles tels le Museu Paulista, administré de 1918 à 1946 par Afonso d'E. Taunay, ou l'Instituto Historico de São Paulo, créés tous deux, dans la même année, en 1894, voire l'Academia Brasileira de Letras, fondée en 1896, comme dans ces institutions traditionnelles, partiellement renouvelées sous son impulsion. D'autres exercèrent de hautes fonctions politiques. D'autres vivaient des revenus de leurs *fazendas* ou exerçaient des activités financières. Bref, une nouvelle élite s'était reconnue dans cet effort d'identification des "originalités" brésiennes. Il faudra mieux étudier sociologiquement un autre jour la composition des membres de l'"Association Capistrano de Abreu" fondée à la mort de l'historien en 1927.³⁰ Parmi ces membres dont les bibliographies révèlent qu'ils font désormais parti d'un véritable "socle idéologique" brésilien

caractérisé par la prédominance de l'histoire, parmi ces éveilleurs de la conscience brésilienne, on relève les noms suivants des fondateurs de l'Association : Paulo Prado, João Pandio Calogeras, Rodolfo Garcia, Afranio Peixoto, Theodoro Sampaio, Afonso de E. Taunay, E. Roquette Pinto, Tobias Monteiro, Eugenio de Castro. Selon ses statuts, l'Association ne pouvait dépasser 110 membres auxquels s'ajoutaient 30 membres honoraires et correspondants. Elle avait pour objectif de promouvoir, notamment, des travaux relatifs à l'histoire, l'ethnographie, l'ethnologie et la linguistique brésiliennes (art. 5). La géographie n'était mentionnée que dans le cas de la définition des qualités disciplinaires des membres de la Commission exécutive (art. 10). Citons un ou deux noms choisis dans la liste des membres non brésiliens de l'Association : l'historien portugais João Lucio de Azevedo qui fut un des inventeurs du concept de "cycle" économique lié à un produit dominant (cycle des épices, du bois, du sucre, de l'or etc.) et venait de publier à Lisbonne en 1928 son classique *Epocas de Portugal economico. Esboços de Historia* dédié précisément à la mémoire de ses deux amis Manuel de Oliveira Lima et João Capistrano de Abreu ; et parmi les membres correspondants de l'Association, Paul Rivet, dont on connaît le rôle joué dans le développement de l'ethnologie en France.

Ces éveilleurs de l'originalité de la conscience brésilienne ne furent donc pas surpris par les événements de la singulière année 1922. Pourtant, il ne faut pas croire que les originalités de la réalité brésilienne étaient identifiées sans débats ni combats. De telles originalités étaient fortement remises en cause dans les travaux "archaïques" toujours dominants dans les institutions. La ligne de perspective même de ces originalités "capistréennes" était combattue par d'autres historiens sensibles au "blanchiment" de la nation brésilienne. Oliveira Vianna, par exemple, dans ses travaux sur les "populations méridionales du Brésil" assimilait le "peuple" brésilien à un mouvement des "races". Son destin ne dépendait plus que d'une européanisation accélérée en provenance de la nouvelle Europe du Nord. Sans référence à Gobineau, Oliveira Vianna en appelait à Ranke et à Mommsen.³¹

Là encore, une certaine historiographie allemande ne pouvait être que dénoncée par les deux experts missionnaires français. Il était vraiment temps que les érudits-auto-didactes cèdent enfin la place aux "professionnels du savoir", ces historiens universitaires et chercheurs.

LA RECHERCHE HISTORIQUE UNIVERSITAIRE ET
LES NOUVEAUX INTELLECTUELS À LA DÉCOUVERTE
DE LA "CIVILISATION" BRÉSILIENNE

Essayistes et spécialistes des sciences humaines et sociales confrontés à la formation historique de la "brasilianité"

Mais cette approche désormais "technique" et "professionnelle" de l'histoire universitaire, une histoire susceptible de promouvoir toute l'épaisseur des strates du passé européen ouvert sur le Nouveau Monde, nécessita d'abord l'engagement d'un dialogue entre l'historiographie brésilienne et l'historiographie française. Les interlocuteurs français gravitaient autour d'une constellation alors très hétérodoxe, celle de la revue des *Annales d'histoire économique et sociale* à peine créée en 1929 par Marc Bloch et Lucien Febvre.³² L'Université de São Paulo fut le laboratoire de cette expérience de coopération universitaire. Mais les missionnaires, à peine débarqués se trouvèrent confrontés à une vague d'exceptionnelle densité intellectuelle qui s'était engouffrée dans les délices du culte de l'originale réalité brésilienne.

Le jeune Gilberto Freyre venait de publier avec éclat, en 1933, *Casa grande e senzala* : la sociologie et l'anthropologie, d'inspiration nord-américaine, apparaissaient au service d'une brasilianité coloniale du Nordeste, ce Nord-Est civilisateur du sucre, fondateur historique du Brésil, mais qui était devenu le grand perdant du cycle du café et de l'industrialisation.³³

Le jeune Caio Prado Junior, héritier d'une dynastie fazendeira de São Paulo qui avait marqué le Brésil des "portraits" (retratos) de Paulo Prado, consacrait, toujours en 1933, l'interprétation "matérialiste" de l'histoire : Caio Prado recherchait les "classes révolutionnaires" derrière les structures économiques et sociales obsolètes.³⁴ Il est vrai qu'Edgardo de Castro Rebelo, en nouveau marxiste convaincu, venait de faire tomber l'entrepreneur Maua de son piédestal et qu'Henri Hauser lui-même avait été séduit par "cette restauration de la vérité".³⁵

Certes, Roberto Simonsen essaya bien de valoriser ces nouvelles générations d'industriels de São Paulo : il officia l'histoire économique à la nouvelle Escola livre de Sociologia e Política qui venait d'être créée en 1932. Il profitait, pour ce faire, des leçons des écoles nouvelles d'histoire économique en train de s'affirmer aux Etats-Unis derrière la brillante "business history" alors que J.F. Normano avait assuré, aux Presses de l'Université de Caroline du Nord, "a study of economic types" du Brésil en 1935. Mais l'américan way of life n'avait pas encore séduit. Les nouvelles élites brésiennes apprécièrent surtout la *British preeminence in Brazil*, d'Alan K. Manchester, publiée elle aussi en 1933, dans la mesure où l'Angleterre "capitaliste et industrielle" s'était économiquement substituée au Portugal, colonisateur classique, montrant combien les voies d'une indépendance politique pouvaient

ouvrir grande la porte d'une dépendance économique. Surtout, la recherche de l'originalité de la nation brésilienne s'était transformée en études de l'émergence de la "culture" et de la "civilisation" brésiliennes. De Rio, Azevedo Amaral publiait ses *Ensaio brasileiros* en 1930. Le mineiro Afonso Arinos de Melo Franco vulgarisait dans un ouvrage publié à São Paulo en 1936 le concept de "Civilisation brésilienne", avant de se consacrer, parallèlement à son enseignement de l'histoire du Brésil à l'Universidade do Distrito Federal, à son *Indio brasileiro e a Revolução francesa* (1937) puis, grâce aux soins du Serviço do Patrimônio Histórico e Artístico Nacional, au *Desenvolvimento da civilização material do Brasil* (1944). De Rio à São Paulo, le jeune Sergio Buarque de Hollanda, de retour d'Allemagne, se plongeait dans les "racines du Brésil" ; Fernando de Azevedo rassemblait les matériaux de sa "cultura brasileira", publiée en 1943 par les soins du nouvel Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística ; Emilio Willems concurrençait Roger Bastide en matière d'ethno-sociologie.³⁶

Ainsi, au moment où les experts européens allaient commencer à débarquer au Brésil, à São Paulo plus qu'à Rio, même si Porto Alegre ne fut pas entièrement oublié (Jacques Lambert), les professionnels du savoir disciplinaire et universitaire furent plongés dans un véritable bouillon d'une culture brésilienne en pleine ébullition.

Carlos Guilherme Mota appela ce phénomène "une redécouverte du Brésil". La chronologie qu'il en propose mérite d'être soulignée avec insistance : 1933-1937, et non 1934, c'est-à-dire un an avant la création de la USP et deux ans avant l'arrivée des premiers missionnaires européens. Au cœur de cette culture de redécouverte du Brésil était l'Histoire. Non pas l'histoire des érudits-autodidactes, non pas, encore, l'histoire des professionnels de la discipline qui découvraient eux-mêmes cette culture brésilienne, mais l'histoire des essayistes et l'histoire pratiquée par de nouveaux techniciens des sciences humaines et sociales qui n'étaient pas historiens de formation. Francisco Iglesias, Carlos Guilherme Mota et quelques autres ont bien mis en évidence cette importante utilisation du champ historique dans l'affirmation de la "brasilinisation" culturelle par les non-historiens c'est-à-dire sociologues, ethnologues, anthropologues et autres économistes, alliés aux historiens-essayistes. Cette expérience fut le complément essentiel de la formation de Fernand Braudel.³⁷

L'émergence de la recherche historique universitaire, São Paulo et la double transplantation culturelle de la coopération universitaire franco-brésilienne

C'est de cette expérience missionnaire brésilienne que bénéficia la deuxième génération des historiens français des *Annales*, Fernand Braudel et Charles Morazé, au point que Lucien Febvre en personne tint à venir connaître sur place un laboratoire aussi exceptionnel. Il accepta d'y patronner la naissance de la *Revista de Historia* dont Fernand Braudel avait négocié la formule en 1947. Le premier numéro de la

revue fut publié en 1950, moins de deux ans après le numéro spécial des *Annales* (octobre-décembre 1948) devenues *Annales Economies. Sociétés. Civilisations* qui nous invitait au voyage "à travers les Amériques latines". Ce numéro spécial voyait l'accomplissement d'un des grands programmes de recherche lancés par Lucien Febvre dès 1929 : "un champ privilégié d'études : l'Amérique du Sud". Lucien Febvre tint encore à préfacier longuement - la traduction française de *Casa grande e senzala*, de Gilberto Freyre, devenue *Maîtres et esclaves* par les soins de Roger Bastide. Roger Bastide, Claude Lévi-Strauss, Paul Arbousse-Bastide, Etienne Borne, Pierre Deffontaines, Pierre Monbeig, Paul Hugon, Alfred Bonzon etc., on connaît l'expérience des universitaires français, sociologues, ethnologues, philosophes, géographes, économistes, littéraires qui, aux côtés des historiens (Emile Coornaert, Jean Gagé, Fernand Braudel, Emile G. Léonard, Charles Morazé) assurèrent un enseignement, entre 1934 et 1951, à l'Université de São Paulo.

Dans ces conditions, un jeune élève de Fernand Braudel, Frédéric Mauro, ne pouvait que se féliciter de l'accueil reçu en 1953 dans cette Université, lui qui venait d'acquérir "une expérience encore neuve de science économique" tout en cultivant son "goût pour la géographie" ; il se trouva plongé dans "le contact avec les disciplines" autres que l'histoire.³⁸ Euripedes Simões de Paula veillait à la bonne marche de sa communauté universitaire de professionnels du savoir historique, entouré entre autres, d'Eduardo d'Oliveira França, Alice Piffer Canabrava, Sergio Buarque de Hollanda, Alfredo Ellis Junior. Alice Piffer Canabrava inaugurerait même une nouvelle catégorie de ces enseignants-chercheurs professionnels, celle des historiennes, catégorie promise à un bel avenir. C'est de la juxtaposition, voire de la fusion de l'entreprise intellectuelle de redécouverte culturelle du Brésil née en 1933 et du transfert des techniques et méthodes scientifiques assurées par les universitaires missionnaires, professionnels du savoir disciplinaire, revu et corrigé par l'école des *Annales*, que naquit le premier enseignement et la première recherche de l'Université de São Paulo. La première génération d'historiens universitaires brésiliens formés sur place, in situ, bénéficia de cette expérience.

Pourtant, ne généralisons pas trop vite. Ce qui fut vrai à São Paulo ne fut pas vrai dans bien d'autres Universités brésiliennes.

Le sous-développement de la formation historique dans l'autre Brésil

Dans une communication présentée lors du Premier séminaire d'études brésiliennes organisé en septembre 1971, Maria Cecilia Westphalen, établissait ce constat : "Surtout les professeurs d'Histoire du Brésil, les titulaires de chaire du premier mouvement, qui demeurèrent en poste pour la plupart d'entre eux plus de 20 ans, furent recrutés parmi les membres des Instituts d'histoire et des Académies de Lettres. Ils se trouvaient totalement non préparés à être les porteurs d'une orientation nouvelle".³⁹

Et Carlos Guilherme Mota d'ajouter : "la prolifération d'établissements d'enseignement supérieur où fut enseignée l'histoire du Brésil favorise le recrutement de professeurs parmi les érudits locaux, sans formation universitaire (technique, théorique et méthodologique)". Voilà de quoi nuancer la qualité de la formation reçue par les quelques 1693 étudiants d'histoire et géographie dans les 37 facultés de philosophie dénombrées dans les années 1960.⁴⁰

Certes, les besoins de formation des professeurs d'enseignement secondaire dans un Brésil qui oscillait entre l'alphabétisation massive et le sous-développement étaient colossaux compte tenu de son taux de croissance démographique. Mais le métier de professeur d'histoire dans l'enseignement secondaire ne bénéficiait guère d'une initiation à la recherche nécessaire au métier d'historien. Et, en dépit de l'augmentation exceptionnelle du nombre des Universités, la recherche historique brésilienne continuait à se faire davantage dans les institutions documentaires que dans les Départements d'Histoire, à quelques exceptions près. José Honorio Rodrigues, aux portes des Universités, dénonçait d'ailleurs avec vigueur cette carence de la recherche historique universitaire brésilienne dans les années 1950. Sa déception était telle qu'il en vint à publier un nouveau chapitre dans la troisième édition de sa *Teoria da historia do Brasil*, en 1968, un véritable et vigoureux pamphlet intitulé : l'"enseignement supérieur de l'histoire et la réforme universitaire".

Mais, même dans les cas où la qualité de la recherche historique universitaire était reconnue, comme par exemple à São Paulo, selon Carlos Guilherme Mota, un pur produit de la USP et du département d'Histoire de la Faculté de philosophie, "le processus créatif favorisait davantage les autres aires disciplinaires, comme la sociologie, les sciences politiques, l'anthropologie, la géographie et l'économie" que l'histoire, étant entendu que ces disciplines étaient marquées "par une vocation historique significative".⁴¹

L'essor des sciences sociales et la crise de la "brasilianité" conquérante

Ainsi les années 1950-1960, profondément imprégnées par la production scientifique de la deuxième génération des professionnels brésiliens du savoir, celle des jeunes intellectuels universitaires, formées conjointement par les missionnaires et les premiers professeurs brésiliens, consacrèrent-elles les Florestan Fernandes, Octavio Ianni, Fernando Henrique Cardoso, Maria Isaura Pereira de Queiroz, Paula Beiguelman, Francisco Weffort, Paulo Singer, Luciano Martins, tous produits de la USP, sociologues, économistes, anthropologues, auxquels s'ajoutèrent quelques historiens tels Emilia Viotti da Costa ou Nicea Vilela Luz, voire même Manuel Nunes Dias ou Myriam Ellis.

En dehors de São Paulo, s'affirmait la personnalité du jeune Celso Furtado fasciné par l'économie rétrospective. Sa thèse de doctorat en économie, soutenue le 1er juin

1948 devant la Faculté de Droit de l'Université de Paris, devant un jury présidé par Maurice Byé - un missionnaire de Rio comme François Perroux, était intitulée *L'économie coloniale brésilienne (XVIe-XVIIIe siècles)*. Cette thèse, remaniée, allait devenir le manuscrit de référence de la *Formação economica do Brasil*, publiée à Rio en 1959, au moment où l'application des recherches économiques dans le domaine des échanges économiques internationaux et de la planification conduisait le Brésil du Président Kubitschek, le Brésil du "desenvolvimentismo", à essayer d'organiser sa croissance en s'efforçant de lutter contre le sous-développement du Nordeste. La SUDENE, la fameuse Superintendencia do desenvolvimento do Nordeste, était créée le 15 décembre 1959 et sa direction était confiée à Celso Furtado. L'ouvrage devait être publié en France en 1972 avec une préface de Frédéric Mauro.⁴²

A Belo Horizonte, dans le Minas Gerais, un jeune historien accédait à l'élite de l'intelligentsia culturelle, Francisco Iglesias. A Rio, quand même, où Américo Jacobina Lacombe dirigeait les recherches universitaires en histoire nationale, Maria Yedda Linhares et Eulalia Lahmeyer Lobo, par exemple, réalisaient leurs premiers travaux.

Mais l'intensité des débats idéologiques et culturels autour des grands thèmes historico-sociologico-économiques de la "réalité nationale" brésilienne (capitalisme, féodalisme, esclavage, industrialisation, bourgeoisie, développement, sous-développement, etc.), éclipsait les études historiques soit parce qu'elles étaient trop techniques soit trop archaïques et n'entraient pas dans ce jeu des problématiques dominantes. En fait, les historiens universitaires avaient quelque peine à accéder à la reconnaissance de cette intelligentsia. Seuls, les historiens-essayistes dont certains avaient franchi les portes universitaires, tels Caio Prado Junior ou Sergio Buarque de Hollanda, gagnaient de plus en plus d'influence. La monumentale *Historia geral da civilização brasileira*, publié en cinq volumes entre 1960 et 1964 et coordonnée de main de maître par Sergio Buarque de Hollanda, était même un couronnement de la typique "culture-civilisation" brésilienne érigée en modèle universel. Mais cet ouvrage n'était-il pas aussi une démarcation méthodologique et conceptuelle de l'*Histoire générale des civilisations* publiée en France sous la direction de Maurice Crouzet, adaptée aux "réalités" brésiennes ?⁴³

Aux côtés de ces historiens-essayistes universitaires, d'autres historiens-essayistes, situés aux portes de l'Université, se taillaient une belle réputation intellectuelle. José Honorio Rodrigues, depuis la Biblioteca Nacional de Rio ou Nelson Werneck Sodré, le général-historien, à partir du ISEB (l'Instituto Superior de Estudos Brasileiros), créé en 1955 au lendemain de la mort de Getulio Vargas, furent deux des représentants les plus notables de cette catégorie. Ils consacrèrent d'ailleurs une partie de leurs travaux à promouvoir l'initiation aux recherches sur l'histoire de l'histoire, l'historiographie, en assurant ses fondements théoriques, méthodologiques et documentaires.

L'ISEB fut une de ces institutions nouvelles nées de la professionnalisation du savoir scientifique, fondées par le Ministère de l'Éducation et de la Culture - le MEC - aux marges de l'Université. Son objectif était "d'appliquer les catégories et les données des sciences (sociales) à l'analyse et à la compréhension critique de la réalité brésilienne en recherchant l'élaboration d'instruments théoriques qui permettraient de stimuler et de promouvoir le développement national".⁴⁴ Sa cheville ouvrière était le politologue Hélio Jaguaribe.

Nombreuses furent d'ailleurs les institutions publiques ou privées créées dans la perspective de l'utilisation des sciences économiques et sociales aux fins de modeler cette réalité brésilienne, à côté des structures universitaires. L'Etat gétulien lui-même présidait, directement ou indirectement à la naissance de ces institutions publiques comme l'Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística (IBGE) dès 1938 et les fondations privées proliféraient à l'ombre des fortunes colossales édifiées par des personnalités hors du commun de l'industrie, de la finance ou de la presse, tel Assis Chateaubriand. Evidemment la Fundação Getulio Vargas, qui devait créer en son sein le Centro de Pesquisa e Documentação de História contemporânea do Brasil (CPDOC) en 1973, avait surtout oeuvré, depuis 1944, à la formation des techniciens de l'administration. De fait, la communauté scientifique brésilienne avait commencé à constituer son groupe de pression politique et culturel autour de la Sociedade Brasileira para o Progresso da Ciência (SBPC) fondée en 1948. Le Conselho Nacional de Pesquisas (CNPQ), agence de financement de la recherche, vit le jour en 1951, en dehors de la sphère de tutelle de l'Éducation et de l'Université, et commença, peu à peu, à dégager des moyens pour stimuler la recherche historique dans le cadre des disciplines de Sciences Sociales.⁴⁵

DES TEXTES AUX STATISTIQUES : LES PROFESSIONNELS DE LA NOUVELLE HISTORIOGRAPHIE UNIVERSITAIRE BRÉSILIENNE

Le cas de l'Université de São Paulo : une mesure de la production de la recherche historique dans une Université

Mais São Paulo, le Département d'Histoire de la USP, que devenait-il dans cet essor d'une nouvelle historiographie brésilienne ?

En fait, São Paulo, comme toujours, travaillait beaucoup.

A l'occasion du 25^e anniversaire de la création de l'Université de São Paulo, une étude précisant l'évaluation quantitative de la production de la recherche historique dans cette Université fut réalisée en 1974, par Maria Regina da Cunha Rodrigues Simões de Paula, et publiée dans la *Revista de Historia*.

Jean Glénisson, Yves Bruand ou Charles-Olivier Carbonell, tous en mission à la USP entre 1958 et 1971, le premier de 1958 à 1960, puis à nouveau en 1978, le second de 1960 à 1969, et le troisième en 1970-1971 puis à nouveau en 1984, pourraient porter témoignage sur cette production. Peut-être même Charles-Olivier Carbonell pourrait mesurer l'impact de la "filiale toulousaine" de coopération avec le Département d'Histoire de la USP puisque Philippe Wolff, Jacques Godechot, Yves Bruand, Jean Sentou, Frédéric Mauro et lui-même ont activement participé à l'enseignement de cette Université. Maria Regina da Cunha Rodrigues a effectué un recensement des thèses soutenues devant le Département d'Histoire de la USP de 1939 à 1974 : 35 ans de recherche historique universitaire.⁴⁷

Evidemment, la production scientifique d'une Université ne peut être limitée à la seule évaluation des thèses soutenues. On sait combien les enseignants-chercheurs produisent des livres, des articles, des rapports et des...communications de colloque. Mais il n'en est pas moins vrai que l'évaluation de la production des thèses - le travail de recherche universitaire par excellence - est un bon critère - qualitatif et quantitatif - de l'activité scientifique qui se déploie au sein de l'Université. En 35 ans, un total respectable de 148 thèses a été atteint. Les 4/5ème d'entre elles étaient une production récente (moins de 10 ans) avec une brusque poussée à partir de 1972 en raison des conséquences de la réforme universitaire de 1968-1969. Environ la moitié des thèses relevait explicitement de l'"histoire de la civilisation brésilienne" ou de l'"histoire du Brésil". Mais, si l'on regarde plus en détail les sujets inscrits en "histoire de la civilisation américaine" ou en "histoire de l'Amérique" ainsi qu'en "civilisation moderne et contemporaine", on constate que plus des 2/3 des thèses ont pour sujet, directement ou indirectement, le Brésil et près des 3/4 le Brésil et l'Amérique latine (environ 110). Il en reste quand même un peu plus d'1/4 des thèses consacrées à des sujets autres que le Brésil et l'Amérique latine dont 33 thèses dans le seul domaine de l'histoire ancienne et médiévale. Ce qui revient à dire que, pour ce qui relève de la période moderne et contemporaine comprise au sens large de l'historiographie universelle, 95 % des thèses concernent la péninsule ibérique et l'Amérique latine et plus de 80 % s'attachent directement ou indirectement au Brésil. La concentration culturelle est donc remarquable.

De son côté, la recherche historique universitaire brésilienne en histoire ancienne et médiévale est, bien évidemment, concentrée culturellement sur l'Europe médiévale, y compris la Russie et, pour ce qui est de l'histoire ancienne, sur le bassin méditerranéen classique (la Grèce, le monde hellénistique, Rome). Toutefois, on peut noter quelques incursions répétées sur l'Islam et le monde arabe et d'autres, plus exceptionnelles, sur l'Inde et l'Extrême orient (Chine, Japon). Mais la réforme universitaire de 1968 a provoqué le départ des auteurs de ces thèses vers le nouveau Département de Linguistique et Lettres orientales.

Si l'on tient compte du système brésilien des catégories de thèses, le recensement est

alors le suivant. Sept thèses ont été soutenues dans le cadre du système des *catedras*. Parmi leurs auteurs, on trouve les "maîtres" du département d'Histoire : Euripedes Simões de Paula, en histoire ancienne et médiévale, Eduardo d'Oliveira França, en histoire moderne et contemporaine, Manuel Nunes Dias en histoire de l'Amérique et Myriam Ellis en histoire du Brésil.

Ensuite était recensée une liste de thèses de "Livres-docencia", (16 thèses) dont 6 auteurs enseignent alors au Département : Pedro Moacyr Campos (histoire médiévale), Maria Theresa Petrone (histoire du Brésil indépendant), Soia Siqueira (histoire ibérique moderne), Maria Beatriz Nizza da Silva (méthodologie et théorie de l'histoire), Emmanuel da Veiza Garcia (histoire américaine), Maria Luiza Marcilio. Il faut ajouter à cette liste un 17^{ème} postulant de la thèse de Livre-docencia, enseignant l'histoire contemporaine, Carlos Guilherme Mota. Puis, était recensée une liste impressionnante de 90 thèses de doutoramento. Soit 27 thèses de doutoramento d'histoire ancienne et médiévale, 9 thèses de doutoramento d'histoire de l'Amérique, 9 autres thèses de cette catégorie en histoire moderne et contemporaine, 40 thèses en histoire du Brésil, 2 en méthodologie et théorie de l'histoire, 1 en histoire de la civilisation ibérique et 2 en histoire des sciences. Les 2/3 de ces thèses de doutoramento avaient été soutenues entre 1968 et 1973. Enfin, entre 1965 et 1973, 26 thèses de mestrado avaient été présentées dont 16 en histoire du Brésil, 5 en histoire ibérique et 1 en histoire de l'art, auxquelles il convenait d'ajouter 9 thèses de mestrado de régime spécial (régime vigente), 6 en histoire économique et 3 en histoire sociale.

Dans cette catégorie d'auteurs de thèses de doutoramento des années 1970 avaient été recrutés plusieurs jeunes assistants-docteurs qui exercent aujourd'hui d'éminentes fonctions de direction de recherche. Ils représentent la troisième génération des historiens universitaires formés *in situ*. Parmi eux, relevons les noms de Fernando Novais et José Jobson de Andrade Arruda en histoire moderne, Anita Novinsky et Laima Mesgravis en histoire du Brésil colonial, Unacury Ribeiro de Assis Bastos, Raul de Andrade e Silva, Antonia Fernanda Pacca de Almeida et Ines Peralta en histoire de l'Amérique, Carlos Guilherme Mota en histoire contemporaine, Pedro Bresil Bandecchi, José Sebastião Witter, Suely Robels Reis Queiroz, Reynaldo Pessoa, Maria Odilia Leite da Silva Dias, Maria de Lourdes Janotti en histoire du Brésil indépendant.

Parmi les autres assistants-docteurs relevant de spécialités différentes, relevons les noms d'Augustin Wernet en méthodologie et théorie de l'histoire ainsi que Shozo Motoyama et Maria Amelia dos Santos Mascarenhas Dantas en histoire des sciences. Les réseaux établis par les historiens des sciences avec les noyaux durs de la communauté scientifique brésilienne, à savoir les physiciens de la USP, furent particulièrement propices à l'essor d'une activité scientifique intense qui vient de trouver récemment avec un groupe de recherche en histoire des sciences dirigés en France, au CNRS, par Michel Paty, un nouveau champ de coopération.

Parmi ces auteurs de thèses de doctorato n'exerçant pas encore de responsabilités scientifiques, on pouvait noter, par exemple, les noms de Virgilio Noya Pinto ou d'Edgar Carone dont les travaux font aujourd'hui autorité.

Indépendamment du recensement des thèses, cette note d'information de la *Revista de Historia* rappelait la liste d'un peu plus d'une vingtaine de professeurs étrangers et visitants accueillis au département d'Histoire de la USP. Seuls échappaient à la nationalité française, Afonso d'Escragnolle Taunay qui exerçait son enseignement parallèlement à ses activités de directeur du Museu Paulista, Paul Vanorden Shaw, premier responsable de l'histoire de l'Amérique et les deux historiens portugais Vitorino Magalhaes Godinho et Joaquim Barrados de Carvalho. Mais nos deux collègues portugais étaient-ils vraiment de formation portugaise en matière de recherche ?

Enfin, ce recensement donnait quelques informations précieuses quant aux effectifs d'étudiants en 1974 : le département d'Histoire comptabilisait 1 115 étudiants de niveau *graduação* et 620 étudiants de *pos-graduação*, soit un très beau réservoir de recherches en cours. Les 620 étudiants de *pos-graduação* étaient alors répartis en deux "aires" : l'histoire économique (212) et l'histoire sociale (408).

Telle pouvait être une mesure précise de la production de recherche historique d'une Université brésilienne. Dans l'Université, au sein de la nouvelle Faculté de Philosophie, Lettres et Sciences humaines qui s'était substituée en 1969 à la Faculté de Philosophie, Sciences et Lettres créée en 1934 en même temps que la fondation de l'Université, le Département d'Histoire apparaissait comme l'un des plus importants laboratoires de recherche : 620 étudiants de *pos-graduação* sur un total de 2 116 répartis en 17 "aires". Dans l'historiographie brésilienne, un tel potentiel de recherche universitaire ne pouvait que faire masse critique et jouer un rôle significatif dans le développement de la recherche historique professionnelle en cours de mutation. Enfin, la classification des études historiques de *pos-graduação* en deux "aires" délimitées, l'histoire économique d'une part et l'histoire sociale d'autre part, montre d'évidence à quel point l'Université "hégémonique" du Brésil investissait un champ de la recherche qui s'identifiait au règne alors dominant de l'historiographie mondiale : l'histoire économique et sociale.

Après avoir valorisé, à ses débuts, le concept de "civilisation", São Paulo se trouvait engagé dans le monopole de l'économique et du social.

La prépondérance de l'histoire économique et sociale

Mais les années 1964-1969, c'est-à-dire celles du coup d'Etat militaire et de la militarisation du régime, avaient radicalisé les débats idéologico-culturels qui environnaient la recherche en Sciences sociales, y compris ses institutions universitaires. Ce début des années noires du régime connut les soubresauts de la réforme universitaire de 1968. Alors que plusieurs des membres de cette intelligentsia brésilienne furent

obligés à l'exil comme Celso Furtado ou privés de leurs fonctions universitaires récemment acquises, comme Fernando Henrique Cardoso (Cardoso fonda alors le CEBRAP: (Centro Brasileiro de Análise e Planejamento), alors même que la toute nouvelle Université de Brasilia était complètement "réorganisée", la réforme universitaire, sous la pression d'une imposante demande sociale de formation de cadres de haut niveau, provoquait un changement notable dans les mécanismes de recrutement de l'enseignement supérieur. Cette réforme assura les bases administratives d'un enseignement doctoral et post-doctoral étroitement lié à la recherche. A côté de la radicalisation idéologique et culturelle d'une partie de l'intelligentsia des sciences sociales, souvent même en son sein, s'affichait une nouvelle dynamique de la recherche, beaucoup plus "technique", où le culte du chiffre, de la mesure statistique, tenait de plus en plus lieu d'argumentation.

"Structuralistes" ou "monétaristes", les historiens du développement s'opposèrent dans le vertige des séries statistiques alors que les historiens non-idéologues s'employaient à la pratique des machines à calculer puis des ordinateurs et des banques de données : études démographiques, sociologiques, économiques étaient à l'ordre du jour, stimulées par les débats sur les vertus comparées de l'histoire des prix, histoire sérielle ou histoire quantitative. Les mathématiques étaient même appelées en renfort.

Dans une certaine mesure, l'Université de São Paulo en perdit une partie de sa prépondérance. A Rio, à Salvador, à Curitiba, dans les Universités fédérales mais aussi dans les Universités catholiques, de nouvelles écoles de recherche historique affichaient haut et fort leurs résultats scientifiques. Les historiennes occupaient souvent ces nouvelles chaires. Autour de Maria Cecilia Westphalen, à Curitiba, des travaux de démographie historique étaient programmés que Louis Henry supervisait et auxquels Adeline Daumard, après São Paulo, apportait sa contribution. La voie était ouverte d'une réconciliation entre la démographie historique et la nouvelle histoire sociale. A Salvador, l'époque de Gilberto Freyre était bien révolue : l'esclavage et les prix étaient réconciliés par Katia M. de Queiros Mattoso. A Rio, l'analyse des revenus était testée sur le long terme par Mircea Buescu qui multipliait la reconstitution des séries statistiques par-delà les clivages traditionnels de la périodisation entre l'histoire coloniale et l'histoire nationale.

Les historiens français de l'économie, de Frédéric Mauro à Pierre Chaunu et de Maurice Lévy-Leboyer à Jean Marczewski ne pouvaient que constater avec étonnement et admiration la profusion de ces études économétriques et sociométriques qui se développaient dans l'ancienne terre de laboratoire de Lucien Febvre et de Fernand Braudel. Le colloque international d'*Histoire quantitative du Brésil de 1800 à 1930* organisé par Frédéric Mauro en octobre 1971 à l'Institut des hautes études de l'Amérique latine à Paris, avec l'aide du CNRS, reflétait largement la prolifération de ces nouveaux travaux de l'historiographie brésilienne. (46)

L'HISTORIOGRAPHIE BRÉSILIENNE FACE AUX NOUVEAUX DÉFIS DE LA RECHERCHE HISTORIQUE

Mais un tel engouement ne pouvait que provoquer des réactions salutaires. Ainsi, par exemple, des projets de recherche établis dans d'autres universités ont-ils entrepris de contester la généralisation du modèle économique et social d'industrialisation pauliste à l'ensemble du cas brésilien. Sous l'impulsion de Sandra Jatahy Pesavento, toute une nouvelle histoire industrielle régionale s'est ainsi écrite où Porto Alegre et les régions du Sud ont affirmé leur originalité. Et puis l'histoire des mentalités commença à percer à la fin des années 1970. Si, en France par exemple, l'évolution se caractérisa par l'image bien connue du cheminement de "la cave au grenier", au Brésil, à São Paulo, l'irruption des mentalités dans l'histoire fut issue de la méthodologie et de la théorie de l'histoire. Compte tenu de l'expérience brésilienne en matière de civilisation et de culture, gageons que l'on s'achemine d'ici dix ans vers un engouement exceptionnel pour ce nouveau champ de la recherche en train de s'affirmer : l'histoire culturelle. Enfin, les nouveaux historiens de l'époque contemporaine formés à la recherche lorsque dominait le régime militaire n'hésitent plus à pratiquer l'histoire immédiate : au-delà de Vargas, cette histoire du temps présent s'intègre dans la continuité historique du Brésil, l'analyse d'un régime militaire à travers le prisme d'une problématique de démocratisation renaissante.

De fait, l'analyse de l'histoire de l'historiographie brésilienne permet de poser aux historiens d'aujourd'hui de nombreuses questions. Limitons ce nombre à trois. Première question : que peut-on attendre actuellement de l'apport des historiens "brasilianistes" à l'histoire du Brésil et au développement de l'historiographie brésilienne ? Deuxième question : compte tenu de la masse des travaux engagés aujourd'hui par l'historiographie brésilienne sur l'histoire coloniale et nationale du Brésil, quel impact peut représenter l'historiographie brésilienne dans une production historique qui, dans le monde, est très loin de se "brasilianiser" ? Troisième question : dans quelle mesure l'histoire universitaire, au Brésil, a-t-elle pu bénéficier du soutien des grands organismes et institutions de recherche publics ou privés pour renforcer son potentiel scientifique ?

Essayer de répondre à la première question, concernant le rôle et la place des "brasilianistes", mériterait en soi l'organisation future de beaux colloques. Le Brésil, on le sait, est une terre d'enjeux. D'où l'importance des "missionnaires". Dans cette intervention, priorité a été donnée aux missionnaires français. Pour ce qui est des autres missionnaires européens, il faudrait comparer leur contribution à cette stratégie de modernité de la transplantation culturelle française. Quant aux missionnaires nord-américains, on connaît l'importance des travaux, de Stanley J. Stein à Dauril Alden, pour se limiter à deux d'entre eux concernant le seul domaine de l'histoire coloniale. Ils ont joué et jouent actuellement un rôle essentiel dans le développement de la

recherche historique sur le Brésil. Ne conviendrait-il pas d'entreprendre l'évaluation des articles, des thèses, des ouvrages publiés aux Etats-unis où chacune des principales Universités possède son Département d'études latino-américaines et faire un véritable exercice de bibliométrie ?

Une telle évaluation a été faite concernant la production française et quelques chiffres ont été publiés récemment par le Réseau documentaire du CNRS sur l'Amérique latine. Dans une étude sur les thèses soutenues dans les Universités françaises de 1980 à 1984 soit sur cinq ans, toutes disciplines de sciences humaines et sociales confondues, cette production représente, sur l'Amérique latine, environ 1.000 thèses (sans distinguer entre doctorat d'Etat et doctorat de troisième cycle). Sur ces 1.000 et quelques thèses recensées, environ 220 concernent exclusivement le Brésil. Ignacy Sachs lui-même en a été étonné. Dans son commentaire du recensement du CNRS, il soulignait que l'on soutient en France, en moyenne, quasiment une thèse par semaine sur le Brésil. (48) Quant aux historiens, ils ont soutenu environ une cinquantaine de ces 220 thèses soit près de 23 %, ce qui est beaucoup. Mais il faut savoir que plus d'un auteur sur deux de ces thèses soutenues en France sont des historiens brésiliens. Sur l'ensemble des thèses concernant le Brésil, toutes disciplines confondues, 2/3 des auteurs sont originaires de ce pays.

D'autre part, le nouveau réseau d'information européen sur l'Amérique latine (REDIAL), créé en 1989 dans la foulée du 46^e Congrès international des Américanistes tenu à Amsterdam, a présenté à Tulane, en juillet 1992, un rapport sur le recensement des thèses en sciences humaines et sociales soutenues en Europe sur l'Amérique latine concernant les dix dernières années, de 1980 à 1989 et vient d'en publier, à Madrid, le recensement. Même si le nombre des thèses soutenues en France sur l'Amérique latine avait diminué de près de 50 % entre 1985 et 1989 par rapport à la période 1980-1984, le nombre des thèses, toutes disciplines en sciences humaines et sociales confondues, soutenues sur le Brésil, atteignait le chiffre de 339 sur les dix années 1980-1989 soit encore 23 % du total (1485). On peut donc considérer que le brasilianisme en France domine largement les travaux du même type effectués dans les autres pays européens puisque le nombre de thèses soutenues en Grande-Bretagne sur le Brésil n'était que de 52 (soit 19 % du total des thèses estimé à 273) et que la production des thèses sur le Brésil en Espagne, Pays-Bas ou Belgique était inférieure à 10, en dix ans.⁴⁹

Telle apparaît une mesure, parmi d'autres, du latino-américanisme et du brasilianisme en France et en Europe. Si on compare cette production au volume du travail historique réalisé au Brésil sur l'histoire du Brésil, l'effet quantitatif est très marginal. Il n'en reste pas moins que cet effet est estimé suffisant pour que l'on commence à créer, en France, des chaires d'histoire du Brésil en plus des chaires d'histoire de l'Amérique latine créées depuis une vingtaine d'années. D'autre part, cet effet a été estimé suffisant pour justifier la création d'une filière en France d'une des associa-

tions d'historiens brésiliens.⁵⁰

Essayer de répondre à la deuxième question est une tâche difficile. Les historiens universitaires brésiliens produisent aujourd'hui la plupart des travaux d'histoire du Brésil. Non seulement, ils ont "brasilianisé" l'histoire du Brésil mais ils ont aussi maîtrisé les techniques transférées. Comme le diraient les économistes, le gap technologique a été atteint. Et maintenant que faire ? Faut-il poursuivre cette accumulation quantitative ? Certes, cette accumulation est encore nécessaire car le Brésil présente un certain déficit par rapport à la demande sociale nationale et l'écart est encore fort si la comparaison est faite avec la production nationale des historiens des pays industrialisés. Mais ne faut-il que s'efforcer de continuer à compenser le retard ? Faut-il que les historiens brésiliens, qui ont la possibilité de soutenir leurs thèses en dehors du Brésil, continuent, par exemple, à travailler de façon quasi exclusive sur le Brésil ? Ne faudrait-il pas, aussi, qu'ils travaillent un peu plus dans cette direction ouverte par Euripedes Simões de Paula et Eduardo d'Oliveira França, vers les "frontières des autres mondes" ? De ce point de vue, l'historiographie brésilienne gagnerait à s'ouvrir vers les domaines de l'histoire ancienne et médiévale ou encore s'ouvrir davantage vers l'histoire européenne moderne et contemporaine, comme l'ont fait, par exemple, les historiens nord-américains. Même l'histoire comparée des Amériques aiderait les historiens brésiliens à sortir du champ, si vaste soit-il, d'une histoire "nationale". L'exemple récent d'une équipe attelée, sous la direction d'Enrique D. Dussel Ambrosini, à réviser l'histoire de l'Eglise de l'Amérique latine, impulsée dans les années 1970 par les idées de Vatican II, même si elle découpait encore trop selon une grille nationale l'histoire américaine comme avait eu tendance à le faire, dans le cadre d'une coopération internationale mise en place par l'Organisation des Etats Américains (OEA) dans les années 1950, le programme d'histoire de l'Amérique, allait dans cette perspective.⁵¹ N'existerait-il pas là précisément une nouvelle "frontière" de la coopération susceptible de développer l'historiographie brésilienne ? Et, parmi les nouveaux historiens de la quatrième génération, un effort d'"internationalisation" de l'historiographie brésilienne ne pourrait-il être envisagé ?

Quant à la troisième question, elle concerne l'efficacité même de la recherche universitaire qui, au Brésil comme ailleurs est essentiellement liée au mode de fonctionnement de la recherche individuelle. Certes, tout gage d'efficacité de la recherche ne se situe pas dans l'entreprise de recherche collective. Mais la recherche universitaire en histoire, et de façon plus générale en sciences humaines et sociales, s'adapte mal aux règles de fonctionnement des grands organismes de recherche : elle n'a pas besoin de grands équipements ou plus exactement elle est institutionnellement coupée de ses grands équipements (bibliothèques, archives, musées etc.) L'irruption du chiffre, de la statistique, du quantitatif et donc des ordinateurs, a partiellement rétabli ce contact. Au Brésil, des Fondations comme la Fondation Getulio Vargas avec la création du CPDOC en 1973 ont favorisé cette reprise des relations. Un nouveau dialogue en est résulté.

D'autre part, la pratique de financements de recherche à partir de bourses de pos-graduação depuis la réforme universitaire de 1968 a favorisé l'articulation de la recherche universitaire avec les institutions de recherche. En témoignent, par exemple, les activités d'institutions comme la CAPES du Ministère de l'Éducation ou le CNPq sous tutelle des administrations de la recherche. Dans le champ des disciplines comme la sociologie ou l'économie, voire les sciences de l'éducation, le soutien des organismes internationaux a même été prépondérant : pensons à la CEPAL, à la FLACSO, à la CLACSO au niveau du continent latino-américain. En Europe, nous avons là beaucoup à apprendre. Pour ce qui relève de l'histoire, le CNPq, ces dernières années, a joué un rôle de coordination de grands travaux extrêmement intéressant. De 1987 à 1989, une des chevilles ouvrières de ce nouveau mode relationnel des communautés universitaires d'historiens professionnels avec le CNPq a été José Jobson de Andrade Arruda, à la direction des Sciences de l'Homme et de la Société de cet organisme. Compte tenu de l'intérêt permanent pour l'histoire de la part des sciences humaines et sociales - ce goût et cet appel que nous avons décrit -, le CNPq a programmé, de façon annuelle, des ensembles de financement constitués autour de l'étude d'événements significatifs du passé.

Ainsi, en 1988, nombre de publications et programmes de recherche et de colloques ont-ils été programmés autour du centenaire de l'abolition de l'esclavage. En 1989, les thèmes programmés ont concerné la république et le régime républicain et, avec le concours de la Révolution française, l'analyse des mouvements d'inconfidencia⁵². Actuellement, un des thèmes privilégiés de recherche est l'histoire des femmes, ce qui, compte tenu de la féminisation de la profession d'historien, ne pouvait que séduire nos collègues, très à l'écoute des recherches en cours aux Etats-Unis et en Europe sur un tel sujet. Mais la question féminine n'est-elle pas actuellement une des questions que la société brésilienne se pose à elle-même ? Entre l'histoire sociale et l'histoire des mentalités, de nouveaux projets de recherche émergent pour permettre à la recherche historique de mieux répondre aux besoins de la demande sociale. Parmi les futurs programmes en cours d'élaboration, ne pourrait-il y avoir, bien sûr, un gros programme d'histoire coloniale et d'histoire des origines du Brésil entre 1992 et l'an 2000, revu et corrigé entre autres par l'ethno-histoire ? Alors l'histoire commémorative et cérémonielle ou histoire critique et méthodique ? Capistrano de Abreu avait déjà posé cette question. Alors l'historiographie brésilienne d'aujourd'hui et de demain - l'an 2000 - ne doit-elle pas répondre au défi de l'historiographie définie par Capistrano de Abreu, c'est-à-dire cette historiographie pour qui le Brésil ne commence pas seulement son histoire en 1500 ?

Mais plutôt que de se limiter à être à l'écoute des seuls renouvellements de l'écriture de l'histoire aux Etats-Unis ou en Europe, les historiens brésiliens ne pourraient-ils pas prendre l'initiative de mettre en oeuvre un programme international de recherches sur autre chose que la seule histoire du Brésil ? L'histoire internationale de l'environnement n'apparaîtrait-elle pas, dès lors, comme une opportunité à saisir ?

NOTES

(1) Nous avons dépouillé pour réaliser cette étude les "Actes" des assemblées annuelles de la Sociedade brasileira para a progresso da ciencia (SBPC), les "Bulletins" de l'Associação Nacional dos professores universitarios de historia, les "Annales" de la Sociedade brasileira de pesquisa historica (SBPH), la *Revista de Historia* de l'Universidade de São Paulo, notamment les deux tomes, le volume 100 du "numéro jubilar" de 1974 coordonné par Maria Regina Cunha Rodrigues. Parmi les travaux de José Honorio Rodrigues, on peut consulter notamment: *Teoria da historia do Brasil (Introdução metodologica)*, S. Paulo, 1978, (5e éd.) ; *A pesquisa historica no Brasil*, S. Paulo, 1982 (4e éd.) ; *Historia da historia de Brasil, Historiografia colonial*, S. Paulo, 1979 (2e éd.). De Nelson Werneck Sodré : *O que se dever ler para conhecer o Brasil*, Rio, 1967 (3e éd.) De Sergio Miceli : *les Intellectuels et le pouvoir au Brésil (1920-1945)*, Paris, 1981. De Daniel Pécaut : *Entre le Peuple et la Nation. Les intellectuels et la politique au Brésil*, Paris, 1989. De Carlos Guilherme Mota : *Ideologia da cultura brasileira (1933-1974)*, S. Paulo, 1985 (5e éd.).

Par ailleurs, nous avons constitué nous-même notre propre banque de données à partir des 2500 références de notre *Orientation bibliographique de l'histoire économique du Brésil (1800-1940)*, Toulouse, 1967 (500 p. dactyl.). Certaines réflexions ont été développées dans nos deux thèses de doctorat : une thèse de doctorat de troisième cycle intitulée : *Contribution à l'étude de l'économie rétrospective du Brésil. Essai d'historiographie*, 800 p. soutenue en 1973 et une thèse de doctorat ès Lettres et sciences humaines intitulée : *Le Brésil et l'Europe atlantique (XVII^e-XVIII^e siècles). L'invention contemporaine de la brasilianité*, 2241 p., soutenue en 1986 toutes deux devant l'Université de Paris X. D'autres réflexions ont été proposées dans nos ouvrages : *Aspects de la coopération franco-brésilienne. Transplantation culturelle et stratégie de la modernité*, Paris, 1982 ; *L'Amérique latine et le latino-américanisme en France*, Paris, 1985 (en collaboration avec Jacques Chonchol) ou encore *France-Brésil-Vingt ans de coopération (science et technologie)*, Paris, 1989 (en collaboration avec Luiz Claudio Cardoso).

(2) Glénisson Jean : *Vingt-cinq ans de recherche historique en France (1940-1965)*, Paris, 1965 (2 volumes.)

(3) J. H. Rodrigues : *Teoria...*, o.c., p. 438

(4) Ch. O. Carbonell : *Histoire et historiens. Une mutation idéologique des historiens français (1865-1885)*, Toulouse, 1976.

(5) G. Martinière : *L'Amérique latine...*, o.c., p. 69. D'autre part sur "la sociologie et l'art de sauver le Brésil" cf. *Aspects...*, p. 11. L'expression est de Mario de Andrade.

(6) J. H. Rodrigues : *A pesquisa...*, p. 276

(7) Je remercie tout particulièrement le sociologue Eduardo Diatayh B. de Menezes, de l'Université Fédérale du Ceara, et ma collègue historienne de l'Université Fédérale du Rio Grande do Sul, Sandra Jatahy Pesavento, qui ont soumis au feu de la critique constructive, en 1992, certaines de nos hypothèses de travail. Nous avons tenu compte de plusieurs de leurs remarques dans cette présentation de nos propos. Mais, sans doute, le débat ne fait-il que commencer... prolonger...

(8) Emile Coornaert : "Aperçu de la production historique récente au Brésil" in *Revue d'histoire moderne*, 1936, t. XI, n° 21, pp. 44-60 ; d'Henri Hauser : "Notes et réflexions sur le travail historique au Brésil" in *Revue historique*, 1937, t. 181, pp. 85-98.

(9) E. Coornaert : "Aperçu...", art. cit., p. 45 et p. 60

(10) idem, p. 94

(11) J. H. Rodrigues : *Teoria...*, o.c., p. 44

(12) Voir notamment D. Pécaut : *Entre le Peuple...*, o.c., p. 17

- (13) J. H. Rodrigues : *Teoria...*, o.c., p. 34
 (14) idem, p. 33
 (15) J. H. Rodrigues : *A pesquisa...*, o.c. p. 38
 (16) E. Coornaert : "Aperçu...", art. cit., p. 45
 (17) Rollie E. Poppinio : "A century of the Revista de Instituto historica a geografico brasileiro" in *Hispanic American Historical Review*, 1953, vol. XXIII, n° 2. D'autre part, d'E. Coornaert : "Aperçu...", p. 45 et suiv.
 (18) J. H. Rodrigues : *A pesquisa...*, o.c., p. 232
 (19) E. Coornaert : "Aperçu...", art. cit., p. 45
 (20) Francisco Adolfo de Varnhagen : *Historia geral do Brasil (isto e descobrimento, colonização, legislação e desenvolvimento deste Estado, hoje imperio independente, escripta em presença de munitos documentos autenticos recolhidos nos arquivos do Brasil, de Portugal, de Espanha e da Hollanda (por un socio de instituto historico do Brasil, natural de Sorocaba)* Rio, 1854, XV - 479 p.
 (21) J. H. Rodrigues : *Teoria*, o.c. p. 130
 (22) idem, p. 151
 (23) D'après H. Hauser : "Notes...", art. cit., p. 88.
 (24) João Pandia Calogeras : *A politico exterior do Imperio*, Rio, 1927-1928 (2 vol.). Un troisième volume sera publié en 1933 à S. Paulo.
 (25) J. H. Rodrigues : *Teoria...*, p. 34
 (26) Afonso d'E. Taunay : *Historia geral das bandeiras paulistas*, S. Paulo, 1924-1950 (11 vol.)
 (27) H. Hauser : "Notes...", art. cit. p. 89
 (28) Euclides da Cunha : *Os Sertoes*, Rio, 1902, 1902. D'Heitor Marçal : *Marinha e Sertão (Fundamentos da economica colonial)*, Rio, 1950.
 (29) J. H. Rodrigues : *Teoria...*, o.c. p. 201. De Capistrano de Abreu. *Capitulos de historia colonial (1500-1800)*, Rio, 1928.
 (30) La liste des membres ainsi que les statuts de l'Association Capistrano de Abreu se trouvent en annexe de l'édition de 1934 des *Capitulos...* (F. Briguier and Co ed.), pp. 241-254.
 (31) Cf E. Coornaert : "Aperçu...", art. cit., p. 52
 (32) Sur ce point cf G. Martinière : "L'école des Annales et les Amériques latines (1929-1949)", in *Aspects...*, o.c., pp. 151-170. Parmi les différents travaux sur les *Annales*, on consultera : Jacques Le Goff : *La nouvelle histoire*, Paris, 1978 (en collab. avec Roger Chartier et Jacques Revel) ; Hervé Coutau-Bégarie : *Le phénomène nouvelle histoire. Grandeur et décadence de l'école des Annales*, Paris, 1989 (2e éd.) ; François Dosse : *L'histoire en miettes. Des "Annales" à la "nouvelle histoire"*, Paris, 1987, Brigitte Mazon : *Aux origines de l'EHESS (Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales). Le rôle du mécénat américain.*, Paris, 1988, etc..
 (33) Gilberto Freyre : *Maîtres et esclaves, La formation de la société brésilienne*, Paris, 1952 avec une préface de Lucien Febvre intitulée "Brésil, terre d'histoire", traduit par Roger Bastide.
 (34) Caio Prado Junior : *Evolução politica do Brasil. Ensaio de interpretação materialista de historia do Brasil*, S. Paulo, 1933.
 (35) H. Hauser : "Notes...", art. cit., p. 94
 (36) Cf sur ce point Carlos Guilherme Mota : *Ideologia...*, o.c., p. 30 et suiv.
 (37) idem, p. 23
 (38) G. Martinière : *France-Brésil...*, o.c., p. 53 et suiv., notamment les contributions de F. Mauro : "L'histoire en quête du temps et de l'espace" et de José Ribeiro de Araujo Filho, Azis Simão et Eduardo d'Oliveira França : "Université de São Paulo. Faculté de philosophie, lettres et sciences humaines. Rapport sur les professeurs français (1934-1987)", p. 17 et suiv.
 (39) Maria Cecilia Westphalen : *Anais do I seminario de Estudos brasileiros*, USP, 1972, p. 38

- (40) J. H. Rodrigues : *Teoria*, o.c., p. 36. D'autre part, la citation de C.G. Mota est extraite de *Ideologia...*, o.c., p. 24
- (41) C.G. Mota : *Ideologia...*, p. 24
- (42) Celso Furtado : *La formation économique du Brésil de l'époque coloniale aux temps modernes*, Paris, 1972. Sur ce point cf. G. Martinière : "Celso Furtado face aux dilemmes de l'économie brésilienne : progrès et/ou stagnation, créativité et/ou dépendance ?" in *Aspects...*, o.c., p. 171 et suiv.
- (43) Sergio Buarque de Holanda : *Historia geral da civilização brasileira*, S. Paulo, 1983 (4e éd.). Maurice Crouzet : *Histoire générale des civilisations*, Paris, 1963, 7 vol.
- (44) D. Pécaut : *Entre le Peuple...*, o.c., p. 97
- (45) Simon Schwartzman : *Formação da comunidade científica no Brasil*, S. Paulo, 1979, p. 281 et suiv.
- (46) *Revista de Historia*, numéro jubilar, 1974. Sur ce point cf. en particulier : "Noticia informativa. Teses defendidas no departamento de historia da Universidade de São Paulo (1939-1974)", pp. 821-857.
- (47) *L'Histoire quantitative du Brésil de 1800 à 1930*, Paris, 1971 (coord. F. Mauro)
- (48) *Thèses sur l'Amérique latine soutenues en France, 1980-1984*, Paris, 1987. De ce "répertoire bibliographique en sciences sociales et humaines" publié par le Réseau documentaire Amérique latine du GRECO26 - CNRS, on consultera les commentaires d'Ignacy Sachs sur le Brésil, p. 10. D'autre part, sur l'ensemble de cette question cf. G. Martinière : *l'Amérique latine...*, o.c., p. 7
- (49) Red europea de informacion y documentacion sobre America latina, REDIAL. Le Secrétariat général du REDIAL est actuellement assuré par Mona Huerta, à l'Institut des Hautes études de l'Amérique latine à Paris.
- Sur le recensement des thèses cf. l'article de Claudie Dupont : "Tesis doctorales europeas sobre América latina. 1980-1989" pp. 94-110, *La informacion científica sobre América latina en ciencias sociales y humanidades en 1991. Documento de trabajo*, Paris, REDIAL, 1992 (coord. Mona Huerta), 454 p. D'autre part cf. REDIAL : *Repertorio de tesis europeas, sobre América latina 1980-1990*, Madrid, 1992, 429 p. (coord. Adelaida Roman).
- (50) Associação de professores universitarios de historia (ANPUH, "nucleo" de Paris. Cette section française créée le 25 janvier 1990 a organisé le 1er juin 1990 un forum sur "A pesquisa historica brasileira na Europa". A propos des chaires universitaires d'histoire de l'Amérique latine et d'histoire du Brésil dans les universités françaises, cf. G. Martinière : *France-Brésil...*, o.c., p. 173 et suiv. Il existe actuellement deux chaires d'histoire du Brésil en France : l'une, occupée par Katia M. de Queiros Mattoso, à l'Université de Paris I Sorbonne, l'autre, à l'Université de la Sorbonne nouvelle - Paris III- occupée par l'auteur de ces lignes.
- (51) La comision de Historia, présidée par Silvio Zavala de l'Instituto panamericano de geografia e historia, organisme spécialisé de l'Organisation des Etats Américains (OEA), a établi dans les années 1950 un Programa de Historia de América divisé en trois périodes : "période indigène", placée sous la responsabilité de Juan Comas, "période coloniale", coordonnée par Silvio Zavala lui-même et "période nationale", animée par Charles C. Griffin. D'autre part la Commission d'histoire de l'Eglise de l'Amérique latine (CEHILA) s'est réunie pour la première fois à Quito en 1973 conformément à une proposition d'Enrique Dussel. Sur ce point cf. Eduardo Hoornaert : "Sobre a metodologia de nosso projeto de historia da Igreja na América latina na momento que atravessamos" in *Boletim CEHILA*, n° 42, sept. 1992, pp. 25
- (52) D'après les informations transmises à G. Martinière par José Jobson de Andrade Arruda, alors, chargé du département des Sciences de l'Homme et de la Société au CNPq en mars 1988. Sur ce point cf. notre rapport de mission effectué pour le Club Amérique latine du Comité des relations industrielles (CRIN) du CNRS, déc. 1988.

MANIFESTATIONS SCIENTIFIQUES

L'Europe et l'Amérique latine Processus d'intégration et nouveaux rapports

Institut des Hautes Études de l'Amérique Latine (IHEAL)
Banque Interaméricaine de Développement (BID)

Paris 20-21 juillet 1993

Chercheurs, universitaires, représentants des entreprises européennes et hauts fonctionnaires des organismes multilatéraux (CEE, OCDE, CNUCED) ont participé aux deux journées de ce colloque et ont débattu de ce qu'est, ce qu'ont été et ce que seront les relations entre l'Europe et l'Amérique latine. Les principales conclusions de ce colloque sont résumées ci-dessous.

Historiquement, le protectionnisme et l'intervention de l'État ont accompagné les processus de croissance et de développement. En Europe, une tradition protectionniste a toujours existé pour empêcher l'entrée des produits et des hommes. Outre les normes techniques et autres mécanismes, le protectionnisme utilise actuellement de nouveaux arguments : la démocratisation, la défense de l'environnement, les priorités géographiques et historiques (1. l'Europe de l'Est, 2. Les pays ACP -Afrique, Caraïbes, Pacifique-, 3. Les pays de la Méditerranée, 4. l'Amérique latine). Par ailleurs, la globalisation en Europe doit s'entendre comme un nouveau type d'intégration des entreprises en réseaux qui opèrent dans des pays où les conditions sont plus favorables. Néanmoins, le protectionnisme sera surtout un protectionnisme des grands groupes et réseaux d'entreprises et non plus uniquement, un protectionnisme de pays ou de blocs.

Si 55 % du budget de coopération de la CEE est destiné à l'Amérique latine, il n'existe pas encore de politique communautaire vis à vis du continent. C'est ainsi que chaque pays-membre défend des positions et/ou des intérêts propres dans des instances comme le G7, le FMI ou la Banque mondiale dont les politiques ont une grande influence dans la région. La démocratisation des institutions de Breton Woods ou l'adoption par certaines d'entre elles du modèle de "bon gouvernement" ne font pas partie de l'ordre du jour. Actuellement, à l'intérieur du cadre de coopération, la CEE met en place le transfert de la technologie de l'intégration conjointement au Groupe de Rio. Il s'agit de créer différents centres en Amérique latine (Montevideo, Buenos Aires, Santiago du Chili) pour l'information et la formation des cadres latino-américains en intégration du secteur privé et direction d'entreprises, rôle de l'État, réformes et décentralisation, échanges universitaires.

En Europe, le déclin de l'idée d'aide au développement -et de tiers-monde-, trouve des justifications dans l'aggravation des problèmes transversaux qui affectent autant le Nord que le Sud : sida, drogue, environnement, migrations. C'est pourquoi il convient d'optimiser les fonds limités de la CEE en partant d'un nouveau concept : la coopération économique. La CEE propose également des politiques d'ajustement structurel, même si elles sont nuancées par le modèle de "bon gouvernement" - croissance économique, bien-être social, droits de l'homme. Peu à peu, l'État, lui aussi, abandonne son rôle de régulateur au bénéfice du marché, comme c'est le cas de la politique agricole communautaire qui n'est plus, depuis longtemps, un modèle.

Dans cette nouvelle vision de coopération économique, les principaux acteurs sont les entreprises européennes du secteur privé - y compris les organisations de la société civile. Il faut inciter les unes et les autres à investir en Amérique latine et les différents pays, eux aussi, doivent favoriser ces investissements. On espère que la consolidation du marché unique européen puisse avoir un impact positif tant pour l'Amérique latine que pour certains produits, du fait d'une plus grande demande suscitée par la hausse des investissements. En ce sens l'Amérique latine aurait besoin de restructurer son offre en quantité, qualité et services après vente. Il ressort que la CEE constitue aujourd'hui le premier marché pour le Chili, l'Uruguay, le Paraguay et l'Argentine et le second pour le reste des pays latino-américains. Les chefs d'entreprise européens, quant à eux, voient dans cette initiative des Amériques une nouvelle doctrine Monroe et la reconquête d'un marché perdu dans lequel les États-Unis se proposent de regrouper les matières premières, la technologie et les bas salaires pour augmenter leur propre compétitivité. Cependant, les processus de privatisation sont vus comme une porte ouverte favorable à l'investissement européen.

A la différence de la CEE on assiste, en Europe centrale et orientale, à un processus de désintégration. Dans le cas de la CEI, la Russie a "désidéologisé" ses relations avec Cuba. Celles-ci passent désormais par des critères commerciaux, des intérêts nationaux et se fondent sur les prix en vigueur sur le marché international. Différents pays latino-américains ont été affectés par la cessation des paiements des importations de l'ex-URSS. Il apparaît que la Russie essaie de redynamiser ses relations avec l'Amérique latine, sur de nouvelles bases afin de ne pas rester à la traîne des États-Unis ou de la CEE : "la Russie fut grande, est grande et sera grande". Il s'agit de monter un centre russe, d'études latino-américaines en sciences sociales, afin d'analyser des problèmes communs comme démocratisation et développement. En fin de compte, s'il existe une grande activité en faveur de l'Amérique latine dans la société civile et les ONG européennes, on remarque sa marginalité et son peu d'influence sur l'opinion publique et les politiques gouvernementales.

Fondation pour le Progrès de l'Homme
Traduction de la rédaction.

LECTURES

Notes brèves sur la Guyane...

Emmanuel Lezy, *Guyane de l'autre côté des images*, Paris, L'Harmattan, 1989.

L'ouvrage d'E. Lezy est assurément un livre original : le géographe renonce à faire oeuvre de géographie (au sens classique du terme) et s'astreint à percer l'histoire des représentations de l'espace qu'il aborde, des explorations de la fin du XIX^{ème} siècle à nos jours. En cela réside le premier étonnement du lecteur. La Guyane, après 350 ans de domination française et malgré son titre de département n'est toujours pas devenue une province de notre pays. A peine arrivé, le géographe-aventurier connaît ses premières mésaventures, et il fait faire ses premières découvertes à ses lecteurs. Ce livre est aussi un merveilleux récit d'aventure : celui d'un jeune homme qui, par-delà les images, s'efforce de découvrir la réalité d'un effort de colonisation. Que découvre donc E. Lezy ?

La Guyane actuelle est véritablement née à la fin du XIX^{ème} siècle, avec les explorations de Crevaux, de Coudreau, de Brousseau et de Lévy. D'espace mal délimité, très partiellement reconnu, à peine exploité et ouvert sur l'Amazonie toute entière, la Guyane française est alors devenue un domaine relativement connu, mesuré, nommé, inventorié et strictement délimité. On la préparait, croyait-on, à entrer dans l'âge de l'exploitation ; encore faut-il préciser ce que l'image ainsi dessinée gardait, et conserve encore aujourd'hui, de

faussement rassurant. La Guyane n'est toujours pas un territoire homogène. Fragment arbitrairement isolé de la forêt amazonienne, espace qu'aucune population autochtone ne domina jamais, colonie péniblement, tardivement et mal contrôlée, la Guyane, à l'image de son blason, se scinde en trois domaines fort différents :

1. Symbolisée par trois fleurs de lys sur fond bleu, la mince frange côtière, où les "Métros" (entendez les métropolitains) sont nombreux, est certainement rattachée à la France. Mais les hommes de la côte ne purent jamais contrôler l'intérieur. Finalement, après avoir laissé échapper les territoires de l'Awa (à l'ouest) et de l'immense Contesté franco-brésilien (à l'est et au sud), grands au total de près de 350 000 kms, ils parvinrent à fixer des frontières absurdes sur deux fleuves, le Maroni et l'Oyapock, qui sont en fait les deux seuls axes de pénétration de la région.
2. Dans cet espace rétrécis et sans grande valeur, en arrière de la côte, commence le pays (rouge sur le blason), des chercheurs d'or. E. Lezy examine les techniques et recense les différents aspects de l'exploitation de l'or. La Guyane moyenne toute entière a vécu au rythme de l'activité minière. L'occupation humaine de cette zone reflète fidèlement cette histoire. L'or a tout à la fois donné au pays le visage avenant de la fortune et le rictus du désordre, de la misère, des grands booms immanquablement suivis de douloureux effondrements. L'auteur qui a fréquenté les *Garimperos* de l'Oyapock sait combien cette image n'appartient pas au passé.
3. Verte sur le blason de la Guyane, la forêt est à la couleur de l'espoir et l'auteur ne se fait pas faute de décrire par le menu les projets délirants de mise en valeur

conçus par les grands explorateurs de la fin du XIX^{ème} siècle, comme ceux nourris par d'anonymes têtes brûlées qui ne sont autres que quelques-uns de nos concitoyens !

E. Lezy, tout en conduisant de façon originale une étude remarquable, ne manquera pas de vous faire regretter d'ignorer l'incroyable spécificité de ce département d'outre-mer.

Pierre Ragon

le Pérou...

Anne-Marie Brenot, *Pouvoirs et profits au Pérou colonial au XVIII^{ème} siècle*, Paris, L'Harmattan, 1989.

Avec ce livre, issu d'une thèse de 3^{ème} cycle, L'Harmattan offre au public un ouvrage important pour la connaissance de l'Amérique espagnole à l'époque coloniale. Cet imposant travail porte en effet sur une question essentielle qui, jusque-là, était demeurée mal connue. On sait comment la Couronne d'Espagne édifia patiemment un appareil administratif destiné à contrebalancer puis à se substituer à l'autorité des conquistadors et des colons espagnols. Cette administration parvint peu à peu à devenir un élément central dans l'équilibre des sociétés latino-américaines. Or, au-delà des textes, des statuts, des règlements officiels, son fonctionnement réel demeure insuffisamment connu. On sait, on devine, on entrevoit, ou l'on comprend, que des phénomènes tels que le clientélisme jouèrent un rôle décisif. Quelques travaux ont permis de se forger cette certitude. Mais on attend encore l'étude d'ensemble qui permettra de mesurer l'importance et les rouages du phénomène. Pareillement, la corruption du personnel administratif est établie.

Insuffisamment payés et trop peu dévoués à la cause de l'État, les petits fonctionnaires de la Couronne, en particulier, ont assurément été conduits à tisser des réseaux de relations leur permettant de renforcer leur position et leurs revenus personnels. Le travail de B. R. Hamnett, sur le sud du Mexique à l'extrême fin de la domination espagnole, en donne un aperçu. Ces approches sont très loin d'avoir épuisé le sujet.

Anne-Marie Brenot s'est lancée dans l'aventure et a entrepris l'exploration d'un de ces phénomènes. Son étude porte sur un personnage clé et un phénomène essentiel : le *corregidor*, cet homme à tout faire de l'administration locale, et "la vente forcée", processus économique par lequel le *corregidor* oblige ses administrés indigènes à acheter à un prix obligatoire, une certaine quantité de marchandises qu'il répartit arbitrairement entre eux. L'étude révèle comment le *corregidor* se trouve en fait à la conjonction de toute une série d'intérêts contradictoires dont les Indiens sont les victimes. La vente forcée sert, bien sûr, le *corregidor*, à qui elle fournit d'importantes ressources complémentaires. Mais elle sert aussi la Couronne qui, du coup, se trouve dispensée de financer l'administration locale sur les ressources de l'État : le *corregidor* n'a pas de liberté de manoeuvre. Pour obtenir sa charge, se rendre sur place, subvenir à ses besoins, le *corregidor* est contraint de recourir à des pratiques illicites. De ce point de vue, la vente forcée est moins la marque de la corruption de l'administration qu'une forme de fonctionnement de l'État. Les menées du *corregidor*, au demeurant, servent également le grand commerce liménien car sans lui, les marchés indigènes de l'intérieur demeureraient inaccessibles aux négociants de la capitale. Les auditeurs eux-mêmes et, localement, le curé du village, le *cacique*, l'*alcalde* ou le gouverneur en tirent profit car il faut acheter leur

bienveillance.

Le trafic prit une ampleur considérable et porta sur des produits extrêmement variés : les mules bien sûr, mais aussi les textiles européens et, dans une mesure quantitativement moins importante mais économiquement plus décisive encore, les produits de la métallurgie qui devinrent de plus en plus indispensables aux Indigènes. Anne-Marie Brenot est soucieuse de cerner précisément les réalités. Elle montre comment, en définitive, les Indiens des environs de Lima souffrent moins que les autres de ces pratiques : plus proches des instances qui les protègent, davantage acculturés, ils savent mieux plaider leur cause. Pareillement, les régions les plus reculées sont relativement protégées des abus les plus criants, car elles ne laissent espérer que de faibles profits. Partout ailleurs, en revanche, les répartitions obligatoires de marchandises sont lourdes.

Chronologiquement, l'auteur suit le développement et l'enracinement du système au cours du XVIII^{ème} siècle : le lent déclin de la Couronne d'Espagne, depuis le XVII^{ème} siècle jusqu'au règne de Charles III, la conduit à payer de plus en plus mal des représentants locaux qu'elle contrôle de moins en moins bien. Cette longue évolution fut en particulier marquée par deux tentatives : en 1756, la monarchie voulut contrôler l'évolution des choses en légalisant les ventes forcées. Puis, incapable d'éliminer les abus, à l'extrême fin du XVIII^{ème} siècle, Charles III s'efforça de jeter les bases d'une nouvelle administration en supprimant l'institution des *corregidores* et en créant les intendances. On sait, par ailleurs ce qu'il advint de la réforme. Les plaintes et les révoltes indiennes allaient en se multipliant.

Anne-Marie Brenot est convaincante et, avec ce livre, elle fournit aux spécialistes de l'Amérique hispanique un précieux outil pour la compréhension des rouages

de l'administration espagnole. Mesurons le chemin parcouru : le résultat dépasse largement le projet initial de l'auteur. A partir d'une étude de la littérature de voyage sur le Pérou au XVIII^{ème} siècle, (étude bien conduite et très soignée qui s'appuie sur l'exploitation d'environ quatre-vingts textes pour beaucoup peu connus), l'auteur nous introduit au plein cœur d'un débat majeur de l'historiographie, tant son corpus recèle de richesses. De là, enfin, avec finesse, elle nous ouvre des perspectives qui engagent tant la compréhension de la société coloniale dans son ensemble que le fonctionnement économique du monde hispanique. Le travail est soigné : un lexique, des index et une bibliographie étendue complètent l'ouvrage. Gageons que ce livre aura le succès qu'il mérite.

Pierre Ragon

le Brésil...

Stéphane Monclaire (dir.), *A Constituição desejada*. SAIC : As 72.719 sugestões enviadas pelos brasileiros à Assembléia Nacional Constituinte, Brasília, Cegraf, 1991, 2 volumes.

Bon exemple de ce que peut être l'esprit de recherche en sociologie politique, cet ouvrage est une invitation à étudier «une banque de données unique au monde» : le SAIC (Système de soutien informatique à l'assemblée constituante). Entièrement conçue et réalisée par le PRODASEN (Centre informatique du sénat brésilien) sans que celui-ci n'ait jamais demandé conseil à des sociologues ou des scientifiques, cette banque rassemble plus de soixante-douze mille suggestions adressées par les brésiliens aux constituants en 1986-1987. Toutes sont répertoriées à la fois à partir des thèmes qu'elles abordent et à partir du profil socio-économique

(âge, sexe, niveau d'instruction, zone d'habitat, profession, et revenus) des agents sociaux ayant remplis et renvoyés les formulaires distribués à travers le pays. Or, aucune des données recueillies n'avaient jusqu'alors été analysées. Aussi, la recherche dirigée et menée par Stéphane Monclaire se justifie, ne serait-ce que par son caractère princeps. Cela dit, l'intérêt de ce livre provient moins du caractère inédit de la démarche entreprise, qu'à la juste et nécessaire évaluation qu'il fait des insuffisances, du degré de fiabilité et des potentialités que recèle cette banque de données originale.

Le premier chapitre est une analyse méthodologique et politique poussée du SAIC. Monclaire y démontre que les défauts de cette banque sont fondamentalement liés aux enjeux politiques qui traversent le Sénat et le PRODASEN, ainsi qu'à la conjoncture politique prévalant lors de la mise en œuvre du projet. Car, le SAIC se révèle non seulement «une banque de données politiques mais aussi une banque politique de données». Si cette dernière caractéristique relativise sa validité, dans le même temps elle fait du SAIC un objet de recherche privilégié d'une sociologie des organisations ; démarche que Monclaire mène avec rigueur et qui constitue un des points forts du livre. En effet, il fait apparaître les conditions et les circonstances politiques qui ont entouré la création du SAIC, en particulier les représentations politiques qui orientaient les choix de ses principaux concepteurs (au PRODASEN, au Sénat et, plus largement, au sein du Congrès), ainsi que la lutte politique entamée par ces différents acteurs pour conquérir ou se maintenir dans les différents postes de ces institutions. Et c'est en disséquant la façon dont le SAIC a échappé au fur et à mesure de son élaboration au contrôle de ses divers concepteurs, c'est en repérant à quel point cela a provoqué un ensemble d'er-

reurs ou introduit un ensemble de biais, que ce long chapitre met à jour le nombre, la nature et les raisons des faiblesses dont souffre cette banque de données.

Mais si Monclaire analyse de manière extrêmement minutieuse les différents aspects et phases de la réalisation du SAIC (l'élaboration du formulaire, sa distribution, les catégories employées dans le questionnaire, la collecte et la codification des données), s'il en évalue de la sorte les défauts, c'est pour aider les utilisateurs du SAIC à délimiter le champ des recherches possibles puis à réaliser celles-ci. Au fil des pages, l'auteur démontre que le SAIC, malgré ses failles, reste une banque d'un grand intérêt scientifique puisque le degré de validité de ses données varie en fonction du type de demande faite à l'ordinateur par ses utilisateurs. Monclaire souligne d'ailleurs avec passion la richesse et les nombreuses possibilités de recherche ouvertes par le SAIC. Toutefois, les potentialités dégagées ou, plutôt, les pistes retenues sont poursuivies avec un inégal succès par les auteurs des chapitres suivants.

Dans le deuxième chapitre, Flavia Impelizeri entreprend une analyse des rapports entre le profil socio-démographique des individus ayant répondu au formulaire et le contenu des suggestions qu'ils ont faites. Ceci dans le but d'examiner, de façon différentielle, et à partir de thèmes prédéterminés, la contribution de chaque groupe social. Elle constate tout d'abord que la population du SAIC n'est pas homothétique à celle du Brésil, tant elle s'avère être une «manifestation majoritaire de la couche minoritaire de la population la plus politisée du pays», c'est-à-dire des hommes d'âge mur, habitant dans les zones urbaines et disposant d'un niveau de scolarité et de revenus élevé. Puis, elle considère que les mêmes facteurs déterminant cette participation disproportionnée exercent une influence sur la présentation différenciée des priorités thématiques. Par

exemple, elle note que dans le groupe socio-démographique précédemment cité on assiste à une forte prédominance de suggestions portant sur les thèmes relatifs à la structure et l'organisation de l'État, les droits et les garanties individuelles, etc. Par contre, les groupes constitués par les individus les plus pauvres et/ou des femmes ont tendance à proposer des thèmes davantage liés à leurs conditions de vie matérielle et à l'état de la société. Or, vu les erreurs de méthode commises par Flavia Impelizeri lors de l'élaboration de ses statistiques, la lecture de son chapitre ne va pas sans poser problème. En effet, la recodification des items du questionnaire et la réindexation des thèmes, opérées par l'auteur sous prétexte que les uns et les autres étaient trop nombreux, sont arbitraires et sujettes à caution alors qu'en toute rigueur elles auraient dû être réalisées à partir de l'analyse des textes renvoyés. Mais il y a plus grave encore : la caractérisation des groupes faites à partir de facteurs socio-démographiques particuliers, et qui vise à "vérifier" a posteriori l'homogénéité du contenu des suggestions de ces groupes respectifs, traduit la naïveté méthodologique et épistémologique de l'auteur qui considère les catégories du questionnaire comme variables explicatives des suggestions reçues.

En revanche, cette erreur n'a pas été commise par Clóvis de Barros. Celui-ci, dans le troisième chapitre, étudie «qui» dans le SAIC «parle de quoi». En partant des thèmes les plus traités, il parvient à dresser une sorte de photographie des groupes sociaux les ayant le plus souvent abordés. Notant que les thèmes dits "politiques" sont moins fréquents que les thèmes considérés comme plus "sociaux" ou "économiques", il repère le profil des brésiliens ayant adressé les suggestions qui en traitent ou non, et tente d'apprécier de la sorte le niveau de politisation des brésiliens. Mais ce chapitre est déséquilibré. Car,

paradoxalement, l'intérêt majeur de celui-ci réside, non pas dans cette mise à jour de la politisation de la population brésilienne (dont la compréhension reste quelque peu interdite au lecteur en raison de l'abondance et de la complexité des statistiques publiées dans le second volume — plus de 250 pages de chiffres pour ce seul chapitre), mais dans les problématiques qu'il soulève et donc dans les pistes qu'il identifie comme possibles futurs objets de recherche, à savoir notamment : les nombreuses suggestions qui ont été indexées par le PRODASEN comme "non pertinentes" ; la teneur des suggestions "politiques" adressées par des habitants de petites villes et leurs rapports avec les problèmes de ces localités ; et surtout la nécessité d'une analyse linguistique approfondie des textes rédigés par les auteurs des suggestions afin de mieux saisir l'imaginaire politique de la population brésilienne. C'est justement cette dernière démarche que se propose de suivre Maria Izabel Magalhães dans le quatrième et dernier chapitre. Elle étudie le discours des femmes du SAIC en centrant son analyse autour du langage employé, des styles usités et des types de discours qu'elles ont élaborés. Il faut préciser que cette universitaire réalise davantage une analyse sociolinguistique, d'ailleurs de très haut niveau, qu'une analyse de contenu proprement dite. L'investigation démontre avec précision que le rapport entre langage et genre révèle une influence dominatrice des représentations masculines dans le discours des femmes.

Dans la conclusion générale de l'ouvrage, Monclair revient sur la conception du SAIC pour expliquer sa sous-exploitation ultérieure, tant par les parlementaires que par la communauté scientifique. La méconnaissance de cette banque de données est le résultat de la méfiance des hommes politiques à l'égard de toute initiative susceptible d'entacher en quoi que

ce soit leur monopole de la représentation politique, ainsi que de leurs préjugés à propos de la capacité politique des citoyens. Quant aux chercheurs brésiliens, ils ne sont pas non plus à l'abri de telles arrière-pensées, comme en témoigne l'absence de toute étude menée jusqu'à ce jour sur le SAIC. Ces constatations, ajoutées à l'attrait irrésistible pour la recherche qu'il suscite, sont une des vertus — et non des moindres — de ce livre.

Carlos Schmidt Arturi
Professeur à l'Université Fédérale du Rio
Grande do Sul (Brésil)

(1) L'inégalité des résultats de leur recherche est reconnue et largement commentée dans une longue interview accordée par Monclaire (cf. Anderson O. C. Lobato et Carlos Schmidt Arturi, "Sociologie du sénat et d'une recherche : entretien avec S. Monclaire, auteur de «A Constituição desejada»", in Cahiers du Centre d'études politiques brésiliennes, n° 14, avril 1992, pp. 1-27). Ce témoignage est en outre indispensable à tous ceux qui désireraient comprendre davantage les raisons de l'existence du SAIC. Car Monclaire, en y expliquant ouvertement combien et comment la création d'un groupe de recherche sur le SAIC puis la publication de son livre relèvent en fait de certains des enjeux politiques existants depuis la conception du SAIC, éclaire davantage le pourquoi de cette banque de données. En narrant les difficultés et les vicissitudes de toutes sortes auxquelles il a dû faire face pour mener sa recherche à terme et, ensuite, publier ses résultats au Brésil à travers la maison d'édition du Sénat, en racontant comment (alors qu'il ne voulait pas courir le risque d'être censuré) il a écrit le premier chapitre de *A constituição Desejada*, il nous aide à mieux lire entre les lignes de son livre, à mieux apprécier son analyse extrêmement fine des enjeux mais aussi du combat politique que menaient cadres du PRO-DASEN et sénateurs, pour imposer leurs croyances politiques et défendre leurs intérêts les plus immédiats, tout au long de la constitution du SAIC.

Maurice Pianzola, *Des Français à la conquête du Brésil (XVII^e siècle). Les perroquets jaunes*, Paris-Genève, L'Harmattan-Zoé, 1991.

Désireux de tirer un avantage politique d'une longue fréquentation commerciale des côtes brésiliennes, les Français firent différentes tentatives au cours des XVI^e et XVII^e siècles afin d'y fonder des établissements. Villegagnon, tout d'abord, créa la France Antarctique dans la baie de Rio de Janeiro au cours des années 1550, puis, quelques décennies après son échec, François de Razilly et Daniel de la Touche, seigneur de la Ravardière, relancèrent le vieux projet en jetant les bases d'une France équinoxiale dans la région du Maranhão. Ils ne rencontrèrent pas plus de succès et leur entreprise, comme celle de leur prédécesseur, tomba dans l'oubli, la réussite de l'implantation en Guyane venant occulter les échecs passés.

Le livre de M. Pianzola retrace l'histoire de la France équinoxiale. Il vient combler un vide relatif. Les deux premiers chapitres de la présence française sur les côtes brésiliennes demeurent en effet relativement peu connus, bien qu'ils aient fait l'objet, par le passé, de grands travaux (l'intérêt de ces entreprises dépassant largement, du point de vue de l'histoire des idées, la portée politique des faits proprement dits).

L'histoire de la France équinoxiale, en particulier, souffrit longtemps de la difficulté d'accès d'un des deux grands témoignages que nous a laissés l'histoire à son sujet. Hélène Clastres a heureusement comblé cette lacune en rééditant, en 1985, la chronique d'Yves d'Evreux dont seuls deux exemplaires subsistaient.

Aussi n'est-il pas étonnant que M. Pianzola se soit fixé pour objectif d'exploiter en priorité la richesse de ce texte et de le confronter systématiquement au récit de l'autre grand témoin, Claude d'Abbeville,

afin de donner de l'épisode une présentation rigoureuse et bien informée. Il le fait avec talent et passion et parvient sans difficulté à communiquer un peu de son enthousiasme à ses lecteurs. L'auteur prend le parti de nous faire revivre l'événement. Il le fait dans un style clair et agréable, qui n'est pas le moindre atout de son livre. Centrant l'étude sur le très bref épisode de la présence française sur la côte du Maranhão entre 1612 et 1615, il nous conte par le menu les préparatifs de l'expédition : l'entêtement des aventuriers, leurs difficultés financières, la complexité des intérêts politiques qui s'entremêlent. Puis, nous transportant au Brésil, il décrit les difficultés de l'implantation, les relations avec les Indigènes et enfin la tragédie finale, celle de la reddition aux Portugais alors que Saint Louis, la forteresse française, était assiégée par le général Jerônimo de Albuquerque depuis plusieurs mois. Ses sources l'y invitant, il ne manque pas d'évoquer longuement les moeurs des Tupinambas, alliés aux Français contre les Portugais à qui ils avaient déjà eu l'occasion de se heurter.

L'auteur n'est pas historien de métier : il a été journaliste avant de devenir conservateur en chef du musée d'art et d'histoire de Genève : il est infatigable. Pour écrire ce livre, il a parcouru l'Europe et le Brésil : sur les traces des deux gentilshommes et de leur adversaire portugais, il n'a pas reculé devant les mangroves de la côte brésilienne et n'a pas hésité à s'enfoncer dans la forêt amazonienne : démarche originale donc qui associe l'expérience du terrain à une fréquentation assidue de nombreuses bibliothèques en Suisse, en France, au Portugal, en Espagne, tout comme au Brésil. En définitive, il a pu consulter quelques manuscrits fort peu connus dont le lecteur découvrira l'intérêt avec plaisir.

Tout cela fait de ce livre un livre intéressant et attachant. Certes, il serait aisé de reprocher à l'auteur l'absence en bibliogra-

phie de tel ou tel ouvrage de référence (il n'utilise ni G. Atkinson, ni F. Lestringant). On aurait sans doute aimé qu'il replace, à un moment ou à un autre, l'histoire de la France équinoxiale dans le cadre de la présence française en Amérique latine. L'intérêt de son travail est ailleurs. Son livre se lit comme un roman. Citant largement des sources variées et parfois originales, M. Pianzola séduira tout à la fois l'amateur éclairé à la recherche de dépaysement et le chercheur soucieux de s'initier à l'histoire du Brésil des Français.

Pierre Ragon

Willem Assies, *To get out of the mud. Neighborhood Associativism in Recife 1964-1988*, Amsterdam, CEDLA publ. 1991, 332 p. (CEDLA Latin American Studies : 63).

Ce livre représente un travail approfondi sur les mouvements sociaux urbains à Recife, Brésil. Il est le résultat d'une recherche effectuée dans le cadre du CEDLA - Centre néerlandais de recherche et de documentation sur l'Amérique latine - incluant une recherche de terrain d'une année à Recife. Cette étude représente aussi un hymne aux luttes urbaines dont le leitmotiv est "sortir de la boue". Elle a été réalisée à un moment particulier de la vie municipale de cette métropole du Nordeste de 2,5 millions d'habitants, la période de la démocratisation municipale orchestrée par le maire socialiste Jarbas Vasconcellos et son équipe entre 1986 et 1988.

La bibliographie est étendue, plus de 400 références, et cite une abondante littérature brésilienne sur les mouvements sociaux urbains qui ont été très étudiés durant la décennie quatre-vingts. Les auteurs anglo-saxons ont la primeur, seuls quelques sociologues français sont cités : Touraine,

Foucault, Poulantzas.

Ces références bibliographiques montrent, aussi bien le rôle de l'Église à travers des ONG comme Etapas, Fase ou Gajop qui se sont regroupées dans *Interentidades*, que celui des groupes sociaux organisés (FEMEB - Fédération des quartiers de la Région métropolitaine de Recife-, FEACA - Fédération des associations du quartiers de Casa Amarela, un des plus pauvres et des plus populaires de Recife) ainsi que les programmes gouvernementaux (Condepe, FIDEM, URB/DPU) d'obédience nationale et internationale qui ont tous oeuvré à obtenir des améliorations dans les *favelas*.

Ce thème des mouvements sociaux urbains a été amplement débattu au Brésil le traiter dans la période de transition démocratique montre bien l'interface entre ces mouvements et l'État. La longue période étudiée, 1964 à 1988, est justifiée à la fois par le changement de contenu du paradigme associativiste dans les années soixante-dix et quatre-vingts et par le lieu choisi, Recife, qui présente une indéniable tradition politique de participation populaire. La personnalité influente du socialiste Miguel Arraes qui était gouverneur du Pernambouc, destitué en 1964 par le coup d'État militaire, a joué un rôle très important.

Durant le gouvernement des militaires, les associations urbaines se placent sous le manteau protecteur de l'Église jusqu'en 1979, puis le mouvement se diversifie avec "l'ouverture politique", avant de devenir, en 1985, franchement démocratique et ouvertement participatif. C'est l'interprétation de cette séquence de changements rapides que l'ouvrage s'efforce de mettre dans une perspective post-marxiste. Le rôle et les interrelations des nouvelles classes moyennes, des leaders des mouvements populaires et ceux de la théologie de la libération, ainsi que la promotion d'un associativisme de quartier

fort différent dans les années quatre-vingt, sont les questions particulièrement étudiées. Selon l'auteur, le réel effet politique des associations de quartiers ne peut se faire sentir qu'au-delà du temps de gestion d'un maire, quatre ans.

Ce travail d'un anthropologue qui a su prendre en compte les études urbaines des géographes sur l'agglomération de Recife, constitue une référence très riche et argumentée sur les contradictions du dialogue entre les habitants des quartiers pauvres et les planificateurs, urbanistes et hommes politiques. Il serait intéressant qu'il soit traduit diffusé et discuté au Brésil.

Martine Droulers

Geert A. Banck & Kees den Boer (eds.), *Sowing the Whirlwind. Soya Expansion and Social Change in Southern Brazil*, Amsterdam, CEDLA publ, 1991, 196 p. (CEDLA Latin American Studies : 61).

Ce livre est une collection de neuf chapitres sélectionnés dans un des symposiums du Congrès des Américanistes d'Amsterdam de 1988. Le thème central a émergé des travaux de six chercheurs hollandais insérés dans la première étude pluridisciplinaire du CEDLA - Centre néerlandais de Recherche et de Documentation sur l'Amérique latine - qui portait sur les conséquences internationales (particulièrement dans la CEE), nationales, régionales et locales du boom du soja au Brésil.

Ce livre traite de l'impact de la modernisation des systèmes de production dans les campagnes du sud du Brésil où l'expansion rapide d'une culture d'exportation qui a bénéficié de politiques de soutien provoque des changements sociaux violents. Ceux-ci sont analysés à travers des études de cas de quelques colonies rurales du Parana et du Rio Grande do Sul où sont

particulièrement soulignés le rôle des coopératives agricoles (Cotrijui, Fecotrigo...), l'évolution de la division sexuelle du travail, la lutte des paysans sans terre, finalement la difficulté de maintenir le dynamisme d'une petite agriculture familiale dans un contexte de culture d'exportation.

Cet ouvrage reflète la façon avec laquelle les spécialistes européens des sciences humaines retiennent et analysent les thèmes émergeant dans les zones rurales victimes du processus de modernisation. Ils recherchent l'apparition du sens critique, l'expression de la conscience des injustices, de l'esprit de lutte et de solidarité, le dépassement des mouvements d'Église par des mouvements plus politisés. Ils s'efforcent enfin d'interpréter les changements en profondeur des structures agraires et l'avenir d'un monde rural emporté dans la tourmente (*whirlwind*)

Martine Droulers

et le reste du monde.

La "découverte" de l'Amérique ? Les regards sur l'autre à travers les manuels scolaires du monde, Paris, L'Harmattan et Georg-Eckert-Institut, 1992, 320 p.

Le regard critique sur soi et sur la signification sociale de son discours semble être devenu une étape incontournable de la démarche de l'historien, qu'elle soit pour lui préalable, concomitante ou consécutive à l'élaboration de l'analyse historique proprement dite. Certains, parmi les plus grands, décrivent et analysent publiquement l'évolution de leur propre sensibilité d'historien, une fois leur réputation établie. Dans un autre domaine, d'autres s'attachent à repérer systématiquement l'utilisation que fait la société où ils vivent du pro-

duit de leur recherche historique : les manuels scolaires sont pour eux des témoins éloquentes.

La commémoration de la rencontre des deux mondes, parce qu'elle fut polémique et génératrice de conflits entre les différentes mémoires de l'événement, ne devait pas manquer de susciter de nouvelles démarches en ce sens. Le livre que viennent de publier L'Harmattan et le Georg-Eckert-Institut est l'aboutissement d'une grande enquête collective commencée trois années auparavant. Avec l'appui de sept traducteurs, quinze chercheurs, relayés par treize correspondants et un certain nombre de délégations permanentes à l'UNESCO et d'ambassades, ont ainsi minutieusement scruté différents manuels provenant de cinquante-deux États et de quatre groupes de pays (Maghreb, Afrique Noire anglophone et francophone, Afrique lusophone). L'éventail de pays ainsi couverts est relativement large et aucune aire culturelle n'est demeurée complètement à l'écart. De l'Europe occidentale à l'Extrême-Orient, de l'Afrique du Sud au Maghreb et du Proche-Orient à l'Inde, sans oublier la mosaïque des Amériques indienne, multi-ethnique (selon la nomenclature retenue dans l'ouvrage), hispanique, anglo-saxonne et française, les auteurs nous invitent à découvrir une multitude de regards d'une étonnante variété : ainsi, pour ne citer que ceux-là, l'étude des livres scolaires extrême-orientaux et l'analyse des manuels allemands, réservent-elles bien des surprises. Un découpage préalable soigneusement pensé permet de réduire au minimum les inévitables redondances et une synthèse finale vient heureusement resserrer autour de quelques idées-forces l'impressionnante masse des analyses qui constituent la substance de l'ouvrage.

On saluera en particulier la tentative de T. Kozakaï et de J. Pérez Siller : ces deux auteurs, à partir d'un traitement mathématique de soixante-douze critères appliqué à

95 manuels du corpus étudié, s'efforcent d'identifier quatre types d'approches de la Découverte, et ils nous offrent, en guise de conclusion, une "esquisse d'atlas des discours scolaires" (pp.299-315). Alors que différents regards se retrouvent parfois en concurrence parmi les manuels d'un même pays (ce qui eût mérité quelques éclaircissements), les résultats obtenus n'en sont pas moins suggestifs car, s'appuyant sur la finesse des analyses précédentes, ils nous entraînent au-delà des sentiers battus. Ces auteurs identifient en premier lieu un "regard explorateur", caractéristique des pays qui ne furent pas impliqués directement dans l'expansion maritime des XVe et XVIe siècles ou qui s'efforcent de refouler les questions indienne et noire : le Japon, l'Inde, la Turquie mais également l'Afrique du Sud et les nations anglo-saxonnes (le cas de l'Australie n'étant pas évoqué). La découverte et l'exploration, décrites sommairement, sont avant tout perçues comme des avancées scientifiques et commerciales. La seconde approche, le "regard colonisateur" est le fait de l'Europe atlantique, de l'Espagne au Royaume-Uni (mais ni le Portugal ni l'Irlande ne l'adoptent), des États-Unis ainsi que... de la majorité des pays d'Amérique latine ! Là, l'expansion européenne est surtout perçue comme l'établissement de sa domination physique et spirituelle sur des peuples lointains. L'événement est présenté comme positif et heureux pour le monde dans la mesure où il est inscrit dans le sens de l'évolution et du progrès de l'humanité. La présence dans ce groupe de nombreux pays d'Amérique latine traduit l'existence d'une "mémoire colonisée" mais également d'une hispanité partagée dans la mesure où la défense de l'héritage européen se confond souvent avec celle du legs espagnol contre les menées nord-européennes ou nord-américaines. Au demeurant, il convient de souligner que la plupart de ces pays (sauf ceux précédemment évoqués

d'Amérique latine, à l'exception du Brésil) se retrouvent également dans le troisième groupe, celui des pays où l'étude a mis en évidence l'existence d'un "regard ambivalent". Cette série de manuels est caractérisée à la fois par un effort de compréhension de l'autre et par un souci de se disculper. Le quatrième groupe, le moins inattendu d'une certaine façon, rassemble la plupart des pays de l'ex-bloc communiste, le Mexique, quelques pays africains et, faits plus surprenants, l'ex-RFA ainsi que les Pays-Bas, dans une commune condamnation du coût humain de la découverte et de la conquête du Nouveau monde. L'étude que consacre A. Lammel à partir d'un ensemble réunissant l'ex-URSS, la Hongrie, la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Roumanie et l'ex-Yougoslavie, loin de s'arrêter aux évidences, livre une analyse saisissante en permettant l'identification d'un discours établissant une relation symbolique entre l'or, le sacrifice et le capitalisme. Elle est sans doute parmi les meilleures.

On regrettera cependant un certain disparate du fait que quelques-uns des collaborateurs se sont, à l'évidence, lancés dans l'aventure sans posséder les connaissances de base concernant le sujet traité par les manuels dont ils devaient faire la critique. Cela a engendré un petit nombre de confusions de détail regrettables ; dans certains cas, fait plus grave, il est permis de se demander si certains auteurs n'ont pas ainsi été conduits à interpréter trop systématiquement toute analyse historique en terme de regard. Ces fausses notes ne doivent cependant pas nous détourner d'une lecture surprenante et instructive : ce livre a le grand mérite d'être étonnamment dérangeant.

Pierre Ragon

Bertrand Badie, *L'État importé, l'occidentalisation de l'ordre politique*, Paris, Fayard, 1992.

Voilà un livre passionnant que tout "latino-américaniste" doit impérativement avoir lu, même s'il ne traite que partiellement de l'Amérique latine, en la comparant avec d'autres aires culturelles, Afrique, Asie, pays arabes. La question de l'État est en effet aujourd'hui au centre de toutes les interrogations interdisciplinaires sur les sociétés latino-américaines : le géographe s'interroge sur le pouvoir à l'oeuvre sur des territoires en mutation, le sociologue est confronté aux nouvelles pratiques des groupes sociaux, l'anthropologue découvre les revendications politiques des Indiens, l'historien s'interroge sur l'évolution des sociétés récemment constituées, le politiste essaie de comprendre l'ampleur des mutations que connaissent les systèmes latino-américains depuis une dizaine d'années... chacun, au détour de ses questionnements, rencontre l'État. "Au commencement était l'État", a écrit Alain Rouquié à propos de l'Amérique latine (*Amérique latine, Introduction à l'extrême occident*, Paris, Seuil, 1987, p.125) : le mot est plus que jamais d'actualité.

Bertrand Badie nous offre ici une réflexion très ample, étape décisive dans la double préoccupation scientifique qui est la sienne depuis de nombreuses années : la question de l'État d'une part, l'analyse comparatiste d'autre part (cf. *Sociologie de l'État*, en collab. avec P. Birnbaum, Paris, Grasset, 1979 ; *Les deux États*, Paris, Fayard, 1986 ; *Le développement politique*, Paris, Économica, 1984 ; *Culture politique*, Paris, Économica, 1986 ; *Politique comparée*, en collab. avec G. Hermet, Paris, PUF, 1990). On rencontre sans cesse cet objet et cette méthode dans des travaux plus récents de relations internationales, en particulier (en collab. avec M.C. Smouts) *Le retournement du monde*, Paris, Presses

de la FNSP/Dalloz, 1992.

Bertrand Badie s'interroge sur la logique qui préside à deux processus contradictoires : une mondialisation des normes, des valeurs, des objectifs, qui tendrait à conforter l'hypothèse de l'unification ou convergence progressive des sociétés, et l'exaltation des particularismes, de la singularité, qui conflictualisent les sociétés plutôt que de les pacifier.

La mondialisation résulte à la fois de "l'exportation des modèles politiques" par les pays du nord et de "l'importation" de ceux-ci par les pays du sud. L'exportation est manifeste depuis deux siècles, avec la "prétention universaliste de l'État" (p. 69) : le modèle occidental de gouvernement s'impose comme universel, puisque l'État "s'autoproclame universel" (ibid.). Cet État est celui qui, en inventant la distinction de l'intérêt général et des intérêts particuliers, opère la distinction du public et du privé, là encore affirmant l'universalité de cette distinction pour toute société soucieuse de modernité.

La logique de l'importation est celle qui consiste à transférer le modèle occidental dans une société relevant d'une autre culture et d'une autre histoire. Cette importation crée inévitablement des tensions (monde arabe, Inde, Afrique), y compris dans les régions - l'Amérique latine - où elle n'est que partielle. La revendication d'occidentalité y est traditionnellement très forte, mais celle d'indianité se fait de plus en plus vive.

Trois domaines (ou trois idées) sont particulièrement significatifs de cette importation et des tensions qu'elle crée : ce sont celles de modernité, de rationalité et de souveraineté, que l'on rencontre omniprésentes aujourd'hui dans nombre de sociétés, dont celles d'Amérique latine. Bertrand Badie nous invite à analyser la nation (p.61), les partis (p.186), la corruption (p.194), le droit (p.197) à l'aune de cette logique d'importation.

Exportation et importation ont pourtant échoué à universaliser un modèle politique unique, et cet échec a engendré toute une série de désordres, tant sur le plan interne que sur le plan international. Au registre des désordres internes B. Badie analyse "le subterfuge populiste" (p.252). Sa démonstration est ici moins convaincante, dans la mesure où il ne distingue pas clairement entre régime populiste (Getulio Vargas, C. Cardenas, Peron) et discours populiste, qualifiant de "néopopulisme" les avatars discursifs de certains chefs d'État actuels en Amérique latine (Menem, voire Fujimori). Les régimes populistes ont eu pour objet "d'élargir l'espace démocratique avec des moyens non démocratiques" (Edgar Morin). Le discours populiste, celui qui ne propose pas de revenir au régime ancien mais utilise toutes les ressources du charisme, n'est en fait qu'un instrument de mobilisation politique pour permettre le démantèlement des survivances de l'État populiste. La campagne de C. Menem s'était faite sur un seul slogan : "Suivez-moi". La popularité de Fujimori ou de Salinas de Gortari provient en grande partie des succès qu'ils ont remportés pour restaurer *l'idée de l'État*, lui donner une nouvelle légitimité fondée sur l'efficacité et l'autorité. C'est de bonapartisme qu'il s'agit, particulièrement au Pérou, beaucoup plus que de populisme ou de "néopopulisme". Il n'en demeure pas moins, pour suivre la logique de B. Badie, que le régime populiste était bien un "subterfuge" à l'échec de l'import-export. Mais les désordres internes générés par cet échec sont aussi source d'innovation et d'invention, comme en témoignent la montée en puissance de la société locale (p. 259) ou l'essor des réseaux associatifs (p. 263).

Au terme de quelques 300 pages denses, mais écrites dans une langue -c'est l'une des grandes qualités de l'auteur- très claire et totalement accessible au non spécialiste,

on ne peut que souscrire à l'idée que si "l'occidentalisation forcée" a imposé des règles universelles, elle n'a pu "imposer leur effectivité". Il serait illusoire de croire que ce désordre permet l'émergence de contre-modèles : "cet ordre chancelant mobilise contre lui des références culturelles qui servent d'emblèmes et non pas de substitut" (p.315). Les revendications identitaires et communautaristes indiennes, qui sont devenues aujourd'hui si présentes dans nombre de pays d'Amérique latine, en sont une illustration.

Georges Couffignal

Zaki Laïdi (dir.), *L'ordre mondial relâché, sens et puissance après la guerre froide*, Paris, presses de la Fondation nationale des sciences politiques et Berg Publishers, 1992. 263 p.

Cet ouvrage intéresse à plus d'un titre les spécialistes des relations nord-sud et parmi ceux-là, de l'Amérique latine.

On retiendra particulièrement de la lecture de cet ouvrage collectif l'idée qu'aujourd'hui la notion de "démocratie de marché" qui semble au niveau universel, être seule à produire du sens, ne résiste que partiellement au sens ou aux sens que diffusent les niveaux locaux.

Deux échelles d'analyse, l'échelle de l'État-nation -Allemagne, Japon, Turquie, Chine-, et l'échelle de la région, "relais indispensable sur la voie d'une politique mondiale" -Moyen-Orient, Extrême-Orient, Amérique, Afrique- sont mises à contribution, la première pour nous permettre de comprendre qui dans le monde relâché et multipolaire d'aujourd'hui produit du sens. La deuxième pour mettre à l'épreuve des scénarii sur l'avenir du monde en termes de recompositions spatiales.

Ainsi Anne-Marie Le Gloannec nous suggère-t-elle que le modèle allemand, comme mode de développement économique ne semble pas transposable, mais qu'en revanche son modèle démocratique est activement diffusé par les fondations. Y aurait-il alors en Allemagne, coïncidence entre sens et puissance ?

On craint d'emblée que le Japon, dans l'introduction et dans le chapitre qui lui est consacré, ne crée le risque d'une dévalorisation du sens, d'une domination sans projet (Zaki Laïdi, Jean-Marie Bouissou), mais ne souligne-t-on pas dans le chapitre sur l'Extrême-Orient (Jean-Louis Margolin), l'importance économique et culturelle du confucianisme dans l'Asie du sud-est. Or, dit-il, ce confucianisme adapté à la modernité, d'inspiration plus japonaise que chinoise d'après Jean-Louis Domenach, ne contribue-t-il pas à produire du sens ?

C'est ici que l'on retrouve l'échelle régionale ; le décalage entre le temps mondial et le temps local est partout souligné, particulièrement au Moyen-Orient (Élisabeth Picard) et en Afrique (François Constantin). Il en est de même pour le projet de démocratie de type pluripartiste de l'Amérique latine (Georges Couffignal), qui ne joue pourtant encore qu'un faible rôle économique à l'échelle mondiale et qui avait été particulièrement réceptive à l'affrontement idéologique Est-Ouest.

Cependant, l'ensemble de l'ouvrage, et notamment les chapitres "régionaux", confirme ce que nous annonce l'introduction : "l'imperfection croissante et presque structurelle dans tout projet d'hégémonie régionale". De fait, les dynamiques hégé-

moniques sont contrecarrées par des comportements nationaux divers et eux-mêmes fluctuants. Ainsi, toute analyse régionale/globale est dangereuse, nous met en garde François Constantin à propos de l'Afrique, ce qui ne l'empêche pas de reconnaître des traits hégémoniques communs, externes à la région. C'est le seul exemple régional traité d'ailleurs en termes classiques, de rapport nord-sud, mais l'appréhension de cette diversité et les approches que lui donne chaque auteur, rendent parfois le lecteur perplexe. "La question n'est plus de savoir si le communisme durera... : il est condamné sous toutes ses formes..." nous dit Jean-Luc Domenach à propos de la Chine. "Le communisme n'est pas si menacé, là où il règne..." affirme au contraire Jean-Louis Margolin, observant l'Extrême-Orient. Serait-ce là quelques effets du relâchement, qui n'enlèvent rien à la volonté de chacun des auteurs, de lier rigoureusement leurs observations nationales et régionales à une notion dont la portée est supposée universelle, celle de "démocratie de marché" et à trois autres- relâchement, sens et puissance, temps mondial et temps local, supposées aider à instrumentaliser la première.

S'il n'est pas répondu à toutes les questions sur le système monde relâché, beaucoup sont posées. On regrette néanmoins l'absence de conclusion. On croit comprendre que les résistances à la notion clef concernent plus son premier terme "démocratie" que le second, "marché". Mais penser ainsi est peut-être consubstantiel à notre culture. Ce livre fait réfléchir.

Hélène Rivière d'Arc

Résumés

Resúmenes

Marie France Prévôt Schapira, *Argentine : fédéralisme et territoires.*

En dépit de la structure fédérale du pays, le fort centralisme de l'Etat argentin avait abouti à la structuration d'un espace en entonnoir et au "dévoisement" du fédéralisme. L'opposition centre/périphérie a contribué à brouiller les cartes dans l'usage de la décentralisation lorsque le thème associé à la démocratisation revient en force en 1983. L'auteur analyse le regain du fédéralisme dans les années 1980 et la difficile recherche d'une équité socio-spatiale dans un pays en crise et marqué par des clivages politiques, économiques et géographiques forts. A l'aube des années quatre-vingt-dix, l'application d'un "fédéralisme de l'ajustement" passe par la redéfinition des rapports nation/provinces et rompt avec le modèle "dépendant" d'organisation de l'espace.

Marie France Prévôt Schapira, *Argentina : federalismo y territorios.*

A falta de una estructura federal del país, un fuerte centralismo de estado en Argentina había alcanzado la estructuración de un espacio semejante a un embudo y "desviado" del federalismo. La contradicción centro-periferia contribuyó a confundir el manejo del uso de la descentralización cuando el tema referente a la democratización tomó fuerza en 1983.

La autora analiza el remozamiento del federalismo en los años ochenta y el difícil proceso de búsqueda de una igualdad socio espacial en un país en crisis y marcado por diferencias políticas, económicas y geográficas muy fuertes.

Al comenzar la década de los noventa, la aplicación de un "federalismo de ajuste" pasa por la redefinición de la relación nación/provincias y rompe con el modelo "dependiente" de organización del espacio.

*

* *

Jean Pierre Frey, Pascal Byé, *Le modèle chilien à la lumière de l'expérience des pays agroexportateurs de l'ASEAN.*

Depuis les années soixante-dix, le brusque passage d'une politique protectionniste à une politique de promotion des exportations n'a pas permis au Chili d'obtenir des résultats économiques comparables à ceux des pays de l'Asie Sud-Est (Thaïlande-

Malaisie) alors que dans cette région, les exportations se sont fortement diversifiées et que l'agriculture a servi de levier à l'industrie, au Chili la part des exportations industrielles dans l'ensemble des exportations du pays est restée très faible.

Seules les cultures d'exportation (exploitations forestières, fruits...) ont bénéficié du soutien de l'Etat et l'absence de mesures en faveur des infrastructures et des cultures vivrières a abouti à une destruction de l'appareil productif national et à l'aggravation des disparités sociales.

Jean Pierre Frey, Pascal Byé, *El modelo chileno a la luz de la experiencia de los países agroexportadores de la ASEAN.*

Después de la década de los setenta, el paso radical de una política proteccionista a una de promoción de exportaciones, no le permitió a Chile, obtener resultados económicos comparables a aquellos de los países del Sureste asiático (Tailandia, Malasia). Mientras que en dicha región las exportaciones se diversificaron notablemente y la agricultura sirvió de incentivo para la industria, en Chile, el porcentaje de exportaciones totales, se debilitó de manera considerable.

Solamente los cultivos de exportación (explotaciones de bosques y frutos) se beneficiaron del apoyo del Estado y la ausencia de medidas en favor de la infraestructura y los cultivos alimenticios fue el resultado de una destrucción del aparato productivo nacional y la profundización de las diferencias sociales.

*
* *

Célia Himelfarb, *Convertibilidad, estabilisation et dérégulation en Argentine.*

Après une mise au point des politiques de stabilisation mises en application récemment en Argentine et basées sur des dévaluations successives de la monnaie, l'auteur expose et analyse la spécificité actuelle du contrôle de l'hyperinflation en Argentine. Plus particulièrement, des caractéristiques de la stabilisation par convertibilité, de la libéralisation du commerce extérieur et de l'investissement direct international, de la réappréciation de la monnaie locale et du phénomène de déréglementation de l'économie. Une analyse des limites du programme actuel de stabilisation a également été élaborée.

Celia Himelfarb, *Convertibilidad, estabilización y desregulación en Argentina.*

Después del reciente establecimiento de las políticas de estabilización en Argentina basadas en las sucesivas desvaluaciones de la moneda, la autora expone y analiza la especificidad actual del control de la hiperinflación en Argentina. Más particularmente trata las características de la estabilización por convertibilidad, liberalización del comercio exterior y la inversión directa internacional, la reprecación de la moneda local y el fenómeno de desreglamentación de la economía. El análisis de los límites del actual programa de estabilización también se encuentra aquí elaborado.

*
* *

Jacky Buffet, *Le Brésil du "miracle" à la difficile gestion de l'"après miracle"*.

Après quatre décennies de protectionnisme, le Brésil est enfin entré dans l'ère des réformes structurelles - dérégulation, dérèglementation, privatisations. Faut-il accueillir cette initiative avec satisfaction, ou au contraire souligner les difficultés auxquelles ne manquera pas de se heurter l'économie dans les années à venir ? L'option mise en œuvre à partir de 1964, a permis d'édifier l'une des plus puissantes industries de l'Amérique latine, en projetant l'économie sur les voies du "miracle" des années 1968-73. Les programmes contracycliques de développement mis en œuvre au lendemain du premier choc pétrolier ont tenté de prolonger ce "miracle", mais au prix d'un endettement extérieur, puis d'un endettement intérieur considérables. Au début des années 1980, les inconvénients de ce système ont fini par avoir raison de ses avantages. L'industrie a peu à peu déserté les investissements productifs, préférant le confort de gains plus spéculatifs offerts par les mécanismes de refinancement d'un Etat protecteur, devenu tentaculaire. La crise financière que traverse aujourd'hui cet Etat l'oblige à prendre des mesures d'exception qui transfèrent sur le secteur privé la charge réelle d'un retour à la croissance, mais qui révèlent en même temps les faiblesses du tissu industriel.

Jacky Buffet, *Del Brasil del "milagro" a la difícil tarea de "después de milagro"*.

Después de cuatro decenios de proteccionismo, el Brasil ha entrado finalmente en la era de las reformas estructurales -desregulación, desreglamentación, privatizaciones. Debe recibirse esta iniciativa con satisfacción, o por lo contrario subrayar las dificultades por las cuales no dejará de atravesar la economía en los próximos años ? La opción aplicada a partir de 1964, permitió construir una de las más poderosas industrias de América Latina, proyectando la economía hacia el camino del "milagro" de los años 1968-1973. Los programas anticíclicos de desarrollo comenzados luego del primer golpe petrolero, intentaron prolongar el "milagro" pero al precio de un endeudamiento externo e interno considerables. Al comienzo de los años ochenta, los inconvenientes de dicho sistema acabaron por aniquilar sus ventajas. La industria paulatinamente abandonó las inversiones productivas, prefiriendo la comodidad de las ventajas de una ganancia especulativa ofrecida por los mecanismos de refinanciamiento de un Estado protector con crecidos tentáculos. La crisis financiera que atraviesa hoy el Estado lo obliga a tomar medidas de excepción que transfieren al sector privado la carga real de una vuelta al crecimiento pero que dejan a la vista, las debilidades de la estructura industrial.

*
* *

RESUMENES

Hubert Drouvot, *Libéralisme et politique nationale de développement technologique: l'industrie aéronautique au Brésil.*

L'industrie aéronautique brésilienne s'est développée dès les années trente, grâce à la mise en oeuvre de différents projets de production d'avions en coopération avec des constructeurs étrangers (américains, hollandais, allemands, français). Une volonté politique s'est affirmée après la seconde guerre mondiale, elle s'est manifestée par la création d'instituts de recherche spécialisés (CTA, ITA, IPD) et la fondation en 1969 de l'entreprise publique Embraer. A l'aide d'une stratégie mixte d'acquisition de technologies étrangères et de développement de compétences nationales, cette firme parvint à prendre une part significative sur le marché mondial de l'aviation régionale. Toutefois, au début des années quatre-vingt-dix, les effets conjugués de la crise mondiale de l'industrie aéronautique et des orientations libérales du gouvernement Collor mettent gravement en péril la survie d'Embraer. Est-ce la fin des ambitions du Brésil dans ce secteur d'activité ?

Hubert Drouvot, *Liberalismo y política nacional de desarrollo tecnológico : la industria aeronáutica del Brasil.*

La industria aeronáutica brasileña se desarrolló desde los años treinta gracias a la realización de varios proyectos de producción de aviones en cooperación con constructores extranjeros (americanos, holandeses, alemanes, franceses). Una voluntad política se reafirmó después de la segunda guerra mundial manifestada en la creación de institutos de investigación especializados (CTA, ITA, IPD) y la fundación en 1969 de la empresa pública Embraer.

Con la ayuda de una estrategia mixta en la adquisición de tecnologías extranjeras y del desarrollo de la competencia nacional, dicha firma llegó a adueñarse una parte significativa del mercado mundial de la aviación regional. Sin embargo, al principio de la década de los noventa, los efectos combinados de la crisis mundial de la industria aeronáutica y las orientaciones liberales del gobierno Collor han puesto en grave peligro la sobrevivencia de Embraer. Es acaso el final de las ambiciones del Brasil en este sector de la actividad industrial ?

*
* *